

Université de Montréal

# **La multiculturalité de la Société des peuples : éthique et géopolitique d'une utopie réaliste. Le cas de l'Afrique**

par

Bipungu Victor-David MBUYI

Département de Philosophie

Faculté des Arts et des Sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal  
en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph. D.)  
en Philosophie

Février 2013

© Bipungu Victor-David Mbuyi, 2013

Page d'identification du jury

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée

La multiculturalité de la Société des peuples : éthique et géopolitique d'une utopie réaliste.  
Le cas de l'Afrique

Présentée et soutenue à l'Université de Montréal par :

Bipungu Victor-David MBUYI

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Président-rapporteur du jury :

Christian Nadeau

Directeur de recherche :

Daniel Marc Weinstock

Membre du jury :

Ryoa Chung

Examinatrice externe :

Christine Straëhl (Université d'Ottawa)

## Résumé

La publication de *Théorie de la justice* par John Rawls en 1971 a apporté un nouvel élan à la philosophie politique. Plusieurs commentaires et critiques de ce livre ont ainsi nourri la réflexion sur la question de la justice sociale dans son application à l'échelle mondiale. Dans ce livre, l'auteur a démontré entre autres que la démocratie libérale permet aux citoyens ayant diverses conceptions du bien, conceptions religieuses, philosophiques ou morales, souvent incompatibles et irréconciliables, d'avoir par ailleurs une conception politique de la rectitude morale et de la justice comme fondement de la structure de base de leur société. Ceci permet alors de soutenir l'unité politique et sociale de cette structure sur une base rationnelle et raisonnable. Par la suite, dans *The Law of Peoples*, Rawls a présenté un autre projet, celui d'étendre cette conception à la 'Société des peuples' qui, pour lui, est une idéalisation du regroupement des peuples qui respectent les idéaux et les principes du 'Droit des peuples' dans leurs relations mutuelles, le 'Droit des peuples' étant, pour Rawls, une conception politique particulière de la rectitude morale et de la justice qui s'applique aux principes et aux normes du droit et des usages internationaux. Ce projet de Rawls est, comme il l'a nommé lui-même, une utopie réaliste.

Partant de cette dernière comme d'un prétexte, notre étude s'inscrit dans un champ de recherche particulier de la philosophie politique, à savoir l'éthique des relations internationales. Elle se veut une contribution à l'élaboration d'une réflexion normative portant sur les principes fondamentaux de justice dans l'ordre international tel qu'il se présente dans les institutions qui l'incarnent aujourd'hui encore, comme le système des Nations Unies, et sur les conséquences de cet ordre dans l'intégration des pays de la région africaine des Grands Lacs. D'où ces questions : Qu'est-ce que l'utopie rawlsienne change-t-elle à l'ordre mondial actuel? Ses principes fondent-ils une éthique susceptible d'améliorer les relations internationales? Quelle serait la place des pays africains, et plus spécialement ceux de la région des Grands Lacs, dans l'ordre mondial inhérent à ce projet?

Les réponses à ces questions déterminent ce qui pourrait être considéré comme l'éthique de la gouvernance démocratique globale et les structures pouvant l'incarner.

**Mots-clés :** John Rawls, Société des peuples, Droit des peuples, Éthique des relations internationales, Pays des Grands Lacs, Afrique, Gouvernance démocratique globale.

## Abstract

The publishing of *A Theory of Justice* by John Rawls in 1971 brought a new impetus to political philosophy. Several comments and critical analyses of this book have thus provided food for thought on the issue of social justice in its application on a world scale. In this book, the author has demonstrated, among other things, that liberal democracy allows citizens with different conceptions of good – whether religious, philosophical or moral – often incompatible and irreconcilable, to have, otherwise, a political conception of moral rectitude and justice as the foundation of the basic structure of their society. This allows to support the political and social unity of this basic structure on a rational and reasonable basis. Subsequently, in his book *The Law of Peoples*, Rawls presented another project, that of extending that concept to the “Society of Peoples” which, for him, is an idealization of the regrouping of those people who respect the ideals and principles of the *Law of peoples* in their mutual relations, the “Law of peoples” being, for him, a particular political conception of moral rectitude and justice that is applicable to principles and standards of international law and customs. This project, as Rawls called it himself, is a realistic utopia.

Based on the latter as an excuse, our study is in keeping with a particular field of research in political philosophy – namely, the ethics of international relations. It is intended as a contribution to the development of a normative reflection on the fundamental principles of justice in the international order as it is found in the institutions that still embody it nowadays – such as the United Nations Organization – and on the consequences of that order in the integration of the countries of the African region of the Great Lakes. This raises questions such as: What changes does the rawlsian utopia bring to the current world order? Are its principles the basis for an ethic susceptible of improving international relations? What would be the role of African countries, particularly those of the Great Lakes, in the world order inherent in this project?

The answers to these questions determine what could be considered the ethics of global democratic governance and the structures which embody it.

**Keywords:** John Rawls, Society of peoples, Law of peoples, Ethics of International relations, African countries of Great lakes, Africa, global democratic governance.

# **Table des matières**

Résumé	i
Abstract	ii
Table des matières	iii
Dédicace	vii
Remerciements	viii
Introduction générale	1

## **Première partie :**

<b>L’Afrique et John Rawls : un effort philosophique d’appropriation</b>	<b>7</b>
--	----------

## **Chapitre premier :**

<b>Le Droit des peuples et l’Afrique des Grands Lacs. Problématique d’une réception et conditions d’applicabilité</b>	<b>8</b>
---	----------

Introduction	8
1.1. Un constructivisme exclusif et une modélisation limitée de l’égalité	9
1.2. Le cadre rawlsien et l’Afrique des Grands Lacs : réception et applicabilité	20
1.3. Au-delà des limites d’une réception	28
Conclusion	42

## **Chapitre deuxième :**

<b>Causes et variables explicatives d’une consolidation démocratique en sursis</b>	<b>44</b>
--	-----------

Introduction	44
2.1. L’héritage colonial et l’autocratie néo-patrimoniale africaine	45
2.1.1. Les objectifs de la colonisation	46
2.1.2. Les types de colonisation	48
2.1.3. L’autocratie née-patrimoniale africaine	54
2.2. Les contraintes économiques	59
2.2.1. La marginalisation de l’Afrique dans le marché mondial	59
2.2.2. Le rôle des institutions financières internationales	61

2.2.3. La patrimonialisation de l'économie	65
2.3. Le leadership politique : la responsabilité d'homme d'État	68
Conclusion	70

### **Chapitre troisième :**

#### **Entre la normativité et la comparaison : la question méthodologique à la lumière de John**

<b>Rawls</b>	<b>73</b>
Introduction	73
3.1. Une brève mise en contexte de la philosophie politique et sa renaissance	74
3.2. La démarche comparative comme expérimentation indirecte	89
3.3. Entre la normativité et la comparaison : l'équilibre réfléchi	95
3.4. Clarification de notre position méthodologique	101
Conclusion	103

### **Deuxième partie :**

#### **John Rawls au prisme de ses critiques** **105**

### **Chapitre quatrième :**

#### **Charles Beitz et la position originelle globale** **107**

Introduction	107
4.1. La structure de base comme cadre d'application de la justice	108
4.2. Le schème de coopération sociale globale	111
4.3. Le fait du pluralisme et le principe de tolérance	118
Conclusion	128

### **Chapitre cinquième :**

#### **La critique africaine des relations internationales** **130**

Introduction	130
5.1. Regard sur le système onusien	131
5.1.1. Genèse et importance de l'ONU	132
5.1.2. Les problèmes fondamentaux	136

5.1.3. La question de la justice internationale	144
5.2. La responsabilité du Conseil de sécurité	148
5.3. Le triomphe du réalisme dans les relations internationales	153
5.3.1. Souveraineté et rapports de force dans les relations internationales	154
5.3.2. La « françafrique » et les pays des Grands Lacs	156
Conclusion	160
 <b>Troisième partie :</b>	
<b>Éthique et géopolitique d'un nouvel ordre international</b>	<b>162</b>
 <b>Chapitre sixième :</b>	
<b>Les structures d'une nouvelle gouvernance : la démocratisation de la globalité. Quelle éthique ?</b>	<b>163</b>
Introduction	163
6.1. Les grands rendez-vous	164
6.2. Réformes et nouvelles initiatives	171
6.2.1. L'ONU et la réforme politique	171
6.2.2. La réforme économique, du G7 au G8	175
6.2.3. Les initiatives et réformes sociales	177
6.3. Éthique et structures de gouvernance démocratique globale	181
6.3.1. John Rawls et les relations internationales	182
6.3.2. Articulations d'une éthique de la gouvernance démocratique globale	186
6.3.3. Les structures cohérentes de la gouvernance démocratique globale	192
Conclusion	197
 <b>Chapitre septième :</b>	
<b>Nouveau paradigme africain des relations internationales. Quelle géopolitique pour une société des peuples solidaires ?</b>	<b>199</b>
Introduction	199
7.1. La géopolitique et le réalisme dans les relations internationales des pays des Grands Lacs	200

7.2. Souveraineté et problématique de l'État en Afrique des Grands Lacs	204
7.3. Les pays des Grands Lacs et le paradigme transnationaliste solidaire	209
7.3.1. Rétablissement de l'État dans les Grands Lacs	211
7.3.2. Une souveraineté partagée et une géopolitique déterritorialisée	213
7.3.3. Un nouveau leadership politique : la responsabilité d'homme d'État africain	219
7.3.4. Société des peuples solidaires : une utopie revisitée	224
Conclusion	228
<b>Conclusion générale</b>	<b>230</b>



*A Jean Odilon Bipungu Tshiamala, mon frère,  
parti trop tôt.*

*A Vicdav Mbuyi Bipungu, son petit-fils, né de  
son fils Jean-Paul Bipungu, et qui porte mon  
nom.*

## Remerciements

Les cinq dernières années ont été particulièrement significatives dans ma vie d'autant plus qu'elles m'ont permis de bâtir progressivement un projet dont la signification et la valeur dépassent l'importance que peut revêtir, par ailleurs, son caractère d'exercice académique. A travers ce projet, c'est de l'accomplissement personnel qu'il s'est agi dans la mesure où il est l'expression d'une préoccupation qui m'a toujours habité, celle de découvrir et de comprendre le mieux possible les conditions de possibilité du décollage du continent africain. Durant mon parcours académique, plusieurs personnes et institutions m'ont apporté le support sans lequel rien ne serait possible. Je m'en voudrais de ne pas le reconnaître et, surtout, de ne pas leur exprimer ma plus profonde gratitude.

J'aimerais, de prime abord, exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de thèse, le professeur Daniel Marc Weinstock qui, par des remarques judicieuses et des encouragements à travailler de manière autonome, a su non seulement diriger ma recherche avec perspicacité, mais aussi et surtout parce qu'il en a même inspiré l'orientation grâce au thème de la justice distributive abordé dans le cadre du Séminaire de philosophie politique auquel j'ai participé, comme étudiant sous sa direction, à la session d'automne 2007. J'en ai retenu l'immensité des enjeux, quant à la mise en application de la justice à l'échelle mondiale, et l'urgence de la prise de conscience du défi que constitue l'éthique des relations internationales. Dans le même ordre d'idée, je resterai redevable à tout le corps professoral du Département de philosophie de l'Université de Montréal dont la rigueur des enseignements et le souci pour un réel rayonnement de la recherche philosophique au sein de la plus grande Université francophone d'Amérique du Nord ne se démentent pas. Parmi les professeurs, je me dois de citer particulièrement Ryoa Chung pour sa sensibilité et sa passion envers les questions d'éthique des relations internationales, pour ses conseils et aussi pour avoir contribué à enrichir la documentation dont j'avais besoin pour ma recherche. Parmi les collègues étudiants du troisième cycle, je garde un beau souvenir d'Agnès Berthelot-Raffard et de Cyriaque Dongmeza dont l'amitié s'est exprimée à travers une collaboration enrichissante.

Par la suite, j'adresse ma plus sincère gratitude à tous ceux et celles qui ont participé, de loin ou de près, à mon intégration au Canada en général et au Québec en particulier, cette

terre qui est devenue ma deuxième patrie. Je me permets de citer en premier Mgr Gilles Cazabon, évêque émérite du diocèse de Saint-Jérôme. C'est lui qui, avec l'aide de mon cousin Roger Busughutsala, que je remercie vivement, a soutenu mon projet d'immigration au Canada depuis le début et encouragé mon inscription à l'Université de Montréal. Philosophe de formation et ancien professeur d'université, il a eu des mots justes pour renforcer ma détermination. Ses conseils, son écoute et sa préoccupation face à ma situation financière m'ont accompagné durant tout mon parcours. J'ai pu grâce à lui obtenir une première petite bourse d'études de la Corporation du Séminaire de Sainte-Thérèse. Je lui en sais sincèrement gré. De même son successeur, Mgr Pierre Morissette, l'actuel évêque de Saint-Jérôme, a continué cette sollicitude en soutenant ma deuxième demande de bourse d'études. A travers eux, que l'ensemble du diocèse de Saint-Jérôme trouve ici l'expression de mes sentiments de gratitude. Je ne saurais passer sous silence les encouragements des membres de ma communauté paroissiale de Sainte-Thérèse-d'Avila parmi lesquels plusieurs ont agi et agissent encore comme de grands amis. Ils sont ma vraie famille d'ici. La liste pourrait être très longue, chacun se reconnaîtra au nom de la riche expérience de vie partagée durant toutes ces années.

Malgré l'éloignement, ma famille a toujours été présente dans tout ce que j'entreprends et le soutien apporté par son amour gratuit restera plus que nécessaire. Je pense tout spécialement à mes parents qui, les premiers, et grâce à leur profession d'enseignants, m'ont appris que la réussite est toujours au bout d'un parcours d'instruction et d'apprentissage vécu dans la patience, mais avec détermination. Ils ont été et ils resteront mes premiers modèles dans le domaine de l'éducation même si je ne partage pas toujours leur façon de juger les jeunes générations de la famille. Qu'ils se sentent remerciés pour le meilleur d'eux-mêmes qu'ils nous ont transmis. De même, de mes trois grandes sœurs, Germaine, Marie-Jeanne et Clémentine, de mes nombreux neveux et nièces ainsi que de tous les membres de la famille élargie et de mes amis de tous les temps, j'ai beaucoup reçu pour devenir ce que je suis. Parmi eux, Neneh-Brigitte Tshiela mérite une mention spéciale pour avoir joué un rôle important par sa présence, son aide dans la réalisation de certains projets pour la famille et la communication avec celle-ci. Elle a été et elle sera précieuse pour moi.

Pour terminer, que les uns et les autres, y compris tous ceux et celles dont les noms n'ont pas été mentionnés, trouvent dans ces mots l'expression de toute mon admiration et de

ma gratitude car cette thèse restera le symbole d'une œuvre à la construction de laquelle chacun aura apporté sa pierre en fonction de sa relation avec moi, relation que j'accueille et apprécie comme un beau cadeau de la vie.

# Introduction générale

Les enjeux éthiques et politiques de la reconnaissance ou de la méconnaissance de la diversité culturelle dans les projets des sociétés ne sont plus à négliger en ce début du XXIème siècle. Suite aux phénomènes historiques des conquêtes, de la colonisation et de l'immigration, ainsi qu'au développement accru des échanges commerciaux facilités par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les États modernes sont devenus progressivement de grands ensembles constitués de plusieurs groupes culturels différents pour ne pas dire de plusieurs nations au sens sociologique du terme. Cela ne va pas sans porter préjudice à la stabilité et à l'harmonie dont chaque État a besoin pour son développement.

Face à cette situation, plutôt que d'opter pour l'assimilation qui, bien que fondée sur une conception ethnocentrique de la société et sur le mépris des cultures étrangères, était autrefois facteur de stabilité politique, les sociétés démocratiques libérales ont choisi non sans difficultés de favoriser le vivre ensemble grâce à un système fondé sur les principes de liberté et d'égalité pour tous. En d'autres termes, l'égalité civique a cessé d'être, dans ces sociétés, incompatible avec le respect des différences culturelles. La démocratie libérale permet donc aux citoyens ayant diverses conceptions du bien, conceptions religieuses, philosophiques ou morales, souvent incompatibles et irréconciliables, d'avoir par ailleurs une conception politique de la justice comme fondement de la structure de base de leur société, c'est-à-dire comme facteur d'unité politique et sociale de cette structure de base ayant un caractère rationnel et raisonnable, non pas en faisant appel à leurs doctrines englobantes, mais à une famille raisonnable de conceptions politiques de la rectitude morale et de la justice. Il s'agit du fait du pluralisme raisonnable essentiellement lié aux institutions libres, qui est un des traits fondamentaux de la démocratie libérale.

Dans sa *Théorie de la justice*, John Rawls a eu le mérite de présenter cette conception et, par la suite dans *The Law of People*, le projet d'étendre celle-ci à la *Société des peuples*

qui, pour lui, est une idéalisation du regroupement des peuples qui respectent les idéaux et les principes du *Droit des peuples* dans leurs relations mutuelles, le *Droit des peuples* étant, quant à lui, une conception politique particulière de la rectitude morale et de la justice qui s'applique aux principes et aux normes du droit et des usages internationaux<sup>1</sup>. Ce projet de Rawls est, comme il le nomme lui-même, une utopie réaliste. Cette dernière nous servira de prétexte dans notre étude qui s'inscrit dans un champ de recherche particulier de la philosophie politique, à savoir, l'éthique des relations internationales. Par cette étude, nous espérons contribuer modestement à l'élaboration d'une réflexion normative portant sur les principes fondamentaux de justice dans l'ordre international tel qu'il se présente dans les institutions qui l'incarnent aujourd'hui encore, comme le système des Nations Unies.

Quelques questions encadreront notre réflexion. Qu'est-ce que l'utopie rawlsienne change-t-elle à l'ordre mondial actuel? Ses principes fondent-ils une éthique susceptible d'améliorer les relations internationales? Quelle serait la place des pays africains, et plus spécialement ceux de la région des Grands Lacs, dans l'ordre mondial inhérent à ce projet?

L'analyse que nous ferons du constructivisme rawlsien nous permettra, dans un premier temps, de faire le constat selon lequel les pays de la région africaine des Grands Lacs, comme la plupart des pays dont la culture politique n'est pas essentiellement démocratique libérale, se retrouvent quasiment exclus de la procédure de représentation imaginée par John Rawls alors que celle-ci vise à déterminer les principes pouvant régir la structure de base de la *Société des peuples*. La raison de cette exclusion reste leurs cultures politiques qui sont différentes de celle libérale. Et pourtant, leur situation est particulière : ils sont soit en processus de démocratisation ou même ils pourraient avoir le statut des démocraties émergentes. Toutefois, cette exclusion ne nous semble pas cohérente avec le système de pensée de Rawls dans la mesure où elle pourrait avoir des conséquences inespérées dans la conception de l'ordre international. Comme quoi, ce système a d'autres implications et il ouvre sur d'autres perspectives que celles envisagées par le philosophe américain.

---

<sup>1</sup> John Rawls, *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, Montréal : Les Éditions du Boréal, 2006, p. 15.

En effet, la catégorisation ou la hiérarchisation des sociétés et l'extension du *Droit des peuples* par étapes qui s'en suit nourrissent la critique au sujet de l'ethnocentrisme et de la limitation des droits de l'homme autant qu'elles ne permettent pas de régler le débat entre l'universalisme et le relativisme moral. Ces tendances ont malheureusement marqué l'histoire de la formation des États africains et ils encouragent encore aujourd'hui les causes du sous-développement dont souffrent ces États, causes aussi bien internes qu'externes dans la mesure où elles trouvent leurs protagonistes autant parmi les dirigeants de ces pays que parmi certaines grandes puissances étrangères.

Il appert donc de ce qui précède que la conception de l'ordre international dépend aussi, à notre avis, de la prise en compte ou du respect de la différence des cultures et de la nature dynamiques de ces dernières, appelées au changement ou à une certaine évolution. Par contre, la méconnaissance de cette différence et de ce caractère dynamique des cultures ouvre la voie à l'impérialisme et à l'exploitation. Pour illustrer ce fait, nous nous servirons de la conception géopolitique qui a mené au partage du continent noir par les puissances occidentales, la géopolitique étant cette discipline qui étudie les projets politiques des acteurs (États) présents sur la scène mondiale en fonction de leur rapport à l'espace considéré comme un enjeu.

En effet, Friedrich Ratzel, considéré comme un des pères fondateurs de la géopolitique moderne, avait découvert et établi, suite à ses voyages effectués entre les années 1872 et 1875 en Europe et en Amérique, l'importance de la notion d'espace ou de territoire. Sa tendance nationaliste l'amena à défendre l'idée de l'expansion de l'Allemagne son pays en vue d'en faire une grande puissance à l'instar de la France et de l'Angleterre. Ses travaux avaient largement contribué à la fondation du Comité colonial allemand et à la mise sur pied du projet d'extension des possessions allemandes en Afrique, à la suite de la Conférence de Berlin (1884-1885) au cours de laquelle les puissances occidentales ont procédé au partage du continent noir, ouvrant ainsi la voie à la colonisation.

Nous en concluons que si l'ordre mondial tel que nous le connaissons actuellement n'offre pas, à plusieurs égards, un cadre juste pouvant favoriser toutes les sociétés; si sa

structure de base, ou les institutions à travers lesquelles il se déploie ne représentent pas de manière égale les intérêts de l'ensemble de sociétés, c'est à cause du déficit démocratique qui le caractérise, déficit nourri par la non reconnaissance au plan structurel de la diversité culturelle et de la possibilité pour chaque culture de changer au contact d'autres cultures. Le contractualisme rawlsien, avec son procédé de représentation exclusif et sa catégorisation des peuples qui imposent l'extension par étapes du *Droit des peuple*, semble paradoxalement justifier ce mode de fonctionnement déficitaire en fait de démocratie. C'est donc ce déficit démocratique qui exige, à notre avis, pour être comblé, une autre conception des relations internationales. D'où la nécessité d'un certain réaménagement du cadre rawlsien afin de le rendre plus favorable, grâce à l'éthique inhérente, à des sociétés comme celles de la région africaine des Grands Lacs qui souffrent d'une certaine injustice de l'ordre mondial actuel, soit parce que ses structures bloquent leur développement, soit parce qu'elles sont complices de leurs dirigeants véreux. Notre thèse sera donc, à la suite de plusieurs critiques de John Rawls, comme Charles Beitz et Thomas Pogge, particulièrement, et tant d'autres défenseurs du cosmopolitisme contemporain, qu'une réelle réforme de l'ordre mondial est nécessaire et elle ne peut être possible que sur la base de l'égalité universelle de tous les être humains, consacrée par les principes de la démocratie comme fondement normatif des structures qui encadrent les relations internationales. Ainsi la proposition de l'élargissement du procédé rawlsien de représentation qu'est la *position originelle* au-delà des sociétés démocratiques libérales et l'exigibilité universelle des droits de l'homme au nom de leur caractère transculturel s'imposent comme des pistes de solution indiquées. Cela passe, à notre avis, par l'instauration des structures de gouvernance démocratique globale, structures qui exigent par exemple la réforme de l'actuelle Organisation des Nations Unies et qui, dans les mécanismes supposés dépasser les frontières nationales, intégreront comme valeurs la solidarité, le respect du bien commun, le sens de l'appartenance à la commune humanité, l'exercice de la citoyenneté libre et égale, l'obligation démocratique de rendre compte, la transparence et la justice sur la scène mondiale. Tel sera ce que nous pensons être l'éthique de la gouvernance démocratique globale.

Une telle éthique apporterait sans doute du nouveau dans les relations internationales et dans la conception des projets politiques des acteurs (États) présents sur la scène mondiale



en vue d'une juste gestion et répartition de la richesse et de l'espace qui sont, en n'en point douter, des enjeux des rapports interétatiques. Cela donnerait aux pays africains, particulièrement ceux de la région des Grands Lacs, la possibilité de se frayer une place dans la *Société des peuples* et d'éradiquer l'instabilité qui les caractérise aujourd'hui.

Notre thèse se subdivisera en sept chapitres regroupés en trois grandes parties. La première partie abordera, sous forme d'une grande introduction et comme un effort philosophique d'appropriation, la question de la pertinence de l'application de la pensée de John Rawls aux pays africains de la région des Grands Lacs. Pour ce faire, au premier chapitre, nous présenterons la problématique de la réception africaine de John Rawl. Au deuxième chapitre, nous nous efforcerons de mieux cerner la situation politique des pays des Grands Lacs qui constituent notre cadre empirique et, au troisième chapitre, nous justifierons notre choix méthodologique d'inspiration rawlsienne. Ces trois premiers chapitres auront pour objectif principal de baliser le terrain de notre réflexion.

La deuxième partie sera consacrée à la critique de la pensée de John Rawls. Comme on le sait, plusieurs commentateurs ont réagi au projet rawlsien dès la publication de sa *Théorie de la justice*. Ce livre est devenu une référence en philosophie politique au point qu'il serait impossible de répertorier, dans un cadre restreint d'une dissertation doctorale, toutes les critiques qu'il a suscitées. Nous nous limiterons à la réaction de Charles Beitz, principalement, tout en faisant allusion à Thomas Pogge ainsi qu'à d'autres tenants du cosmopolitisme face auquel nous garderons notre particularité dans les solutions envisagées. Les deux chapitres qui constitueront cette deuxième partie aborderont la question de la possibilité d'une position originelle globale, reprenant en grandes lignes la critique de Charles Beitz, pour le quatrième chapitre, et celle de la position marginale de l'Afrique dans les structures de la politique internationale, formulée en termes de la critique africaine des relations internationales, pour le cinquième chapitre.

Quant à la dernière partie, elle sera faite également de deux chapitres qui constitueront l'aboutissement de notre réflexion. Ils feront ressortir la particularité de notre étude à travers un effort de réaménagement et de réappropriation critique de la pensée rawlsienne ou, plus

spécialement, de son utopie de la *Société des peuples*. Ainsi le sixième chapitre présentera l'éthique et les structures de la gouvernance démocratique globale alors que le septième et dernier chapitre présentera, sous forme d'une conclusion, les conditions d'une intégration efficiente des pays de la région des Grands Lacs dans les relations internationales, décrivant par conséquent le paradigme transnationaliste comme cadre de concrétisation d'une juste *Société des peuples*.

## **PREMIÈRE PARTIE:**

# **L'AFRIQUE ET JOHN RAWLS : UN EFFORT PHILOSOPHIQUE D'APPROPRIATION**

John Rawls reste probablement, dans le domaine de la philosophie politique, un des auteurs sinon le premier des auteurs les plus commentés du 20<sup>ème</sup> siècle. Sa pensée a inspiré aussi bien plusieurs de ses disciples que tous ceux qui s'intéressent à la question de justice et de démocratie appliquée aux relations entre différents peuples et États. Il a réussi à faire l'unanimité dans le cercle de ceux qui appliquent la réflexion philosophique à la chose politique au point que ces derniers reconnaissent en lui celui qui a redonné à leur discipline de prédilection la possibilité de se renouveler. Mais, si les commentaires qui ont été faits de sa pensée ont eu pour espace naturel d'application les sociétés occidentales, ils ont par contre fait peu allusion à la possibilité d'une interprétation allant dans le sens d'une appropriation critique de cette riche pensée par les sociétés autres que celles de l'hémisphère nord. C'est le cas, par exemple, des sociétés africaines.

La première partie de notre thèse se préoccupera de conditions de possibilité de l'application du projet rawlsien à la situation des pays africains de la Région des Grands Lacs. Cela suppose qu'au-delà de cette problématique, nous devons présenter la situation réelle de ces pays, ainsi que l'approche méthodologique que nous adopterons dans notre réflexion. Telle sera la matière de trois chapitres qui constitueront cette partie dont l'objectif est de baliser le terrain de notre réflexion.

Il convient de rappeler ici que la pensée de John Rawls sera pour nous un prétexte à partir duquel notre réflexion se donnera son propre cadre. Il ne sera donc pas question pour nous d'en faire un commentaire de plus en vue de sa vulgarisation.

## **Chapitre premier :**

# **Le Droit des peuples et l'Afrique des Grands Lacs. Problématique d'une réception et conditions d'applicabilité**

## **Introduction**

Associer le *Droit des peuples* de John Rawls à l'Afrique pourrait paraître, à première vue, comme un mariage forcé d'autant plus que le projet du philosophe américain porte d'abord et essentiellement sur les principes de justice appropriés à des sociétés dites modernes comme celle des États-Unis, son pays<sup>2</sup>. Sa réflexion s'inscrit, il va sans dire, dans un contexte précis et déterminé par les normes de la rationalité de la culture occidentale et anglo-saxonne. Dans ce cas, articuler la pensée de Rawls avec la situation de l'Afrique, donc des pays qui sont encore soit sous des régimes quasi dictatoriaux ou qui en sortent à peine, soit en processus de démocratisation ou en démocratie émergente, pose un réel problème qui mérite d'être abordé au préalable. Il s'agit précisément du problème de la pertinence de la réception en terre africaine ou de l'applicabilité du projet rawlsien au continent noir. Nous le posons en des termes simples. Est-il fondé et légitime d'appliquer à l'Afrique les conclusions de la théorie de John Rawls? Le cadre de cette théorie est-il compatible ou limité face à la situation des pays africains? Quelles seraient les conditions de son applicabilité à la situation sociale et politique de l'Afrique?

Ce problème nous servira d'entrée en matière dans la mesure où l'objectif poursuivi est de préparer le terrain à l'étude que nous comptons entreprendre sur la problématique de l'éthique des relations internationales en rapport avec l'Afrique. En effet, la grande préoccupation de ce chapitre de notre étude consiste à comprendre la nature réelle des relations que le *Droit des peuples* instaure entre différentes sociétés et à déterminer, par conséquent, quelle serait la place imaginable de l'Afrique ou, plus spécifiquement, des pays de la région des Grands Lacs, dans la procédure de détermination des principes de la rectitude

---

<sup>2</sup> Voir Chandran Kukathas dans Monique Canto-Sperber (dir.), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, Tome 2, Paris : PUF, 1996, p. 1627.

morale et de la justice en vue de la construction de la *Société des peuples*. Pour le dire autrement, nous nous efforcerons de découvrir les implications de l'utopie rawlsienne en rapport avec les pays africains ciblés.

Notre hypothèse est que les pays de la région africaine des Grands Lacs, comme la plupart des pays du Sud, connaissent une situation particulière qui n'est pas clairement et directement prise en considération dans le cadre rawlsien avec son constructivisme qui nous semble exclusif, considérant les acteurs en présence. C'est ce que nous aborderons au premier point en revenant sur le procédé de représentation qu'est la *position originelle* et l'extension du *Droit des peuples* aux sociétés non libérales. Au deuxième point, nous analyserons ce constructivisme exclusif en rapport direct avec la situation des pays des Grands Lacs pour imaginer ce que serait la place de ces derniers dans le processus de détermination des principes du *Droit des peuples*. Enfin, au troisième point, nous relèverons les possibilités qu'offre le cadre rawlsien pour son propre dépassement en ce qui concerne la situation des pays comme ceux de la région des Grands Lacs africains. Cela justifiera, en conclusion, la pertinence partielle, et donc perfectible, de la réception et de l'applicabilité de la pensée de Rawls en contexte africain visé.

### **1.1- Un constructivisme exclusif et une modélisation limitée de l'égalité**

« Si l'on veut pleinement comprendre une conception de la justice, il faut expliciter la conception de la coopération sociale dont elle dérive »<sup>3</sup>

Il ne sera pas question pour nous d'exposer toute la théorie de John Rawls, qui est par ailleurs si bien connue, ainsi que toutes les critiques qu'elle a suscitées. Nous nous en servirons simplement comme prétexte de l'étude entreprise et ainsi notre effort consistera, comme l'indique la citation en exergue, à analyser la nature de la coopération et des relations qu'elle instaure entre différentes sociétés, ou mieux encore à faire dégager de cette conception

---

<sup>3</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris : Seuil, 1987, p.36.

les fondements de la coopération entre peuples ou soubassements de l'utopie de la *Société des peuples*.

En effet, pour élaborer une conception normative pouvant servir à fonder les principes susceptibles de régir les relations entre différents États, Rawls conçoit un monde politique et social constitué de cinq types de sociétés au niveau intérieur ou local: les sociétés démocratiques libérales, les sociétés hiérarchiques (décentes), les sociétés entravées, les États hors-la-loi et les absolutismes bienveillants. Toutefois, sa réflexion part d'un modèle-type de société, une référence, qui est la société démocratique libérale dont la culture publique traduit l'idée d'un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux. Cette réflexion a commencé plus clairement dans la publication de 1971<sup>4</sup> et s'est développée en se précisant progressivement et en réaction aux diverses critiques dans les écrits qui ont suivi.

D'après Rawls, une société démocratique libérale se caractérise par la présence des institutions qui s'agencent en un système unique, assignent des droits et devoirs fondamentaux et structurent la répartition des avantages qui découlent de la coopération entre citoyens<sup>5</sup>. Ces institutions sont donc fondées sur une conception politique de la justice qui est la vertu par excellence des institutions sociales ou mieux de la structure de base de la société, et cette dernière est, au dire de Rawls, l'objet premier de la justice. D'où, par conséquent, la nécessité de déterminer les principes – *first principles of justice*– qui traduisent le contenu de la justice et qui gouvernent cette structure de base.

Il se dégage de cette conception de la société l'idée fondamentale que l'organisation politique qu'est l'État n'est pas un phénomène naturel dont le fonctionnement serait déterminé par des principes établis par une quelconque autorité extérieure ou une divinité, par exemple. Au contraire, elle est le produit des efforts des individus qui choisissent consciemment et volontairement de se mettre ensemble et, pour cette raison, déterminent les

---

<sup>4</sup> John Rawls, *A Theory of Justice*, Cambridge: Harvard University Press, 1971. La traduction en français, *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1987, sera la référence pour la suite.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p.33

règles pouvant régir la vie en société. Cet effort ne peut se faire avec succès sans tenir compte du fait que les hommes naissent dans des positions différentes, qu'ils ont des perspectives de vie différentes et que leur situation socio-économique est également différente. Cela a pour conséquence l'existence de toutes sortes d'inégalités et de conflits d'intérêts auxquels les théories du contrat social tentent d'apporter solution. C'est dans cette perspective que s'inscrit la théorie de la justice comme équité de John Rawls.

Au fait, pour le philosophe américain, les principes de la justice valables pour la structure de base de la société sont ceux qui font l'objet de l'accord originel. Ce sont les principes mêmes que des personnes libres et rationnelles, désireuses de favoriser leurs propres intérêts, et placées dans une position initiale d'égalité, accepteraient et qui, selon elles, définiraient les termes fondamentaux de leur association<sup>6</sup>. C'est l'idée fondamentale qui sous-tend la pensée de Rawls. Bertrand Guillaume en fait une interprétation claire quand il affirme, en d'autres termes, que « Rawls estime que l'objectivité des principes de justice résulte du fait qu'ils peuvent être présentés comme le résultat d'une procédure de construction conçue de manière à refléter la forme et le contenu du raisonnement pratique correct »<sup>7</sup>.

On comprend bien que cette procédure constructiviste rawlsienne accorde une grande importance au cadre dans lequel se décident les principes de justice. Ce cadre est le *statu quo* initial, une sorte d'état de nature que Rawls appelle la *position originelle* et qui garantit l'équité. Pour le dire différemment, « C'est une situation dans laquelle les partenaires sont représentés de manière égale en tant que personnes morales et où le résultat n'est pas conditionné par des contingences arbitraires ou par l'équilibre relatif des forces sociales »<sup>8</sup>. Par contingences arbitraires, Rawls entend divers facteurs, naturels, sociaux, économiques, biologiques ou anthropologiques pouvant influencer la décision des partenaires et favoriser la préservation des intérêts des uns au détriment de ceux de leurs vis-à-vis. Il s'agit, entre autres, de la position sociale particulière incluant le pouvoir ou la richesse, de la conception

---

<sup>6</sup> *Ibid.*, p.37.

<sup>7</sup> Bertrand Guillaume, *Y a-t-il des principes de justice pertinents hors des frontières des régimes démocratiques*, Avant-propos à John Rawls, *Le droit des gens*, Paris : Éditions Esprit, 1996, p.17.

<sup>8</sup> John Rawls, *op. cit.*, p.153.

personnelle du bien, de la race ou du groupe ethnique, du sexe et même de dons naturels que possèdent les individus de manière non égalitaire<sup>9</sup>. D'après lui, les contractants ne devraient être sous influence d'aucun de ces facteurs. Au contraire, ils sont tenus de les ignorer, ce qui les prédisposerait à conclure une convention en vue du bien de tous. Ainsi, ce *voile d'ignorance* derrière lequel ils sont placés dans la *position originelle* leur permet nécessairement de décider pour des « raisons appropriées » et non pour des « raisons inadéquates ». Pour Rawls donc, la justice suppose l'impartialité, l'absence du hasard de la nature et des rapports de force, ainsi que le marchandage. Ce qui lui fait dire, non sans raison, que « la loi du plus fort n'est pas un principe de justice »<sup>10</sup>.

Après ce rappel, notre attention se porte essentiellement sur les implications de cette procédure d'établissement des principes de justice dans l'étude des rapports, d'une part, entre individus et, d'autre part, entre peuples. Pour ce faire, nous analysons la notion de relation telle que *modélisée* dans la démarche rawlsienne. Elle reste fondamentale dans la mesure où toute conception de la société en tant que système de coopération équitable en dépend.

En effet, la *position originelle*, comme souligné précédemment, est une procédure de représentation adaptée aux sociétés démocratiques libérales. Elle est l'exemple de l'idée libérale du contrat social qui modélise une certaine conception de la relation et, donc, elle est fondée sur un modèle-type de coopération qui reconnaît aux partenaires en présence un certain statut. Ces derniers sont égaux, ce qui veut dire « qu'ils ont tous les mêmes droits dans la procédure du choix des principes; chacun peut faire des propositions, soumettre des arguments en leur faveur et ainsi de suite. Le but de ces conditions est, bien sûr, de représenter l'égalité entre des êtres humains en tant que personnes morales, en tant que créatures ayant une conception de leur bien et capables d'un sens de la justice »<sup>11</sup>. Le fondement de cette égalité entre partenaires est sans doute le fait qu'ils possèdent les deux facultés morales qui les caractérisent fondamentalement. Premièrement, ils ont la capacité à

---

<sup>9</sup> Voir John Rawls, *Libéralisme politique*, Paris : PUF, 1995, p.49-50.

<sup>10</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, p.173.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.46.



comprendre et à appliquer les principes de justice. En d'autres termes, ils ont le sens de la justice et, par conséquent, ils agissent réellement en conformité avec ce sens de la justice. Deuxièmement, ils ont une certaine conception du bien pouvant aussi bien être révisée que défendue par eux, conception du bien qui se veut la somme de leurs fins ultimes<sup>12</sup>. Donc, le fait de posséder ces deux facultés est non seulement la base de l'égalité entre partenaires, mais il est aussi et surtout le facteur de leur coopération. Comment s'applique alors, concrètement, ce type de relation d'égalité dans le dispositif de représentation pensé par Rawls en vue de la coopération?

Force est de constater que la construction rawlsienne se fait par étapes. L'idée libérale du contrat sociale, telle que présentée, est adaptée progressivement aux différents objets auxquels elle est appliquée. Ainsi, on peut parler de deux positions originelles ou alors de deux usages de la position originelle. Le premier usage se fait au niveau interne, c'est-à-dire au sein même de la société démocratique libérale, tandis que le deuxième usage est dans l'extension de cette même idée à la *Société des peuples*.

Plus clairement, au premier niveau, les partenaires sont placés dans les conditions équitables pouvant leur permettre, en tant que représentants des citoyens libres et égaux, raisonnables et rationnels, membres d'une même société démocratique libérale, de spécifier les termes équitables de coopération qui régiront la structure de base de leur société. De la même manière, au deuxième niveau, la position originelle offre aux partenaires, qui sont cette fois-ci des représentants de plusieurs sociétés démocratiques libérales, les conditions équitables pouvant leur permettre de déterminer les principes de la coopération entre ces différentes sociétés libérales<sup>13</sup>.

On l'aura compris, la relation qui caractérise les rapports des partenaires, les uns à l'égard des autres, dans leur coopération, aussi bien au niveau interne en tant que

---

<sup>12</sup> John Rawls, *Justice et démocratie*, Paris : Seuil, 1993, p.86.

<sup>13</sup> Voir John Rawls, *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, Montréal : Les Éditions du Boréal, 2006, p. 44-49.

représentants des citoyens d'une démocratie libérale qu'au niveau externe en qualité des représentants de plusieurs sociétés démocratiques libérales, reste une *relation d'égalité*. C'est donc cette relation qui est modélisée, c'est-à-dire construite et présentée par Rawls, dès la première étape de la théorie idéale, comme paradigme de la coopération<sup>14</sup>. Cela suppose, autrement dit, qu'elle est la condition sans laquelle toute coopération n'est pas possible. Elle doit, par conséquent, servir d'objet d'imitation.

Il convient d'ajouter que le deuxième usage de la position originelle, qui consiste à déterminer les principes de la coopération entre plusieurs sociétés libérales, permet l'ouverture à un autre type de société que Rawls qualifie de sociétés hiérarchiques décentes. Cette ouverture se fait au nom de la *tolérance* qui est fondamentalement un principe de la doctrine libérale et qui renvoie à un type bien précis de relation<sup>15</sup>. C'est pourquoi, dans l'esprit libéral d'une société démocratique moderne, admet Rawls, « les citoyens égaux ont des conceptions différentes, et effectivement incommensurables et irréconciliables, du bien (...), (et) l'existence de modes de vie si divers est considérée comme une circonstance normale qui peut seulement être supprimée par l'usage autocratique du pouvoir d'État. Par conséquent, le libéralisme accepte la pluralité des conceptions du bien comme un fait de la vie moderne, pourvu que, bien entendu, ces conceptions respectent les limites définies par les principes de justice appropriés »<sup>16</sup>.

Eu égard à ce qui précède, on peut affirmer avec Rawls que cette façon de comprendre le libéralisme politique accepte qu'il existe d'autres manières différentes, mais tout de même acceptables, d'organiser ou mieux d'ordonner la société. Les peuples hiérarchiques décents, par exemple, sont ordonnés suivant une de ces manières acceptables. Par conséquent, les tolérer « n'équivaut pas seulement à s'empêcher d'exercer des sanctions politiques –

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 45. Voir la note 32.

<sup>15</sup> Les grandes constructions philosophiques des auteurs comme Tocqueville, John Stuart Mill, Benjamin Constant – pour ne citer que ceux-ci –, qui avaient consolidé les aspects principaux de la doctrine philosophique du libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle, s'inscrivent clairement dans la suite des efforts contre l'intolérance religieuse des siècles précédents marqués par les guerres de Religion.

<sup>16</sup> John Rawls, *Justice et démocratie*, p. 170.

militaires, économiques ou diplomatiques – pour pousser un peuple à modifier sa conduite. Tolérer signifie également reconnaître que ces sociétés non libérales sont des membres en règle de la Société des Peuples, égaux aux autres et titulaires de certains droits et obligations, dont le devoir de civilité exigeant qu'ils proposent aux autres peuples, pour justifier leurs actions, des raisons publiques appropriées à la Société des Peuples »<sup>17</sup>. Nous en déduisons que tolérance rime avec respect et qu'il y a respect parce que, nécessairement, entre partenaires en présence il y a relation d'égalité. Cela vaut autant pour l'organisation interne d'une société démocratique libérale que pour l'organisation de la structure de base d'une Société des peuples. Encore une fois, c'est la relation typique d'égalité qui est mise en exergue et qui évite que l'on s'installe dans le mépris ou dans l'amertume et le ressentiment.

Toutefois, cette tolérance est loin d'être un acquis ou un cadeau fait aux sociétés hiérarchiques décentes. Elle est liée au respect de certaines conditions de la rectitude morale et de la justice en matière politique. Ces conditions sont définies par deux critères qui caractérisent fondamentalement ces sociétés bien que non libérales, mais qui restent pourtant bien ordonnées à leur manière. Le premier de ces deux critères ordonne les relations entre les sociétés hiérarchiques décentes et toutes les autres qui les entourent en fonction de la paix comme objectif de leur coopération. Dans ce cas, il n'y a pas de place à l'expansionnisme, l'indépendance de chaque société ainsi que les libertés qu'elle garantit à ses citoyens étant obligatoires et imposables à tous. Le deuxième critère, quant à lui, pose l'exigence du respect des droits de l'homme dans le système juridique de toute société hiérarchique décente, un système juridique porteur des obligations morales applicables à tous les citoyens, sans distinction aucune, et guidé par une conception de la justice visant le bien commun. C'est ce que Rawls exprime lorsqu'il définit l'idée normative de la décence: « un peuple décent doit honorer les lois de la paix; son système juridique doit respecter les droits de l'homme et imposer des devoirs et obligations à toutes les personnes se trouvant sur son territoire. Son système juridique doit se conformer à une idée de la justice visant le bien commun qui prenne

---

<sup>17</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 76.

en compte ce qu'elle tient pour les intérêts fondamentaux de toutes les personnes de la société...»<sup>18</sup>.

Tout bien considéré, qu'il s'agisse du premier usage de la position originelle ou de son deuxième usage, la relation paradigmatique entre les partenaires derrière le voile d'ignorance demeure une relation symétrique, qui ne peut être réalisable que par des participants égaux. Ainsi donc, les représentants des citoyens d'une société démocratique libérale comme ceux des peuples libéraux et hiérarchiques décents au niveau de la *Société des Peuples* sont des partenaires égaux. Mais, peut-on en dire autant de la relation avec les autres peuples qui ne sont ni démocratiques libéraux ni hiérarchiques décents ?

Suivant la typologie de Rawls, il manque au niveau de la théorie idéale, aussi bien dans la première étape que dans la deuxième, les peuples dits hors-la-loi, les sociétés entravées et les absolutismes bienveillants. Le *Droit des peuples* étant limité aux seuls peuples libéraux et décents, il détermine exclusivement la manière dont ces derniers doivent se traiter mutuellement et comment ils doivent traiter les autres peuples qui ne sont ni libéraux ni décents. C'est là le point de départ de la conception rawlsienne des relations internationales.

Si le traitement que se réservent, entre eux, les peuples libéraux et décents, et qui se traduit dans leur politique étrangère (soit leurs relations internationales), est basé essentiellement sur la relation paradigmatique décrite précédemment, il n'en va pas de même du traitement réservé aux peuples non libéraux et non décents. Ces derniers sont exclus du processus de détermination des principes de justice régissant la structure de base de la *Société des peuples*. La raison fondamentale en est que les membres de ces sociétés, à la différence de ceux des sociétés bien ordonnées, ne sont pas considérés comme des personnes morales ayant une conception de leur bien. L'organisation politique de leurs sociétés ne permet pas la

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 85. Voir également la page 109: « ...une société décente n'est pas agressive et n'entre en guerre qu'en cas d'autodéfense. Elle possède une idée de la justice visant le bien commun qui assigne des droits de l'homme à tous ses membres; sa structure de base inclut une hiérarchie consultative décente qui protège ces droits et les autres, et garantit que tous les groupes de la société sont décentement représentés par les corps élus du système de consultation...»

réalisation de leurs intérêts supérieurs. Ce qui rend impossible, par le fait même, l'exercice de leurs deux facultés morales, fondement indispensable de la citoyenneté libre et égale. On peut dire que ces sociétés non libérales et non décentes vivent dans des conditions anormales et incompatibles avec l'idée de société conçue comme système de coopération équitable.

Il s'agit, d'abord, des États hors-la-loi, qui vivent dans des conditions de non obéissance ou du refus du Droit des peuples raisonnables. A cause de leur agressivité, ils constituent une réelle menace et un danger contre la paix entre peuples. Certains de leurs gouvernements ne semblent reconnaître aucune conception du droit ou de la justice et leur ordre juridique est souvent le fondement d'un système de coercition et de terreur<sup>19</sup>. Ces raisons déterminent l'attitude des sociétés bien ordonnées à leur égard. Elles ne peuvent pas tolérer ces derniers dans la mesure où elles défendent le projet d'un monde au sein duquel tous les peuples doivent accepter et suivre l'idéal du *Droit des peuples*. Parce qu'un tel projet exige que l'on détermine les moyens nécessaires à sa réalisation, Rawls parle, par exemple, des politiques et des stratégies qui sont susceptibles d'être efficaces et possibles politiquement, aussi bien que permmissibles moralement: « La défense des peuples bien ordonnés n'est que la première et la plus urgente des tâches; un autre objectif à long terme du droit des gens est d'amener au bout du compte toutes les sociétés à respecter ce droit et à devenir des membres autonomes et à part entière de la société des peuples bien ordonnés, et de garantir par là même en tous lieux les droits de l'homme »<sup>20</sup>. En d'autres termes, il s'agit en premier lieu de préserver les acquis des sociétés bien ordonnées et, par la suite, de travailler au changement des États hors-la-loi afin d'assurer le respect des droits de l'homme. Ces raisons constituent un fondement qui pourrait obliger les sociétés bien ordonnées à forcer les États hors-la-loi à se plier. Elles légitiment même l'usage de la guerre comme moyen et confèrent à celle-ci un caractère juste.

Après les États hors-la-loi, il y a les sociétés entravées par des conditions défavorables. Il s'agit, selon Rawls, des conditions dans lesquelles il manque certains atouts

---

<sup>19</sup> Voir John Rawls, *Le droit des gens*, p. 81.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.82.

incontournables et nécessaires à la pleine réalisation d'une société bien ordonnée. Ce sont, entre autres, les traditions culturelles et politiques, le capital et le savoir-faire humains, ainsi que les ressources matérielles et technologiques. Face à pareilles conditions, les peuples bien ordonnés ont un devoir d'amener ces sociétés entravées à réunir les conditions requises afin de leur permettre de devenir membres de la Société des peuples bien ordonnés<sup>21</sup>. Même si l'objectif visé ici par les peuples bien ordonnés est le même que dans le cas des États hors-la-loi, les politiques et les stratégies adoptées pour réaliser la conception idéale de la Société des peuples bien ordonnés diffèrent nettement. Parce que les sociétés entravées ne sont pas agressives et qu'elles ne menacent nullement les acquis de la Société des peuples, la stratégie envisagée est l'aide considérée même comme un devoir. A travers ce devoir, les peuples bien ordonnés interviennent à trois niveaux: d'abord, ils s'appliquent à soutenir les sociétés entravées dans l'établissement des institutions de base raisonnablement justes pour une société démocratique constitutionnelle libre; ensuite, ils les aident à changer leur culture politique et sociale afin que celle-ci renforce la structure de base de leurs institutions, et enfin, ils leur permettent finalement d'atteindre une certaine autonomie pour gérer leurs propres affaires et devenir ainsi membres de la Société des peuples bien ordonnés. Ce sont les trois orientations du devoir d'aide<sup>22</sup>.

Pour ce qui est du cinquième type de société, à savoir les absolutismes bienveillants, Rawls ne donne pas plus de détails. Ce qu'il faudra en retenir, c'est qu'il s'agit des sociétés qui ne donnent pas à leurs membres de rôle significatif dans l'élaboration des décisions politiques. Donc, elles ne sont pas des sociétés bien ordonnées même si, par ailleurs, elles ne sont pas agressives, comme les États hors-la-loi, et qu'elles respectent dans une certaine mesure les droits de l'homme.

Tout bien considéré, la procédure de construction mise sur pied par Rawls et qui vise à déterminer les principes de la structure de base de la *Société des peuples*, conçue comme une idéalisation du regroupement des peuples qui respectent les idéaux et les principes d'une

---

<sup>21</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 130.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 131-136.

conception politique particulière de la rectitude morale et de la justice dans leurs relations mutuelles, semble basée sur une relation fondamentale d'égalité qui, malheureusement, se trouve limitée aux seules sociétés démocratiques libérales et hiérarchiques décentes. Les autres types de société en sont exclus. Par conséquent, il s'avère qu'au niveau international, la liberté et surtout l'égalité ne sont pas garanties pour tous les peuples dans le procédé de représentation imaginé par Rawls. Thomas Pogge le résume avec précision:

*« In the international case, the thought experiment of the original position is deployed rather differently. Four divergences spring to mind. The rational deliberators are conceived as representing peoples rather than persons, and the international original position is thus said to model the freedom and equality of peoples. Representation is granted selectively: it is granted only to peoples who are well-ordered by having either a liberal or a decent domestic institutional order, while the remainder are not accepted as equals and are thus denied equal respect and tolerance »<sup>23</sup>.*

C'est ce qui nous fait dire que le constructivisme rawlsien est exclusif.

Face à cet état de fait, quelle serait par exemple la place des pays de la région africaine des Grands Lacs ? Quelle catégorie de société pourrait leur convenir dans la typologie rawlsienne ? En quoi la conception idéale du *Droit des peuples* peut-elle les intéresser ? Répondre à ces questions nous permettra de déterminer si oui ou non et dans quelle mesure, ou mieux encore à quelles conditions, le cadre de la théorie rawlsienne peut être applicable à la situation des pays africains visés.

---

<sup>23</sup> Thomas Pogge, « Do Rawls's Two Theories of Justice Fit Together? » dans Rex Martin and David A. Reidy, *Rawls's Law of Peoples. A Realistic Utopia?*, Malden, Blackwell Publishing, 2006, p. 206.

## **1.2- Le cadre rawlsien et l'Afrique des Grands Lacs : réception et applicabilité**

La Région africaine des Grands Lacs tire son nom du fait qu'elle est constituée des pays bordant les Lacs Albert, Édouard, Kivu, Tanganyika, Kyoga, et Victoria, qui sont des Lacs d'une importance remarquable aussi bien pour leur emplacement que pour leurs richesses. Elle est quasiment à cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est. S'il faut se limiter à l'ensemble politique des Grands Lacs, le nombre des pays concernés peut se ramener à quatre: la République Démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. Ce dernier est souvent plus rattaché à la Région de l'Afrique de l'Est à laquelle appartient également le Kenya et qui se prolonge à la partie australe où se situent la Tanzanie, la Zambie, le Mozambique et le Malawi. Dans notre étude, par Région des Grands Lacs, nous viserons les quatre pays précités, tout en insistant sur les trois premiers.

Anciennes colonies des puissances européennes dont l'Allemagne, la Belgique et la Grande Bretagne, ces pays ont acquis leur indépendance dans les années 1960 pour la République Démocratique du Congo, et 1962 pour les trois autres. On ne saurait les comprendre sans les replacer dans l'histoire politique générale du Continent. Notre étude ne porte pas sur l'histoire, mais elle s'en sert afin de nourrir la réflexion philosophique. D'où son côté quelque peu narratif. C'est dans ce but que nous nous intéresserons particulièrement aux grands moments de la période postcoloniale.

De prime abord, une mise au point mérite d'être faite. Elle porte sur l'attitude à adopter lorsqu'on étudie la situation de l'Afrique. Il convient d'éviter deux extrêmes, qui sont des facteurs nuisibles pour une analyse objective: d'une part, l'afro-pessimisme qui est une tendance négativiste préoccupée à ne voir l'Afrique qu'en rapport avec ses drames causés par la faim, les maladies et les guerres et, d'autre part, le militantisme qui empêche tout effort critique et ne permet pas de prendre du recul face à la situation de ce continent, mais vise uniquement à le défendre. A la suite de Achille Mbembe, Mamoudou Gazibo a raison de penser qu'il faut prendre certaines précautions méthodologiques quand on étudie l'Afrique d'autant plus que celle-ci « est probablement un des objets qui pose le plus de défis aux chercheurs. Il en est ainsi notamment parce que, pour plusieurs raisons provenant entre autres



de son histoire et de son statut de continent dominé, l'Afrique est rarement abordée de manière neutre, quel que soit le rapport du chercheur au continent. Ses analystes risquent soit d'étayer des clichés, soit au contraire de tomber dans un angélisme à visée rédemptrice »<sup>24</sup>.

En effet, les années 1960 ont marqué un grand changement en Afrique. La vague des indépendances emportait plusieurs pays. L'Afrique est alors, à cette période, au cœur des enjeux stratégiques de la guerre froide. Jusque vers les années 1990, les pays des Grands Lacs, comme la majorité des pays africains, connaissent des régimes autoritaires. C'est le cas de la République Démocratique du Congo qui, après l'assassinat de Patrice-Émery Lumumba, le premier Premier Ministre, s'est plongée dans les guerres de sécession suivies d'une longue période de la dictature du Président Mobutu, soit trente-deux ans de règne sans partage. Durant la même période, le Rwanda avait connu l'exil des Tutsi dès la première République<sup>25</sup> et la domination des Hutu sous Grégoire Kayibanda et Juvénal Habyarimana avant l'attentat contre l'avion de ce dernier, le 6 avril 1994, déclenchant ainsi le génocide qui a causé la mort de plus de 800.000 personnes. Le Burundi, quant à lui, a connu son lot des massacres dès les premières années qui ont suivi son indépendance. Les années 1965, 1972 et 1988 ont été marquées par des cycles de violences extrêmes nourries par des idéologies « ethnicistes » dont le point culminant fut l'assassinat, le 21 octobre 1993, du président élu Melchior Ndadaye et qui a ouvert la voie à la vengeance dans des massacres à caractère génocidaire<sup>26</sup>. On peut ajouter, pour être complet, qu'en Ouganda le pouvoir autoritaire de Milton Obote et surtout la dictature de Idi Amin Dada sont de la même période et ont laissé leurs traces dans la région.

---

<sup>24</sup> Mamoudou Gazibo, *Introduction à la politique africaine*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, p.18. Lire aussi Achille Mbembe, *De la post colonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris : Karthala, 2000.

<sup>25</sup> Voir Danielle de LAME, « Rwanda : recomposition et constructions », dans Éric Remacle, Valéry Rossoux et Léon Saur (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Des conflits à la paix ?*, Bruxelles : Éditions scientifiques internationales, 2007, p.17.

<sup>26</sup> Voir Julien Nimubona, « De l'accord d'Arusha aux élections de 2005 : le processus de paix au Burundi. Entre espoirs et inquiétudes », dans Éric Remacle, Valéry Rossoux et Léon Saur (dir.), *op.cit.*, p.63.

Par ailleurs, à partir des années 1990, les pays africains sont, à tour de rôle, engagés dans le processus de transition vers la démocratie. Certains organisent des forums de discussion, ou ce qu'on a appelé les *conférences nationales*, afin de déterminer une nouvelle marche et un nouveau fonctionnement des sociétés. La lecture qui est faite de ces processus diffère selon les points de vue. Par exemple, dans sa réflexion sur les enjeux et les paradoxes de la démocratie en Afrique, Richard Banégas, alors responsable du Master d'études africaines à l'université Paris I - Panthéon-Sorbonne et directeur de la revue *Politique africaine*, commence par celui qui, à notre avis, frôle l'afro-pessimisme. Suivant ce point de vue, la greffe de la « modernité démocratique » serait globalement un échec qui se traduit, au mieux, par une reproduction de la « mauvaise gouvernance » des États post coloniaux corrompus et, au pire, par un accroissement des tensions qui minent le corps social et conduisent à la violence, voir à la guerre<sup>27</sup>.

Il est vrai que le pluralisme et le multipartisme initiés au début des années 1990 n'ont pas annulé totalement la corruption et tous les autres maux dont souffrait l'Afrique d'alors et qui perdurent toujours. Pour ce qui concerne les pays des Grands Lacs, particulièrement, le drame du génocide rwandais de 1994 a eu pour effet le ralentissement de tous les efforts et l'arrêt des processus de démocratisation. Il a malheureusement déclenché une longue crise accompagnée de ce qui désormais est considéré comme la « première guerre panafricaine », mettant aux prises sur le territoire du Zaïre, devenu en 1997 la République Démocratique du Congo (RDC), une dizaine de pays africains<sup>28</sup>. Mais, en dépit de tout cela, Richard Banégas ne manque pas de relever des points positifs qui sont la preuve que les réformes engagées ont profondément bouleversé les espaces publics entre les années 1990 et 2000, qui sont considérées, à juste titre, comme des années de transition. Il choisit comme critères d'évaluation, la tenue des élections et l'alternance, la longévité au pouvoir, ainsi que les progrès des libertés civiques. Il insiste sur le caractère contrasté de résultats des avancées pourtant remarquables, ce qui traduit le caractère paradoxal de la situation.

---

<sup>27</sup> Richard Banégas, « Enjeux et paradoxes de la démocratie en Afrique », dans *Questions internationales*, n°33, septembre-octobre 2008, p.51.

<sup>28</sup> Lire Roland Marchal, « De nouveaux modes de règlement des conflits », dans *Questions internationales*, n°33, septembre-octobre 2008, p.41.

Ainsi relève-t-il d'abord le fait que dans les années 2000 on observe une baisse radicale du nombre de pays n'ayant pas expérimenté d'élections pluralistes. Il n'y en avait plus que trois en 2007, à savoir l'Érythrée, la Somalie et le Royaume de Swaziland. Donc, à cette date, les pays des Grands Lacs, eux, se comptaient déjà parmi ceux ayant soumis au verdict des urnes l'accession au pouvoir. A titre illustratif, après le génocide de 1994, Paul Kagame a été élu à trois reprises président du Rwanda : d'abord par le Parlement le 17 avril 2000, puis réélu le 24 août 2003 et le 9 août 2010 au suffrage universel. Il faut ajouter que le Rwanda a déjà organisé par deux fois les élections législatives au suffrage universel, en 2003 et en 2008. En République Démocratique du Congo, une Constitution soumise au référendum le 18 et le 19 décembre 2005 et promulguée le 18 février 2006 stipule dans son Article 1<sup>er</sup> que « *La République Démocratique du Congo est, dans ses frontières du 30 juin 1960, un État de droit, indépendant, souverain, uni et indivisible, social, démocratique et laïc* ». Cette Constitution a conduit à la tenue de l'élection présidentielle pluraliste dont le premier tour a eu lieu le 30 juillet 2006 et le deuxième le 29 octobre de la même année, faisant de Joseph Kabila le premier président congolais élu au suffrage universel. Cinq ans après, il a été réélu suite à des élections tenues le 28 novembre 2011 même si leur crédibilité reste discutable. Le Burundi, quant à lui, avait déjà organisé la première élection présidentielle au suffrage universel ayant conduit au pouvoir Melchior Ndadaye le 1<sup>er</sup> juin 1993, et les législatives le 29 juin de cette même année, avant l'assassinat du président près de cinq mois seulement après. Ces événements ont causé une guerre civile sanglante pendant une dizaine d'années, jusqu'à l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> novembre 2004, de la Constitution adoptée à la suite des accords signés, quatre ans auparavant à Arusha (en Tanzanie), et soumise au référendum le 28 février 2005. Ainsi fut élu président Pierre Nkurunziza le 19 août 2005 par l'Assemblée nationale et le Sénat, les deux issus des législatives tenues un mois et demi avant la présidentielle.

Si on ne se limitait qu'à la tenue de toutes ces élections, sans plus, on dirait que tous les pays ayant franchi cette étape, certes importante, ont réussi le processus de démocratisation, ou mieux encore, ils sont devenus démocratiques au même titre que tous les autres. Mais tel n'est pas toujours le cas, d'où le paradoxe évoqué par Banégas. Pour lui, le nombre croissant d'élections pluralistes ne préjuge en rien du résultat de ces scrutins qui constituent le plus souvent une stratégie de modernisation conservatrice permettant la

reproduction du *statu quo* politique<sup>29</sup>. La preuve est que la majorité des pays d'Afrique subsaharienne ne remplissent pas le contrat quant à l'alternance démocratique. Les élections peuvent certainement avoir lieu, mais sans réunir les conditions équitables d'une réelle concurrence entre les candidats. La victoire du camp au pouvoir est toujours presque assurée. La preuve la plus éloquente est donnée par les dernières élections tenues en R.D. Congo le 28 novembre 2011 et dont les résultats restent contestés parce que teintés de fraudes massives. Il y va de même des élections ayant accordé à Paul Kagame un troisième mandat au Rwanda. Toutefois, Banégas reconnaît un changement positif. C'est le fait qu'il y ait eu une augmentation remarquable du nombre d'alternances dans les dernières années de la deuxième moitié de cette période.

Ensuite, la longévité des dirigeants au pouvoir est un autre critère qui fait découvrir le côté paradoxal de l'aventure de la démocratie en Afrique. L'analyse de Richard Banégas démontre qu'il y a une baisse lente mais constante du nombre d'années passées à la tête des États et, corollairement, une rotation plus rapide du personnel dirigeant à tous les échelons de la hiérarchie politique et administrative<sup>30</sup>. Il est vrai qu'après la chute de plusieurs dictateurs ayant régné depuis les premières années des indépendances jusqu'à l'enclenchement des processus de démocratisation, les nouveaux dirigeants, particulièrement dans les Grands Lacs, n'ont pas encore réalisé le record d'un Mobutu, soit trente-deux ans. Mais il n'existe aucune garantie que ce mauvais exemple ne se répétera plus. L'avenir nous le dira. D'ailleurs cette baisse de la longévité ne s'explique pas toujours, en Afrique, par des motifs liés à la démocratie. Plusieurs autres raisons méritent d'être considérées et elles sont l'expression d'un autre paradoxe relevé par Richard Banégas pour qui cette accélération de la « tontine politique » peut aussi traduire une intensification des luttes factionnelles au sein de vieux régimes et/ou des stratégies d'adaptation faces aux pressions extérieures et intérieures<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> Richard Banégas, *art.cit.*, p. 52.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 52-53.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 53.

Enfin, quant à la situation des libertés civiles, on peut dire qu'un changement timide se fait. On est loin du contexte des partis uniques d'autrefois. Les différentes Constitutions adoptées par les Parlements ou soumises au référendum dans les pays des Grands Lacs affirment théoriquement l'attachement de ces pays aux Droits humains et aux libertés fondamentales tels que proclamés par les instruments juridiques internationaux auxquels ils ont adhéré et dont ils ont ratifié les différentes Déclarations. C'est le cas, entre autres, de la *Charte des Nations Unies* du 26 juin 1945, de la *Convention des Nations Unies* du 9 décembre 1948, de la *Déclaration universelle des Droits de l'homme* du 10 décembre 1948, de la *Convention contre toutes formes de discrimination raciale* du 7 mars 1966, du *Pacte international relatif aux Droits civils et politiques* du 19 décembre 1966, de la *Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* du 1<sup>er</sup> mai 1980, la *Charte africaine de Droits de l'homme et des peuples* de juin 1981, etc.<sup>32</sup> Par exemple, l'Article 9 de la Constitution rwandaise, au Chapitre portant sur les principes fondamentaux à faire respecter, insiste clairement sur « l'édification d'un État de droit et du régime démocratique pluraliste, l'égalité de tous les Rwandais et l'égalité entre les femmes et les hommes... ».

Ce tableau reluisant de la situation n'empêche nullement qu'en Afrique les populations restent encore sur leur désir de voir la démocratie prendre racines et, donc, cet optimisme ne doit pas, selon Richard Banégas, faire illusion parce que dans la plupart des sociétés africaines qui ont expérimenté le changement, le désenchantement prévaut<sup>33</sup>. Il arrive encore que les actes de violence et de non respect des Droits de l'homme soient commis, tout comme les viols des femmes et jeunes filles, spécialement à l'Est du Congo, le musellement de l'opposition, etc. Donc, la situation de la démocratie en Afrique est mitigée. Bien que l'on note des avancées significatives et des changements majeurs apportés par les processus de démocratisation, la paix reste relative et le chemin à parcourir encore long.

---

<sup>32</sup> Lire à ce sujet les Préambules des Constitutions de tous les pays des Grands Lacs.

<sup>33</sup> Richard Banégas, *art. cit.*, p. 53.

Tout bien considéré, cette analyse démontre tout de même qu'il n'y a pas d'incompatibilité irréversible entre l'Afrique et la démocratie au point où il faille penser que rien de constructif ne pourrait se réaliser sur ce continent. Cela nourrirait l'afro-pessimisme, ce qui serait injuste pour l'Afrique et les africains eux-mêmes. Par ailleurs, verser dans l'angélisme ou penser que tout va comme dans le meilleur des mondes, alimente un militantisme déconnecté de la réalité. Par contre, une position critique assure plus d'objectivité. Roland Pourtier a trouvé les mots justes pour l'exprimer: « L'Afrique n'est pas en panne, elle est en chantier. Elle est embarquée dans une phase d'accélération du changement, au rythme inégal selon les lieux, qui s'accompagne partout d'un remodelage des sociétés, à la fois cause et conséquence de ses modifications spatiales et des singularités de son parcours historique »<sup>34</sup>.

Quelle pourrait être alors la place de cette Afrique, particulièrement de l'Afrique des Grands Lacs, dans le projet rawlsien ? Notre exercice d'imagination nous permettra, suivant Rawls dans sa double théorie idéale et non-idéale, de déterminer où se situeraient les pays des Grands Lacs dans le processus de conception du *Droit des peuples*. De là viendra la réponse au problème de sa réception ou de son applicabilité.

Au niveau de la théorie idéale, si nous tenons compte de nos conclusions sur la situation dans les Grands Lacs, on ne saurait classer, de prime abord, les pays de cette région parmi les sociétés démocratiques libérales. L'Afrique ainsi que les pays visés étant en chantier, selon les termes de Roland Pourtier, la conception idéale du Droit des peuples ne peut être pour eux qu'un objectif auquel ils doivent se référer afin de résoudre les problèmes que pose leur situation concrète. On ne saurait pas non plus leur appliquer les caractéristiques des sociétés hiérarchiques décentes dans la mesure où ils n'ont pas, dans leur organisation structurelle actuelle, de *forme associationniste* qui ferait que leurs membres appartiennent à des groupes représentés dans le système juridique par un corps au sein d'une hiérarchie consultative décente. Ils n'ont pas de religion officielle, contrairement au peuple musulman

---

<sup>34</sup> Roland Pourtier, « Des sociétés en mutation », dans *Questions internationales*, n°33, septembre-octobre 2008, p.16-17.

idéalisé que Rawls imagine et donne en exemple, le *Kazanistan*, et dont le système juridique n'institue pas la séparation de l'Église et de l'État, mais considère l'Islam comme la religion privilégiée et, par conséquent, les musulmans comme seuls membres pouvant occuper les postes d'autorité politique et influencer les principales décisions et politiques du gouvernement<sup>35</sup>. Au contraire, dans leurs Constitutions, les pays des Grands Lacs se déclarent tous comme étant des États laïcs.

De même, dans la théorie non idéale, c'est-à-dire considérant la réalité concrète des circonstances imparfaites de l'Afrique des Grands Lacs, les pays de cette région ne peuvent pas non plus être considérés comme des États hors-la-loi. Partant de leurs textes constitutionnels évoqués précédemment, et considérant les principes fondamentaux auxquels ils adhèrent, il est difficile de confirmer qu'ils vivent dans des conditions de non obéissance ou du refus et de non reconnaissance des principes qui seraient ceux du Droit des peuples raisonnables. En plus, on ne saurait attester leur agressivité, sauf si l'on considère, par exemple, que les hostilités ayant ensanglanté les Grands Lacs depuis 1996 étaient une guerre de conquête de territoire menée par les pays voisins dont était victime la République Démocratique du Congo, Zaïre à l'époque. Mais la situation est complexe et la lecture qu'on en fait diffère selon les points de vue<sup>36</sup>. Enfin, tenant compte de la situation actuelle, on ne peut pas dire que leurs gouvernements ne reconnaissent aucune conception du droit ou de la justice et que leur ordre juridique est le fondement d'un système de coercition et de terreur. La démocratie formelle semble y être respectée, sans plus. Pareillement, la cinquième catégorie de société dans la typologie de Rawls, à savoir les absolutismes bienveillants, ne se vérifie pas non plus dans le cas des pays des Grands Lacs. Si l'on tient compte du fait que ces pays ont soumis leurs Constitutions actuelles à un référendum et que les différents représentants ont été élus au suffrage universel, sans nier les faiblesses dans l'organisation de ces élections, il ne serait pas exact de les considérer comme des sociétés qui ne donnent pas à leurs membres de rôle significatif dans l'élaboration des décisions politiques.

---

<sup>35</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 95.

<sup>36</sup> Lire à ce sujet Filip Reyntjens, *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris : L'Harmattan, 1999, p.55-56 (tout le 2<sup>e</sup> chapitre); Nicaise Kibel' Bel Oka, *République démocratique du Congo: Histoire d'une guerre des frontières avec trois voisins*, Paris : L'Harmattan, 2006.

Quant à la catégorie des sociétés entravées par des conditions défavorables, elle pourrait apparemment bien s'appliquer aux pays des Grands Lacs, mais pas de toute évidence. Il faut donc l'affirmer avec beaucoup de réserve. Si ces pays ne peuvent être considérés, dans leur état actuel, comme des démocraties libérales, c'est parce qu'ils n'ont pas encore réuni de façon plénière les conditions requises, à savoir, la présence des institutions qui s'agencent en un système unique, assignent des droits et devoirs fondamentaux et structurent la répartition des avantages qui découlent de la coopération entre citoyens<sup>37</sup>. Mais, on ne saurait dire qu'ils manquent de tous les atouts incontournables et nécessaires à la pleine réalisation d'une société bien ordonnée qui sont, entre autres, les traditions culturelles et politiques, le capital et le savoir-faire humains, ainsi que les ressources matérielles et technologiques. L'analyse faite de la situation des pays des Grands Lacs nous a permis de démontrer qu'ils ont connu ces dernières années des avancées significatives dans le processus de démocratisation, faisant de la démocratie une option clairement choisie. Même si leur culture politique doit encore s'enraciner dans les principes mêmes de la démocratie et que les ressources matérielles et technologiques font encore généralement défaut, à quelques différences près, les bases pour l'établissement d'un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux sont réellement lancées. Pour ces raisons, il ne nous semble pas indiqué de les considérer, à tous points de vue, comme des sociétés entravées.

Il appert donc que ces pays présentent une situation toute particulière qui aurait avantage autant à s'inspirer du cadre rawlsien, qu'à s'en démarquer de manière critique afin de l'ajuster à la particularité qui est la leur. Donc, cette particularité impose certains réaménagements, pour ne pas dire un certain dépassement.

### **1.3- Au-delà des limites d'une réception.**

Si la situation des pays des Grands Lacs semble particulière et que, pour cette raison, sa prise en charge dans le cadre rawlsien exige de reconsidérer celui-ci en vue de son enrichissement, quelles seraient alors les possibilités offertes par ce même cadre pour son

---

<sup>37</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, p.33.



propre dépassement et quelles seraient les conditions d'une réception réussie de la théorie de Rawls en Afrique des Grands Lacs ? Nous nous proposons de répondre à cette question et nous pensons, par conséquent, que la problématique de l'applicabilité de la pensée de Rawls à l'Afrique trouvera ses pistes de solution. Ce qui justifiera l'usage que nous en ferons dans notre étude comme rampe de lancement. Toutefois, on ne peut pas envisager le dépassement du cadre rawlsien sans faire référence à certaines critiques dont il a été l'objet. Nous ne pouvons pas prétendre à l'exhaustivité à ce sujet, mais nous épinglerons juste les critiques qui nous permettront d'étayer notre argumentation. Nous en retiendrons deux: d'abord, la limitation de l'universalisme égalitaire aux seules sociétés dites bien ordonnées et, ensuite, la minimalisation des droits de l'homme dans l'extension du *Droit des peuples* aux sociétés hiérarchiques décentes. Ces critiques se recoupent clairement avec la critique africaine du système des relations internationale. Nous y reviendrons.

Le tournant opéré par Rawls dans les années 1980 a consisté à limiter ou à réduire la portée de sa théorie de la justice. La prétention initiale de produire des principes de justice impartiaux et pouvant être appliqués universellement a laissé place à une position plus modérée, limitant ainsi et dans un premier temps la théorie de la justice comme équité au seul contexte des démocraties occidentales. Ce tournant est apparu pour certains comme une réaction à l'une des critiques adressées au philosophe américain au sujet de ce qu'on a considéré comme son ethnocentrisme, ou mieux sa tendance supposée impérialiste, même si Rawls lui-même s'en est défendu<sup>38</sup>. Robert Nozick<sup>39</sup>, par exemple, lui a reproché une conception américano-centrée du rationnel parce que les principes de justice qui selon Rawls doivent être en même temps généraux et universels, sont pourtant pensés à partir d'une vision étroite du raisonnable. Concrètement, Rawls renonce dans *Libéralisme politique* à toute prétention normative au-delà des sociétés libérales et démocratiques seules capables, selon lui, d'intégrer l'idéal d'une société conçue comme un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux. Par conséquent, l'universalisme égalitaire soutenu dans *Théorie de la*

---

<sup>38</sup>Lire à ce propos Jean-Pierre DUPUY, « John Rawls, théoricien du multiculturalisme », dans *La pensée politique*, n°1, Gall/Seuil, mai 1993.

<sup>39</sup> Robert Nozick, *Anarchie, État et utopie*, Paris : PUF, 1988.

*justice* ne consiste plus à traiter toutes les sociétés de la même manière, mais il se limite uniquement à celles qui partagent la même culture politique démocratique<sup>40</sup>.

Revenant à la charge en 1993 dans *The Law of People*, Rawls relance son idée d'un nouvel universalisme, mais cette fois-ci un universalisme dit en portée, lequel tient compte de la diversité des peuples. D'où la distinction entre, d'une part, les sociétés libérales et celles hiérarchiques décentes, considérées comme des sociétés bien ordonnées, et d'autre part, les autres dites hors-la-loi, entravées et des absolutismes bienveillants. Mais seules les sociétés bien ordonnées, c'est-à-dire libérales et hiérarchiques décentes, constituent selon lui le cadre pertinent pour la coopération équitable entre peuples ou mieux pour former la *Société des peuples*. Elles sont les seules à être représentées dans la *position originelle* supérieure comme des membres égaux. C'est ce que nous avons traduit précédemment dans l'expression « modélisation limitée de l'égalité », qui fonde la limitation de l'universalisme égalitaire de Rawls.

Cet universalisme a suscité d'autres réactions défavorables à cause de son caractère limité. Considérant que le véritable système de coopération doit inclure tous les peuples et qu'il est concrètement visible dans le système économique mondial marqué hélas par des injustices structurelles, certains auteurs comme Charles Beitz et Thomas Pogge – que nous présenterons au quatrième chapitre – ont, contrairement à Rawls, proposé un cadre global de représentation des tous les individus sans distinction de leur nationalité<sup>41</sup>. Ce qui, à leur avis, rendrait possible une vraie justice distributive à l'échelle mondiale.

En plus, il faut noter l'ouverture faite par Rawls aux sociétés hiérarchiques décentes, ouverture justifiée par le principe libéral de tolérance et fondée sur la neutralité métaphysique revendiquée par le philosophe américain pour sa théorie, qui se veut donc, d'après lui, strictement politique et non une conception englobante. Ainsi, comme le principe de tolérance

---

<sup>40</sup> Bertrand Guillaume, « Y a-t-il des principes de justice pertinents hors des frontières des régimes démocratiques? ». Avant-propos à John Rawls, *Le droit des gens*, p. 11.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p.23; Charles Beitz, *Political Theory and International Relations*, Princeton : Princeton University Press, 1979, p. 125-161; Thomas Pogge, *Realizing Rawls*, Cornell University Press, Ithaca, N.Y., 1990.

favorise la coopération entre citoyens d'une société libérale et démocratique, malgré la diversité de leurs conceptions du bien, le même principe permet la coopération entre les sociétés démocratiques libérales et les sociétés hiérarchiques décentes au niveau de la *Société des peuples* ou du *Droit des peuples*, en dépit de la différence de leurs cultures politiques particulières.

Cette grande concession faite aux sociétés hiérarchiques décentes au nom de la tolérance a, à son tour, suscité une autre critique à l'endroit de Rawls. Ce dernier a été accusé de relativiser le respect des droits de l'homme et même d'atténuer la valeur de sa théorie en tant qu'une théorie normative du droit et des institutions<sup>42</sup>. Pour le philosophe américain, une société hiérarchique peut en même temps être bien ordonnée dans la mesure où elle réunit les conditions minimales suivantes: qu'elle soit attachée à la paix et qu'elle poursuive ses buts légitimes à travers la diplomatie, le commerce et par d'autres moyens pacifiques; qu'elle ait un système juridique imposant des obligations à tous ses citoyens et qu'elle soit guidée par une conception de la justice visant le bien commun; qu'elle respecte les droits de l'homme. Mais, le problème se pose au niveau du contenu de ces conditions, spécialement celle portant sur la conception du bien commun et celle sur le respect des droits de l'homme. Au nom de la tolérance toujours, Rawls appauvrit aussi bien le sens du bien commun que la liste des droits afin de les rendre acceptables et applicables par les sociétés hiérarchiques décentes.

Par exemple, les sociétés hiérarchiques décentes peuvent imposer une seule conception du bien commun, ce qui exclut toute possibilité du pluralisme des visions du monde et pourrait même conduire à sacrifier les libertés individuelles. Rawls lui-même reconnaît que « l'idée du bien commun décent des peuples hiérarchiques est une idée minimale. Le fait qu'elle soit réalisée dans une société rend les institutions de cette société dignes d'être tolérées »<sup>43</sup>. En plus, la liberté d'expression et le droit de vote sont quasiment exclus de la liste des droits, réduite minimalement au droit à la vie, à une liberté limitée au droit de résister à l'esclavage

---

<sup>42</sup> Voir Ernest-Marie Mbonda, *John Rawls, droit de l'homme et justice politique*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 175.

<sup>43</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 86.

et aux travaux forcés, au droit de propriété, etc. Donc, pour qu'une société soit bien ordonnée, selon Rawls, il semble qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit soumise au respect strict de tous les droits fondamentaux. Par exemple, il n'est pas requis que ses membres soient égaux comme dans les sociétés démocratiques, mais qu'ils remplissent tout simplement leurs obligations civiques et participent à la vie sociale et politique<sup>44</sup>.

En somme, la limitation de l'universalisme égalitaire de Rawls aux seules sociétés dites bien ordonnées et sa minimalisation des droits de l'homme constituent, à notre avis, des failles importantes du cadre rawlsien qui ne peuvent pas favoriser la situation des pays comme ceux des Grands Lacs africains. Parce que ces derniers ne sont ni des démocraties libérales ni des sociétés hiérarchiques décentes, ils seraient donc exclus du contexte pertinent de coopération équitable entre peuples. Par conséquent, ils ne peuvent devenir membres de la *Société des peuples*. Comme le souligne d'ailleurs Philip Pettit, John Rawls n'applique que rarement le terme « peuple » aux sociétés qui ne sont pas bien ordonnées. Il préfère par contre les appeler sociétés, États ou pays parce que qui dit peuple, d'après lui, suppose un acteur qui a de l'estime de soi, de la satisfaction de ce qu'il est et le sens de l'honneur:

*« Peoples are treated by Rawls as capable of agency and as possessed of something that parallels the psychology of an individual agent. Thus he says that peoples are ``actors`` to whom we can ascribe motives, including the ``moral`` motives that go with making a commitment, such as a commitment to the law of peoples (LoP: 17). They are capable of ``a proper pride and sense of honor``, including a pride in their own histories and achievements (LoP: 44,62). And they can both give and receive respect from one another; they can each insist on ``receiving from other peoples a proper respect and recognition of their equality`` (LoP: 35) »<sup>45</sup>.*

---

<sup>44</sup>Ernest-Marie Mbonda, *op.cit.*, p. 177.

<sup>45</sup> Philip Pettit, « Rawls's Peoples », dans Rex Martin and David A. Reidy, *Rawls's Law of Peoples. A Realistic Utopia?*, Blackwell Publishing, 2006, p. 42.

Ces failles imposent donc un certain réaménagement du cadre rawlsien, ou mieux son dépassement afin de le rendre plus compatible à la situation des pays des Grands Lacs et favoriser ainsi sa réception et son applicabilité dans cette région particulière de l'Afrique. Rawls lui-même nous offre les possibilités de son propre dépassement. Autrement dit, les prémices qui conduisent à la conclusion établissant la nécessité de ce dépassement se retrouvent au sein même du cadre rawlsien. En effet, les pays d'Afrique des Grands Lacs peuvent, à l'étape actuelle de leur processus de démocratisation, être aptes à s'inspirer de la théorie rawlsienne et même capables d'aller au-delà des possibilités politiques que cette dernière leur offre. Mais cela passe par l'élargissement du procédé de représentation qu'est la *position originelle* au-delà des peuples libéraux et décents, et par l'exigibilité universelle des droits de l'homme au nom de leur caractère transculturel. Pour démontrer la faisabilité de cette hypothèse, certains arguments tirés du cadre rawlsien méritent d'être avancés.

#### 1° Le caractère essentiellement dynamique de la culture.

Pour que la conception contractualiste de Rawls devienne réellement universelle dans sa portée, il faudrait, comme le pense Bertrand Guillaume, « pouvoir séparer la validité de la position originelle (comme représentation d'une thèse philosophique sur la nature de la justice) de son association avec une culture politique spécifique »<sup>46</sup>. On sait, par contre, que la culture à laquelle elle est fondamentalement liée est la culture démocratique libérale, qui définit la citoyenneté comme étant l'égal statut des individus possédant les deux capacités morales fondamentales expliquées précédemment. Or les pays dont la culture politique publique est aujourd'hui compatible avec l'idéal de société considérée comme un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux, les pays occidentaux en général, ne l'ont pas été de toute éternité. Au contraire, l'histoire nous renseigne qu'ils ont connu des périodes marquées par le totalitarisme et des régimes monarchiques à visées impérialistes. C'est le cas, par exemple, de l'Espagne, de la France, de l'Autriche des Habsbourgs, que John Rawls n'a pas hésité à traiter d'États hors-la-loi de l'Europe du début de l'époque moderne. De même l'Allemagne de la première moitié du siècle dernier. En plus, pour lui, l'Amérique de la

---

<sup>46</sup> Bertrand Guillaume, « Y a-t-il des principes de justice pertinents hors des frontières des régimes démocratiques? », Avant-propos à John Rawls, *Le droit des gens*, p. 20.

guerre civile, et surtout le Sud avec l'esclavage, n'était pas une démocratie même si elle a pu se concevoir ainsi<sup>47</sup>.

Mais tout cela n'a nullement empêché la consolidation, dans ces pays, de la culture démocratique reconnue actuellement comme une référence. Donc, les éléments essentiels qui ont façonné leur volonté politique de l'époque, à savoir leurs traditions politiques, leurs institutions fondamentales du droit et de la propriété, leur structure de classe et même leurs croyances religieuses et morales fondamentales, ont subi au cours de leur histoire un changement profond. Sans aucun doute, c'est la preuve que toute culture reste perfectible. Rawls le reconnaît, par ailleurs et clairement, quand il parle des sociétés hiérarchiques décentes: « Toutes les sociétés connaissent des changements progressifs, et ceci est aussi vrai des sociétés décentes que des autres. Les peuples libéraux ne doivent pas supposer que ces sociétés sont incapables de se réformer en suivant une voie qui leur est propre »<sup>48</sup>. D'où l'importance du principe de tolérance.

## 2° Le principe de tolérance et le fait du pluralisme en Occident

Rawls soumet l'application du principe de tolérance face aux sociétés hiérarchiques décentes à certaines conditions présentées ci-haut et que certains critiques ont jugées trop minimalistes d'autant plus que, dans ces sociétés, certains droits et libertés ne sont pas garantis dans la mesure où, a-t-on justifié, ils dépendent de l'idéal de l'individu libre qui est propre à l'Occident, et qui pourrait menacer l'identité des sociétés hiérarchiques dans lesquelles le statut politique des personnes est d'abord constitué par leur appartenance à un groupe<sup>49</sup>. Malgré cela, ces sociétés sont pourtant admises par Rawls comme des membres respectables de la *Société des Peuples* qui, par ailleurs, est constituée des sociétés libérales. Pour lui, ces dernières ne peuvent pas exiger que toutes les autres sociétés soient libérales afin d'éviter de subir des sanctions politiques. Par contre, la tolérance, qui suppose le respect,

---

<sup>47</sup> Voir John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 69 et p.130. Lire également Jean Michaud, « La France en 1715. La Monarchie absolue » dans *Histoire: 1715-1870 la formation du monde moderne*, Paris : Librairie Hachette, 1966, p.4-13.

<sup>48</sup> John Rawls, *op. cit.*, p.79.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 26.

serait un encouragement pour les sociétés hiérarchiques décentes et leurs membres individuels. Elle empêche ainsi d'entretenir l'amertume et le ressentiment<sup>50</sup>.

La meilleure illustration de l'application du principe de tolérance est le fait du pluralisme en Occident. L'Occident n'est pas monolithique sur le plan culturel et politique. Les pays appartenant à ce bloc présentent certaines différences dans la compréhension de leur système politique, au-delà des ressemblances indéniables. La démocratie, par exemple, n'est pas appliquée de la même façon aux États-Unis qu'au Canada voisin, encore moins en France, en Allemagne ou en Belgique, etc. L'Union Européenne est constituée aujourd'hui de vingt-sept pays membres aux cultures politiques diverses. Elle est, à juste titre, l'exemple d'une structure de coopération entre différents peuples. On pourrait donc dire, sans se tromper, que toutes les raisons invoquées pour justifier la tolérance des sociétés hiérarchiques décentes valent également pour justifier, à notre avis, la tolérance d'autres peuples comme ceux des pays des Grands Lacs africains, engagés dans le processus de consolidation de la démocratie.

### 3° La perfectibilité de la démocratie.

Selon Rawls, même les pays occidentaux de tradition libérale ont encore un effort supplémentaire à faire afin d'atteindre le niveau de réalisation complète ou la mise en œuvre maximale du potentiel du régime démocratique. C'est, entre autres, ce qu'il sous-entend quand il parle de la tâche utopique de la philosophie comme effort de réflexion visant à faire reculer les limites des possibilités politiques pratiques. Cela est d'autant plus vrai que même dans les démocraties aguerries, il arrive certaines irrégularités dans la mise en pratique des principes de la démocratie. Chaque peuple, quel qu'il soit, est appelé à progresser incessamment dans son exploration et dans sa pratique de la démocratie. Cela est sous-entendu par Rawls quand il affirme, non sans raison, que « le Droit des Peuples ne présuppose pas davantage l'existence effective des peuples hiérarchiques décents que celle des peuples démocratiques constitutionnels raisonnablement justes. Si nous plaçons très haut les critères, aucun d'entre eux n'existera. Dans le cas des peuples démocratiques, nous pouvons tout juste

---

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 78.

affirmer que certains sont plus proches que d'autres d'un régime constitutionnel raisonnablement juste »<sup>51</sup>.

#### 4° Le caractère transculturel des droits de l'homme et leur universelle exigibilité.

Pour mieux comprendre la particularité de John Rawls quant à la place des droits de l'homme dans la conception qu'il a du *Droit des peuples*, il faut nécessairement revenir à son idée de « personne ». Celle-ci est l'un des points qui marquent la différence entre Rawls et les doctrines religieuses et morales ou philosophiques fondées sur une vérité prétendant à une validité universelle, et qui soutiennent une conception essentialiste de la personne humaine à laquelle seraient liés des droits naturels. Pour Rawls, une personne se définit par sa capacité d'être, pendant toute sa vie, un membre normal et pleinement coopératif de la société. Elle est, pour ce faire, dotée des deux facultés morales qui consistent dans la capacité d'avoir le sens du juste ou de la justice et d'avoir une certaine conception du bien. Une telle personne est aussi bien raisonnable que rationnelle. Ce qui veut dire deux choses : d'abord, qu'elle est capable de comprendre, d'appliquer la justice et d'être mû par un désir efficace d'agir à partir des principes de justice en tant que termes équitables de la coopération sociale; ensuite, qu'elle est capable de former, de réviser et de poursuivre rationnellement une conception de ce qu'est une vie humaine méritant d'être vécue<sup>52</sup>. Ainsi comprise, elle est la seule qui puisse bénéficier du statut que confère la citoyenneté telle que conçue dans les sociétés démocratiques constitutionnelles, c'est-à-dire une citoyenneté libre et égale à laquelle se trouve rattaché un certain pouvoir politique. C'est donc cette personne vivant dans le contexte de société conçue comme système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux qui est sujet de droit et, pour ce qui nous concerne, sujet des droits de l'homme. Dans cette perspective, ces droits sont, à en croire Rawls, « un sous-ensemble particulier des droits que possèdent les citoyens d'un régime démocratique libéral constitutionnel ou les membres d'une société hiérarchique décente »<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 94-95.

<sup>52</sup> John Rawls, *Justice et démocratie*, p. 168.

<sup>53</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 101.



En refusant de fonder sa position sur la métaphysique occidentale et en lui donnant un caractère plus politique, Rawls espérait éviter d'être traité d'ethnocentrisme ou d'impérialiste. Mais, cela ne manque pas de conséquences qui, à notre avis, invitent à repenser sa position pour qu'elle devienne compatible avec, par exemple, la situation des pays comme ceux de la région africaine des Grands lacs. Sinon, comme l'illustre si bien Stéphane Chauvier, parlant de chinois, une personne vivant dans la région des Grands Lacs africains ne pourrait pas se servir de la théorie de Rawls pour critiquer les institutions de son pays ni pour y dénoncer les atteintes aux droits de la personne. De même, un étranger qui viendrait d'un pays démocratique libéral ne pourrait pas non plus le faire (dans un pays de résidence de culture politique non libérale) sous prétexte que le contexte est tout à fait différent de celui de son pays d'origine<sup>54</sup>.

Il se pose ici un problème: l'humanité est-elle la même partout ou alors elle diffère selon les sociétés? Si elle est la même, elle devrait être traitée de la même façon, et donc, ses droits devraient également être reconnus. Au contraire, on tomberait dans le jeu des dirigeants des pays non démocratiques qui ont souvent invoqué la particularité culturelle de leur société et les notions de souveraineté et d'autodétermination pour contourner l'exigence du respect des droits de l'homme, considérant ceux-ci comme produits de la culture occidentale. Ils accusent alors d'ethnocentrisme toutes les déclarations des droits de l'homme et tout rappel à l'ordre dans ce domaine. Et pourtant, à en croire Bertrand Guillaume, « nous ne considérons pas normalement les droits de l'homme comme une conséquence de ce que les sociétés se doivent les unes aux autres, mais plutôt comme ce que nous devons, en tant qu'êtres humains, aux autres êtres humains, qui nous sont fondamentalement semblables »<sup>55</sup>. Ce qui veut dire que la racine de ces droits réside dans ce qui est propre à l'être humain, quelles que soient ses origines et quel que soit son milieu de vie. Donc, tous les hommes sans exception devraient prétendre à ces droits.

---

<sup>54</sup> Voir Stéphane Chauvier, « Libéralisme politique et universalisme juridique. Droits des gens et droits de l'homme selon John Rawls », *Revue de Métaphysique et de Morale*, n°2, p. 172.

<sup>55</sup> Bertrand Guillaume, dans John Rawls, *Le droit des gens*, p.27.

Il appert qu'il convient de faire, dans le contexte des sociétés non démocratiques, une distinction entre, d'une part, les dirigeants de ces sociétés et, d'autre part, les populations qui, généralement, sont victimes des pouvoirs en place. L'exemple emprunté à Amartya Sen par Bertrand Guillarme, et qui évoque le cas de l'Iran, nous semble très éloquent et son actualité est flagrante: « Le point de vue du clergé établi en Iran n'a pas de statut privilégié par rapport à celui des nombreux opposants lorsqu'il s'agit de définir la "position iranienne" »<sup>56</sup>. Les manifestations organisées dans ce pays par l'opposition à la suite des élections de 2009 en sont la preuve. Ne considérer que la position du pouvoir en place ne rend pas justice au peuple iranien. Il en va de même pour les opposants aux régimes des pays des Grands Lacs ou de tout autre pays non démocratique. D'ailleurs Rawls lui-même ne manque pas de faire la part des choses entre les dirigeants politiques illégitimes et les membres de leurs sociétés. Abordant la doctrine de la guerre juste, il présente six hypothèses et principes qui ont pour fonction de restreindre la conduite de la guerre. Particulièrement, le troisième principe stipule que les peuples bien ordonnés doivent distinguer avec soin trois groupes: les dirigeants politiques et administratifs de l'État, ses soldats et sa population civile. C'est qui veut dire que ces groupes ne devraient pas être soumis au même traitement. D'après Rawls, « la raison qui fonde cette distinction entre les dirigeants politiques et administratifs de l'État hors-la-loi et sa population est la suivante: comme l'État hors-la-loi n'est pas bien ordonné, les membres civils de la société ne peuvent pas être ceux qui ont organisé et déclenché la guerre »<sup>57</sup>.

Dans le contexte africain, Ernest-Marie Mbonda abonde dans le même sens et corrobore cette distinction en rappelant la situation des années charnières ayant marqué le début des processus de démocratisation sur ce continent. Il note qu'« au début des années 90, de nombreux Africains ont payé de leur vie le combat contre le mythe de la spécificité que les dirigeants brandissaient pour refuser l'accès à la liberté d'association, à la liberté d'expression, à la liberté de contester des régimes jugés incompetents et autocratiques. De cette spécificité idéologique, les Africains souhaiteraient bien être affranchis »<sup>58</sup>. Ainsi, pour

---

<sup>56</sup> Amartya Sen, « Positional objectivity », dans *Philosophy and Public Affairs*, Vol.22 n°2, Princeton, NJ, Princeton University Press, printemps 1993, p. 139. Cité par Bertrand Guillarme, *Ibid.*, p.35.

<sup>57</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 117. Lire également les pages 118-119.

<sup>58</sup> Ernest-Marie Mbonda, *op. cit.*, p. 184.

Ernest-Marie Mbonda, les particularismes culturels sont des faux fuyants, des alibis dont se servent des tyrans pour justifier les atteintes aux droits de l'homme orchestrées par leurs régimes. Il ne devrait donc pas y avoir d'obstacle à l'universalisation de ces droits au nom d'un soi-disant respect des visions du monde qui leur seraient incompatibles. Si Rawls lui-même reconnaît aux sociétés hiérarchiques décentes la qualité des sociétés bien ordonnées, alors que leur conception de la personne, considérée comme membre d'un corps et non comme citoyen ayant des droits égaux, est différente de celle des sociétés démocratiques libérales; si la défense des droits de l'homme peut justifier la guerre contre les États hors-la-loi, alors il faut admettre qu'une certaine considération est essentiellement due à chaque personne humaine comme fondement, reconnu ou non, qui justifie le respect des droits de l'homme.

Eu égard à ce qui précède, ces droits transcendent toutes les cultures et s'imposent à elles. Donc, leur exigibilité ne peut qu'être universelle, mais comme le suggère Ernest-Marie Mbonda, elle doit présupposer un effort de dissociation entre les conditions historiques de leur formulation – ce qui renvoie aux cultures – et leur réalité intrinsèque, en tant que prérogatives étroitement associées au simple fait d'être homme<sup>59</sup>.

Tout bien considéré, ces arguments permettent donc de confirmer que les pays de la région africaine des Grands Lacs peuvent, tenant compte de leur situation particulière actuelle, adopter les principes de justice de la *Société des Peuples* et honorer les exigences du respect de tous les droits fondamentaux de l'homme sans qu'il y ait possibilité d'ethnocentrisme. En tant qu'ils sont des démocraties en émergence, les exclure du procédé de représentation qui détermine les principes pouvant régir la structure de base de la coopération entre peuples, serait une méconnaissance de nombreux enjeux que présente leur situation actuelle, enjeux qui interpellent sûrement l'éthique des relations internationales en ce début du XXIème siècle. Cela aurait pour conséquences le ralentissement du développement économique de ces pays, leur vulnérabilité perpétuelle au plan géopolitique, le maintien des institutions faibles et instables, ainsi que le maintien de l'exploitation sauvage dont ils sont

---

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 192.

victimes de la part des grandes multinationales, sans oublier les atteintes aux droits de l'homme qui en découlent. Par conséquent, pour que le constructivisme rawlsien permette l'éradication de ces maux, il se doit d'être révisé. La situation particulière des pays des Grands Lacs rend nécessaire cette exigence, qui passe par un éventuel élargissement du procédé de représentation proposé par Rawls. En excluant les sociétés non démocratiques libérales de ce procédé qui détermine les principes pouvant régir la structure de base de la *Société des peuples*, le contractualisme rawlsien souffre, à notre avis, d'un déficit démocratique criant.

Rappelons que le refus de Rawls d'adopter la proposition faite par ses critiques, celle d'une position originelle globale permettant la réalisation d'une vraie justice pour tous les individus du monde, sans distinction de leur sociétés d'appartenance, est soutenu par l'argument du philosophe américain selon lequel il est problématique d'utiliser cette position originelle pour toutes les personnes alors qu'elle est exclusivement fondée sur des idées libérales qui déterminent pour l'individu le statut de citoyen libre et égal, raisonnable et rationnel. Ainsi, pour Rawls, il serait préférable de procéder par étapes, en commençant d'abord par l'élaboration du *Droit des peuples* raisonnable avant d'envisager son extension par la suite. Cela permettrait de constater que les sociétés non libérales ne peuvent pas être acceptables. Par contre, si on utilise la position originelle globale, il serait difficile d'établir la nuisance de ces sociétés. En conséquence, la solution qui reste plausible pour Rawls est l'aide qu'il faut apporter aux sociétés non libérales afin de leur permettre d'avoir des institutions justes. Cela passe, d'après notre auteur, par un changement de la culture politique, des traditions religieuses, philosophiques et morales qui confortent la structure de base de leurs institutions et par l'ingéniosité, les talents coopératifs, ainsi que les vertus politiques des membres de ces sociétés.<sup>60</sup> Mais, à y voir de près, Rawls semble oublier que l'ordre mondial peut avoir une influence néfaste sur l'organisation interne des sociétés et même favoriser, dans une certaine mesure, des injustices. Pour cette raison, son argument est loin de nous convaincre totalement.

---

<sup>60</sup> Jonh Rawls, *Paix et démocratie*, p. 132-133.

En effet, l'ordre mondial tel que nous le connaissons actuellement n'offre pas à tous points de vue un cadre juste pouvant favoriser toutes les sociétés. Sa structure de base, s'il faut l'appeler ainsi, ou les institutions à travers lesquelles il se déploie ne représentent pas de manière égale les intérêts de l'ensemble de sociétés. Il suffit de penser à l'Organisation Mondiale du Commerce, à la Banque Mondiale, au Fond Monétaire International et même à l'Organisation des Nations Unies. Le poids des États membres n'est jamais le même. Ceux qui ont, par exemple, le statut de membres permanents au Conseil de Sécurité, avec leur droit de veto, déterminent l'orientation des relations internationales comme ceux appartenant au club select du G8 ou du récent G20, et pèsent de leur poids sur le processus de prise de décisions des institutions précitées. Le contractualisme rawlsien, avec son procédé de représentation exclusif et sa catégorisation des peuples qui imposent l'extension par étapes du *Droit des peuples*, semble justifier ce mode de fonctionnement déficitaire en fait de démocratie. C'est donc ce déficit démocratique qui exige, à notre avis, une autre conception des relations internationales. Notre étude tente l'ébauche d'une éthique pouvant sous-tendre cette dernière.

Concrètement, nous réfléchirons sur les fondements normatifs d'un modèle réel de coopération horizontale incarné dans des structures plus démocratiques de consultation multisectorielle entre sociétés. Cette éthique sera pensée en termes d'un nouveau paradigme de la gouvernance globale. Nouveau paradigme parce que le concept de gouvernance n'est pas étranger au fonctionnement des institutions internationales au sein desquelles il désigne le processus par lequel des acteurs, qu'ils soient multilatéraux, régionaux, nationaux, étatiques ou non étatiques, définissent des objectifs et des politiques de façon concertée en assumant des responsabilités partagées. Sa nouveauté tiendra, à notre avis, du fait qu'il faudra justement combler le déficit démocratique dans les mécanismes supposés dépasser les frontières nationales en favorisant, autant que faire se peut, l'exercice de la citoyenneté, l'obligation démocratique de rendre compte, la transparence et la justice sur la scène mondiale. Ainsi se définira ce que nous pensons être l'éthique de la gouvernance démocratique globale qui va au-delà de la simple gouvernance mondiale incarnée dans l'ordre actuel des institutions internationales. Tel sera l'objet de la troisième partie de notre thèse constituée des chapitres six et sept.

## **Conclusion**

En vue de baliser le terrain de notre étude, nous avons tenu, sous ce premier chapitre, à répondre à la question de savoir si la théorie de John Rawls, principalement conçue pour les sociétés démocratiques libérales, peut intéresser, de loin ou de près, les pays africains, spécialement ceux de la région des Grands Lacs. La réponse affirmative à cette question a fait surgir une autre, celle de savoir quelles seraient les conditions de la réception ou de l'applicabilité de cette même théorie à la situation actuelle de ces pays.

Pour ce faire, nous avons commencé, d'abord, par revisiter le procédé de représentation imaginé par Rawls à travers la position originelle, pour faire ressortir le fait qu'il est exclusif dans la mesure où il se limite aux seules sociétés dites bien ordonnées. Ensuite, nous avons analysé ce procédé exclusif en rapport direct avec la situation des pays africains des Grands Lacs pour imaginer ce que serait la place de ces derniers dans le processus de détermination des principes du Droit des peuples. Cela nous a permis d'établir que les pays de la région africaine des Grands Lacs connaissent une situation particulière qui n'est pas clairement et directement prise en considération dans le cadre rawlsien. Par conséquent, il s'est avéré, enfin, qu'un réaménagement ou même un certain dépassement de ce cadre s'imposent comme conditions de sa réception et de son applicabilité dans le contexte de la région des Grands Lacs. Les possibilités ou les raisons de ce réaménagement et de ce dépassement sont, à notre avis, internes au cadre rawlsien lui-même. Donc, ce premier chapitre nous mène à la conclusion qu'en tant que démocraties en émergence, les pays des Grands Lacs, dans la mesure où ils présentent une situation toute particulière, auraient avantage autant à s'inspirer du cadre rawlsien qu'à s'en démarquer de manière critique afin de l'ajuster à la particularité qui est la leur. Cela suppose qu'ils peuvent se permettre d'en faire dégager des perspectives auxquelles Rawls lui-même n'aurait pas pensé, mais qui sont néanmoins favorables à leur développement et à la consolidation de leur démocratie. Plusieurs enjeux liés à cet effort interpellent absolument l'éthique des relations internationales qui, à notre avis, devra fonder l'idée d'une gouvernance démocratique globale.

Mais avant d'en arriver là, qu'en est-il réellement de la situation de la démocratie ou du processus de démocratisation dans la région des Grands Lacs?



## **Chapitre deuxième :**

# **Causes et variables explicatives d'une consolidation démocratique en sursis**

## **Introduction**

Si l'association des pays africains, et particulièrement ceux des Grands Lacs, à la théorie rawlsienne du *Droit des peuples* pose problème et fait presque penser à un mariage forcé, c'est, comme nous l'avons soutenu au premier chapitre, à cause du fait que, suivant la théorie de John Rawls, ces pays ne font pas partie des sociétés bien ordonnées, leur culture publique ne traduisant pas l'idée d'un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux. Par contre, comme nous l'avons relevé également, ces mêmes pays comme bien d'autres de l'hémisphère sud et même de l'espace post communiste connaissent actuellement une situation particulière dont le cadre rawlsien ne semble pas tenir compte. Ils sont engagés depuis plus de deux décennies dans le processus de démocratisation dont les grandes étapes ont déjà été franchies, à savoir l'étape de la libéralisation, l'étape de la transition et celle de la tenue de premières élections ou des élections fondatrices. Pour certains autres de ces pays, l'étape de la consolidation démocratique est bien amorcée.

Toutefois, même si le processus de démocratisation semble très avancé dans ces pays, il ne reste pas pour autant moins menacé. La preuve c'est que plusieurs pays d'Afrique en émergence démocratique sont malheureusement retombés soit sous un pouvoir autoritaire, civil ou militaire, soit dans les habitudes et pratiques politiques d'avant le processus démocratique. Le défi majeur et déterminant reste donc le passage à l'ultime étape de la consolidation de la démocratie, qui ne peut se concrétiser que grâce à la régularité des élections pluralistes, transparentes et réellement démocratiques, et au respect de l'alternance garantis par la stabilité des institutions. Par conséquent, aussi longtemps que ce défi ne sera pas relevé, l'Afrique aura du mal à occuper la place qui lui revient au plan international et ainsi son exclusion des instances décisionnelles à ce même niveau risquerait de se prolonger.



Voilà qui explique l'objet de ce deuxième chapitre de notre dissertation, répondre à la question : quelles seraient les causes et variables explicatives des ratés du processus de démocratisation des pays de la région des Grands Lacs africains ? Il convient de mieux les cerner d'autant plus qu'elles ralentissent les efforts de consolidation démocratique et maintiennent l'Afrique à la périphérie des relations internationales. Pour ce faire, nous scruterons tour à tour et en trois points l'héritage colonial, les contraintes économiques, et la qualité du leadership politique local. Notre objectif est de faire ressortir aussi bien les responsabilités des acteurs internes que celles des acteurs externes.

## **2.1- L'héritage colonial et l'autocratie néo-patrimoniale africaine**

Dans leur analyse des modes de transition en Amérique Latine, en Europe du Sud et de l'Est, Terry Lynn Karl et Philippe Schmitter affirment que certaines structures léguées par l'histoire risquent de constituer des "conditions limitatives" qui restreignent ou parfois élargissent l'éventail des choix<sup>61</sup>. Cela sous-entend, entre autres, que l'organisation et la nature actuelles de toutes les sociétés ne sont en grande partie que le produit de leur histoire. Il n'en va pas autrement des États de la région des Grands Lacs africains. Ces derniers se sont construits comme des structures d'emprunt d'un modèle venu d'ailleurs, des structures dessinées au hasard du projet colonial européen, projet dont le point de départ est à situer à l'époque de grandes missions d'exploration et dont l'évolution s'est faite en passant par la traite négrière, jusqu'à l'occupation effective de l'espace africain par les puissances coloniales.

Il faut reconnaître, de prime abord, que c'est une Afrique vidée de ses ressources humaines et exténuée par la traite négrière que les européens ont visitée au début du XIXème siècle. La genèse de ce projet ainsi que ses objectifs ont marqué et marquent encore aujourd'hui l'histoire des États qui en sont issus. Même la science a été mise à contribution pour donner un fondement et une justification à la colonisation.

---

<sup>61</sup> Terry Lynn Karl et Philippe Schmitter, « Les modes de transition en Amérique Latine, en Europe du Sud et de l'Est », dans *Revue internationale des sciences sociales*, n° 128, 1991, p. 289.

En effet, l'époque des explorations avait permis aux européens de recueillir des données sociologiques, anthropologiques, ethnographiques, linguistiques et historiques sur les sociétés africaines. Malheureusement, l'interprétation de ces données et l'usage qui en a été fait n'ont pas échappé à l'influence des préjugés raciaux. Au contraire, ils ont forgé l'image d'une Afrique qui avait besoin d'être sauvée. Ce qui a fait dire à l'historien Joseph Ki-Zerbo que les explorateurs européens, même s'ils avaient des buts élevés, firent pourtant des descriptions qui excitaient l'intérêt des affairistes, un intérêt aussi bien sympathique, scientifique qu'un intérêt de convoitise et d'appétit vorace du prédateur<sup>62</sup>. Dans le même ordre d'idée, le projet de colonisation avait trouvé sa justification dans certaines théories géopolitiques du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est le cas des travaux de l'allemand Friedrich Ratzel (1844-1904) qui ont largement contribué à la fondation du Comité colonial allemand et à la mise sur pied du projet d'extension des possessions allemandes en Afrique, à la suite de la Conférence de Berlin (1884-1885) au cours de laquelle les puissances occidentales ont procédé au partage du continent noir, ouvrant ainsi la voie à la colonisation dont les objectifs méritent d'être analysés si on veut objectivement cerner l'Afrique.

### **2.1.1- Les objectifs de la colonisation**

Même si la présence des européens en Afrique, et plus spécifiquement des portugais, des anglais et des hollandais remonte à plusieurs années auparavant, la prise d'Alger en 1830 marque le début officiel de la période coloniale selon Robert Cornevin<sup>63</sup>. Toutefois, pour connaître les objectifs poursuivis par les colonisateurs dans leur campagne en Afrique, il suffit de revisiter les ententes signées lors de la Conférence de Berlin dont l'Acte général commence par un préambule assez clair :

*Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême et roi apostolique de Hongrie, Sa Majesté le roi des Belges, Sa Majesté le roi de Danemark, Sa Majesté le roi d'Espagne, le président des Etats-Unis d'Amérique, le président de la République française, Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-*

---

<sup>62</sup> Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris : Hatier, 1974, p. 402.

<sup>63</sup> Robert Cornevin, *Histoire de l'Afrique : des origines à la Deuxième Guerre mondiale*, Paris : Payot, 1970, p. 245.

*Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, Sa Majesté le roi d'Italie, Sa Majesté le roi des Pays-Bas , grand-duc de Luxembourg, Sa Majesté le roi du Portugal et des Algarves..., Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège... , sa Majesté l'empereur des Ottomans,*

*Voulant régler, dans un esprit de bonne entente mutuelle, les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions d'Afrique, et assurer à tous les peuples les avantages de la libre navigation sur les deux principaux fleuves africains qui se déversent dans l'océan Atlantique ; désireux d'autre part, de prévenir les malentendus et les contestations que pourraient soulever à l'avenir les prises de possession nouvelles sur les côtes de l'Afrique, et préoccupés, en même temps, des moyens d'accroître le bien-être moral et matériel des populations indigènes, ont résolu, sur invitation qui leur a été adressée par le gouvernement impérial d'Allemagne, d'accord avec le gouvernement de la République française, de réunir à cette fin une Conférence à Berlin, et ont nommé pour leur plénipotentiaires(...) Lesquels, munis de pleins pouvoirs, qui ont été trouvé en bonne et due forme, ont successivement discuté et adopté :*

*1° Une déclaration relative à la liberté de commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins, avec certaines dispositions connexes ;*

*2° Une déclaration concernant la traite des esclaves et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite ;*

*3° Une déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo ;*

*4° Un acte de navigation du Congo, qui, en tenant compte des circonstances locales, étend à ce fleuve, à ses affluents et aux eaux qui leur sont assimilées, les principes généraux énoncés dans les articles 108 à 116 de l'acte final du Congrès de Vienne et destinés à régler, entre les puissances signataires de cet acte, la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats [...];*

*5° Un acte de navigation du Niger, qui, en tenant compte également des circonstances locales, étend à ce fleuve et à ses affluents les mêmes principes inscrits dans les articles 108 à 116 de l'acte final du Congrès de Vienne ;*

*6° Une déclaration introduisant dans les rapports internationaux des règles uniformes relatives aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir, sur les côtes du continent africain ;*

*Et ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un acte général composé des articles suivants [...]*<sup>64</sup>

Convoquée par le Chancelier allemand Bismarck et tenue à Berlin, cette conférence s'inscrivait donc dans la conception en vogue défendue par Ratzel, celle de l'importance du territoire pour un État. Ainsi, elle confirmait les objectifs poursuivis par les différentes puissances d'alors et elle garantissait par conséquent les conditions de réalisation harmonieuse de ces derniers. Pour ne citer que quelques uns, il s'agissait pour chaque puissance européenne de s'assurer d'abord un maximum de possessions en Afrique, d'avoir ensuite la mainmise sur les ressources minières afin de faire face à la révolution industrielle, et de garantir enfin un marché où écouler les produits de son industrie manufacturière. Même si un autre objectif était d'apporter aux africains les bienfaits de la "civilisation matérielle et morale", définitivement, c'est bien l'intérêt commercial qui était au centre de cette conférence<sup>65</sup>. D'où la reconnaissance de la liberté de commerce et la liberté de navigation sur les fleuves Congo et Niger. Ce commerce et ses voies de communication ont été organisés dépendamment de la nature ou du type de chaque administration coloniale.

### **2.1.2- Les types de colonisation**

Dans son *Histoire de l'Afrique noire*, Joseph Ki-Zerbo établit une nette différence entre la colonisation directe et la colonisation indirecte comme deux types de colonisation caractérisés par des méthodes et une administration particulières, à l'image des pays initiateurs, la France et l'Angleterre. L'Italie, la Belgique et le Portugal étaient, pour leur part, des puissances colonisatrices moyennes. Comme telles, elles étaient influencées par l'une ou l'autre de deux grandes puissances précitées.

---

<sup>64</sup> Voir <http://www.africamaat.com/L-Acte-general-de-la-Conference-de>. Consulté le 20 fév. 2009; Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique 1880-1914*, (Traduit par Patrick Grilli), Éditions Denoël, 1996, p. 245.

<sup>65</sup> Adam Hochschild, *Les fantômes du roi Léopold II. Un holocauste oublié*, Paris : Belfond, 1998, p. 40.

La France avait adopté un type de colonisation direct, caractérisé par la centralisation du pouvoir et l'assimilation accentuée des populations colonisées. Pour contrôler un territoire qui faisait neuf fois sa superficie, soit cinq millions de kilomètres carrés, elle a choisi d'avoir recours à un système rigide et autoritaire. Au fait, il n'y avait pas une autre alternative pour la France dont le passé politique relativement récent ne pouvait lui inspirer mieux. A en croire Ki-Zerbo, « l'empire colonial français d'Afrique Noire avait hérité, par la III<sup>e</sup> République, du régime autocratique de Napoléon III »<sup>66</sup>. D'où sa forte hiérarchisation dont les paliers se suivaient, selon l'ordre d'importance, du Gouverneur général, passant par les Gouverneurs territoriaux, les Commandants de cercle pour se limiter aux Chefs de subdivisions. Concrètement, dans cette chaîne de pouvoir, le Gouverneur général avait un poids considérable. Représentant et détenteur des pouvoirs du gouvernement de la République, il était ordonnateur du budget fédéral, maître des forces armées, et chef des services administratifs centraux de la fédération. Aucune loi ni décret venu de France n'était applicable dans son secteur s'il n'en avait pas fait la promulgation. Cette disposition lui donnait pratiquement une sorte de droit de veto suspensif pour les mesures qui lui déplaisaient. Le Conseil de gouvernement qui l'assistait, formé du secrétaire général de l'administration, du général en chef, du procureur général, etc. n'était qu'un organe consultatif.<sup>67</sup>

A la différence de la France, l'Angleterre avait opté pour un type de colonisation indirect (indirect rule) caractérisé, quant à lui, par une administration quasi décentralisée et respectueuse de l'autonomie des peuples colonisés. Cette administration s'inscrivait dans la droite ligne de la vieille tradition britannique et des postulats les plus sacrés de son droit public dont les deux principes qui ont servi de fondement à la gestion des colonies, à savoir l'autonomie financière et l'autonomie politique. Quelques exemples illustrent bien la particularité de ce système. C'est, entre autres, le cas de la reconnaissance du pouvoir autochtone dans ses prérogatives au niveau local. Les Sultans et Émirats assumaient la charge d'une grande partie de la routine administrative, ils veillaient à l'application de la loi ou de la justice et gardaient un certain pourcentage sur les impôts perçus. Par conséquent, le succès

---

<sup>66</sup> Joseph Ki-Zerbo, *op. cit.*, p. 435.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 436.

économique, favorisé par la position géographique de la majorité des colonies anglaises, offrait un cadre épanouissant à une certaine autonomie politique en dépit du contexte général et paradoxal de colonisation<sup>68</sup>.

Par ailleurs, les autres puissances coloniales moyennes étaient influencées ou bien par la méthode de la France ou bien par celle de l'Angleterre, sinon par les deux à la fois. Face aux pays des Grands Lacs qui nous préoccupent, la Belgique a été inspirée généralement par la manière française, plus autoritaire et oppressive. En résumé, il faut distinguer deux moments importants dans la réalisation du projet colonial belge. Le premier couvre la période durant laquelle le territoire congolais est resté une propriété privée du roi des belges Léopold II, et le deuxième commence avec l'annexion de ce territoire à la Belgique par le Parlement et, une dizaine d'années plus tard, la mise sous tutelle du Ruanda-Urundi, devenu à ces jours deux pays distincts, le Rwanda et le Burundi.

En effet, Léopold II fut le grand gagnant de la Conférence de Berlin dans la mesure où il avait réussi, en tant que particulier, à obtenir le droit de propriété sur un territoire quatre-vingt fois plus grand que la Belgique. Tous les moyens étaient bons pour permettre au monarque belge de parvenir à ses fins. C'était le cas, entre autres, des manipulations de la cartographie et l'usage excessif de la force. Ces pratiques ouvriront la voie au régime léopoldien et caractériseront son administration pendant un peu plus de deux décennies, de 1885 à 1908. Quelques faits méritent d'être soulignés comme illustration de la singularité de cette période historique et de son pouvoir particulièrement destructeur et dont les conséquences n'ont pas fini d'influencer la vie politique des États de la région concernée. Il s'agit particulièrement de l'organisation du travail de construction du chemin de fer et celui de la production du caoutchouc.

Pris dans une situation d'endettement sans issue<sup>69</sup>, le roi Léopold II était obligé de trouver des moyens pour rentabiliser le territoire acquis. Il avait besoin du soutien des banques et de capitaux de tous bords. Il fonda alors en 1887 la *Compagnie du Congo pour le*

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 442-443.

<sup>69</sup> Voir Henri Wesseling, *op.cit.*, p. 254.

*commerce et l'industrie*, et en 1889 la *Compagnie du chemin de fer du Congo*. Le coût de la mise en opération de cette dernière aura été énorme et ses conséquences désastreuses au plan humain. Il fallait construire le chemin de fer et la main d'œuvre était assurée gratuitement par les autochtones sous la supervision des colons. Selon Joseph Ki-Zerbo, « ce travail dans une nature hostile, de Léopoldville [l'actuelle ville de Kinshasa] à Matadi, fut inauguré après neuf ans de labeur. Il avait coûté la vie à 132 Blancs et 1 800 travailleurs de couleur, ce dernier chiffre étant sans doute très sous-estimé » et, pour corroborer cette affirmation, il cite Robert Cornevin, un autre historien qui écrit que « La construction du Matadi-Léo (le fameux chemin de fer) fut certes une épopée, mais sur un fond de cimetières et un rythme de marche funèbre »<sup>70</sup>. D'ailleurs le nom « Matadi » donné à la ville d'où partait le chemin de fer en question signifie « roches » ou « pierres », parce que cette ville est bâtie sur un terrain rocailleux. A cause de l'intensité des efforts physiques déployés dans le travail de construction de la ville et du chemin de fer, ce même nom a été attribué au pouvoir de l'État. Nous y reviendrons dans les paragraphes suivants.

L'approche du travail était la même dans la production du caoutchouc, particulièrement en ce qui concerne l'exploitation abusive de la main-d'œuvre. Le traitement réservé aux travailleurs indigènes était inhumain et ce que ces derniers recevaient en échange comme rémunération était ridicule. Les récits des missionnaires repris par Joseph Ki-Zerbo traduisent mieux l'ampleur de cette situation :

« Chaque village devait fournir un certain tonnage de caoutchouc pour lequel son chef recevait soit une brassée de cotonnades, soit une poignée de sel par panier de caoutchouc, ou même simplement un petit miroir. Les témoignages des missionnaires Weeks, Padfield, Gauman, Harris, sont accablants. Pour éviter la fuite des indigènes, chaque village était confié à la garde d'une escouade de miliciens (capita) et le départ des hommes ou le défaut du caoutchouc entraînait des expéditions punitives qui aboutissaient à des assassinats publics des chefs ou de leurs gens par des agents européens de la Société, à des viols ou enlèvements de femmes, à des mutilations de bras, de jambes, des parties génitales, à l'empalement de jeunes

---

<sup>70</sup>Joseph Ki-Zerbo, *op. cit.*, p. 457; lire également Jules Marchal, *Travail forcé pour le rail : l'histoire du Congo 1910-1945*, Tome 2, Borgloon-Belgique : Éditions Paula Bellings, 2000, p. 243-317.

filles ou de femmes, à des scènes de cannibalisme, à l'inceste donné en spectacle par les réfractaires obligés de s'exécuter en public, etc. »<sup>71</sup>

Au bout de deux décennies d'exploitation, ces méthodes agressives avaient fini par rapporter gros à Léopold II. Ki-Zerbo fait état de la situation de la société Abir qui vendait sur le marché d'Anvers 812 525 kilogrammes de caoutchouc, faisant un bénéfice annuel moyen de trois millions de francs, somme faramineuse pour l'époque. Cela a permis au roi des belges de régler ses problèmes de dettes, de récupérer les capitaux investis et de réaliser d'énormes profits qui, à leur tour, ont facilité la construction des monuments somptueux et des casinos en Belgique. Ce succès fit disparaître les hésitations du Parlement belge qui, au départ, considérait le Congo comme encombrant et inutilement coûteux. Il procéda alors en 1908 à la promulgation d'une charte officialisant l'annexion du territoire devenu rentable<sup>72</sup>. C'est ainsi que commencera la deuxième phase de la colonisation belge.

La philosophie de l'administration coloniale n'avait pas changé pour autant. Au contraire, l'exploitation était devenue de plus en plus intense et diversifiée. Il faut noter à cette période un développement accru aussi bien du secteur minier qu'agricole, rendu possible grâce à la création de plusieurs nouvelles sociétés dans ces domaines. *L'Union Minière du Haut-Katanga*, la *Forminière*, et l'*Unilever* en étaient des exemples. Le travail forcé fourni par la main-d'œuvre toujours gratuite et maltraitée continuait de faire des milliers de victimes parmi les autochtones en même temps qu'il rapportait des milliards de francs belges. Comme conséquence, cette exploitation entraîna une dépopulation des communautés indigènes au point où une commission gouvernementale appelée « Commission Edmond Janssens », après quatre mois d'investigations sur place et l'audition de centaines de témoins, a dû confirmer la surexploitation forcée de la main-d'œuvre indigène ayant pour résultat le vidage forcé des villages de leur population mâle. La commission tomba donc « à bras raccourcis sur les sociétés concessionnaires, désignées comme les principaux coupables » et ainsi, le Parlement

---

<sup>71</sup> Joseph Ki-Zerbo, *op. cit.*, p. 458.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 459.



fut obligé d'interdire en 1928 le recrutement de plus de 25% du total des hommes adultes et valides<sup>73</sup>.

Revenons au nom « Matadi » (roches). Il a inspiré l'expression qui, dans les langues congolaises, traduit même de nos jours le sens du terme «   tat » ou « Pouvoir » ou encore celui de l' « autorité » politico-administrative. En effet, pour exprimer le caractère excessivement violent et autoritaire de l'administration coloniale et le traitement inhumain qu'elle imposait aux autochtones, ces derniers avaient commencé par donner le surnom de « Bula Matari » à son représentant, l'explorateur Henry Morton Stanley, avant de l'appliquer à l'état colonial lui-même. Dans ce cas, « Bula Matari » veut dire « celui qui broie les roches » et donc, pour les autochtones habitant le territoire belge d'Afrique, l'état colonial représentait la terreur. Crawford Young l'a attesté dans ses écrits:

« Stanley's logistical feat engendered mingled fear and admiration in the Kongo regions through which he passed, reflected in the nickname Bula Matari (he who crushes rocks) by which he became known. Over time, as the new state on whose construction Stanley had surreptitiously embarked ceased to be his personal undertaking as Leopoldian emissary and burgeoned into an impersonal embodiment of oppressive European power, Bula Matari came to represent this intrusive alien authority more generally. The metaphor captured well the crushing, relentless force of the emerging colonial state in Africa »<sup>74</sup>.

Cette terreur pouvait prendre plusieurs formes. En plus d'illustrations de Joseph Ki-Zerbo évoquées plus haut, il convient de noter l'usage de la chicotte comme moyen pour assurer la discipline et la docilité. Même les chefs traditionnels insoumis pouvaient être humiliés publiquement pour servir d'exemple. L'administration coloniale en faisait des

---

<sup>73</sup> Lire à ce sujet Vincent Dujardin, Valérie Rosoux, Tanguy de Wilde, *Léopold II. Entre génie et g  ne. Politique étrangère et colonisation*, Bruxelles :   d. Racine, 2009, et Joseph Ki-Zerbo, *op. cit.*, p.459-461.

<sup>74</sup> Voir Crawford Young, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven: Yale University Press, 1994, p.1.

auxiliaires chargés de collecter les impôts et de mobiliser les populations pour les besoins de l'autorité coloniale. Le chef qui refusait de collaborer perdait son pouvoir<sup>75</sup>.

De même, le Ruanda-Urundi a connu, bien qu'à quelques différences-près, la même administration coloniale dès sa mise sous tutelle par la Belgique en 1918. Initialement sous administration allemande et grâce aux acquis de celle-ci, les autochtones habitant le territoire occupé actuellement par le Rwanda et le Burundi ont pu bénéficier d'un certain degré de décentralisation à l'image de l'indirect rule britannique. Toutefois, dans le cas du Congo comme dans celui du Rwanda et du Burundi, la prédominance de la violence comme méthode d'administration et la priorité accordée aux intérêts économiques et financiers étrangers ont été systémiques. Cela a sans aucun doute ouvert la période postcoloniale à l'autocratie et au patrimonialisme.

### **2.1.3- L'autocratie néo-patrimoniale africaine**

Il est vrai que, suite aux indépendances, les peuples colonisés d'Afrique ont pu se constituer une certaine autonomie en devenant des États souverains, mais force est de constater que, dès le départ, ces derniers n'avaient pour seule référence de gouvernance que l'administration telle que pensée en contexte de colonisation. Ainsi, comme les processus politiques ne s'opèrent jamais par rupture brutale avec le passé et que les formes qu'ils sont susceptibles de prendre sont fortement conditionnées par les formes institutionnelles et les pratiques politiques des anciens régimes<sup>76</sup>, la conception du pouvoir et de l'État en période postcoloniale dans les Grands Lacs a tout naturellement repris à son compte des méthodes fortes ayant marqué l'époque précédente.

En effet, les institutions de l'administration coloniale héritées par l'État postcolonial portaient en elles fondamentalement un objectif spécifique, celui de légitimer et d'assurer la domination étrangère. Leur fonctionnement ne pouvait que pérenniser la même domination,

---

<sup>75</sup> Voir Mamoudou Gazibo, *Introduction à la politique africaine*, 2<sup>e</sup> édition, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 83.

<sup>76</sup> Mamoudou Gazibo, *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique. Analyse institutionnelle et stratégique*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 43.

mais cette fois-ci avec l'aide de nouveaux acteurs. La métaphore utilisée par Achille Mbembe traduit bien ce déplacement : la domination du « père » sur le « fils », c'est-à-dire du colonisateur sur le colonisé, est devenue la « violence du frère à l'égard du frère », c'est-à-dire du colonisé affranchi à l'égard d'autres colonisés affranchis<sup>77</sup>. Forcément, cette violence a pris la forme de l'autoritarisme et du patrimonialisme d'État.

L'histoire retiendra, il va sans dire, que ces maux ont caractérisé la politique africaine, en général, et celle des pays des Grands Lacs, en particulier, entre 1960 et 1990 et même beaucoup plus tard. L'exercice du pouvoir absolu, la privatisation des relations d'autorité et l'appropriation des richesses collectives ont constitué le fond de commerce des dirigeants comme Joseph-Désiré Mobutu au Congo-Zaire, Grégoire Kayibanda et Juvénal Habyarimana au Rwanda, et Michel Micombero, Jean-Baptiste Bagaza et Pierre Buyoya au Burundi. Ces chefs d'État se sont révélés, avec leurs homologues d'autres pays d'Afrique noire, comme les artisans de ce que Jean-François Médard appelle « l'État néo-patrimonial ».

Au fait, le néo-patrimonialisme est, dans la perspective de Jean-François Médard, une intégration ou une récupération paradoxale du patrimonialisme, c'est-à-dire de la pratique de la domination traditionnelle dans le cadre du fonctionnement de l'État moderne particulièrement en contexte africain. Il est, pour le dire autrement, une sorte de pratique anachronique dans la mesure où il s'est montré, en son principe même, incompatible avec l'État moderne démocratique. Alors que ce dernier fonde la légitimité du pouvoir ou de l'autorité politique sur le respect de la loi établie suivant des processus requis, dans le patrimonialisme, par contre, l'autorité est acquise simplement par la coutume. C'est ce qui ressort assez clairement de l'analyse de Max Weber qui distingue la domination traditionnelle de la domination légale-rationnelle<sup>78</sup>.

Plus concrètement, le patrimonialisme ignore royalement toute séparation entre le privé et le public. Le chef, qui est au centre de tout, incarne personnellement le pouvoir

---

<sup>77</sup> Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Avant-propos de la seconde édition, Paris : Karthala, 2000, p. XI.

<sup>78</sup> Lire Max Weber, *Économie et société*, Paris : Plon, tome 1, 1971.

auquel il se confond. Cette position qu'il occupe fait de lui pratiquement un homme d'affaires auquel restent liés nombre d'intérêts et d'avantages matériels et symboliques. Dans ce cas, certaines pratiques deviennent inévitables : népotisme, clientélisme, clanisme, tribalisme, régionalisme, copinage, patronage, corruption et tous les autres maux de même nature, qui sont fondamentalement l'envers de l'institutionnalisation de l'État. Or l'absence de relations de type institutionnel dans un État est une démonstration éloquent de l'inexistence de ce dernier. Il en découle logiquement, à en croire Jean-François Médard, le règne de l'arbitraire et la tendance à l'autoritarisme<sup>79</sup>. Cette non-institutionnalisation est, quant à elle, le reflet d'un droit complaisant ou bien simplement formel ou même inexistant. On ne saurait donc parler de l'État de droit dans un tel contexte. En effet, pareil contexte de non droit permet au chef de gérer le patrimoine collectif comme une propriété privée qu'il partage spécialement avec les membres de sa famille, biologique et politique. Donc, en Afrique et dans les pays des Grands Lacs, les chefs d'État, à l'instar du chef patrimonial dans les sociétés traditionnelles, traitent toutes les affaires politiques, administratives ou judiciaires comme s'il s'agissait d'affaires personnelles<sup>80</sup>.

Tout bien considéré, il serait simpliste et même tendancieux de justifier l'autoritarisme qui a caractérisé l'organisation politique des jeunes États africains par la nature profonde de la culture africaine qui serait, de ce point de vue, essentiellement encline aux divers abus du pouvoir incarné par un seul individu, et donc, incompatible avec l'esprit démocratique. Cette position presque afro-pessimiste, qui fait penser aux mirages de la démocratisation de l'Afrique, selon un des titres de Francis Akindès, n'est pas partagée par tous les africanistes et auteurs africains. C'est le cas de Joseph Ki-Zerbo qui, se servant de la notion de « l'arbre à palabre », une pratique présente dans les sociétés traditionnelles africaines ayant pour but de faciliter le règlement des différends entre les membres de la communauté et de trouver des solutions aux problèmes par la discussion, affirme qu'« en Afrique [précoloniale], le pouvoir sous des apparences autocratiques revêt un caractère profond de collégialité »<sup>81</sup>. Donc, sans

---

<sup>79</sup> Jean-François Médard, « L'État patrimonial en Afrique noire », dans Jean-François Médard (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris : Karthala, 1991, p.341.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 326.

<sup>81</sup> J. Ki-Zerbo, *op. cit.*, p. 386. Comparer à Francis Akindès, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris : Karthala, 1996.

nier la force des contraintes culturelles et l'existence de certains aspects négatifs constitutifs des cultures, l'élasticité et le caractère mouvant de celles-ci plaident contre la thèse d'incompatibilité entre la démocratie et quelque culture que ce soit.

Mais, est-ce vraiment suffisant et convainquant d'évoquer l'arbre à palabre pour décharger les africains de leurs responsabilités et en faire des démocrates-nés? A l'inverse, serait-il objectif de nier toute responsabilité de l'administration coloniale dans les dérives autoritaires de la politique africaine? La réponse à ces questions ne peut être affirmative. Il faut, par contre, admettre que les responsabilités sont partagées.

Premièrement, il est indéniable que, quelle que soit la manière dont les sociétés traditionnelles africaines étaient organisées politiquement avant le contact avec les européens, la colonisation a forcément transformé leurs modes d'organisation en imposant ses logiques et mécanismes de fonctionnement. Nous l'avons suffisamment démontré à travers l'exploitation du caoutchouc et le traitement de la main-d'œuvre au Congo par l'administration léopoldienne et belge. C'est ce que soutient également Crawford Young quand il écrit : « The colonial state in Africa lasted in most instances less than a century—a mere moment in historical time. Yet it totally reordered political space, societal hierarchies and cleavages, and modes of economic production. Its territorial grid—whose final contours congealed only in the dynamics of decolonization—determined the state units that gained sovereignty and came to form the present system of african polities. The logic of its persistence and reproduction was by the time of independence deeply embedded in its mechanisms of internal guidance »<sup>82</sup>.

Cet héritage politique de l'administration coloniale porte malheureusement en lui une contradiction fondamentale par rapport à la conception de l'État-nation qui était l'institution d'importation européenne dont le cadre a servi à la réalisation du projet colonial. L'instauration de cette institution en Afrique s'est faite dans des conditions contraires à sa nature profonde, c'est-à-dire dans le non respect de diverses nations préexistantes. Le fait que la partition territoriale faite à la Conférence de Berlin n'ait pas tenu compte de ces dernières

---

<sup>82</sup> Crawford Young, *op. cit.*, p. 9-10.

en est la preuve. Une deuxième preuve de la contradiction réside dans le fait que les puissances coloniales ont sciemment, en vue de préserver leurs intérêts économiques, opté pour des méthodes d'administration non démocratiques alors qu'elles étaient, elles-mêmes, prétendument des démocraties. Cette façon de procéder ne pouvait qu'influencer la suite en laissant à l'État postcolonial ses pratiques, l'esprit de ses institutions et la conception autocratique du pouvoir avec sa logique traditionnelle et patrimoniale. L'État postcolonial est donc, dans ses normes officieuses de gouvernance, un vrai produit du régime colonial. En deuxième lieu, il serait objectif de reconnaître toutefois que les africains eux-mêmes ont, malgré tout, laissé aller les choses en acceptant la situation et en la perpétuant même au-delà de la période coloniale. En devenant relativement maîtres d'eux-mêmes grâce aux indépendances, ils ont non seulement eu la possibilité de donner une nouvelle orientation à l'administration de nouveaux États, mais ils auraient pu le faire réellement, ce qui ne fut pas le cas. Nous reviendrons plus loin sur cette responsabilité même si, pour Basil Davidson, il aurait été difficile pour les colonisés de rejeter cet héritage colonial de façon significative d'autant plus qu'il n'y avait pas de perception suffisante de ce qu'il impliquait<sup>83</sup>.

Paraphrasant Jean-François Médard, nous pourrions dire que l'autocratie néo-patrimoniale africaine est un sous-produit d'une conjoncture historique spécifique qui aurait favorisé une paradoxale association des contraires que sont les normes de fonctionnement de l'État moderne, légal-rationnel, et celles de la tradition par l'entremise de deux groupes d'acteurs. D'une part, les acteurs intéressés à maximiser leurs profits dans l'exploitation de l'Afrique et, d'autre part, ceux qui, ignorant l'ampleur et la gravité des enjeux en présence, se sont laissés dominer et ont perpétué à leur tour la même domination. Cette conjoncture a bel et bien marqué et déterminé tous les secteurs de la vie de la quasi-totalité de pays africains et de ceux de la région des Grands Lacs. C'est le cas de l'économie africaine dont le développement est ralenti par des contraintes qui méritent d'être bien connues.

---

<sup>83</sup> Voir Basil Davidson, *The Black Man's Burden, African and the Curse of Nation-State*, New York: Random House, 1992, p. 163.

## **2.2- Les contraintes économiques**

Il serait redondant d'affirmer que l'Afrique est le continent le plus pauvre de notre planète. Son économie ne peut, par conséquent, qu'être faible et cela ne peut pas ne pas avoir d'incidence majeure sur l'organisation politique des États comme ceux de la région des Grands Lacs. Pour bien cerner cette situation, nous nous proposons d'en analyser certains facteurs déterminants, à savoir la position marginale de l'Afrique dans le marché mondial, le rôle des institutions financières internationales et la patrimonialisation de l'économie africaine<sup>84</sup>.

### **2.2.1- La marginalisation de l'Afrique dans le marché mondial**

Dans la plupart des transactions commerciales il arrive que, pour toutes sortes de raisons, une partie impose à l'autre ses conditions ou même que les deux parties choisissent d'opérer dans l'illégalité parce qu'elles y trouvent, à tort ou à raison, leur compte. On peut alors parler de « marché noir », de marché de dupes, marché de gré à gré, marché à prime, ou de bon marché, etc. Le marché mondial (et son commerce international) est loin d'être à tous points de vue irréprochable. Parmi les griefs qui lui sont adressés, il y a bien sûr l'inégalité presque institutionnalisée entre les partenaires commerciaux. Cette inégalité reste sans doute une des principales causes de l'état actuel de l'économie africaine, comme de celui de plusieurs pays du Sud, et elle constitue un des paradoxes de l'organisation des relations internationales.

En effet, la science politique a réussi, grâce au travail de plusieurs chercheurs, à mettre sur pied des modèles d'analyse et des théories pouvant faciliter la compréhension de divers mécanismes de fonctionnement de l'État et des causes de réussite ou d'échec de ce dernier. Dans le contexte non occidental et africain plus particulièrement, les théories marxistes de la dépendance et même celles dépendantistes non marxistes ont permis, entre autres réalisations, d'attirer l'attention sur les causes du sous-développement des pays du tiers-monde. C'est

---

<sup>84</sup> Lire l'étude de Francis Houart et Rik Coolsaet, *L'Afrique subsaharienne en transition*, Les Dossiers du GRIP, n°2/1995.

l'exemple de Samir Amin dont les travaux clarifient l'inégalité des mécanismes des échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Occident, la première occupant dans le système mondial la place d'une périphérie dont le centre est, de façon générale, le deuxième ou l'Europe en particulier<sup>85</sup>. Dans ce cas, périphérie et centre n'ont certainement pas le même poids et ne peuvent, par conséquent, prétendre à un partenariat équitable. Au contraire, c'est l'échange inégal qui caractérise leurs rapports.

Sur le terrain des relations économiques internationales, la preuve de cette inégalité est donnée à travers la théorie des avantages comparatifs, considérée comme classique dans les relations commerciales internationales. Au dire de certains critiques, cette théorie favorise l'exploitation des pays du Sud qui sont relégués au rôle périphérique de simples pourvoyeurs de matières premières sans valeur ajoutée et d'importateurs de produits finis à un coût élevé<sup>86</sup>. Ce rôle maintient donc les pays africains en état de sous-développement alors qu'il mousse, par ailleurs, le développement croissant des pays capitalistes occidentaux. Le calcul est assez simple. Si les matières premières dont regorge l'Afrique sont quasiment soldées au prix fixé par les acheteurs se servant des mécanismes purement spéculatifs, et que les produits finis qui en sont fabriqués lui sont, par contre, vendus au prix exorbitant fixé dans les mêmes conditions, il y a là un déséquilibre notoire dans les rapports commerciaux. Dans ces conditions, il semble clair que l'état de l'économie africaine n'est qu'un sous produit de l'économie occidentale dans la mesure où il en est la conséquence directe, conséquence liée bien entendu à sa marginalisation.

Afin d'illustrer cette marginalisation, Francis Houart démontre dans son étude évoquée ci-haut que, même si les échanges entre l'Afrique et les pays capitalistes développés n'ont cessé de s'accroître d'année en année, leur importance pour les pays de l'OCDE devrait être nuancée. Par exemple, plus des deux tiers des exportations mondiales sont originaires des pays industrialisés et plus des deux tiers ont pour destination ces mêmes pays. Autrement dit,

---

<sup>85</sup> Voir Samir Amin, *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris : Minuit, 1973. Dans le même ordre d'idée, Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, Détroit : Howard University Press, 1972.

<sup>86</sup> Mamoudou Gazibo, *Introduction à la politique africaine*, p. 48.



plus des deux tiers des flux économiques se passent entre pays industrialisés<sup>87</sup>. Donc, en termes de pourcentages et au regard de ce qui précède, l'importance des échanges avec l'Afrique ne peut qu'être marginale et les retombées de ces derniers infiniment minimes.

Face à une telle réalité, il ne saurait être possible de ne pas questionner la responsabilité des structures organisatrices de l'économie mondiale. Que font, par exemple, les institutions financières internationales à cet égard?

### **2.2.2- Le rôle des institutions financières internationales**

Par respect pour notre champ de recherche, nous limiterons notre analyse à certains cas à travers lesquels le rôle des institutions financières internationales nous semble paradoxal. Le principal critère d'évaluation de ces cas est l'impact des interventions de ces institutions sur le processus de démocratisation. En d'autres termes, il s'agit pour nous de juger de la nature du support que ces institutions apportent à l'instauration de la démocratie et au développement dans les pays africains. En effet, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale se comptent parmi les institutions grâce auxquelles la communauté des nations dépasse le niveau d'une simple idée pour devenir une réalité. A ce titre, elles doivent naturellement lui apporter un soutien nécessaire, non seulement en faisant la promotion des valeurs fondamentales qui constituent sa raison d'être, mais aussi et surtout en intégrant ces mêmes valeurs dans leurs propres modes de fonctionnement. Parmi ces valeurs, il y a bien entendu l'impératif démocratique promu par la communauté internationale comme condition par excellence que tout État membre devrait respecter.

Au regard de leur qualité d'institutions spécialisées du système de l'Organisation des Nations Unies, elles ont progressivement évolué dans la détermination de leurs objectifs. Se préoccupant d'abord de la croissance économique des pays d'Europe au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, et puis de celle des pays en voie de développement, elles ont progressivement intégré la lutte contre la pauvreté, à travers l'aide multiforme (conseils,

---

<sup>87</sup> Francis Houart, « L'Afrique, un enjeu économique limité » dans Francis Houart et Rik Coolhaet, *L'Afrique subsaharienne en transition*, p. 15.

financements, etc.) qu'elles ont apportée aux États en difficulté, et l'encouragement du développement durable. Cela s'est fait grâce aux financements sous forme des prêts à des taux dits préférentiels. Sans nier certains aspects positifs de cette aide, notamment dans la construction de grandes infrastructures en transport, en santé et en éducation, il faut reconnaître par ailleurs que la coopération entre les institutions financières internationales et les pays africains a quelques fois été à la base des dommages dont les conséquences influencent encore l'état de l'économie de ces pays et, à la rigueur, leur politique.

En effet, c'est dans un contexte d'endettement des pays africains que l'aide de la Banque mondiale et du FMI est devenue plus que nécessaire<sup>88</sup>. A l'aube des indépendances, les nouveaux États avaient immédiatement eu recours au financement international fait de prêts d'origine publique d'abord et par la suite, dans les années 1970, au financement privé qui n'a pas attendu longtemps avant d'augmenter considérablement ses taux d'intérêts nominaux. Vers les années 1977, profitant de l'occasion offerte par les idées libérales qui justifiaient l'exécution par le privé des projets financés par l'État, les banques s'étaient lancées dans la course aux placements rentables des crédits dans les nouveaux pays. Il était donc trop tard pour que les pays ayant contracté de prêts importants auprès de ces dernières sortent de l'engrenage. D'où l'augmentation progressive de la dette publique en Afrique, augmentation à laquelle un autre facteur a largement contribué. Il s'agit notamment de l'endossement, par les États, des dettes contractées par des entreprises à travers des emprunts extérieurs auxquels ils avaient donné leur aval faisant ainsi de ces emprunts privés des dettes à la charge des États. Ces derniers étaient donc obligés de rembourser les prêts obtenus par les entreprises sous leur protection, mais devenues insolvable suite à leur faillite.

Face à cette situation d'endettement croissant, les institutions financières internationales ont adopté et mis sur pied des programmes ayant sans doute pour objectif d'aider les pays mal pris, mais dont l'efficacité s'est malheureusement révélée discutable. C'est précisément le cas de fameux « Programmes d'Ajustement Structurel » dont la rigueur des conditions laisse perplexe quant aux résultats obtenus. Il faut distinguer, sous ce registre,

---

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 21-23. Voir spécialement le tableau présentant l'évolution de la dette extérieure des pays du tiers monde à la page 23.

deux types de conditionnalité auxquels était soumis l'octroi des aides en vue de maintenir le service de la dette et, éventuellement, favoriser le développement. Il s'agit, d'une part, de la conditionnalité purement financière et, d'autre part, de la conditionnalité politique.

La première conditionnalité avait pour objectif de conduire les pays endettés à dégager un solde positif au niveau de la balance de leurs paiements. Pour ce faire, il fallait procéder à la réduction du déficit public, au réajustement du taux de change et à la réduction de la consommation<sup>89</sup>. Cette stratégie a ouvert la voie à une privatisation généralisée des entreprises publiques et à la suppression draconienne de nombreux postes dans la fonction publique ayant pour but de diminuer la masse salariale et les dépenses de l'État, et ce sans prendre en considération toutes les conséquences au plan social. Quant à la deuxième conditionnalité, celle politique, elle visait à faire admettre et appliquer l'idée selon laquelle la démocratie est une condition majeure du développement. Un slogan devenu populaire affirmait d'ailleurs qu'elle en était le synonyme. Les institutions financières internationales apportaient ainsi leur assistance aux pays en difficulté à la condition que ces derniers acceptent de s'engager dans le processus de consolidation de la démocratie en instaurant le pluralisme politique et en réunissant les conditions de légitimité de leur gouvernance.

Malheureusement, la fermeté dans l'application de cette conditionnalité démocratique n'a pas tenu plus longtemps. C'est l'un des paradoxes que Mamoudou Gazibo relève dans son étude établissant l'ambivalence des acteurs externes, dont les institutions financières internationales, face au processus de démocratisation en Afrique. Prenant le cas du Niger pour illustration, il fait un constat surprenant : « les relations entre le pays et les institutions financières ne se sont pas dégradées après le coup d'État de 1996, bien au contraire. Ni l'interruption du processus démocratique, ni le caractère non démocratique des élections de juillet 1996 n'ont été suivis d'une interruption corrélative des relations par le FMI et la Banque mondiale. Quelques mois seulement après le putsch, ceux-ci signaient avec le

---

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 26.

gouvernement d'exception une Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) de 50 milliards de francs CFA que le gouvernement démocratique précédent n'a pas obtenu »<sup>90</sup>.

Les cas illustrant cette absence de cohérence dans la manière de procéder des institutions financières internationales face aux pays d'Afrique sont nombreux. Prenons l'exemple du plus vaste pays de la région des Grand Lacs, la République Démocratique du Congo. Alors qu'il s'appelait Zaïre sous le régime dictatorial de Mobutu, caractérisé par une désorganisation sociale générale, ce pays a pourtant bénéficié de programmes d'aide, d'importants fonds de transfert à son industrie manufacturière, des prêts d'État liés à des crédits commerciaux et, avec le soutien de la Belgique son ancienne métropole, de programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale<sup>91</sup>. Et pourtant, après le renversement du régime Mobutu et le bref règne de Laurent-Désiré Kabila, il a fallu attendre près de dix ans de pouvoir de Joseph Kabila et quatre ans après les premières élections démocratiques pour que la République Démocratique du Congo reçoive enfin, à la veille du cinquantenaire de son indépendance, la promesse de l'allègement de sa dette à travers le programme concernant les pays pauvres très endettés (PPTE).

Tout bien considéré, cette ambivalence des institutions financières internationales ne peut avoir qu'une seule justification : elles sont des banques. Le fait qu'elles relativisent dans certaines circonstances la conditionnalité politique et démocratique s'inscrit dans leur mode de fonctionnement intrinsèque. Celui-ci se caractérise par une certaine responsabilité financière qui exige la performance dans la gestion ou de fortes capacités managériales, gage de toute rentabilité. Ces institutions sont donc presque obligées de tenir compte de la réalité sur terrain, réalité à laquelle elles n'ont pas le choix de s'adapter. C'est ce qu'affirme Mamoudou Gazibo, paraphrasant Alice Sindzingre pour qui ces institutions financières « sont (...) inscrites dans une logique différente du registre politique. En tant que telles, elles se préoccupent de la sécurisation de leurs investissements ou des prêts consentis à des pays pauvres et en crise de gouvernabilité. Elles ont tendance, de ce fait, à se satisfaire plutôt des

---

<sup>90</sup> Mamoudou Gazibo, *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique. Analyse institutionnelle et stratégique*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 162-163.

<sup>91</sup> Voir Francis Houart, *op. cit.*, p. 39.

situations politiques les plus propices aux affaires ou au retour des fonds injectés, indépendamment de la nature du régime »<sup>92</sup>. Une des conséquences du manque de fermeté dans le respect de la conditionnalité politique et démocratique est sans doute que le contexte devient plus que jamais favorable et propice à une économie patrimoniale.

### **2.2.3- La patrimonialisation de l'économie**

La conception autocratique et traditionnelle du pouvoir héritée de la période coloniale et le manque de fermeté de la part des acteurs externes, en l'occurrence les institutions financières internationales, face à la conditionnalité démocratique ont certainement déterminé la nature de l'économie de plusieurs pays africains. Celle-ci n'a donc pas pu, à l'instar de l'État africain en général, échapper à la patrimonialisation. C'est dans la logique des choses qu'un État patrimonial ou néo-patrimonial se nourrisse d'une économie à son image.

En effet, avec Jean-François Médard, nous avons relevé certaines caractéristiques du néo-patrimonialisme dont la personnalisation du pouvoir dans un contexte où il est difficile de distinguer le domaine public du domaine privé. Malheureusement, comme le pouvoir personnel ou personnifié a toujours tendance à s'approprier le patrimoine collectif, il se produit alors un jeu d'influence mutuelle entre la politique et l'économie, l'une ne pouvant plus survivre sans l'autre. Médard décrit cette situation comme une relation d'interchangeabilité qui s'établit entre les ressources économiques et celles politiques par la médiation symbolique. Dans pareille situation, il faut être riche pour avoir de l'influence et l'influence permet de s'enrichir<sup>93</sup>. On aura compris, en parlant d'influence, c'est sans doute du pouvoir qu'il s'agit. En d'autres termes, dans le contexte africain marqué par le néo-patrimonialisme, la détention du pouvoir ou le fait d'être ami des détenteurs du pouvoir ouvre la voie à l'enrichissement facile de tous les bénéficiaires de la personnalisation des relations politiques et administratives, car « chaque titulaire d'une parcelle d'autorité se l'approprie et la gère comme un bien propre (...) A tous les niveaux, c'est la logique du patronage et du

---

<sup>92</sup> Alice Sindzingre, « Conditionnalités démocratiques, gouvernementalité et dispositif du développement en Afrique », dans Sophia Mappa (dir.), *Développer par la démocratie? Injonctions occidentales et exigences planétaires*, Paris : Karthala, 1995, p. 446. Cité par Mamoudou Gazibo, *op. cit.*, p.162.

<sup>93</sup> Jean-François Médard, *op. cit.*, p. 337.

clientélisme qui prédomine, qu'elle passe par des canaux partisans, militaires, ethniques, régionalistes ou autres. C'est aussi le règne du népotisme, ou encore du copinage, qui permet des échanges entre égaux »<sup>94</sup>. L'exemple le plus éloquent parmi les pays de la région des Grands Lacs reste, encore une fois, la République Démocratique du Congo qui, alors Zaïre de Mobutu, faisait profiter l'aide envoyée par la Belgique au secteur privé à une bourgeoisie d'affaires qui devait sa prospérité aux liens qu'elle entretenait avec le régime. C'est avec raison que ce pays a servi d'illustration du patrimonialisme africain dans une étude faite en 1984 par Thomas Callaghy<sup>95</sup>. Ce fait confirme donc une autre des caractéristiques du patrimonialisme qui est l'absence d'institutionnalisation d'autant plus qu'il n'existe pas sérieusement de lois du marché pour régir l'économie, comme il n'existe pas non plus un État de droit pour réglementer la politique. Seule une économie de type patrimonial est possible dans ce contexte de non loi.

Une telle économie, il va sans dire, ne peut pas aider à la réussite du processus de démocratisation ni mener celui-ci à la consolidation. Ce qui sous-entend qu'il existe un lien important entre l'état de l'économie et la consolidation de la démocratie. C'est ce qui ressort de l'approche comparative que Mamoudou Gazibo fait du processus démocratique tel que vécu au Bénin et au Niger, deux pays de l'Afrique subsaharienne, semblables au plan contextuel, mais qui n'ont pas suivi une même trajectoire pour réaliser leurs projets. Malgré la faiblesse de leur économie, le premier a bien réalisé le passage du régime autoritaire à un régime démocratique alors que le second reste fragilisé par des coups d'États à répétition. Donc, « du point de vue de la relation entre l'état de l'économie et la démocratisation, deux points de consensus apparaissent clairement. D'une part, la démocratisation peut se produire quelle que soit la situation économique d'un pays. D'autre part, la survie de la démocratie est affectée cependant par le contexte économique en raison des éventuelles attentes des secteurs sociaux »<sup>96</sup>. Ce fait s'est vérifié dans plusieurs pays d'Afrique en processus de démocratisation.

---

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 339.

<sup>95</sup> Lire à ce sujet Francis Houart, *op.cit.*, p. 40 ainsi que Thomas Callaghy, *The State-Society Struggle : Zaïre in Comparative Perspective*, New York : Columbia University Press, 1984.

<sup>96</sup> Mamoudou Gazibo, *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique*, p. 39.

En effet, les années 1990 constitueront dans l'histoire de l'Afrique une période particulièrement significative qui a vu ce continent emporté, à la suite des pays de l'Europe de l'Est et ceux de l'Amérique du Sud, dans ce qu'on a considéré comme la troisième vague de la démocratisation. Mais, cet élan de changement n'a pourtant pas produit les mêmes résultats dans ces différentes régions de la planète. Il faut reconnaître que c'est en Afrique où les difficultés ont été énormes et presque fatales pour la démocratie qui y a connu et connaît encore un succès relativement moins important. Parmi les raisons justifiant cet état de fait, on peut dire que la situation économique de ce continent a pesé lourd dans la balance. Alors que les populations nourrissaient de grands espoirs d'amélioration de leurs conditions de vie et qu'elles pensaient trouver dans l'instauration de la démocratie les réponses plus efficaces à leurs innombrables attentes, le nouveau cadre supposé démocratique a plutôt conduit au désenchantement dans la mesure où le changement politique n'a pas immédiatement conduit au redressement de la situation économique. Cela ne pouvait que mettre en danger la survie potentielle de la fragile démocratie naissante<sup>97</sup>.

Donc, face à une économie patrimoniale comme celle qui prévaut en Afrique, une économie qui aggrave le phénomène de pauvreté et alimente les inégalités, la démocratie n'a pas d'autre choix, pour sa consolidation, que de braver les contraintes inhérentes au contexte. A en croire plusieurs analystes, le poids des difficultés économiques et les conséquences au plan social sont tels qu'il devient impérieux de faire appel à un effort global d'assistance<sup>98</sup> ayant pour objectif majeur d'assurer la durabilité de la révolution démocratique mondiale. Toutefois, sans négliger la contribution et l'apport des acteurs externes, par ailleurs nécessaires en contexte de mondialisation, il reste que la responsabilité des acteurs internes s'avère primordiale et déterminante. Par conséquent, la consolidation démocratique se veut d'abord et avant tout une affaire de leadership politique local.

---

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 218.

<sup>98</sup> Lire à ce sujet Doh Shull Shin, « On the Third Wave of Democratization : A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research », in *World Politics*, Vol. 47, Octobre 1994, p. 135; Terry Lynn Karl, « Economic Inequality and Democratic Instability », in *Journal of Democracy*, Vol. 2, n°1, 2000, p. 149-155.

### 2.3- Le leadership politique : la responsabilité d'homme d'État

L'histoire du continent africain est pleine d'exemples illustrant l'ambivalence des partenaires extérieurs dans leurs efforts de soutien au processus de démocratisation. Une question mérite d'être posée : qu'est-ce qui justifie réellement l'engagement des pays occidentaux dans la coopération avec les pays africains en développement ? On constate pourtant que face à la démocratisation de ces derniers, ils jouent un rôle qui change selon les circonstances. Tantôt ils sont, à juste titre, des ressources non négligeables, tantôt ils constituent des entraves ou alors ils se contentent de garder une position de neutralité<sup>99</sup>. Les puissances occidentales les plus citées à ce sujet sont bien entendu la France et les États-Unis, sans négliger le rôle de la Grande Bretagne et celui de la Belgique, particulièrement, pour ce qui concerne la région des Grands Lacs.

Pour être plus concret, il serait difficile de comprendre, par exemple, l'attitude favorable de la France à l'égard des régimes autoritaires qui ont dirigé ses anciennes colonies pendant des décennies et le fait qu'elle ait accordé plus d'aide aux pays les plus endettés et moins rigoureux dans la gestion qu'à ceux qui se sont montrés plus vertueux. De même, le soutien apporté durant de nombreuses années par les États-Unis au pouvoir ségrégationniste en Afrique du Sud et au régime dictatorial de Mobutu au Zaïre est une illustration éloquente et paradoxale de cette ambivalence face à la démocratisation de l'Afrique<sup>100</sup>. Une telle attitude de la part des pays de grande tradition démocratique ne peut pas ne pas surprendre. Elle doit tout de même avoir une certaine justification et la seule justification qui s'impose est sans doute la préservation des intérêts, qu'ils soient financiers, politiques, culturels, philosophiques ou géostratégiques. Ainsi, pour les États-Unis, entre autres, contenir le communisme (avant la dislocation du bloc soviétique), protéger les routes maritimes, garantir l'accès aux matières premières, promouvoir les valeurs américaines ont souvent été des facteurs déterminants de la

---

<sup>99</sup> Mamoudou Gazibo, *op. cit.*, p. 152.

<sup>100</sup> Voir Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans africains. Le rêve blanc du continent noir*, Paris: Stock, 1994, p. 100 et 148-149; David Gordon, « On Promoting Democracy in Africa : the International Dimensions », in Marina Ottaway (dir.), *Democracy in Africa, the Hard Road Ahead*, London : Lynne Rienner Publishers, 1997, p. 159-162.



coopération avec les pays africains et de l'aide à leur apporter<sup>101</sup>. Il n'en va pas autrement pour la France et pour toutes les autres puissances qui partagent ces mêmes intérêts et qui, à cause d'eux, se retrouvent régulièrement en situation d'antagonisme non avoué sur le « marché-Afrique ». L'exemple typique, depuis plusieurs années et surtout depuis le génocide de 1994 au Rwanda, est la situation qui prévaut dans la région des Grands Lacs africains où les tirs croisés des influences françaises et anglo-saxonnes ne sont plus à démontrer.

Au fait, réagissant contre la complicité présumée de troupes françaises dans les massacres des tutsi, le président rwandais Paul Kagame a décidé avec le soutien de son gouvernement, de faire de l'anglais la langue officielle de son pays et a fait adhérer ce dernier au Commonwealth. Ces changements, au dire de certains analystes, augurent sans aucun doute de la rivalité entre des puissances étrangères dans la région, rivalité qui n'est pas sans conséquences au plan de la démocratisation du continent. En effet, face aux pays des Grands Lacs, et plus particulièrement à l'égard du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda, les enjeux et impératifs de la stabilisation dans la région et, plus encore, l'opportunité de supplanter l'influence française font que le soutien des États-Unis à la démocratisation devient mitigé et même faible. En d'autres termes, la politique américaine semble de moins en moins rigoureuse quant à la conditionnalité démocratique dans les relations avec ces pays. Celle de la France est loin de faire la différence dans ce domaine. Au contraire, elle reste floue et structurée généralement par les intérêts<sup>102</sup>. Ces mêmes intérêts ont souvent déterminé la position des puissances étrangères chaque fois qu'il y a eu un coup d'État dans l'un ou l'autre des pays africains. Le scénario a toujours été le même. Dans un premier temps, les condamnations devenues classiques fusent de partout et, peu de temps après, elles finissent par s'estomper. Alors les auteurs extérieurs des condamnations offrent leurs services pour aider à organiser la transition vers un nouveau retour à la démocratie.

Mamoudou Gazibo explique ce comportement par le fait que le pays concerné peut être stratégiquement d'un intérêt négligeable ou alors qu'il est réellement stratégique et que

---

<sup>101</sup> Todd Moss, « U.S. Policy and Democratization in Africa : The Limits of Liberal Universalism », dans *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 33, n° 2, 1995, p. 194.

<sup>102</sup> Mamoudou Gazibo, *op. cit.*, p. 166.

les nouveaux pouvoirs autoritaires en place s'avèrent plus réceptifs aux intérêts et injonctions venant de l'extérieur, c'est-à-dire d'acteurs bilatéraux comme la France ou les États-Unis ou des institutions financières internationales<sup>103</sup>.

C'est précisément dans ce contexte que la notion d' «homme d'État», telle que présentée par John Rawls, révèle sa valeur profondément normative<sup>104</sup>. Elle traduit de façon éloquente la responsabilité des acteurs politiques dans l'exercice de leur pouvoir aussi bien au plan interne, quant au maintien de la stabilité de leur pays, qu'au plan externe, dans l'amélioration des relations qu'entretient ce dernier avec les autres pays voisins et la communauté internationale dans son ensemble. L'exercice du leadership politique démontre sans aucun doute l'importance du rôle déterminant des dirigeants locaux dans la réussite du processus de démocratisation car, à notre avis, quelle que soit la nature des contraintes et des pesanteurs influant sur la réalisation des projets fondateurs de leurs sociétés, c'est à eux que revient la grande part de responsabilité, celle qui consiste à avoir la capacité de contourner ces contraintes et pesanteurs en négociant le virage de la dynamique qu'il convient de donner à leurs États. C'est le rôle d'homme d'État. Nous le développerons au dernier chapitre de notre dissertation.

## **Conclusion**

Le fait qu'il s'avère difficile pour la plupart des pays africains, et particulièrement ceux de la région des Grands Lacs, de réussir véritablement l'instauration de la démocratie dans le fonctionnement de leurs institutions et la création d'une culture publique capable de renforcer ces institutions dans un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux a constitué, il va sans dire, la raison fondamentale de l'incompatibilité supposée entre le continent noir et le projet de John Rawls sur la *Société des peuples*. Constatant par contre que ces pays d'Afrique connaissent une situation particulière dans leur processus de démocratisation en marche depuis un peu plus de deux décennies, situation faite de timides avancées et des ratés considérables, il nous a semblé pertinent de tenir compte de ce fait et d'enrichir le cadre rawlsien en le mettant en dialogue avec cette particularité africaine. En

---

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 219.

<sup>104</sup> J. Rawls, *Paix et démocratie*, p. 120

conséquence et pour faire suite au premier chapitre de notre réflexion, il nous a alors paru impérieux d'entreprendre, au deuxième chapitre, une analyse des causes du ralentissement ou des ratés du processus de la consolidation de la démocratie dans la région des Grands Lacs. Il s'est agi de certaines pesanteurs qui empêchent, entre autres, la régularisation de la tenue des élections démocratiques, libres et transparentes, l'alternance au pouvoir qui suppose l'acceptation de l'opposition et la stabilisation d'une économie pouvant favoriser un développement durable et le bien être social.

Trois points ont constitué l'ossature de ce deuxième chapitre relativement aux causes épinglées. Dans un premier temps, nous avons établi un lien entre le passé colonial et la conception et l'organisation du pouvoir en Afrique et dans les Grands Lacs. Il en est découlé la conclusion selon laquelle l'administration coloniale a bel et bien façonné et influencé l'État postcolonial par ses méthodes fortes et son exploitation abusive des êtres humains. Elle a inspiré, en tant qu'unique modèle de gouvernance, l'autocratie que plusieurs dirigeants africains ont adoptée. Deuxièmement, nous avons présenté l'impact négatif de la situation économique de l'Afrique sur les pays des Grands Lacs. L'économie de ces derniers reste déterminée par certaines contraintes liées, d'abord, à la position marginale du continent noir dans le marché mondial dont l'organisation prête flanc à l'inégalité des rapports entre partenaires et des mécanismes des échanges commerciaux; ensuite, à l'aide paradoxale des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dont la rigueur des conditions laisse perplexe quant aux résultats concrets sur les plans financier et politique; et enfin, à la patrimonialisation de l'économie par les détenteurs autocrates du pouvoir politique, qui se sont révélés incapables de distinguer le domaine public du domaine privé et qui transforment en biens propres toutes les ressources économiques de leurs pays. Troisièmement, nous avons fait ressortir l'importance du rôle déterminant des dirigeants locaux dans la réussite du processus de démocratisation. Donc, les conséquences de la colonisation sur la conception du pouvoir, l'état lamentable de l'économie et la faiblesse du leadership local constituent, sans aucun doute, les causes majeures des ratés du processus de démocratisation et de la consolidation de la démocratie en Afrique et dans les Grands Lacs. Notre réflexion tiendra compte de ces pesanteurs dans la recherche de pistes de solutions à

certaines problèmes éthiques qui se posent relativement à la position de l'Afrique dans la conception des relations internationales.

Mais avant d'en arriver là, comme pour toute réflexion philosophique, le choix des méthodes à suivre mérite d'être évalué. Il reste garant du succès dans la mesure où les résultats auxquels aboutira notre recherche en dépendent. Le troisième chapitre portera donc sur cette question des méthodes et servira ainsi de conclusion à la première partie de notre thèse.

### **Chapitre troisième :**

## **Entre la normativité et la comparaison : la question méthodologique à la lumière de John Rawls**

### **Introduction**

Poser la question de la méthode de John Rawls est loin d'être un exercice original, mais qui demeure néanmoins nécessaire pour nous situer à notre tour face à la façon de procéder du philosophe américain. La véritable question est précisément celle qui porte sur la méthode que nous nous proposons d'utiliser afin d'atteindre les objectifs de notre recherche. Telle est la matière de ce troisième chapitre qui nous permettra de démontrer, d'abord, que notre réflexion s'inscrit bel et bien dans le domaine de la philosophie politique d'inspiration rawlsienne et qu'ensuite, en tant que telle, elle s'enrichit également de l'apport de la science politique. Sans insister sur l'évolution historique de la pensée philosophique face au fait politique, c'est donc en présentant les tâches de la philosophie politique selon John Rawls que nous espérons justifier notre propre démarche méthodologique et, plus spécialement, la pertinence de son application à la situation du continent africain. Plus clairement, nous nous évertuerons à démontrer que la méthode adoptée dans notre étude est inspirée de la conception même que l'auteur de *Théorie de la justice* a de la tâche propre de la philosophie politique en tant que travail de l'esprit.

Notre argumentation tournera autour des questions suivantes: qu'est-ce qui fait la particularité de la méthode utilisée par John Rawls? Dans quelle mesure peut-elle s'appliquer à l'analyse que nous faisons de la situation sociale et politique des pays des Grands Lacs africains? Cet effort d'adaptation de la pensée de John Rawls s'inscrit-il réellement dans les tâches de la philosophie politique selon notre auteur? Notre recherche dans son ensemble est-elle réellement une étude de philosophie politique ? Dans quelle mesure la science politique contribue-t-elle à notre réflexion philosophique?

En effet, selon John Rawls, la philosophie politique joue un quadruple rôle, ou mieux encore, elle exerce quatre fonctions: la fonction pratique, la fonction d'orientation, la fonction de réconciliation et la fonction d'exploration. C'est dans le cadre de cette conception rawlsienne de la philosophie politique que s'inscrit de manière critique notre réflexion et que cette dernière trouve son fondement méthodologique. L'aspect normatif de notre approche y trouve ainsi ses assises. Il sera complété par l'analyse comparative empruntée à la science politique et qui offre une possibilité d'expérimentation indirecte aux sciences sociales et à la philosophie. Donc, ce chapitre exposera et justifiera le choix méthodologique de notre étude, qui se veut un va-et-vient entre la normativité et la comparaison, va-et-vient appliqué de façon critique à la situation de la région africaine des Grands lacs. Ce qui fera ressortir son caractère de travail de philosophie politique s'inscrivant de façon critique dans la perspective de Rawls.

Cette démonstration se fera en quatre points. Premièrement, sans insister sur l'évolution historique de la pensée philosophique face au fait politique, nous présenterons les tâches de la philosophie politique selon John Rawls; deuxièmement, nous présenterons brièvement la démarche comparative telle que perçue en science politique, ainsi que son apport inestimable à une réflexion philosophique comme celle que nous entreprenons et dont l'aspect empirique mérite d'être considéré; troisièmement, nous tenterons de mieux comprendre la méthode de l'équilibre réfléchi de Rawls en la situant au carrefour de la normativité et de la comparaison, et enfin, au quatrième point, nous clarifierons les termes de notre position ou de notre choix méthodologique.

### **3.1- Une brève mise en contexte de la philosophie politique et sa renaissance**

Le système de pensée philosophique de Rawls, comme tout autre effort scientifique, ne saurait être le résultat d'une génération spontanée. Il est, par contre, le fruit d'une suite de nombreuses réalisations qui l'ont précédé dans ce domaine. Pour le dire plus clairement, il s'inscrit dans la longue histoire de la pensée philosophique portant sur le fait politique dans sa complexité et, donc, il ne prétend pas découvrir ce qui est vrai par ses propres méthodes particulières de raisonnement, indépendamment de toute tradition de pensée et de pratique

politiques.<sup>105</sup> Un rapide rappel des grands moments de cette tradition philosophique nous serait requis pour la bonne saisie de l'apport particulier de l'auteur de *Théorie de la justice* à l'élaboration et même au renouvellement de la philosophie politique, mais dans le cadre de notre réflexion, nous optons pour une brève mise en contexte.

En effet, la philosophie politique se définit généralement comme une réflexion critique sur l'organisation de la vie en commun, une étude des principes qui la constituent, de ses finalités fondamentales et des possibilités de réalisation de celles-ci. Cette compréhension de la philosophie politique a pris plusieurs formes selon le regard porté sur la réalité politique et les critères de son approche. D'abord, concernant la réalité politique étudiée, certaines notions ou thèmes politiques se sont imposés au fil des années. Il s'agit, entre autres, de l'analyse conceptuelle de la signification du pouvoir, de la souveraineté, ou de la nature de la loi.<sup>106</sup> Ensuite, il convient de noter une autre approche particulière, celle de la justification. Elle fait en sorte que le travail de la philosophie politique consiste à justifier l'action politique ou à répondre à la question normative du meilleur régime politique en vue de gouverner un État<sup>107</sup>. Cette question normative a été reprise dans plusieurs travaux jusque plus récemment, travaux dont l'objectif majeur était de décrire les conditions de possibilité d'une société plus juste. C'est ce que soutient Will Kymlicka dans une synthèse qu'il fait de différentes théories de la justice : « l'intérêt s'est déplacé au cours des dernières années vers les idéaux de justice, de liberté et de communauté qui sont invoqués au moment d'évaluer les institutions et les programmes politiques »<sup>108</sup>. John Rawls est, sans aucun doute, un de ceux qui ont porté attention à ces idéaux.

La publication en 1971 de *Théorie de la justice* a marqué un tournant décisif dans la compréhension des tâches de la philosophie politique, et la réception de cette publication dans le monde anglo-saxon, comme celle tardive chez les francophones, a eu un impact non moins

---

<sup>105</sup> John Rawls, *Libéralisme politique*, Paris : PUF, 1995, p. 72.

<sup>106</sup> Voir Will Kymlicka, *Les théories de la justice: une introduction*, Paris : La Découverte, 2003, p.7.

<sup>107</sup> Christian Nadeau, *Justice et démocratie. Une introduction à la philosophie politique*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, p.21.

<sup>108</sup> Will Kymlicka, *op.cit.*, p.7.

important dans le développement que la philosophie politique a connu dans les trente dernières années. D'ailleurs à ce sujet Robert Nozick affirme sans ambages que « Théorie de la justice est une œuvre systématique de grande envergure, puissante, profonde et subtile, dans le domaine de la philosophie politique et morale, et qui n'a pas son équivalent depuis que John Stuart Mill a écrit son œuvre, si l'on peut les comparer. C'est une source d'idées éblouissantes, qui s'intègre dans un ensemble extrêmement élégant. Les philosophes de la politique doivent désormais ou bien travailler à l'intérieur de la théorie de Rawls, ou bien expliquer pourquoi ils ne le font pas »<sup>109</sup>.

Dans un premier temps, nous chercherons à cerner la préoccupation majeure de la philosophie politique telle que John Rawls l'appréhende, c'est-à-dire l'objet propre de cette dernière et les termes dans lesquels il se traduit. Comme nous l'avons soutenu précédemment, John Rawls s'inscrit dans la longue tradition de l'approche philosophique du fait politique, mais il se situe à l'ère où la question normative du meilleur régime a trouvé sa réponse dans la démocratie. Toutefois, celle-ci n'a pas dissipé toutes les craintes face au problème de l'harmonisation de ses valeurs fondamentales de liberté et d'égalité. Les familles politiques se forment et se différencient selon qu'elles accordent priorité à l'une ou à l'autre de ces valeurs. C'est dans ce contexte que Rawls se demande comment rendre plus efficace la démocratie libérale contemporaine, c'est-à-dire, plus conforme à ses notions fondamentales. Au fait, son questionnement à ce sujet s'exprime de diverses manières. Par exemple, il se demande ce que serait la conception politique de la justice la plus acceptable, il se questionne sur les principes les plus appropriés et les institutions justes, qui sont le gage de la réalisation de la coopération équitable entre les citoyens. En bref, ses questions portent sur les conditions de possibilité d'une société démocratique juste. Tels sont, d'après Rawls, les termes de la question fondamentale de la philosophie politique contemporaine.<sup>110</sup> Il revient alors à la philosophie politique de penser une base commune qui favoriserait l'avènement d'une telle société. Cette base commune, à en croire l'auteur du *Libéralisme politique*, doit être incarnée dans les

---

<sup>109</sup> Robert Nozick, *Anarchie, État et Utopie*, Paris : PUF, 1988, p. 228; Will Kymlicka, *op.cit.*, p.61.

<sup>110</sup> John Rawls, *La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice*, Paris : La Découverte, 2008, p. 234.



institutions le mieux à même de garantir l'égalité et la liberté démocratiques.<sup>111</sup> C'est donc à travers cet effort de spécification des termes équitables de la coopération entre citoyens que Rawls s'évertue à formuler ou à reformuler la question fondamentale de la philosophie politique et de ses tâches.

De prime abord, la philosophie politique se préoccupe de résoudre la question de la gestion des conflits dans les sociétés démocratiques. John Rawls est bien conscient de ce fait quand il affirme que « Le libéralisme politique considère que sa forme de philosophie politique possède son propre objet, la question de savoir comment une société juste et libre est possible dans des conditions de conflits doctrinaux profonds sans espoir de solution »<sup>112</sup>. En effet, les conflits doctrinaux sont un fait en démocratie. Ainsi l'harmonie entre les valeurs politiques, d'une part, et celles religieuses, morales et philosophiques, d'autre part, n'est pas toujours garantie. Loin d'être un point négatif dans le bilan de la démocratie, ce rapport conflictuel entre valeurs politiques et non politiques nourrit et motive le travail de l'abstraction car, pour le philosophe américain, « Il n'y a que les idéologues et les visionnaires qui ne fassent pas l'expérience des conflits politiques profonds qui existent entre les valeurs politiques ainsi qu'entre ces dernières et les valeurs non politiques ».<sup>113</sup> Il nous semble donc que Rawls reconnaît que les institutions démocratiques peuvent se maintenir en dépit de la diversité de doctrines.

En rapport avec cette réalité, le travail de la philosophie politique consiste non pas à définir au préalable ce que doit être le bien, en déterminant sa nature et son contenu univoques, pour y soumettre par la suite le choix des institutions ou pour y adapter ces dernières, mais à penser la possibilité de maintenir l'ordre en déterminant une base politique acceptable par tous, sinon par la majorité. Ainsi se définit la tâche « pratique » de la philosophie politique. Rawls l'explique en termes plus clairs: « Nous supposons ainsi, écrit-il, qu'une tâche de la philosophie politique, qu'on peut nommer son rôle pratique, consiste à se

---

<sup>111</sup> Voir John Rawls, *Libéralisme politique*, p. 32.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 71-72.

concentrer sur des questions profondément litigieuses et à envisager si, malgré les apparences, une base sous-jacente d'accord moral et philosophique peut être découverte ».<sup>114</sup>

Ainsi, par son rôle pratique, la philosophie politique rationalise le fait que des institutions libres et démocratiques restent possibles dans une situation de diversité de conceptions du bien. A ce sujet, John Rawls évoque à titre illustratif le différend ayant opposé Alexander Stephens et Abraham Lincoln à propos de l'esclavage aux Etats-Unis. Il en déduit en conséquence que « Nous nous tournons vers la philosophie politique quand nos interprétations politiques communes (...) s'écroulent et également lorsque nous sommes déchirés en nous-mêmes ».<sup>115</sup> La philosophie politique fournit donc une réponse pratique à une situation de conflit en société.

Ensuite, l'ordre acquis suite à la résolution des conflits doit être maintenu afin d'assurer la stabilité de la société. Pour cela, il faut une conception politique de la justice, qui détermine les visées et objectifs fondamentaux de la société, conception qui fait que cette dernière se comprend comme telle, c'est-à-dire à travers le statut qu'elle s'est donné. A en croire John Rawls, « la philosophie politique, en tant qu'œuvre de la raison, accomplit cela en spécifiant des principes pour identifier les fins raisonnables et rationnelles de types variés, et en montrant comment ces fins peuvent être rendues cohérentes entre elles au sein d'une conception d'une société juste et raisonnable ».<sup>116</sup> Toutefois, il ne suffit pas d'avoir une conception politique pour assurer la stabilité de la société. Il faut en plus aider à parvenir à un accord autour de cette conception. Mais comment rendre possible un tel accord dans une société où les citoyens ont des visions religieuses, philosophiques et morales opposées ? C'est en s'occupant prioritairement de questions qui touchent aux enjeux constitutionnels essentiels afin de réduire le désaccord et les controverses les plus profondes, puisqu'un accord sur ces questions relève de la plus grande urgence<sup>117</sup>. Il s'agit, par exemple, de principes fondamentaux qui déterminent la forme du gouvernement et spécifient le processus politique;

---

<sup>114</sup> John Rawls, *La justice comme équité*, p. 18.

<sup>115</sup> John Rawls, *Libéralisme politique*, p. 72.

<sup>116</sup> John Rawls, *La justice comme équité*, p. 19.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p.51.

de la séparation des pouvoirs, ce qui implique le respect de leurs champs spécifiques de compétence et d'opération, et la détermination de la règle de majorité; de droits fondamentaux égaux et les libertés de la citoyenneté (droit de vote et de participation au jeu politique, la liberté de pensée, la liberté d'association et la liberté de conscience, ainsi que les protections de l'État de droit). Lorsque la philosophie politique réussit ce travail de mise en forme d'une conception politique commune de la justice pour une société, elle accomplit le rôle de l'« orientation ». Donc, par une construction de la pensée, la philosophie politique détermine une base publique de référence qui oriente toute la société.

En plus, la philosophie politique joue un autre rôle non négligeable, celui de définition ou de détermination des rapports qu'il convient d'entretenir entre les citoyens et leur société. Il s'agit de son apport à la construction de la perception que ceux-ci doivent avoir de leur société. En effet, chaque citoyen est avant tout une entité autonome face à sa société et souvent celle-ci se construit en se donnant une structure et des règles que le citoyen trouve en naissant, même si ces règles et cette structure sont toujours le produit des initiatives et des décisions prises par les prédécesseurs. Ainsi, il se retrouve en naissant devant une situation de fait dont il n'est pas directement responsable. Cela peut bien lui causer plusieurs problèmes et un de ces problèmes possibles est lié, comme Rawls le relève avec pertinence, au fait qu'une société démocratique n'est pas nécessairement une communauté, c'est-à-dire un corps de personnes unies dans l'affirmation de la même doctrine englobante, ou partiellement englobante. Il s'agit bien entendu du problème, déjà évoqué précédemment, de l'opposition entre différentes visions du bien, qu'elles soient morales, philosophiques ou religieuses. Il est sans doute cause des conflits dans les sociétés démocratiques. Un autre problème, et pas le moindre, est celui qui touche à la liberté des citoyens et qui la remet en question dans une certaine mesure. Si, comme l'affirme également John Rawls, la société politique n'est pas une association, parce qu'on ne choisit pas d'en devenir membre, peut-on réellement admettre que les citoyens, bien qu'appartenant à une société démocratique, sont réellement et toujours libres ?

Face à ces problèmes, la philosophie politique se préoccupe de «calmer notre frustration et notre rage contre notre société et son histoire en nous montrant la façon dont ses

institutions, lorsqu'elles sont comprises correctement d'un point de vue philosophique, sont rationnelles, et ont même suivi un développement nécessaire au cours du temps pour atteindre leur forme actuelle et rationnelle ». <sup>118</sup> Cela a pour effet de réconcilier les citoyens avec leur société, en leur permettant, d'abord, d'accepter la réalité de cette dernière, réalité dont ils ne sont pas, nous l'avons reconnu plus haut, directement responsables et, ensuite, par conséquent, d'envisager un éventuel changement ayant pour but d'améliorer la situation. Plus concrètement, pour ce qui est du premier problème, accepter la réalité d'une société qui n'est pas une communauté, et donc, où les conflits sont inévitables en raison de multiples conceptions du bien liées à la divergence de doctrines englobantes, permet de voir l'avantage qu'il y a à instituer le pluralisme raisonnable. Ce dernier fait en sorte que la situation initiale de conflit peut mieux se comprendre et devenir, en fin de compte, rationnelle. A ce sujet, John Rawls fait référence à Hegel pour qui la philosophie politique permet « d'appréhender le monde social en pensée et de l'exprimer sous une forme à travers laquelle il puisse être perçu par nous comme rationnel » <sup>119</sup>.

Toutefois, il se pourrait que le fait de rationaliser la situation réelle de la société institutionnalise celle-ci au point de vouloir la pérenniser. Cet effort de rationalisation deviendrait ainsi une forme d'idéologie parce qu'il aurait pour objectif de maintenir un statu quo. Selon Rawls, par contre, la rationalisation est un préalable au dépassement. Elle favorise la prise de conscience de ce qu'est réellement la société à laquelle on appartient. Donc, de l'avis du philosophe américain dans son interprétation de Hegel, « il ne faut pas croire qu'être réconciliés avec notre monde social signifie que nous nous y résignons ». <sup>120</sup> L'exemple le plus éloquent est celui de la signification même du principe de différence. Ce dernier est la preuve que la rationalisation du fait du pluralisme ouvre à une possibilité de solution à la question de l'inégalité. Au fait, en plus de divergences des visions morales, philosophiques et religieuses, d'autres facteurs peuvent opposer les membres d'une même société. C'est le cas, entre autres, de la richesse par rapport à la pauvreté (revenus) et de la distribution des dons innés. Face à

---

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>119</sup> John Rawls, *Leçons sur l'histoire de la philosophie morale*, Paris : La Découverte, 2008, p. 324.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 323.

ces facteurs, le principe de différence permet la réalisation de l'égalité comme bien politique parce qu'il offre sans doute à la société la possibilité de prendre la vraie mesure des causes, même naturelles, des inégalités profondes pour bien les surmonter. John Rawls n'a donc pas tort lorsqu'il affirme que « ce principe procurerait un moyen de considérer la nature et le monde social comme des éléments qui ne sont pas hostiles à l'égalité démocratique », et quand il conclut qu'« en formulant un tel principe, la justice comme équité accomplit l'œuvre de la philosophie politique comme réconciliation »<sup>121</sup>.

Par ailleurs, pour résoudre le deuxième problème lié au fait que la société politique n'est pas une association à laquelle nous choisissons d'appartenir et qui, pour cette raison, semble remettre en question la liberté, la philosophie politique permet, après avoir appréhendé le monde social en pensée, comme Hegel l'entend, de traduire ce dernier (le monde social) sous une forme qui le rende rationnel. Ainsi, ce monde social ne reste plus un produit des initiatives et décisions des prédécesseurs. Il devient, par contre, le résultat de l'action des citoyens actuels, notre action, et il reflète par conséquent notre conscience de nous-mêmes dans les institutions qui forment la structure de base de la société. Pour le dire mieux, il exprime la liberté de notre volonté. En d'autres termes, les citoyens se réalisent pleinement à travers les institutions qu'ils se donnent et qui constituent le cadre dans lequel s'exprime leur liberté. C'est grâce au travail de rationalisation, rendu possible par la philosophie politique dans son rôle de réconciliation, que les individus comprennent mieux ce qu'ils sont et ce qu'est leur société avant de donner à cette dernière la forme qui reflète le mieux possible leur liberté. C'est ce que soutient John Rawls pour expliquer cette troisième tâche de la philosophie politique: « l'idée de réconciliation signifie que nous sommes parvenus à percevoir notre monde social comme une forme de vie se manifestant à travers des institutions sociales et politiques qui actualisent notre essence — à savoir le fondement de notre dignité en tant que personnes libres ».<sup>122</sup>

---

<sup>121</sup> John Rawls, *La justice comme équité*, p. 112.

<sup>122</sup> John Rawls, *Leçon sur l'histoire de la philosophie morale*, p. 324.

Enfin, John Rawls présente un quatrième et dernier rôle de la philosophie politique. Il s'agit du rôle utopique. D'entrée de jeu, il faut reconnaître que John Rawls n'est pas le premier philosophe à avoir abordé la question de l'utopie. Plusieurs avant lui, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, ont exploité ce thème avec comme objectif de présenter ce que doit être la meilleure société<sup>123</sup>. Afin de mieux comprendre le rôle utopique de la philosophie politique selon John Rawls, nous distinguons deux tendances dans l'approche de l'utopie : la première paraît plus idéaliste et la deuxième extrêmement réaliste au point de frôler le cynisme. Pour ce faire, nous avons spécialement recours à certains philosophes dont Thomas More et à Robert Nozick, auxquels nous ajouterons Nagel pour équilibrer les points de vue. Le premier a écrit un essai politique et social portant le titre même de *L'utopie* et le deuxième est, à notre avis, un critique mitigé de l'utopisme. Placée entre les deux, la position de John Rawls pourrait mieux se comprendre dans sa particularité.

Humaniste, Thomas More écrit en réaction contre la situation de sa société, l'Angleterre de son époque, rongée par une grave situation d'injustice dont étaient victimes des paysans chassés des terres par l'aristocratie qui voulait soutenir son industrie lainière. Les conséquences de cette situation au plan sociale furent brutales et catastrophiques. La traduction en Français du titre de cet essai est *L'Utopie ou le Traité de la meilleure forme de gouvernement (1516)*.<sup>124</sup> En fait, tout est dans ce titre. Le mot *utopie* qui nous intéresse ici est porteur de tout un sens, lequel se trouve bien explicité dans le reste du titre. Son étymologie grecque renvoie à deux significations. D'une part, il est composé de *ou* (ou), une préposition négative, et de *τοπος* (topos), un terme qui signifie *lieu*. Ainsi, utopie se traduirait par *non-lieu, sans lieu ou nulle part, en aucun lieu*. D'autre part, la négation « ou » peut être remplacée par le préfixe « eu » qui signifie *bien, bonheur*, et transformer le terme en *eutopia*

---

<sup>123</sup> Pour plus de détails sur ce thème, on lira Jean-Yves Lacroix, *L'utopie, philosophie de la nouvelle terre*, Paris : Bordas, 1994; *Un autre monde possible? Utopie et philosophie*, Paris : Bordas, 2004; Guy Bouchard, Laurent Giroux et Gilbert Leclerc, *L'utopie aujourd'hui*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1985.

<sup>124</sup> Nous renvoyons à une édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi, à partir de la traduction française de Victor Stouvenel (1842), réédité en 1927. Disponible sur [http://classiques.uqac.ca/classiques/More\\_thomas.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/More_thomas.html). Consulté le 16 mars 2009.

qui se traduirait par *lieu du bonheur*. Tout cela mis ensemble fait que l'*utopie* est un lieu imaginaire, mais où il fait bon vivre. Dans son essai, donc, Thomas More critique et dénonce le caractère profondément injuste de sa société et décrit un lieu fictif, une île à laquelle il donne le nom d'utopie, et qui est une société idéale où sont résolus tous les maux qui rongent l'Angleterre de l'époque. En *Utopie*, par exemple, les moyens de production appartiennent à tous, les richesses sont distribuées équitablement entre les différentes villes suivant leurs besoins, les citoyens d'utopie sont pacifiques et tolérants.

Face à ce qui est à proprement parler un genre littéraire, deux perceptions sont possibles. Premièrement, l'utopie peut être considérée comme une invitation à la réflexion sur le réel à partir d'une fiction qui se veut affirmation de ce que l'on souhaite pour la société, à savoir une image positive et idéale qui généralement est projetée dans l'avenir. En d'autres termes, écrit Laurent Giroux, elle est « le non-lieu de la représentation, de l'imaginaire auquel le donné immédiat, l'état de fait, l'ordre établi est confronté pour être interrogé, accusé, ou encore convoqué à la transgression vers ce qui peut être le sens de son non-sens »<sup>125</sup>. Cette tendance est bien représentée dans l'essai politique et social de More et elle a eu plusieurs partisans au cours de l'histoire. Deuxièmement, l'utopie peut être perçue comme un rêve irréalisable, déconnecté de la réalité et se nourrissant d'un espoir stérile. C'est le sens négatif qui souvent est présent dans le langage ordinaire et qui suscite de la méfiance. L'utopie ainsi comprise est très critiquée par les tenants du réalisme politique qui voient en elle une expression claire du totalitarisme. Robert Nozick en fait partie.

Nozick est un grand défenseur des droits des individus. Pour lui, le respect du à ces derniers impose nécessairement certaines limites au pouvoir de l'État qui ne devrait avoir comme fonctions principales que celles liées à la protection des personnes et de leurs biens. Il s'agit d'un *État minimal* qui, pour lui, est le seul qui soit juste, moralement justifié, légitime et tolérable. Il est le seul dont les pouvoirs même étendus ne peuvent violer les droits des

---

<sup>125</sup> Laurent Giroux, « L'utopie : naissance, croissance, mort... et résurrection » dans Guy Bouchard, Laurent Giroux et Gilbert Leclerc, *op.cit.*, p. 22.

individus. Ceux-ci sont, par contre, habilités à posséder leur personne ainsi que leurs biens<sup>126</sup>. Une telle conception, qui s'inscrit clairement dans la tradition anglo-saxonne pourrait dans une certaine mesure entrer en conflit avec l'utopisme. A tout le moins et à première vue, son sens pragmatique ne fait pas bon ménage avec certaines pensées philosophiques à tendance idéaliste qui pourraient même lui sembler arbitraires.

D'abord, la place que Robert Nozick accorde à l'individu et à ses droits inviolables fait qu'il reproche aux utopistes un certain manque de réalisme. D'après lui, ce que ces derniers proposent, une société parfaite, suppose qu'il existe un ensemble de principes suffisamment évident, assez précis, assez clair, et assez complet pour être accepté par tous, de commun accord et de bonne foi, pour donner une seule ligne de conduite sans ambiguïté, quelles que soient les situations dans lesquelles on se trouve, pour que tout le monde mette en application ses impératifs, et pour résoudre tous les problèmes qui se posent. Et pourtant, la condition humaine est telle qu'il est impossible de satisfaire tous les individus en même temps. Comme il l'a écrit, « le meilleur des mondes possibles pour moi ne sera pas le même que pour vous. Parmi tous ceux que j'imagine, ce monde que j'aimerais le mieux si je devais y vivre ne sera pas précisément celui que vous auriez choisi »<sup>127</sup>. Ensuite, pour Robert Nozick, les rêves des théoriciens utopistes sont rigides, ils traduisent en détails le plan d'une société finie et à la construction de laquelle ses habitants n'ont pas participé. Ces derniers n'ayant pas de choix, ils sont obligés de rentrer dans un modèle préalablement conçu pour eux. Mais le réalisme exige, par contre, d'établir une distinction nette entre, d'une part, le monde véritable et, d'autre part, le monde des mondes possibles. Dans le monde véritable, les gens ne se ressemblent pas. Ils ont des goûts, des aspirations, des caractères, des valeurs, des intérêts différents et même souvent contradictoires. Enfin, Robert Nozick va jusqu'à lire une certaine naïveté dans les projets utopistes, un angélisme qui cache mal son visage. Dans le monde véritable, tout ne fonctionne pas à merveille. Il n'existe pas d'automatisme et, parce que les intérêts des uns ne concordent pas toujours avec ceux des autres, les problèmes sont inévitables, des luttes de tous genres sont possibles. Cette naïveté entretient chez les utopistes « un flou dans la ligne qui sépare, dans leur esprit, ce qui relève de l'imaginaire et ce qui

---

<sup>126</sup> Voir Robert Nozick, *Anarchie, État et utopie*, p. 405.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 364.



relève du faisable ».<sup>128</sup> Et pourtant, on ne saurait nier le fait que tout ce qu'entreprennent les individus est nécessairement et de façon inévitable limité au possible.

Toutefois, même si le monde véritable ou réel est complexe, même si les individus sont différents, et qu'il n'est pas évident d'avoir un genre de vie qui soit le meilleur pour tout le monde, Robert Nozick reconnaît que l'imaginaire a toujours fait partie de la vie des êtres rationnels – d'ailleurs lui-même ne s'empêche pas d'y avoir recours dans les exemples qu'il choisit, entre autres, pour critiquer John Rawls. Par conséquent, toute proportion gardée, il estime que les désirs des individus qui vont au-delà du monde véritable ou de ce qui est faisable, c'est-à-dire du possible, pourraient s'inscrire, sans annuler leurs différences, dans un modèle initial qu'il nomme un canevas. A partir de ce modèle, plusieurs visions de la vie en société pourraient se développer. Ainsi, « il n'y aura pas une seule forme de communauté existante ni un seul genre de vie mené en utopie. L'utopie sera formée d'utopies, de nombreuses communautés différentes et divergentes dans lesquelles les gens mèneront différentes sortes de vies dans le cadre de différentes intuitions »<sup>129</sup>. En d'autres termes, le canevas est cette grande utopie faite de petites utopies qui sont, à leur tour, des visions particulières et personnelles de la vie bonne et donc, elles ne peuvent être imposées. Au fait, le canevas reste l'environnement dans lequel les expérimentations utopistes sont essayées, l'environnement dans lequel les gens sont libres de se livrer à leur propre activité. Cet environnement est ce que Robert Nozick appelle *méta-utopie*<sup>130</sup>.

A y voir de près, Robert Nozick est utopiste lui aussi, mais à sa manière. Sa notion d'*État minimal* qui se limiterait uniquement à la protection des personnes et de leurs biens, et qui ne se mêlerait pas de différentes sortes de vies (les petites utopies) menées par les individus n'est pas moins une utopie. C'est pourquoi, par rapport à lui, une autre position nous semble équilibrée et elle mérite d'être mentionnée. Il s'agit de la position que défend Thomas Nagel qui, tout en reconnaissant bien la complexité du problème de l'utopie, ne manque pas en même temps de faire la part des choses. Pour lui, toute théorie politique porte

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 376.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 380.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 381.

en elle un certain idéal, lequel doit nécessairement bénéficier de l'adhésion des individus pour s'assurer les chances de réalisation. Ainsi, il ne suffit nullement de démontrer que telle forme d'organisation sociale est bonne pour que chacun soutienne sa réalisation. Par conséquent, chaque utopie (ou autrement dit ce qui est bon) « doit tenir compte de ce qui est raisonnable en termes de motivation (car) dans la réalité, si les individus estiment qu'il est très difficile, voire impossible, de vivre selon les exigences de l'idéal en question ou d'adopter les institutions correspondantes, c'est là un argument fort à opposer à cet idéal »<sup>131</sup>. Nagel distingue donc dans la théorie politique, d'une part, un idéal ou le désir impersonnel, qui vise le bien de l'ensemble de la société et, d'autre part, le travail de persuasion, qui doit tenir compte des exigences de la vie individuelle ou des intérêts personnels. Conjuguer les deux est un effort fondamentalement moral et méconnaître la place de l'individu, ce qui suppose la négation de ses intérêts, « c'est risquer l'utopie dans le mauvais sens du terme »<sup>132</sup>.

Cette position de Nagel nous sert de transition et, au regard de ce qui précède, il y a lieu de dire que Rawls n'est pas partisan d'une utopie dans « le mauvais sens », qui serait une simple représentation idyllique du monde à venir ou, encore moins, d'une utopie considérée comme rêve irréalisable et déconnecté de toute réalité historique. Par contre, l'utopie qu'il soutient en tant qu'une des caractéristiques de la philosophie politique se veut réaliste. Qu'en est-il exactement?

Point n'est besoin de rappeler que le projet de Rawls porte sur les conditions de possibilité d'une société juste. Nous y avons fait allusion précédemment en parlant de la question fondamentale de la philosophie politique selon notre auteur : quelles institutions sont le mieux à même de garantir l'égalité et la liberté démocratique ? Comment spécifier les termes de coopération équitable entre citoyens considérés comme libres et égaux ? Pour répondre à ces questions, l'auteur de *Théorie de la justice* adopte une procédure qui repose sur une théorie idéale dont les grandes idées et articulations, qui sont à la base de son

---

<sup>131</sup> Thomas Nagel, *Égalité et partialité*, Trad. de Claire Beauvillard, Paris : PUF, 1994, p. 21.

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 31

argumentation, relèvent de la fiction. C'est le cas de la *position originelle* avec son *voile d'ignorance*<sup>133</sup>. Qu'est-ce qui fait alors la différence de l'utopie rawlsienne ?

La démarche de Rawls s'inscrit dans la conception qu'il a de la philosophie politique. En plus de trois rôles développés plus haut dans ce chapitre, à savoir le rôle pratique, le rôle de l'orientation et celui de la réconciliation, la philosophie politique joue un quatrième rôle, celui de l'exploration. A travers ce rôle, pour être plus précis, elle révèle sa dimension de réflexion utopiste, mais réaliste dans la mesure où « elle fait reculer ce que la réflexion ordinaire conçoit comme les limites des possibilités politiques pratiques ».<sup>134</sup> Il s'agit pour la raison humaine de se demander jusqu'où il est possible d'aller, quelles voies faut-il emprunter et quels moyens seraient appropriés pour offrir à la démocratie constitutionnelle toutes les chances de réussite, c'est-à-dire pour qu'elle garantisse la stabilité d'une « société bien ordonnée ». Dans ce concept rawlsien, Thomas Nagel voit la réalisation de la viabilité morale et politique grâce à l'apport du renforcement mutuel des institutions justes, de la justification morale et de l'adhésion des individus aux règles et aux conventions institutionnelles. Il en conclut évidemment qu'« on peut considérer que le problème de l'utopie est celui de la découverte des contraintes d'une société bien ordonnée »<sup>135</sup>.

Pour explorer les limites du possible, le recours à l'imagination, et donc à l'utopie, devient une option parce que se contenter uniquement de ce qui est, c'est-à-dire du réel tel qu'il se présente dans le moment, annule toute possibilité d'approcher la perfection démocratique, et cela risque de scléroser le monde social et politique ainsi que ses institutions. Par contre, il faut déterminer ce à quoi ressemblerait une société démocratique juste et dans quelle mesure celle-ci peut atteindre la réalisation complète de ses valeurs politiques. Pour ce faire, John Rawls suggère d'oser la conjecture et la spéculation en étant convaincu que « le monde social que nous appelons de nos vœux est réalisable et pourrait effectivement exister, sinon maintenant, du moins à une époque future dans des circonstances plus favorables ».<sup>136</sup>

---

<sup>133</sup> Voir John Rawls, *Théorie de la justice*, p. 44.

<sup>134</sup> J. Rawls, *Paix et démocratie*, p. 18.

<sup>135</sup> Thomas Nagel, *op.cit.*, p. 27.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 25.

Au fait, conjecture et spéculation ont des caractéristiques compatibles avec l'utopie et les deux sous-entendent la capacité de présumer, de capitaliser les probabilités qui se présentent, ainsi que la capacité d'anticipation. Tout cela ne peut être possible que suite à un véritable effort de prospection qui rende possible une certaine connaissance et une bonne maîtrise de la situation en présence. A notre avis, tous ces éléments permettent de saisir la particularité de l'idée que John Rawls se fait de l'utopie et de son importance dans le rôle d'exploration que joue la philosophie politique. Ainsi, pour lui, il ne suffit pas de déterminer simplement à quoi ressemblerait une société démocratique juste, ce qui reviendrait à la conception idyllique présentée plus haut, mais encore faudra-t-il le faire, forcément, « dans des conditions historiques raisonnablement favorables, qui sont possibles compte tenu des lois et des tendances de la société ».<sup>137</sup> Donc, ce sont les conditions historiques, raisonnablement favorables, et le respect des lois et des tendances du monde social réel qui offrent à la conjecture et à la spéculation un contexte de déploiement et assurent ainsi le réalisme de l'utopie philosophique de Rawls. Pour ce faire, deux conditions nécessaires s'imposent aussi bien dans le cas intérieur d'une société démocratique libérale que dans le cas extérieur de la *Société des Peuples*. Premièrement, il faut tenir compte des lois de la nature effective et atteindre le genre de stabilité que ces lois permettent et, deuxièmement, il faut que les principes premiers et les préceptes de la conception de la justice soient exploitables et applicables aux dispositifs politiques et sociaux en vigueur<sup>138</sup>.

Ce qui ressort de ces conditions, c'est que l'utopie rawlsienne, c'est-à-dire la conception d'une société démocratique raisonnablement juste ou la conception d'une justice politique entre peuples, n'est pas fondée sur des principes simplement imaginaires, mais sur des principes imaginés à partir de la démocratie constitutionnelle telle que nous la connaissons. Donc, Rawls invite à explorer les possibilités que la démocratie constitutionnelle offre, elle-même, afin de bâtir une société raisonnablement juste. On dirait en d'autres termes que, pour lui, la raison est dans le réel même du régime démocratique. Son imagination est donc, on ne peut plus, réaliste. Ainsi, par exemple, l'institution du pluralisme raisonnable devient une réponse irrécusable et nécessaire à la réalité de la différence de conceptions du

---

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 26.

bien dans une société intérieure, comme le serait la tolérance dans la *Société des Peuples* où la diversité de doctrines englobantes doit être encore plus prononcée. On peut dire que ces principes (pluralisme et tolérance) tiennent réellement compte de la nature, ainsi que de ses lois. Il appert que John Rawls invite, par le biais de son projet, à la mise en œuvre maximale du potentiel du régime démocratique et donc, son utopie consiste dans la pleine réalisation de ce potentiel.

En conclusion, le travail du philosophe politique consiste, dans son aspect utopique, à explorer toutes les possibilités qui rendraient concret et réel l'idéal démocratique. C'est ce que nous comprenons à travers cette affirmation de Catherine Audard : « Le lien entre principes politiques et intuitions morales est, en définitive, un lien d'expression. Il doit être possible d'identifier ces règles d'arbitrage comme étant la traduction de l'idéal de la société et de la personne contenu dans la notion de démocratie, et la tâche du philosophe est celle d'un traducteur »<sup>139</sup>. Par ailleurs, pour mener à bien cette tâche, le philosophe auquel nous nous identifions doit se servir de divers outils au plan méthodologique. Sa curiosité se doit de dépasser les limites de son domaine pour s'intéresser à ce que peuvent lui apporter d'autres disciplines. C'est le cas de la science politique avec sa démarche comparative.

### **3.2- La démarche comparative comme expérimentation indirecte**

S'inscrivant dans le domaine de la philosophie politique, notre réflexion gagnerait et s'enrichirait en s'intéressant à ce que produit la science politique et, particulièrement, aux méthodes utilisées par cette dernière d'autant plus que les deux disciplines, la philosophie politique et la science politique, abordent certains sujets communs, bien que sous différents angles. Il nous semble que, considérant son interdisciplinarité, la méthode comparative assure ce lien. Elle pourrait en conséquence nous aider à mieux approcher et à mieux comprendre la particularité de la méthode de John Rawls dont nous nous inspirons. Mais avant d'en arriver là, qu'en est-il de cette démarche?

---

<sup>139</sup> Catherine Audard, *John Rawls et le concept du politique. Introduction à John Rawls, Justice et démocratie*, Paris : Seuil, 1993, p. 33.

La démarche comparative ou la méthode comparative est particulièrement bien connue en science politique où elle fait l'objet de plusieurs commentaires et analyses réalisés par toute une communauté de chercheurs qui respectent un ensemble de codes ayant pour objectif de parvenir à une certaine intelligence du fait politique. Son histoire est pourtant faite de grands noms de la philosophie et de la sociologie, considérés à juste titre comme des précurseurs. C'est le cas de Platon, Aristote, Montesquieu, Hobbes, Locke, Alexis de Tocqueville, Max Weber, etc. Par exemple, Aristote entendait observer comment les hommes étaient gouvernés et Montesquieu observait, interprétait et classait les modes de gouvernement<sup>140</sup>. Il ne s'agit donc pas pour nous de présenter en détails cette longue histoire et l'apport de chacun de ces théoriciens. Nous nous limiterons exclusivement à exposer les grandes étapes de cette démarche afin de démontrer plus loin comment nous nous en servons pour mieux saisir la portée de la méthode rawlsienne.

Comme son nom l'indique, elle est spécifiquement basée sur la comparaison qui, ordinairement et en tant qu'activité de l'esprit humain, présuppose la présence d'au moins deux objets ou deux termes que l'on soumet à une évaluation afin de faire ressortir aussi bien leurs ressemblances que leurs différences. Toutefois, lorsqu'elle porte sur la situation politique des pays, la démarche comparative ne se limite pas pour autant à ce simple inventaire des ressemblances et des différences constatables d'un pays à l'autre, mais elle fait de ce repérage le vecteur d'une explication des processus sociaux<sup>141</sup>. Par conséquent, elle se veut réellement et en même temps une méthode d'analyse ou un état d'esprit qui, selon Yves Mény et Yves Surel, est souvent implicite d'ailleurs chez un certain nombre de chercheurs qui vise à produire des notions plus fermes et des analyses mieux informées sur les systèmes politiques contemporains<sup>142</sup>. Concrètement, que veut donc dire comparer ou à quoi sert la démarche comparative en science politique?

---

<sup>140</sup> Voir Daniel-Louis Seiler, « Science politique, comparaison et universaux ou ce que comparer veut dire », dans *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 1, N°1 (Avril 1994), p.95.

<sup>141</sup> Bertrand Badie et Guy Hermet, *La politique comparée*, Paris : Armand Colin, 2001, p.9.

<sup>142</sup> Yves Mény et Yves Surel, *Politique comparée. Les démocraties, Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie*, Paris : Éd. Montchrestien, 2009, p. 5.

Initialement réclamée comme produit ou sous-discipline de l'histoire, du droit, de la philosophie, de la sociologie et même de l'économie, la science politique, comme toutes ces sciences, a eu besoin de s'affirmer et de s'imposer comme discipline autonome. C'était la seule manière pour elle de se libérer de ses nombreux « parents » qui, selon Jean Blondel, se disputent leur progéniture<sup>143</sup>. Pour ce faire, il a fallu prouver sa scientificité. C'est dans ce but que l'analyse comparée ou la démarche comparative a été adoptée comme méthode, non seulement par la science politique, elle-même, mais également par l'ensemble des sciences sociales qui forment une certaine unité au plan épistémologique. On peut affirmer que, grâce à cette méthode, il est facile de constater que la science politique est réellement tributaire de la philosophie politique, du droit constitutionnel, de la sociologie, de l'histoire et de l'anthropologie, pour ne citer que celles-ci, dont elle subit une certaine influence. C'est que la méthode comparative constitue un des points communs des sciences sociales et de l'homme au point que déjà Durkheim considérait, non sans raison, que la comparaison était dans les sciences sociales ce qu'est l'expérimentation dans les sciences dites exactes.

Pour ce qui est particulièrement du lien avec la philosophie, il est un fait que c'est dans la Grèce antique, avec le développement du raisonnement philosophique, il y a plus de deux mille ans, que les “amis de la sagesse” se posèrent le problème de la comparaison des manières dont les peuples se gouvernent. Par exemple, la première tentative de classification des formes de gouvernement remonte à Hérodote (484-420 av. Jc.) et elle a connu plusieurs précisions et variantes au cours de l'histoire de la pensée. Ce fut là, au dire de Daniel-Louis Seiler, le début de la riche tradition comparative dont est issue la branche de la science politique qu'on appelle Politique comparée<sup>144</sup> et ainsi, pour Philippe Schmitter, l'usage de la comparaison est devenu le seul moyen pour parvenir à un degré acceptable de scientificité de la science politique parce qu'elle favorise une étude scientifique de la politique<sup>145</sup>. Dans cette perspective, en vue de comparer des régimes politiques ou des gouvernements, les droits constitutionnels ou tout simplement la situation politique des États, la science politique

---

<sup>143</sup> Voir Jean Blondel, « Plaidoyer pour une conception oecuménique de l'analyse politique comparée » dans *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.1, n°1 (Avril 1994), p.6.

<sup>144</sup> Daniel-Louis Seiler, *La méthode comparative en science politique*, Paris : Armand Colin, 2004, p.7.

<sup>145</sup> Lire Philippe Schmitter, « Comparative Politics » dans J. Krieger (dir.), *The Oxford Companion to Politics of the World*, Oxford: Oxford University Press, 1993, p.171.

comparée se sert de techniques d'analyse quantitative et de calculs statistiques qu'elle applique aux divers comportements et situations politiques.

En effet, de ce qui ressort de différentes analyses, il nous semble que trois étapes restent importantes dans la démarche comparative. Elles sont identifiées ou dénommées différemment selon les analystes : se décentrer pour mieux comparer, expliquer en administrant la preuve et généraliser en adoptant des principes. Bien que ces étapes se suivent logiquement pour faire de la méthode comparative une démarche cohérente, il arrive qu'elles s'entremêlent et créent ainsi une certaine circularité.

De prime abord, comparer veut dire essentiellement spécifier, confronter et classer ce que l'on étudie. C'est rechercher aussi bien les singularités que les points communs de cas plus ou moins nombreux que l'on exploite<sup>146</sup>. Cela suppose une objectivité dans le rétablissement des faits qui sont confrontés ou comparés. A cette étape-ci de la démarche, le but apparent est de présenter des situations telles qu'elles sont, ou encore mieux, de faire une sorte de collection des faits. Jean Blondel explique plus clairement l'importance de ce travail descriptif : « En définitive, ce qui sous-tend les efforts des collectionneurs et plus généralement de tous ceux dont les descriptions "débroussaillent" une partie du terrain, c'est la curiosité vis-à-vis des faits politiques; or cette curiosité est fondamentale à la science. Elle est à l'origine de la démarche scientifique, historiquement parlant; et demeure la base de l'effort de tous les chercheurs »<sup>147</sup>.

Il appert de ce qui précède que, pour mieux comparer, il convient que l'état psychologique du comparatiste soit sain, c'est-à-dire libéré de certaines tendances les plus naturelles de l'être humain et de sa pensée spontanée. Il s'agit, entre autres, de la tendance qui fait penser à l'être humain qu'il est le centre du monde et, ensuite, la tendance qui est une conséquence directe de la première, celle qui fait croire à ce même être humain qu'il est habilité à ériger en normes universelles les règles et les habitudes de sa conduite

---

<sup>146</sup> Voir Yves Mény et Yves Surel, *op. cit.*, p.5.

<sup>147</sup> Jean Blondel, *art. cit.*, p.14.



personnelle<sup>148</sup>. L'effort qui rend possible cette libération est une étape importante de la démarche comparative. Il permet au sujet de se décentrer d'autant plus qu'il n'est pas le détenteur de la Vérité tout comme son monde ne peut pas être le Monde. En d'autres termes, si le sujet n'est pas le seul détenteur de la Vérité, son attitude devrait par conséquent l'ouvrir à la compréhension de l'autre et lui permettre de porter un regard plus objectif sur ce dernier, ainsi que sur son univers propre. En effet, cette décentration libératrice n'est possible que si on réussit une véritable déconstruction de plusieurs acquis ou mieux encore de certaines certitudes qui nourrissent notre ego et le surestime. Dans ce cas, à en croire Bertrand Badie et Guy Hermet, comparer vise donc à libérer « des pesanteurs de l'ethnocentrisme, bien sûr, dont le procès n'est plus à faire; mais également de celles, plus insidieuses, de l'universel et de l'uniforme »<sup>149</sup>. De toute évidence, c'est de la manière dont est gérée la tension entre l'universel et le particulier que dépend la réussite de l'effort comparatif. On ne saurait nier l'influence que l'un peut avoir sur l'autre. Il y a donc une interaction certaine entre les deux dont il faut tenir compte et la déconstruction des certitudes en tant qu'exigence de la démarche comparative doit s'opérer de part et d'autre.

Ensuite, l'étape de la décentration franchie, la comparaison ayant permis une meilleure description des faits, le chercheur peut alors en livrer l'explication. Ainsi, seul un sujet décentré peut comparer objectivement plusieurs cas ou situations en en relevant les causes justifiant leur état. Cette étape s'inscrit dans l'orientation de la méthode comparative qui recherche une explication adéquate à un ensemble de données constitutives d'un grand problème historique, concernant plusieurs sociétés<sup>150</sup>. Plus clairement, elle cherche à expliquer, par exemple, le fonctionnement des structures, des institutions et des processus politiques, qu'ils soient différents ou semblables, en clarifiant leurs conséquences spécifiques. Donc, ces structures, ces institutions et ces processus ne sont pas étudiés pour eux-mêmes, mais en fonction des variables qui les influencent et les déterminent. Bertrand Badie et Guy Hermet épinglent trois grandes catégories de variables dont il faut nécessairement tenir compte dans l'analyse comparative : les variables culturelles, comme la religion par exemple,

---

<sup>148</sup> Lire Jean Piaget, *Épistémologie des sciences humaines*, Paris : Gallimard, 1964, cité par Daniel-Louis Seiler, *op.cit.*, p.28.

<sup>149</sup> Bertrand Badie et Guy Hermet, *op.cit.*, p. 3.

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 45.

qui expriment la spécificité de chaque espace politique; les variables économiques dont l'impact sur les autres secteurs de la vie sociale n'est pas à négliger; et les variables politiques liées, entre autres, à l'orientation de l'action des agents politiques<sup>151</sup>.

On retrouve à ce niveau de la démarche comparative une certaine application de la loi de la causalité universelle de John Stuart Mill (1806-1873) qui fonde la recherche des causes sur l'analyse des variations concomitantes entre deux séries de phénomènes. D'après Daniel-Louis Seiler, cette étape fait de la comparaison une forme d'expérimentation indirecte<sup>152</sup>. C'est en procédant de cette manière que les sciences sociales et de l'homme, en général, et la science politique, en particulier, espèrent résoudre le problème de leur scientificité en démontrant plus clairement une certaine intelligibilité, considérée comme scientifique, de leurs hypothèses de travail devenues plus formalisées grâce à la vérification quasi expérimentale à laquelle elles sont soumises ou, en d'autres termes, grâce à ce qu'on a appelé l'expérimentation indirecte par la comparaison.

Enfin, le sujet décentré, c'est-à-dire libéré des pesanteurs de son univers social et culturel qu'il ne considère plus comme le centre du monde, un sujet ouvert à l'autre et sur le monde grâce à l'éducation et à l'accès facile à l'information, le sujet qui finalement se comprend mieux et comprend davantage l'apport de l'altérité, trouve une explication aux différences et ressemblances des données comparées ou passées à l'expérimentation indirecte et peut alors aboutir à l'établissement des principes généraux. C'est, à notre avis, la troisième étape de la démarche comparative. Yves Mény et Yves Surel la présentent en termes plus clairs quand ils affirment qu'elle « vise tout d'abord à produire des généralisations capables de dépasser les cas particuliers, ce qui peut déboucher sur une ambition nomothétique, autrement dit sur la volonté de produire des lois générales des phénomènes socio - politiques; elle doit permettre de bien spécifier les similitudes et les différences qui caractérisent les institutions ou les dynamiques observées, tout en évitant pour ce faire de projeter sur l'objet étudié des conceptions anachroniques et/ou ethnocentriques »<sup>153</sup>.

---

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 59-84.

<sup>152</sup> Daniel-Louis Seiler, *op.cit.*, p. 30.

<sup>153</sup> Yves Mény et Yves Surel, *op.cit.*, p. 7.

En résumé, la généralisation est la dernière étape de la démarche comparative et elle constitue un certain aboutissement qui s'exprime sous forme d'une conclusion s'appliquant à tous les cas de même nature que ceux ayant été confrontés, comparés et spécifiés tout au long du processus. Celui-ci nous a semblé, après analyse, se déployer en trois temps : d'abord, le chercheur réussit, grâce à l'effort de décentration de lui-même, à entreprendre une comparaison objective des données qui le mène à une certaine connaissance intuitive de ces dernières; ensuite, partant de cette connaissance intuitive, il formule des hypothèses dont l'objectif est d'expliquer dans la mesure du possible les ressemblances et les différences des données confrontées, ce qui leur donne une certaine intelligibilité et, par conséquent, établit un certain ordre dans leur présentation; enfin, il en arrive à poser des principes généralisant ainsi la situation pour toutes les données du même genre. Ces principes peuvent alors prendre, le cas échéant, la forme des lois.

Donc, ce processus en trois étapes permet à l'analyse comparative de s'occuper, non seulement de cas d'espèce, mais aussi et surtout de s'étendre aux phénomènes généraux. La généralisation répond ainsi au besoin de scientificité ou de caractère scientifique qu'il faut imprimer à la démarche d'autant plus que, comme l'affirme Jean Blondel, « derrière toute étude de cas, il y a une volonté, non pas seulement de connaître le cas en question, mais de présenter un exemple, un exemple qui peut être répété et qui, dans l'esprit de ceux qui étudient ces cas, a de fortes chances d'être répété, non de façon identique mais avec certaines caractéristiques similaires »<sup>154</sup>. Qu'apporte alors la comparaison ou l'analyse comparative à notre compréhension de l'approche méthodologique de John Rawls?

### **3.3- Entre la normativité et la comparaison : l'équilibre réfléchi**

Dans le titre de son principal livre, John Rawls indique clairement l'objectif qu'il assigne à son projet philosophique : établir les principes de justice pour une société démocratique juste. Il avait donc raison de le baptiser *Théorie de la justice*. Pour y parvenir, il s'est servi d'une double méthode ou, si l'on veut, d'une méthode à deux versants

---

<sup>154</sup> Jean Blondel, *art .cit.*, p.15.

complémentaires, le premier versant ayant pour but de permettre l'établissement des principes de justice et le deuxième d'en assurer la justification. Nous avons déjà abordé, au premier chapitre de notre thèse, le premier volet de la démarche méthodologique de Rawls, à savoir la position originelle qui a été définie comme étant un dispositif fictif ou un cadre hypothétique réunissant les conditions d'égalité entre différents partenaires appelés à faire le choix des principes devant régir leur coopération équitable en société. Pour réussir cette équité, selon Rawls, la position originelle permet spécialement de s'assurer que « nul ne doive être avantagé ou désavantagé par l'intervention du hasard de la nature ou des circonstances sociales dans le choix de ces principes (...) qu'on ne puisse en aucun cas concevoir ces principes en fonction des circonstances de son cas particulier »<sup>155</sup>.

Qu'en est-il alors du deuxième temps méthodologique? Quel lien pourrait-il avoir avec l'analyse comparative telle que présentée précédemment pour que nous choissions, à notre tour, d'en faire usage?

En effet, le fait de parvenir à l'établissement des principes de justice ne constitue pas la fin du processus. Il reste tout un travail à accomplir en aval, et ce travail se fait sous forme d'une vérification justificatrice des principes initialement établis. Le deuxième temps de la méthodologie rawlsienne s'occupe donc de cette vérification. Il s'agit concrètement d'évaluer la cohérence entre les principes de justice choisis et le sens profond de la justice qui est inscrit dans la conscience morale de chaque individu. Ce sens de la justice est lié à la « faculté que nous avons, dans les circonstances normales, d'émettre des jugements, d'apprécier le juste et de condamner l'injuste, de distinguer le vrai du faux, ou le bien du mal »<sup>156</sup>. Ce qui suppose qu'avant toute chose, l'être humain est d'abord une personne morale et, comme tel, il a une certaine conception du bien et un certain sens de la justice qui font qu'il est capable d'émettre des jugements que Rawls appelle, en conséquence, des *jugements bien pesés* pour cette raison qu'ils sont formulés dans des circonstances favorables à l'expression dudit sens de la justice. En d'autres termes, ils sont nos convictions dans lesquelles nous avons la plus grande

---

<sup>155</sup> J. Rawls, *Théorie de la justice*, p. 45.

<sup>156</sup> A. Kasanda Lumembu, *John Rawls : les bases philosophiques du libéralisme politique*, Paris : L'Harmattan, 2005, p.55.

confiance et face auxquelles on ne peut opposer aucune résistance tant elles sont fondées sur l'évidence. Rawls donne en exemple le point de vue sur l'intolérance religieuse et la discrimination raciale, ou mieux, la considération qu'on peut avoir de ces attitudes. En n'en point douter, elles sont inacceptables et condamnables pour toute personne raisonnable. Donc, les jugements bien pesés ou ces convictions profondes sont, d'après Rawls, des points fixes provisoires que doit respecter n'importe quelle conception de la justice<sup>157</sup>.

Ainsi pour passer de provisoires à définitifs, ces points fixes que sont nos convictions et jugements bien pesés vérifient leur validité au contact avec les principes de justice établis suite au processus du premier temps de la méthode rawlsienne, soit *la position originelle*. Deux scénarios restent possibles dans les circonstances. Le premier présenterait une situation dans laquelle il s'établit une correspondance entre les principes issus de la position originelle et nos convictions bien pesées, ce qui serait une réussite du processus; le deuxième, par contre, pourrait présenter une situation d'incompatibilité avérée ou de divergence entre les principes établis dans la position originelle et nos convictions ou nos jugements bien pesés. Dans ce dernier cas, la réflexion doit se poursuivre sous forme d'un exercice d'ajustement ou de réajustement.

En effet, aussi longtemps que le processus ne sera pas mené à son terme, rien ne peut être confirmé d'un côté comme de l'autre. Donc, aussi bien les principes issus de la position originelle que nos convictions bien pesées, tout est sujet au changement ou à la modification. Par exemple, d'une part, notre sens de la justice pourrait être entaché à cause de certaines irrégularités ou certaines distorsions et, pour cette raison, détruire par conséquent la confiance que nous avons placée dans nos points fixes ou dans nos jugements bien pesés; d'autre part, il se pourrait aussi que le dispositif ou le cadre initial ayant conduit à l'établissement des principes de justice n'ait pas réuni toutes les conditions requises pour l'égalité entre les sociétaires de la position originelle<sup>158</sup>. Ces raisons justifient et imposent, selon John Rawls, un ajustement tant du côté des principes du contrat initial que du côté de nos convictions bien pesées. Ainsi, écrit-il, « Par un processus d'ajustement, en changeant parfois les conditions

---

<sup>157</sup> J. Rawls, *op. cit.*, p. 46.

<sup>158</sup> Lire J. Rawls, *op. cit.*, p. 73-74.

des circonstances du contrat, dans d'autres cas en retirant des jugements et en les adaptant aux principes, je présume que nous finirons par trouver une description de la situation initiale qui, tout à la fois, exprime des conditions préalables raisonnables et conduise à des principes en accord avec nos jugements bien pesés, dûment élagués et remaniés »<sup>159</sup>. Il se réalise ainsi une cohérence, ou mieux, une coïncidence entre les principes de justice et les jugements bien pesés, faisant aboutir en fin de compte le processus. Cet aboutissement positif établit un certain équilibre que Rawls appelle *équilibre réfléchi* ou *réflexif*.

Au regard de ce qui précède, le lien entre les deux éléments du binôme méthodologique de Rawls paraît déterminant pour la réussite de toute la démarche. Concrètement, il faut que se réalise une certaine compatibilité entre les principes de justice issus de la situation initiale et nos jugements bien pesés ou nos convictions profondes basées sur le sens moral et le sens du juste présent en nous.

Tout bien considéré, il est clair que l'effort méthodologique de John Rawls répond à un besoin, celui qui donne sens à toute théorie éthique et pratique. Il s'agit d'établir que les principes qui guident nos actions aussi bien au plan individuel qu'au plan social sont valables. Bertrand Guillarme l'exprime mieux encore : « Nous cherchons naturellement à savoir si les principes éthiques, dont les exigences concrètes sont souvent pour nous difficiles à respecter, sont véritablement justifiées. Il nous est impossible d'accepter sans la comprendre la force de ces principes, et nous voulons éclairer ce qui fonde leur pouvoir de régir notre vie »<sup>160</sup>. Concrètement, Rawls comme la plupart de théoriciens de l'éthique et de la politique, ou tout simplement les théoriciens de l'expérience pratique, recherche l'objectivité des principes qui régissent la vie en société. On le sait, cet exercice est loin d'être facile dans un domaine qui fait appel aux sentiments et jugements moraux qui, selon une certaine opinion, ne relèvent que de la subjectivité. C'est dans cette perspective que s'inscrivent certaines critiques adressées à Rawls et dont on ne peut pas ne pas parler quand on aborde la question de l'équilibre réfléchi.

---

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>160</sup> Bertrand Guillarme, *Rawls et l'égalité démocratique*, Paris: PUF, 1999, p.11.

En effet, ces critiques portent essentiellement sur le caractère objectif et presque scientifique que Rawls semble donner à sa démarche ainsi que sur la valeur qu'il reconnaît aux jugements bien pesés, pourtant définis autrement comme des convictions profondes de l'individu. Par conséquent, il lui est reproché une double tendance subjectiviste et intuitionniste. Premièrement, Rawls serait subjectiviste dans la mesure où il fonde sa méthode sur des éléments qui relèvent de l'opinion de l'individu, les jugements bien pesés qui sont, d'après lui, des convictions dans lesquelles l'individu a la plus grande confiance. Comme telles, elles forment le point de vue de ce dernier. Rien n'est plus subjectif qu'un point de vue, surtout lorsqu'il porte sur des questions d'ordre moral ou éthique. Deuxièmement, Rawls serait intuitionniste parce que le recours à l'intuition est assez manifeste dans sa démarche. Il n'est pas question pour lui que l'on puisse ou doive éviter toute possibilité de recourir aux jugements intuitifs ou éliminer tout recours à l'intuition quel qu'il soit, mais il suggère de le réduire afin de permettre à la conception que nous avons de la justice de bénéficier d'un certain consensus en restant basée sur l'éthique et la prudence<sup>161</sup>.

La réponse à ces critiques se trouve dans le processus même qui, selon Rawls, conduit à l'équilibre réfléchi large sans se limiter simplement à un équilibre réfléchi étroit. Pour Albert Kasanda Lumembu, en insistant sur la distinction entre les deux formes d'équilibre réfléchi, N. Daniels considère non fondées ces critiques. Il présente ainsi le développement de leur processus :

« Nous commençons par recueillir les jugements moraux initiaux de la personne; ensuite, nous les filtrons de manière à ne garder que ceux formulés dans des circonstances favorables au sens de la justice. Après ce premier filtrage, nous proposons des principes moraux alternatifs qui, à des degrés divers, peuvent s'accorder avec nos jugements initiaux. Nous débouchons ainsi sur l'équilibre réfléchi étroit auquel nous opposons quelques objections philosophiques fortes afin d'en éprouver la consistance et la cohérence. Ces objections peuvent être considérées comme des inférences relevant des théories

---

<sup>161</sup>J. Rawls, *op. cit.*, p. 70. Pour plus de détails sur les critiques adressées à Rawls au sujet de sa méthode, lire R. M. Hare, « Rawls' Theory of Justice », dans *Reading Rawls. Critical Studies on Rawls' « A Theory of Justice »*, California: Stanford University Press, 1989, p. 81-107.

morales pertinentes. C'est à ce niveau que s'exprime l'équilibre réfléchi large »<sup>162</sup>.

L'importance que ce processus vers l'équilibre réfléchi large accorde à la cohérence entre les jugements bien pesés, les principes moraux et les théories morales pertinentes réduit ainsi sensiblement les risques d'intuitionnisme et garantit une certaine objectivité de la démarche. C'est justement cette exigence de cohérence dans la recherche de fondement ayant le souci d'explicitation qui nous permet de voir un lien entre la méthode de Rawls et la démarche comparative.

En effet, nous avons soutenu précédemment, à la suite d'Yves Mény et Yves Surel, que comparer veut dire essentiellement spécifier, confronter et classer ce que l'on étudie. C'est rechercher aussi bien les singularités que les points communs de cas plus ou moins nombreux que l'on exploite. Nous nous sommes rendu compte que cet exercice est profondément une activité de l'esprit humain. De notre point de vue, le processus ou la recherche de l'équilibre réfléchi l'est tout autant. C'est ce que nous comprenons de cette affirmation de Bertrand Guillaume : « Nous ne cherchons pas seulement à comprendre le monde extérieur; nous sommes aussi essentiellement réflexifs : notre esprit humain s'intéresse également à nos propres perceptions et désirs (...) Parce que nous sommes des êtres réflexifs, nous ne pouvons accepter tels quels nos perceptions et désirs : nous avons besoin d'en comprendre et d'en accepter la *raison* »<sup>163</sup>. Ainsi, aussi bien dans la démarche comparative que dans la recherche de l'équilibre réfléchi, c'est de l'évaluation des modèles de société qu'il s'agit. La première permet de bien spécifier les similitudes et les différences qui caractérisent les institutions ou les dynamiques observées et donc, les manières de gouverner, tandis que la deuxième vérifie la compatibilité entre nos jugements bien pesés et les théories morales ou les principes de justice qui, en fin de compte, déterminent le modèle de société que l'on choisit. C'est donc l'effort comparatif, le sens normatif et la recherche d'un certain équilibre de la démarche rawlsienne qui inspirent notre position méthodologique.

---

<sup>162</sup> A. Kasanda Lumembu, *op.cit.*, p. 59-60. Lire N. Daniels, « Wide Reflective Equilibrium and Theory Acceptance in Ethics », dans *The Journal of Philosophy*, n° 1 (1979), p.265.

<sup>163</sup> B. Guillaume, *op. cit.*, p. 12.



### 3.4- Clarification de notre position méthodologique

Sous ce dernier point du troisième chapitre, nous tenons à clarifier les termes de notre choix méthodologique. Il s'agit pour nous de répondre à la préoccupation de savoir comment nous allons concrètement utiliser la méthode rawlsienne combinée à la démarche comparative dans l'analyse que nous faisons de la situation politique des pays des Grands Lacs africains. Cette préoccupation se traduit dans les questions suivantes: qu'est-ce qui fait la particularité de la méthode utilisée par John Rawls pour que nous choissions de nous en inspirer? Dans quelle mesure peut-elle s'appliquer à l'analyse que nous faisons de la situation socio - politique des pays des Grands Lacs africains? Cet effort d'adaptation de la pensée de John Rawls s'inscrit-il réellement dans les tâches de la philosophie politique selon notre auteur?

D'abord, la particularité de Rawls a été reconnue principalement dans son choix méthodologique qui lui a même permis de se démarquer de la tradition analytique dont il serait pourtant un héritier naturel. Il reste vrai que de nombreux aspects de son langage, de ses références et de son style de pensée s'inscrivent clairement dans la continuité de cette tradition, mais il prend très nettement ses distances à l'égard de la manière dont celle-ci conçoit le statut de la philosophie morale et politique. Il refuse de se cantonner dans une clarification méta-éthique de la signification des concepts moraux et du statut des jugements moraux et, se réclamant de Kant, il prétend fonder la théorie normative qu'il propose sur des bases « contractualistes » ou « constructivistes » qui n'en réduisent pas la justification à une confrontation avec nos jugements moraux intuitifs.<sup>164</sup> Concrètement, dans la stratégie épistémologique adoptée par Rawls, il n'y a pas de place pour le fondamentalisme qui reconnaît un statut spécial et privilégié à certaines croyances et valeurs dont la justification s'impose automatiquement. Au contraire, notre auteur choisit une stratégie de justification fondée sur la cohérence. Comme on le sait, « une croyance *c* est justifiée, selon le cohérentisme, si elle fait partie d'un système cohérent de croyances et que la cohérence de *c*

---

<sup>164</sup> Lire P. Van Parijs, « Introduction : la double originalité de Rawls », dans Jean Ladrière et P. Van Parijs (dir.), *Fondements d'une théorie de la justice. Essais critiques sur la philosophie politique de John Rawls*, L-L-N, 1984, p.3-4.

avec le reste du système explique au moins en partie pourquoi un individu croit *c* »<sup>165</sup>. Les deux pôles de la méthode rawlsienne visent cette cohérence et ils constituent la base même de la stratégie épistémologique de notre auteur. Il se dégage de cette stratégie un réel souci d'objectivité qui ne peut être possible que grâce à une procédure rigoureuse dont le respect assure la cohérence de tout le système.

Ensuite, considérant ce qui précède, si pour Rawls le juste (ou la justice) n'est pas subordonné au bien prédéterminé pour être tout simplement découvert, mais qu'il doit par contre être engendré par des moyens procéduraux, ce qui veut dire qu'il est à construire<sup>166</sup>, de même notre analyse de la situation des pays des Grands Lacs africains reprendra à son compte cette approche constructiviste et procédurale comme grille d'évaluation. Cette évaluation portera aussi bien sur la situation au plan intérieur, c'est-à-dire sur le fonctionnement des institutions des pays des Grands Lacs et leur gouvernance, qu'au plan extérieur, ce qui renvoie à leurs rapports avec les autres pays, particulièrement les pays occidentaux qui, en premier, sont considérés et visés par le projet de John Rawls. En d'autres termes, la méthode de Rawls inspire notre propre démarche dans la mesure où nous nous efforçons de questionner la procédure qui mène à l'établissement des principes qui régissent autant la vie politique et sociale dans les pays des Grands Lacs en rapport avec la situation des démocraties occidentales que l'organisation des relations internationales dans lesquelles sont impliqués aussi bien ceux-là que celles-ci.

Pour ce faire, le recours à la démarche comparative se justifie d'autant plus que la confrontation reste de mise dans l'effort d'évaluation des situations et des sociétés diverses, confrontation dont l'objectif sera de faire ressortir les similitudes et les différences afin de rechercher une explication adéquate à un ensemble de données constitutives des situations concernant ces diverses sociétés.

---

<sup>165</sup> B. Guillarme, *op.cit.*, p. 15.

<sup>166</sup> P. Ricoeur, « John Rawls : de l'autonomie morale à la fiction de contrat social », dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, n°3 (Juillet-Septembre 1990), p. 373.

Ces efforts combinés sous forme d'une stratégie traduisent bien notre appropriation de la démarche rawlsienne, une appropriation qui tente modestement d'enrichir cette démarche et qui tient compte des objectifs assignés à notre réflexion. Nous pouvons l'affirmer sans craindre de nous tromper qu'elle donne à celle-ci un caractère de travail de philosophie politique d'inspiration rawlsienne. En tant que tel, toutefois, ce travail gardera une certaine distance critique par rapport au projet de Rawls parce qu'il devra ouvrir à d'autres pistes de solution à la question de justice et d'éthique dans les relations internationales. La théorie rawlsienne restera donc un prétexte ou une rampe de lancement pour notre réflexion et pas plus.

### **Conclusion**

Le troisième chapitre a eu pour objectif de présenter notre démarche méthodologique en rapport avec celle de John Rawls dont nous nous inspirons de manière critique, en l'adaptant aux objectifs de notre réflexion sur la situation des pays de la région africaine des Grands Lacs. Cette réflexion, il convient de le préciser une fois de plus, s'inscrit dans le domaine de la philosophie politique et, particulièrement, sous le registre de sa nouvelle branche appelée l'éthique des relations internationales. Concrètement, nous réfléchissons sur la situation politique des pays des Grands Lacs en partant du projet rawlsien comme rampe de lancement pour étoffer notre analyse. D'où l'option pour une certaine réappropriation de la démarche empruntée par le philosophe américain.

Donc, nous nous sommes préoccupé de clarifier le choix fait à ce sujet en établissant qu'il est réellement un exercice de philosophie politique. Comme tel, il ne peut se priver de l'apport de la science politique qui reste une des disciplines sœurs. Ainsi, c'est au carrefour de la comparaison et de la normativité que nous comprenons mieux et reprenons à notre compte de manière critique l'effort réflexif de John Rawls en vue de faciliter une certaine confrontation dans l'effort d'évaluation des situations et des sociétés sur lesquelles porte notre réflexion, confrontation dont l'objectif est de faire ressortir les similitudes et les différences afin de rechercher une explication adéquate à un ensemble de données constitutives de ces situations et sociétés pour enfin envisager de nouvelles perspectives dans la conception de l'éthique des relations internationales.

Pour ce faire, au premier point, nous avons exposé les tâches de la philosophie politique selon John Rawls; au deuxième, il a été question de comprendre la démarche comparative telle que la science politique la perçoit; au troisième point, nous avons essayé d'établir un lien entre la démarche comparative et l'équilibre réfléchi de Rawls et au quatrième point nous avons clarifié les termes de notre choix méthodologique comme une réappropriation de la démarche rawlsienne. Cet exercice confirme l'idée que « le philosophe moral ou politique n'est pas habilité à édicter des normes, à légiférer. Il doit se contenter de clarifier et de systématiser nos intuitions morales – historiquement variables et socialement déterminées –, et ainsi d'énoncer les principes qui fondent ces intuitions, mais qui par ailleurs n'ont d'autre fondement ultime que ces intuitions mêmes... »<sup>167</sup>. C'est bien ce que nous tentons de faire à travers notre réflexion.

---

<sup>167</sup> P. Van Parijs, *op.cit.*, p. 27.

## DEUXIÈME PARTIE :

### JOHN RAWLS AU PRISME DE SES CRITIQUES

La grande déception de plusieurs lecteurs et commentateurs de John Rawls restera sans aucun doute liée au fait que ce dernier, dans *The Law of Peoples* et à travers son « utopie réaliste », se soit montré opposé à toute possibilité d'extension de sa théorie de la justice, ou mieux des principes de justice distributive, à l'échelle globale. C'est le cas, entre autres, de Peter Singer, David Held, Thomas W. Pogge, Charles Beitz, Simon Caney, etc. qui, tous, méritent bien le titre de défenseurs du cosmopolitisme contemporain dont l'objectif partagé est la réforme de l'ordre mondial en vertu de l'égalité universelle de tous les êtres humains. Ces auteurs font donc partie du courant cosmopolitique qui s'est imposé dans le domaine de l'éthique des relations internationales. Nous nous inscrivons dans ce courant pour la bonne raison que le refus d'étendre aux relations entre États les exigences éthiques en matière de justice est à la base du renforcement du déficit démocratique dont les conséquences entachent gravement les rapports qu'entretiennent ces derniers. Comme l'affirme Michel Seymour, « les peuples ont aussi le droit de s'autodéterminer économiquement et le droit de jouer un rôle important dans les instances internationales. Ils ont un droit de propriété sur leurs ressources naturelles. Ils ont un droit au développement égal. Ils ont un droit de profiter de la redistribution du surplus coopératif international »<sup>168</sup>. Mais, à l'état actuel des choses, rien n'est moins sûr.

Voilà pourquoi, avant de présenter dans la troisième partie de cette dissertation ce que nous suggérons en termes d'éthique et de géopolitique d'un possible nouvel ordre international, il est indéniable de revisiter certains points de la critique adressée à notre auteur. Pour raison de concision et sans nier la pertinence des arguments avancés par tous les critiques de Rawls, nous nous limiterons à la position de Charles Beitz qui, à notre avis, offre un résumé clair de cette critique, et nous la compléterons avec une brève référence à Thomas

---

<sup>168</sup> Michel Seymour, « Le nationalisme cosmopolitique : des citoyens du monde et des nations sans frontières », dans Ryoa Chung et Geneviève Nootens (dir.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 222.

Pogge avant de présenter la critique africaine du système des relations internationales qui, à notre avis, en est une belle illustration. Tel sera le contenu des deux chapitres de la deuxième partie de notre thèse.

## **Chapitre quatrième :**

# **Charles Beitz et la position originelle globale**

### **Introduction**

L'orientation cosmopolitique de Charles Beitz est reconnue pour être une reprise critique de la théorie de justice de John Rawls et son application, au mieux sa transposition dans un cadre dépassant les limites restreintes d'un État. Il s'agit, en d'autres termes, d'un choix clairement opéré en faveur d'une perspective globale imprimée à la théorie classique du contrat. A travers ce choix, Beitz se révèle ainsi comme l'un de ceux qui ont espéré tirer les conclusions normatives ainsi que les conséquences logiques du système rawlsien, au-delà de ce que son auteur aurait imaginé. Ce quatrième chapitre rend donc compte de ces conclusions et conséquences ayant permis à Charles Beitz de proposer l'extension de la position originelle à l'échelle globale.

Pour ce faire, nous commencerons par rappeler, dans un premier temps, que le cadre strict d'application de la justice d'après John Rawls reste la structure de base de la société. Nous nous demanderons ce qu'il en est concrètement de celle-ci et comment à travers l'évolution de la pensée de Rawls une certaine ouverture à l'échelle internationale aura été envisagée, permettant ainsi de concevoir deux positions originelles; dans un deuxième temps, nous présenterons la position de Charles Beitz pour qui il y a lieu, au regard de l'interdépendance économique et politique entre les États, d'envisager un cadre de coopération sociale globale, pouvant effectivement tenir lieu et place de la structure de base, mais à l'échelle globale. Ce qui pose ainsi la possibilité d'une position originelle s'étendant à la même échelle et rendant, par conséquent, possible la justice distributive dans ce même cadre élargi; enfin nous reviendrons, dans un troisième temps, à la réplique de John Rawls limitant le cadre d'application de la justice au nom du pluralisme et du principe de tolérance.

Cette situation qui semble être une impasse justifie et encourage la poursuite de la réflexion en vue d'enrichir le débat. D'où la pertinence d'y apporter notre modeste

contribution en explorant l'aspect relatif aux sociétés dont le cadre rawlsien ne semble pas tenir compte, en l'occurrence les pays africains de la région des Grand Lacs.

#### **4.1- La structure de base comme cadre d'application de la justice**

Rawls n'a pas eu tort en affirmant sans ambages que « si l'on veut pleinement comprendre une conception de la justice, il faut expliciter la conception de la coopération sociale dont elle dérive »<sup>169</sup>. Suivant la perspective contractualiste dans laquelle s'inscrit la théorie du philosophe américain, la coopération sociale digne de ce nom trouve sa pertinence dès son point de départ, c'est-à-dire dans les circonstances mêmes qui l'ont inspirée, lesquelles constituent la situation initiale de choix qui demeure la partie essentielle et importante de tout argument contractualiste. C'est ce que soutient exactement David R. Mapel quand il écrit : "Since any contract must reflect the circumstances that inspired in it, the initial choice situation is the most important part of any contractarian argument and the principal source of diversity within the tradition"<sup>170</sup>.

Par conséquent, il se dégage de cette conception l'idée fondamentale que l'organisation sociale et politique n'est pas un phénomène naturel dont le fonctionnement serait déterminé par des principes établis par une quelconque autorité extérieure. Elle est et doit être le produit des efforts des individus qui choisissent consciemment et volontairement de se mettre ensemble et, pour cette raison, déterminent les règles pouvant régir leur vie en société. Par règles, il faut entendre avec Rawls les principes de justice que des contractants, libres de toute influence liée aux diverses contingences existentielles, et donc, placés derrière un voile d'ignorance dans la position originelle, établissent en vue d'orienter la vie de leur société. Plus concrètement, ces principes ont pour rôle de structurer les principales institutions de la société, d'encadrer leur agencement en déterminant leurs droits et devoirs fondamentaux et en assurant la répartition des avantages inhérents à la coopération sociale. Tout cela constitue un système sur lequel la société est bâtie et que Rawls appelle « la structure de base

---

<sup>169</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris : Seuil, 1987, p.36.

<sup>170</sup> David R. Maple, « The contractarian Tradition and International Ethics », dans T. Nardin, et D.R. Maple (dir.), *Tradition of International Ethics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992, p.182.



de la société ». Cette structure de base de la société est essentiellement formée de la constitution politique, des formes de propriété légalement admises, de l'organisation de l'économie et de la nature de la famille<sup>171</sup>. En d'autres termes, elle est ce contexte social dans lequel se pensent et se construisent aussi bien les activités que les relations des personnes et des associations auxquelles appartiennent ces dernières. C'est pourquoi Rawls considère, à juste titre, la structure de base comme l'objet premier de la justice dans la mesure où, d'après lui, il y a justice lorsque les relations et activités des individus sont, dans ce contexte, pensées conformément à des accords librement consentis, au terme d'un processus équitable, et pleinement honorés<sup>172</sup>. Ce processus reste essentiellement l'œuvre de tous les sociétaires ou des contractants qui sont en même temps rationnels et raisonnables. Ainsi les principes régissant leurs rapports sont issus des accords initiaux. C'est à cette condition que se réalise la justice équitable.

En effet, c'est bien entendu cette justice considérée comme équité qui s'applique spécialement à la structure de base de la société, c'est-à-dire au niveau domestique qui, dans la conception rawlsienne, est le cadre naturel de sa concrétisation. Toutefois, à partir de la justice domestique, on peut alors envisager la justice locale et la justice globale, qui sont le produit du développement de la justice domestique ou de la justice de la structure de base. Il y a donc en somme, écrit Rawls, « trois niveaux de justice : d'abord, la justice locale (dont les principes s'appliquent directement aux institutions et associations); ensuite, la justice domestique (dont les principes s'appliquent à la structure de base de la société); et enfin la justice globale (dont les principes s'appliquent au droit international) »<sup>173</sup>.

Il appert de ce qui précède une distinction importante entre différents paliers de justice ou de l'application de celle-ci. Les trois niveaux ci-haut présentés en sont une illustration et ils démontrent, heureusement, que Rawls a bien laissé une ouverture à la possibilité d'une justice au plan international. Mais c'est à ce niveau justement que sa position tranche avec celle de Charles Beitz et de bien d'autres critiques.

---

<sup>171</sup> John Rawls, *Justice et démocratie*, p.37.

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>173</sup> John Rawls, *La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice*, p. 30.

En effet, dans *Libéralisme politique*, Rawls fait la part des choses entre la notion de « coopération sociale » et celle d'« activité socialement coordonnée ». Pour définir la première, celle qui d'après lui caractérise la structure de base de la société, il en indique trois éléments constitutifs qui, à en croire notre auteur, font malheureusement défaut à la deuxième : premièrement, la coopération ne peut être régie par des ordres émanant d'une autorité centrale, mais par des règles et des procédures publiquement reconnues que tous ceux qui coopèrent acceptent et considèrent comme gouvernant leur conduite de manière satisfaisante; deuxièmement, la coopération implique l'idée de termes équitables, c'est-à-dire acceptables pour chaque participant à condition que tous les autres les acceptent également. Cela suppose que tous ceux qui sont engagés dans la coopération et qui remplissent leur rôle en suivant les règles et les procédures doivent en tirer des avantages évalués grâce à un critère adéquat de comparaison; troisièmement et enfin, la coopération sociale exige l'idée de l'avantage ou du bien rationnel de chaque participant, idée qui précise ce que les participants cherchent à obtenir, qu'il s'agisse d'individus, de familles, d'associations ou même de gouvernements, quand ils considèrent le système à partir de leur position personnelle<sup>174</sup>.

On comprend bien entre les lignes qu'en fait de coopération, Rawls insinue qu'il est question d'une relation entre citoyens, relation exprimée par les principes de justice qui gouvernent un monde social où chacun trouve des avantages que mesure un critère adéquat d'égalité en fonction de ce monde. Ce monde de réciprocité n'est donc possible que dans le cadre d'une démocratie, encore mieux d'une société bien ordonnée, conçue comme un système de coopération équitable où les membres sont considérés comme des citoyens libres et égaux<sup>175</sup>. Voilà pourquoi il ne saurait être question, selon Rawls, de réaliser une telle coopération à l'échelle globale, ce qui impliquerait toutes les sociétés même celles non démocratiques libérales.

Toutefois, John Rawls a envisagé une certaine ouverture à l'international en soutenant dans son utopie du Droit des peuples un élargissement de la coopération aux sociétés dites hiérarchiques décentes. Celles-ci remplissent d'après lui certaines conditions pour être

---

<sup>174</sup> John Rawls, *Libéralisme politique*, p.40-41.

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 41.

comptées parmi les sociétés bien ordonnées (nous les avons présentées au premier chapitre de cette dissertation). Cet élargissement pose la nécessité de deux positions originelles, celle regroupant les représentants des démocraties libérales entre eux et celle qui regrouperait comme participants aussi bien ces derniers que les représentants des sociétés hiérarchiques décentes.

Mais, contrairement à Rawls, Charles Beitz conçoit quant à lui une position originelle unique en raison de l'existence d'un schème de coopération sociale entre différents États.

#### **4.2- Le schème de coopération sociale globale**

Si pour John Rawls le cadre pertinent d'application des principes de justice et, particulièrement, de la justice distributive reste déterminé et limité par la structure de base de toute société dont les membres sont des citoyens libres et égaux, les théories contractualistes récentes, quant à elles, font éclater ce cadre en établissant que l'État n'est pas le seul à offrir une structure de coopération sociale ou de réciprocité. La théorie politique de Charles Beitz est une belle illustration de ce courant de pensée. Nous nous en servons comme représentant tous les autres critiques de Rawls, même si chacun d'eux apporte une nuance particulière.

En effet, face aux différentes conceptions de la moralité dans les rapports internationaux, Beitz a fait un choix qui n'est pas sans rapport avec sa position cosmopolite de la justice distributive. Parmi ces conceptions, la pensée politique moderne présente généralement le scepticisme moral comme une tendance selon laquelle les jugements moraux n'ont aucune pertinence dans les relations internationales; à l'inverse, la moralité des États est une autre tendance qui, bien que favorable aux jugements moraux dans les relations internationales, tient pourtant au strict respect des frontières des États au nom de leur souveraineté; enfin la tendance cosmopolite, pour sa part, reconnaît l'importance ou la pertinence des jugements moraux dans les relations internationales, mais aussi une certaine relativisation des frontières des États qui, selon elle, ne sont pas moralement fondamentales. C'est donc sur la troisième tendance, la moralité cosmopolite, que Charles Beitz porte son dévolu comme il l'écrit notamment : "Cosmopolitan theories agree with the morality of states

in rejecting international skepticism and in affirming that moral judgments about international relations are meaningful. They disagree with the morality of states in holding that state boundaries are not morally fundamental”<sup>176</sup>.

Les deux premières tendances, à savoir le scepticisme et la moralité des États, cadrent bien avec le réalisme dans les relations internationales. Dans cette perspective, les États sont les acteurs privilégiés de la scène internationale, encore mieux, ils sont les seuls acteurs à ce niveau d'action dans la mesure où ils restent détenteurs du pouvoir légal de représentation de leurs peuples. Par conséquent, ils ne peuvent que défendre exclusivement les intérêts de ces derniers sans se préoccuper outre mesure de la justice distributive à l'échelle globale. Contrairement à cette vision exclusiviste et dont la cohérence avec le système westphalien est claire, Charles Beitz s'investit dans une démarche normative dont l'objectif n'est pas simplement de décrire la réalité des faits dans le domaine des relations internationales, mais de penser les principes qui soient à même de guider et de déterminer un comportement adéquat pour les États dans leurs rapports les uns aux autres. Il ne se fait nullement d'illusion au sujet de la tendance réaliste qui conditionne principalement ces rapports et qui fait des États essentiellement des acteurs rationnels qui répondent aux circonstances internationales en tenant compte de leurs intérêts nationaux propres. La mise au point qu'il fait à ce sujet nous semble très pertinente :

“If we wish to understand the behavior of states, perhaps it would be helpful to view them as rational actors which respond to international circumstances on the basis of a calculation of their rational self-interest (...) But if we wish to prescribe principles to guide the behavior of states, we are involved in a quite different sort of question. For then our justification of normative principles must appeal ultimately to those kinds of considerations that are appropriate in a prescriptive context, namely, the rights and interests of person (...)”<sup>177</sup>.

---

<sup>176</sup> Charles Beitz, « Bounded Morality: Justice and the State in the World Politics », dans *International Organisation*, 33-3(1979), p. 409.

<sup>177</sup> Charles Beitz, *Political Theory and International Relations*, Princeton: Princeton University Press, 1979 (1999, revised ed, p. 53).

Toutefois, dans cette même réalité des faits, Charles Beitz rappelle qu'il existe déjà une certaine coopération entre les États au niveau international, coopération qu'il ne faudrait pas traiter, comme le fait John Rawls, de simple activité socialement coordonnée. Cette coopération s'impose dans la mesure où il existe une réelle interdépendance économique entre États, laquelle fait que ces derniers ne peuvent en aucun cas se considérer comme autosuffisants. On peut donc affirmer que le cadre dans lequel se fait cette coopération constitue une structure de base de la société internationale. Cette dernière est faite, selon Charles Beitz, des institutions qui déterminent la distribution internationale des avantages et les transferts internationaux comme les programmes d'aide à l'étranger, ainsi que les forces qui sont potentiellement ouvertes à la manipulation politique, tels que les flux de capitaux privés, les règles du régime du commerce ou le système des droits de propriété internationalement reconnu<sup>178</sup>. Par conséquent, Charles Beitz propose deux principes de justice distributive, l'un s'appliquant dans ce cadre d'interdépendance entre les États et l'autre dans le contexte d'isolement des États.

Pour ce qui est du cas où les pays seraient en situation de non coopération entre eux, c'est-à-dire dans une situation d'autosuffisance, mieux d'autarcie, rendue possible par le fait que chaque pays produit ses biens et services en ne comptant que sur son travail et ses propres ressources, Charles Beitz estime que la justice distributive, dans un tel contexte, ne peut être assurée que grâce à l'application du principe de « redistribution des ressources ». En effet, dans la mesure où il est impossible que tous les pays disposent de grandes richesses aussi bien du sol que du sous-sol, le bien-être social et économique est loin d'être garanti partout. Au contraire, son niveau ne peut qu'être déplorable particulièrement dans les régions où l'on connaît l'absence ou la rareté de ressources naturelles. Par conséquent, le principe de redistribution des ressources permet de tenir compte de besoins des sociétés démunies et de rétablir ainsi une certaine équité entre toutes les sociétés qui auraient donc la possibilité de se doter des institutions capables de leur permettre de subvenir aux besoins fondamentaux de

---

<sup>178</sup> Charles Beitz, « International Liberalism and Distributive Justice : A Survey of Recent Thought », dans *World Politics* 51-2 (1999), p. 270.

leurs membres, d'assurer à ces derniers des conditions économiques dignes et de protéger les droits de l'homme<sup>179</sup>.

Par contre, dans le contexte de coopération entre différents pays, c'est-à-dire dans une situation d'interdépendance, rendue possible par des flux commerciaux et de capitaux privés, des échanges de services, la distribution internationale des avantages et les transferts internationaux – une situation qui, selon Beitz, existe déjà et qu'il nomme le schème de coopération sociale globale – la justice distributive peut être assurée, d'après lui, grâce à l'application du « principe global de distribution », à l'instar du principe de différence tel que décrit par John Rawls dans sa *Théorie de la justice*<sup>180</sup>.

Il nous semble important de faire remarquer qu'il se dégage une nette différence de conception de ce qu'il convient de nommer « schème de coopération sociale » ou « schéma coopératif », selon qu'il s'agit de Rawls ou bien de Beitz qui en fait usage. Pour Rawls, nous l'avons déjà dit précédemment, c'est la structure de base de la société, dont les membres se reconnaissent comme citoyens libres et égaux, qui est le cadre d'application de la justice distributive. Ses institutions sociales, comme l'économie de marché dans le capital et le travail, les droits à la propriété transmissibles, sont pensées pour assurer la répartition des avantages entre les membres. En conséquence, la société ainsi décrite se comprend comme une « entreprise de coopération en vue de l'avantage mutuel ». Pour le dire autrement, c'est au sein de cette société que le « schéma coopératif » est possible, rendant cette dernière fondamentalement un système de coopération équitable. Par contre, d'après Charles Beitz, l'interdépendance indéniable que vivent les différents États, les influences mutuelles que subissent ces derniers, les uns des autres, et dont les causes sont quelques fois externes, sont la preuve de l'existence d'une structure de coopération, ou mieux, d'un « schème de coopération sociale » qui transcende les frontières nationales. Dans ce cas, affirmer comme Rawls que la société est une entreprise de coopération en vue de l'avantage mutuel, comme si elle était la seule entité ou l'unique cadre de réalisation d'une telle coopération, c'est réduire l'étendue des circonstances d'application de la justice.

---

<sup>179</sup> Charles Beitz, *Political Theory and International Relations*, p. 141.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 153-163.

Pour sa part donc, Charles Beitz pense que toutes les institutions et pratiques, quelle que soit leur nature et quel que soit leur cadre de déploiement, devraient respecter les exigences de la justice dès lors qu'elles se trouvent à l'origine de l'activité sociale qui produit des bénéfices relatifs ou absolus et des charges qui n'existeraient pas en l'absence de cette activité sociale. Cette position de Beitz que nous interprétons se traduit mieux sous sa propre plume :

« To say that society is a “cooperative venture for mutual advantage” is to add certain elements of a social ideal to a description of the circumstances to which justice applies. These additional elements unnecessarily narrow the description of these circumstances. It would be better to say that the requirements of justice apply to institutions and practices (whether or not they are genuinely cooperative) in which social activity produces relative or absolute benefits or burdens that would not exist if the social activity did not take place. Henceforth, I shall take Rawls's characterization of society as a cooperative scheme as an elliptical description of social schemes meeting this condition »<sup>181</sup>.

De cette position découlent deux grandes conclusions qui caractérisent l'apport de Charles Beitz à la consolidation du contractualisme à l'échelle globale : la première est une redéfinition du procédé de représentation qu'est la position originelle et la deuxième, qui en est le corollaire, se veut une détermination de l'identité des représentants dans cette nouvelle position originelle. La question qui se pose est celle de savoir comment se ferait alors le processus d'établissement des principes de justice pour que ceux-ci s'appliquent au niveau global.

Premièrement, pour que soit possible l'extension à l'échelle globale des principes de justice, comme ceux auxquels parvient Rawls au bout de sa démarche, il convient que la position originelle reflète réellement les circonstances justes pour un accord initial. Pour ce faire, elle devrait embrasser, sans distinction aucune, l'ensemble d'acteurs du « schème de

---

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 131-132.

coopération sociale » et donc, comme ce schème de coopération sociale dépasse les frontières nationales, il est intuitivement et moralement erroné, selon Charles Beitz, de vouloir limiter l'application de ses principes contractuels au cadre restreint de l'État-nation : "These principles ought to apply globally", affirme-t-il<sup>182</sup>. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'envisager, comme Rawls le fait, deux positions originelles. Au contraire, une seule position originelle suffit.

Deuxièmement, si une seule position originelle suffit, elle représente ainsi tous les hommes en tant qu'individus et citoyens d'États distincts et elle devrait, à juste titre, déterminer les principes de justice civile et internationale dans la mesure où, suivant une interprétation de Ryoa Chung, « les réquisits de la justice s'appliquent à tout homme et à toute forme de société politique »<sup>183</sup>. De cette façon, ladite position originelle deviendrait elle-même globale. Dans la même perspective, plus concrètement, Charles Beitz pense que les délégués dans la position originelle ainsi redéfinie représentent non pas les États, mais les individus. Il apporte ainsi une modification importante au procédé rawlsien : à l'instar des représentants des nations, qui ne savent rien des conditions particulières à leur propre société, de sa puissance et de sa force par rapport aux autres nations; à l'instar des parties prenantes qui ne connaissent rien non plus de leur place dans leur propre société, et pour que la position originelle soit juste envers les individus<sup>184</sup>, ces délégués ne devraient même pas savoir qu'ils sont membres d'une société nationale particulière, ce qui leur éviterait d'orienter leur choix prioritairement en faveur des intérêts de celle-ci. Le voile d'ignorance ne peut, en conséquence, que s'étendre à la même échelle que la position originelle : "...to all matters of national citizenship...". Il serait mieux de lire ce qu'écrit Charles Beitz lui-même à ce sujet :

"How should we formulate global principles? It has been suggested that Rawls's two principles, suitably reinterpreted, could themselves be applied globally. The reasoning is as follows : if evidence of global economic and

---

<sup>182</sup> Charles Beitz, « International Distributive Justice », dans S. Luper-Foy (dir.), *Problems of International Justice*, Londres : Westview Press, 1988, p. 28.

<sup>183</sup> Ryoa Chung, « Critique de la théorie rawlsienne de la justice internationale d'un point de vue cosmopolitique », dans *Carrefour* 21-2 (1999), p. 86.

<sup>184</sup> Voir John Rawls, *Théorie de la justice*, p. 417-418.



political interdependence shows the existence of a global scheme of social cooperation, we should not view national boundaries as having fundamental moral significance. Since boundaries are not coextensive with the scope of social cooperation, they do not mark the limits of social obligations. Thus the parties to the original position cannot be assumed to know that they are members of a particular national society, choosing principles of justice primarily for that society. The veil of ignorance must be extended to all matters of national citizenship, and the principles chosen will be therefore apply globally”<sup>185</sup>.

La raison majeure de cette modification apportée par Beitz est sans doute que le fait pour les délégués d’appartenir à tel ou à tel autre État constitue une contingence au même titre que la race, le groupe ethnique, le sexe et les dons innés qui, malheureusement, ont le pouvoir d’affecter le jugement et, bien sûr, le choix des principes de justice. Ces contingences naturelles et sociales sont donc arbitraires et, pour cette raison, elles n’ont pas de droit de cité dans le processus d’établissement des principes de justice. En clair, les délégués dans la position originelle globale ne devraient pas représenter leurs États, mais les individus. Hérités à la naissance, au hasard de la loterie naturelle et de la délimitation arbitraire des frontières nationales, ces États doivent être relégués derrière un voile d’ignorance<sup>186</sup>. Celui-ci comme la position originelle relative revêtirait aussi, à son tour, dans la perspective de Charles Beitz, un caractère fondamentalement global.

Malheureusement, ce cosmopolitisme beitzien, comme celui de Thomas Pogge<sup>187</sup>, n’a pas trouvé bon accueil auprès de John Rawls qui, au nom du libéralisme politique, a tenu à défendre sans broncher le principe de tolérance justifié par le fait du pluralisme.

---

<sup>185</sup> Charles Beitz, *Political Theory and International Relations*, pp. 150-151.

<sup>186</sup> Lire Ryoa Chung, *art. cit.*, p. 84.

<sup>187</sup> Lire Thomas Pogge, « An Egalitarian Law of Peoples », dans *Philosophy and Public Affairs*, 23-3(1994) : son principe égalitaire global est une application de *Théorie de la justice* au système international et il propose, en vue d’aider les pauvres du monde, de constituer un fonds international grâce à un système de collecte de dividende sur des ressources.

#### 4.3- Le fait du pluralisme et le principe de tolérance

Ce dernier point du chapitre présente la réaction de John Rawls à certaines critiques qui lui ont été adressées et, plus spécialement, à celle de Charles Beitz dont nous venons de faire un rapide compte rendu et qui, à notre avis, résume dans une certaine mesure les termes de la critique adressée à Rawls par la tendance cosmopolitique. Cette réaction démontre le fait que, bien qu'il y ait eu une réelle évolution dans la pensée du philosophe américain, plusieurs de ses commentateurs et lecteurs sont pourtant restés sur leur soif, ne trouvant pas satisfaction totale dans les conclusions que tire Rawls de sa théorie au plan international. C'est donc la nature de l'universalisme et du libéralisme de l'auteur de *The Law of Peoples* qui est questionnée.

En effet, depuis la publication de son ouvrage majeur de 1971, la pensée de John Rawls s'est montrée favorable à l'élargissement à l'échelle internationale de la théorie de la justice en faisant place au droit international public<sup>188</sup>. Partant de cette possibilité d'élargissement, spécialement, on se croyait en droit de conclure que les principes de justice auxquels aboutissait le processus imaginé par Rawls étaient susceptibles de s'appliquer à toutes les sociétés sans distinction. Mais c'était sans compter avec l'exigence de cohérence pour un libéral qu'était le philosophe de Harvard. Au nom de son libéralisme, donc, il a été obligé de réajuster sa pensée au point que ses critiques n'ont pas hésité à parler d'un changement radical de perspectives ou, pire encore, d'une capitulation en bonne et due forme face à l'universalisme clairement exprimé depuis le début.

Au fait, John Rawls s'était bien donné pour mission de réfléchir aux conditions de possibilité d'une société juste. C'est ainsi qu'il en était venu à imaginer tout un processus devant mener à l'établissement des principes de justice comme fondement des institutions dignes de cette même société. Mais il s'est vite rendu compte que dans les sociétés démocratiques modernes, les citoyens ne partagent pas nécessairement une même conception du bien. Au contraire, ils adhèrent à toutes sortes de doctrines morales, philosophiques et

---

<sup>188</sup> Voir John Rawls, *Théorie de la justice*, p. 417 (paragraphe 58).

religieuses, bien que raisonnables, mais très souvent incompatibles les unes avec les autres. Ces doctrines se caractérisent par le fait qu'elles s'appliquent à une large gamme d'objets, elles incluent les conceptions de ce qui fait la valeur de la vie humaine et tout ce qui donne forme à notre conduite<sup>189</sup>. Bref, elles ont la prétention d'être fondées sur le vrai à tous points de vue. D'où l'appellation « doctrines englobantes » ou « doctrine exhaustives » ou encore « doctrines compréhensives ». Ce constat a amené Rawls à reconnaître le fait du pluralisme.

Dans ces conditions, pour réussir une société unifiée et bien ordonnée, il faut avoir une conception politique commune de la justice dont les caractéristiques tranchent avec celles de ces doctrines exhaustives. John Rawls fait mention de trois caractéristiques : d'abord et avant tout, une conception politique de la justice se caractérise par l'objet auquel elle s'applique, elle porte sur des institutions économiques, sociales et politiques qui forment la « structure de base » de la société; ensuite, elle se présente sous le mode d'une position indépendante de toute doctrine compréhensive et enfin, son contenu utilise les idées fondamentales implicites dans la culture politique publique d'une société démocratique<sup>190</sup>. La justice comme équité est donc, pour Rawls, une solution dans la mesure où elle n'est pas une doctrine englobante ou exhaustive, mais plutôt une conception politique qui, sans nier la diversité de conceptions du bien, offre une base pour l'unité et la coopération sociales<sup>191</sup>.

Mais le problème se pose lorsque John Rawls envisage la possibilité d'appliquer sa théorie de la justice au plan international. L'universalisme pressenti ne semble plus évident et pour cause. Alors que le pluralisme pourrait être vécu de manière encore plus visible au plan international où se rencontrent des horizons culturels différents, John Rawls pense pourtant qu'il n'est pas possible, à cette échelle, d'avoir une conception politique commune qui soit la base d'une réelle coopération sociale, conception qui puisse convenir à toutes les sociétés, indépendamment de leurs conditions historiques, sociales et politiques spécifiques. En d'autres termes, le fait du pluralisme qui, dans une société démocratique libérale, exige une

---

<sup>189</sup> John Rawls, *Libéralisme politique*, Paris : PUF, 1995, p. 38.

<sup>190</sup> *Ibid.*, p.36-40.

<sup>191</sup> John Rawls, *Justice et démocratie*, Paris : Seuil, 1993, p.207.

conception politique commune de la justice en vue de favoriser l'unité sociale ne peut produire les mêmes effets au plan global où se rencontrent diverses sociétés.

Par conséquent, même si les principes de la démocratie libérale favorisent mieux l'instauration d'une société plus juste, ils ne peuvent pas, selon John Rawls, être imposés aux sociétés qui ne partagent pas nécessairement la même conception. C'est à ce niveau que la catégorisation des sociétés dont nous avons brièvement parlé au premier chapitre<sup>192</sup> joue un rôle non négligeable dans l'argumentation rawlsienne. En effet, pour élaborer une conception normative pouvant servir à fonder les principes susceptibles de régir les relations entre différents Peuples, Rawls conçoit un monde politique et social constitué de cinq types de sociétés au niveau intérieur ou local : les sociétés démocratiques libérales, les sociétés hiérarchiques (décentes), les sociétés entravées, les États hors-la-loi et les absolutismes bienveillants. Ces sociétés n'ont pas une même conception des principes devant régir l'organisation sociale et politique de leurs structures de base. Il ne peut donc pas être acceptable de leur imposer la conception libérale de la justice. Ainsi, John Rawls envisage deux positions originelles ou alors deux usages de la position originelle. Le premier usage se fait au niveau interne, c'est-à-dire au sein même de la société démocratique libérale tandis que le deuxième usage est dans l'extension de cette même idée à la Société des peuples. Plus clairement, au premier niveau, les partenaires sont placés dans les conditions équitables pouvant leur permettre, en tant que représentants des citoyens libres et égaux, raisonnables et rationnels, membres d'une même société démocratique libérale, de spécifier les termes équitables de coopération qui régiront la structure de base de leur société. De la même manière, au deuxième niveau, la position originelle offre aux partenaires, qui sont cette fois-ci des représentants de plusieurs sociétés démocratiques libérales, les conditions équitables pouvant leur permettre de déterminer les principes de la coopération entre ces différentes sociétés libérales<sup>193</sup>.

---

<sup>192</sup> Nous reprenons ici un large extrait du premier chapitre sous le point intitulé : « Un constructivisme exclusif et une modélisation limitée de l'égalité ».

<sup>193</sup> Voir John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 44-49.

En plus, ce deuxième usage de la position originelle, qui consiste à déterminer les principes de la coopération entre plusieurs sociétés libérales, permet l'ouverture à un autre type de société que Rawls qualifie de sociétés hiérarchiques décentes. Cette ouverture se fait au nom de la *tolérance* qui est fondamentalement un principe de la doctrine libérale s'inscrivant en faux face aux tendances ayant nourri, à leur époque, les guerres de Religion et qui renvoie à un nouveau type bien précis de relation. Du fait que, selon l'esprit libéral, dans une société démocratique moderne, les citoyens égaux ont des conceptions différentes, effectivement incommensurables et irréconciliables du bien, et que l'existence de modes de vie si divers est considérée comme une circonstance normale qui peut seulement être supprimée par l'usage autocratique du pouvoir d'État, la pluralité des conceptions du bien est, par voie de conséquence, acceptée comme un fait de la vie moderne, pourvu que soient respectées les limites définies par les principes de justice appropriés<sup>194</sup>.

Eu égard à ce qui précède, on peut affirmer avec Rawls que cette façon de comprendre le libéralisme politique admet qu'il existe d'autres manières différentes, mais tout de même acceptables, d'organiser ou mieux d'ordonner la société. Les peuples hiérarchiques décents, par exemple, sont ordonnés suivant une de ces manières acceptables. Alors les tolérer, d'après Rawls, « n'équivaut pas seulement à s'empêcher d'exercer des sanctions politiques – militaires, économiques ou diplomatiques – pour pousser un peuple à modifier sa conduite. Tolérer signifie également reconnaître que ces sociétés non libérales sont des membres en règle de la Société des Peuples, égaux aux autres et titulaires de certains droits et obligations, dont le devoir de civilité exigeant qu'ils proposent aux autres peuples, pour justifier leurs actions, des raisons publiques appropriées à la Société des Peuples »<sup>195</sup>.

Toutefois, cette tolérance n'est envisageable que si les sociétés hiérarchiques décentes respectent certaines conditions de la rectitude morale et de la justice en matière politique. Ces conditions sont définies par deux critères qui caractérisent fondamentalement ces sociétés bien que non libérales, mais qui restent pourtant bien ordonnées à leur manière. Le premier de

---

<sup>194</sup> Voir John Rawls, *Justice et démocratie*, p. 170.

<sup>195</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 76.

ces deux critères ordonne les relations entre les sociétés hiérarchiques décentes et toutes les autres qui les entourent en posant la paix comme objectif de leur coopération. Dans ce cas, il n'y a pas de place à l'expansionnisme, l'indépendance de chaque société ainsi que les libertés qu'elle garantit à ses citoyens étant sacrées. Le deuxième critère, quant à lui, pose l'exigence du respect des droits de l'homme dans le système juridique de toute société hiérarchique décente, un système juridique porteur des obligations morales applicables à tous les citoyens, sans distinction aucune, et guidé par une conception de la justice visant le bien commun. C'est ce que Rawls exprime lorsqu'il définit l'idée normative de la décence: « Un peuple décent doit honorer les lois de la paix; son système juridique doit respecter les droits de l'homme et imposer des devoirs et obligations à toutes les personnes se trouvant sur son territoire. Son système juridique doit se conformer à une idée de la justice visant le bien commun qui prenne en compte ce qu'elle tient pour les intérêts fondamentaux de toutes les personnes de la société...»<sup>196</sup>.

Ainsi donc, les représentants des citoyens d'une société démocratique libérale comme ceux des peuples libéraux et hiérarchiques décents au niveau de la Société des Peuples, sont des partenaires égaux. Mais, peut-on en dire autant de la relation avec les autres peuples qui ne sont ni démocratiques libéraux ni hiérarchiques décent ?

Suivant la typologie de Rawls, il manque au niveau de la théorie idéale, aussi bien dans la première étape que dans la deuxième, les peuples hors-la-loi, les sociétés entravées et les absolutismes bienveillants. Le Droit des peuples étant limité aux seuls peuples libéraux et décents, il détermine exclusivement la manière dont ces derniers doivent se traiter mutuellement et comment ils doivent traiter les autres peuples qui ne sont ni libéraux ni décents. Si le traitement que se réservent, entre eux, les peuples libéraux et décents, et qui se traduit dans leur politique étrangère, est basé essentiellement sur la relation paradigmatique

---

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 85. Voir également la page 109: « ...une société décente n'est pas agressive et n'entre en guerre qu'en cas d'autodéfense. Elle possède une idée de la justice visant le bien commun qui assigne des droits de l'homme à tous ses membres; sa structure de base inclut une hiérarchie consultative décente qui protège ces droits et les autres, et garantit que tous les groupes de la société sont décentement représentés par les corps élus du système de consultation...»

décrite précédemment, il n'en va pas de même du traitement réservé aux peuples non libéraux et non décents. Ces derniers sont exclus du processus de détermination des principes de justice régissant la structure de base de la Société des peuples. La raison fondamentale est que les membres de ces sociétés, à la différence de ceux des sociétés bien ordonnées, ne sont pas considérés comme des personnes morales ayant une conception de leur bien. L'organisation politique de leurs sociétés ne permet pas la réalisation de leurs intérêts supérieurs. Ce qui rend impossible, par le fait même, l'exercice de leurs deux facultés morales, fondement indispensable de la citoyenneté libre et égale. On peut dire que ces sociétés non libérales et non décentes vivent dans des conditions anormales et incompatibles avec l'idée de société conçue comme système de coopération équitable.

Il s'agit, d'abord, des États hors-la-loi, qui vivent dans des conditions de non obéissance ou du refus du Droit des peuples raisonnables. A cause de leur agressivité, ils constituent une réelle menace et un danger contre la paix entre peuples. Certains de leurs gouvernements ne semblent reconnaître aucune conception du droit ou de la justice et leur ordre juridique est souvent le fondement d'un système de coercition et de terreur<sup>197</sup>. Ces raisons déterminent l'attitude des sociétés bien ordonnées face aux États hors-la-loi. Elles ne peuvent pas tolérer ces derniers dans la mesure où elles défendent le projet d'un monde au sein duquel tous les peuples doivent accepter et suivre l'idéal du Droit des peuples. Un tel projet exige que l'on détermine les moyens nécessaires à sa réalisation. Rawls parle, par exemple, des politiques et des stratégies qui sont susceptibles d'être efficaces et possibles politiquement, aussi bien que permises moralement: « La défense des peuples bien ordonnés n'est que la première et la plus urgente des tâches; un autre objectif à long terme du droit des gens est d'amener au bout du compte toutes les sociétés à respecter ce droit et à devenir des membres autonomes et à part entière de la société des peuples bien ordonnés, et de garantir par là même en tous lieux les droits de l'homme »<sup>198</sup>. Comme on peut le comprendre, il s'agit en premier lieu de préserver les acquis des sociétés bien ordonnées et, par la suite, de travailler au changement des États hors-la-loi afin d'assurer le respect des

---

<sup>197</sup> Voir John Rawls, *Le droit des gens*, p. 81.

<sup>198</sup> *Ibid.*, p.82.

droits de l'homme. Ces raisons constituent un fondement qui pourrait obliger les sociétés bien ordonnées à forcer les États hors-la-loi à se plier. Elles légitiment même l'usage de la guerre.

Après les États hors-la-loi, il y a les sociétés entravées par des conditions défavorables. Il s'agit, selon Rawls, des conditions dans lesquelles il manque certains atouts incontournables et nécessaires à la pleine réalisation d'une société bien ordonnée. Ce sont, entre autres, les traditions culturelles et politiques, le capital et le savoir-faire humains, ainsi que les ressources matérielles et technologiques. Face à pareilles conditions, les peuples bien ordonnés ont un devoir d'amener ces sociétés entravées à réunir les conditions requises afin de leur permettre de devenir membres de la Société des peuples bien ordonnés<sup>199</sup>.

Pour ce qui est du cinquième type de société, à savoir les absolutismes bienveillants, il s'agit des sociétés qui, d'après Rawls, ne donnent pas à leurs membres de rôle significatif dans l'élaboration des décisions politiques. Donc, elles ne sont pas des sociétés bien ordonnées même si, par ailleurs, elles ne sont pas agressives, comme les États hors-la-loi, et qu'elles respectent dans une certaine mesure les droits de l'homme.

Face à ces sociétés non libérales et non décentes, le but visé par les peuples bien ordonnés est le même que dans le cas des États hors-la-loi : la réalisation de la conception idéale de la Société des peuples. Mais, les politiques et les stratégies adoptées pour atteindre cet objectif diffèrent nettement. Parce que les sociétés entravées ne sont pas agressives et qu'elles ne menacent nullement les acquis de la Société des peuples, la stratégie envisagée est, non pas la guerre, mais le devoir d'aide.

A travers ce devoir, les peuples bien ordonnés interviennent à trois niveaux: d'abord, ils s'appliquent à soutenir les sociétés entravées dans l'établissement des institutions de base raisonnablement justes pour une société démocratique constitutionnelle libre; ensuite, ils les aident à changer leur culture politique et sociale afin que celle-ci renforce la structure de base de leurs institutions, et enfin, ils leur permettent finalement d'atteindre une certaine

---

<sup>199</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 130.



autonomie pour gérer leurs propres affaires et devenir ainsi membres de la Société des peuples bien ordonnés. Ce sont là les trois orientations du devoir d'aide<sup>200</sup>. Celui-ci est, avec le devoir d'épargne, la voie royale que propose John Rawls pour répondre à la question de justice distributive au niveau international. Il récuse donc les principes suggérés par Charles Beitz, Thomas Pogge et bien d'autres même si, par ailleurs, il partage avec eux les mêmes objectifs qui sont : mettre en place des institutions libérales ou décentes, garantir les droits de l'homme et satisfaire les besoins humains fondamentaux<sup>201</sup>. Toutefois, en réaction aux deux principes de Beitz, à savoir le « principe de redistribution des ressources » et le « principe de distribution globale », Rawls fait remarquer au sujet du premier que, même s'il procure l'assurance aux personnes des sociétés pauvres, son initiateur, Charles Beitz, n'explique pas comment les pays dont les ressources sont suffisantes doivent les redistribuer aux pays pauvres en ressources; à propos du deuxième principe, il affirme qu'il est inutile d'en discuter dans la mesure où, d'après lui, l'élément crucial dans l'évaluation de la performance d'une société est sa culture politique (c'est-à-dire les vertus politiques et civiques de ses membres) et non le niveau de ses ressources<sup>202</sup>.

Pour revenir à la préoccupation majeure du troisième point de ce chapitre, il convient de répondre à la question de savoir comment l'universalisme et le libéralisme de Rawls ont-ils changé suite à l'évolution de sa pensée.

En effet, partant du changement de perspectives opéré dans la pensée de John Rawls, spécialement dans *Libéralisme politique*, et développé dans *The Law of Peoples*, il s'avère que toutes les sociétés ne peuvent pas nécessairement et indifféremment appliquer le contractualisme rawlsien. Elles ne sont donc pas à mettre sur le même pied d'égalité. Par conséquent, l'universalisme constaté dans *Théorie de la justice* subit une certaine limitation d'autant plus qu'il ne peut couvrir l'ensemble de ces sociétés. Au contraire, il s'étend exclusivement à celles qui partagent la culture politique démocratique, mieux encore aux

---

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 131-136.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 142.

sociétés dites libérales démocratiques<sup>203</sup>. Ainsi Rawls, considérant le fait du pluralisme, établit que l'universalisme de sa théorie doit être un universalisme en portée.

Pour mieux comprendre l'universalisme en portée de la doctrine rawlsienne, il convient de remonter à ses fondements car, en général, c'est la source d'autorité d'une doctrine qui détermine son champ d'application. Contrairement aux doctrines qui ont comme point de départ des principes généraux s'appliquant à tous les objets possibles, la doctrine rawlsienne se veut une construction à l'issue de laquelle les principes de justice sont déterminés par des partenaires ayant participé de manière équitable à tout le processus lié à cette construction<sup>204</sup>. Rawls lui-même compare sa doctrine à celles de Leibniz et de Locke qui sont universelles à leur manière : « Par exemple, écrit-il, les doctrines de Leibniz ou de Locke sont universelles à la fois dans leur source d'autorité et dans leur formulation. Je veux dire par là que leur source est l'autorité de Dieu ou la raison divine selon le cas; et elles sont universelles en ce que leurs principes sont énoncés de manière à s'appliquer à tous les êtres raisonnables en tous lieux. La doctrine de Leibniz est une éthique de la création; elle conçoit l'idée de moralité comme *imitatio Dei*, et s'applique immédiatement à nous en tant que créatures de Dieu douées de raison. Dans la doctrine de Locke, Dieu ayant une autorité légitime sur toute la création, la loi de la nature – cette partie de la loi divine qui peut être connue de nous grâce à nos capacités naturelles de raison – a autorité en tous lieux et s'impose à nous comme aux autres peuples »<sup>205</sup>. Il en va autrement d'une doctrine libérale constructiviste.

L'universalité en portée de la doctrine rawlsienne couvre, quant à elle, tous les objets politiquement pertinents auxquels s'appliquent exclusivement les principes de justice produits par le processus de construction mis sur pied par celle-ci. Il s'agit, dans un premier temps, de la structure fondamentale d'une société démocratique fermée et auto-suffisante; ensuite des générations futures lorsque cette doctrine considère l'avenir; enfin, du droit des gens quand

---

<sup>203</sup> Lire Bertrand Guillarme, « Y a-t-il des principes de justice pertinents hors des frontières des régimes démocratiques? », dans John Rawls, *Le droit des gens*, p. 11-12.

<sup>204</sup> Il faut rappeler ici tout ce que nous avons dit au sujet du sens du procédé de représentation et de délibération qu'est la « position originelle ».

<sup>205</sup> John Rawls, *Le droit des gens*, p. 43-44.

elle prend en compte l'extérieur et de questions sociales de type spécial dès qu'elle se concentre sur l'intérieur<sup>206</sup>. Il est donc clair que c'est aux sociétés dites libérales, celles qui partagent une culture politique publique démocratique et, par association, celles dites hiérarchiques décentes ou membres respectables de la société des peuples, que s'étend la portée de l'universalité de la construction libérale de Rawls.

Par ailleurs, l'universalisme de la théorie de Rawls étant ainsi modifié, son libéralisme n'en est pas resté intact. Au contraire, en raison de la limitation de la portée normative de sa doctrine et à cause du fait du pluralisme et de la diversité des peuples, l'auteur du *Libéralisme politique* a laissé tomber la thèse de l'individualisme moral et le caractère égalitaire de la justice. Comme le relève Ryoa Chung, « En vertu d'une conception politique de la justice libérale qui doit gagner l'assentiment de tous par le biais du consensus par recoupement, Rawls pratique la *méthode de l'évitement* consistant à évacuer toute implication métaphysique, telle que la théorie de la justice comme équité en présuppose déjà trop selon Rawls »<sup>207</sup>. La conséquence majeure de son ouverture aux sociétés hiérarchiques décentes, par exemple, reste la minimalisation remarquable des droits de l'homme. Malgré qu'il pose certaines conditions aux peuples hiérarchiques décents pour être reconnus comme tels, c'est-à-dire comme membres respectables de la société des peuples, ces conditions demeurent malheureusement en de ça de ce qu'il convient d'exiger. Il faut retenir que c'est le principe de tolérance que Rawls invoque pour justifier le caractère libéral de sa conception. Cela est moins convaincant dans la mesure où ce dernier reconnaît clairement qu'une société hiérarchique décente peut appliquer un Droit des Peuples raisonnable et juste alors même qu'elle ne traite pas ses propres membres de façon juste ou raisonnable, comme des citoyens libres et égaux. Il va encore plus loin en affirmant que même si leurs institutions considérées globalement ne sont pas assez raisonnables du point de vue du libéralisme politique ou du libéralisme en général, les sociétés hiérarchiques décentes possèdent certaines caractéristiques institutionnelles qui méritent le respect<sup>208</sup>.

---

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>207</sup> Ryoa Chung, *art cit.*, p. 76.

<sup>208</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 104.

Tout bien considéré, c'est au nom du pluralisme attesté ou de la diversité des peuples et, comme corollaire, au nom du principe de tolérance que Rawls refuse d'envisager la possibilité d'une position originelle globale telle que Charles Beitz le suggère. L'universalisme en portée est donc loin d'être un universalisme global tel qu'on a pu l'imaginer partant de *Théorie de la justice*, et le libéralisme rawlsien s'en trouve tempéré par rapport à ce qui est généralement reconnu de la mouvance libérale.

### **Conclusion**

Le quatrième chapitre a eu comme objectif de présenter l'une des critiques adressées à John Rawls, spécialement celle émise par Charles Beitz qui, interprétant la théorie de la justice de Rawls, en arrive à des conclusions dépassant les perspectives que ce dernier avait envisagées. Sa proposition d'une position originelle globale tranche avec l'universalisme en portée défendu par Rawls et qui, en réalité, semble être une solution médiane de conciliation.

Si pour John Rawls le cadre pertinent d'application des principes de justice et, particulièrement, de la justice distributive reste déterminé et limité par la structure de base de toute société conçue comme un système de coopération équitable entre des membres considérés comme des citoyens libres et égaux, les théories contractualistes récentes, dont la théorie politique de Charles Beitz est l'une des belles illustrations, font éclater ce cadre en établissant que l'État n'est pas le seul à offrir une structure de coopération sociale ou de réciprocité. Trois points nous ont permis de présenter la différence de ces deux conceptions : nous avons commencé par rappeler, au premier point, que le cadre strict d'application de la justice d'après John Rawls reste la structure de base de la société, en démontrant ce qu'il en est concrètement de celle-ci et comment à travers l'évolution de la pensée de Rawls une certaine ouverture à l'échelle internationale a été envisagée, permettant ainsi de concevoir deux positions originelles; au deuxième point, nous avons présenté la position de Charles Beitz pour qui il y a lieu, au regard de l'interdépendance économique et politique entre les États, d'envisager un cadre de coopération sociale globale, pouvant effectivement tenir lieu et place de la structure de base à l'échelle globale. Ce qui a posé ainsi la possibilité et la nécessité d'une position originelle s'étendant à la même échelle et rendant, par conséquent, possible la justice distributive dans ce même cadre élargi; enfin, au troisième point, nous

avons rappelé la réplique de John Rawls limitant le cadre d'application de la justice au plan domestique, et ce, au nom du pluralisme et du principe de tolérance, et présentant le devoir d'aide comme réponse à la question de justice distributive au plan global.

Cette situation qui semble être une impasse justifie et encourage la poursuite de la réflexion en vue d'enrichir le débat. D'où la pertinence d'y apporter notre modeste contribution en explorant l'aspect relatif aux sociétés dont le cadre rawlsien ne semble pas tenir compte, en l'occurrence les pays africains et, particulièrement, ceux de la région des Grand Lacs. Mais, avant d'en arriver là, il convient de compléter et d'enrichir ce chapitre en abordant, de façon particulière, un autre aspect de la deuxième partie de notre thèse consacrée à la critique. Il s'agit de la critique adressée à l'organisation des relations internationales en rapport avec la position ou la place du continent africain.

## Chapitre cinquième :

# La critique africaine des relations internationales

### Introduction

Au chapitre précédent, nous avons établi avec Charles Beitz qu'il existe déjà une certaine coopération entre les États au niveau international, coopération qu'il ne faudrait pas banaliser et considérer, à l'instar de John Rawls, comme une simple activité socialement coordonnée, mais que cette coopération s'impose dans la mesure où il existe une réelle interdépendance économique entre États, laquelle fait que ces derniers ne peuvent en aucun cas se considérer comme autosuffisants. Par conséquent, le cadre dans lequel se fait cette coopération constitue une sorte de structure de base de la société internationale. Cette dernière est faite, selon Charles Beitz, des institutions qui déterminent la distribution internationale des avantages et les transferts internationaux comme les programmes d'aide à l'étranger, ainsi que les forces qui sont potentiellement ouvertes à la manipulation politique, tels que les flux de capitaux privés, les règles du régime du commerce ou le système des droits de propriété internationalement reconnu<sup>209</sup>. Ce cadre, il va sans dire, n'est rien d'autre que l'espace dans lequel se conçoivent, se déploient et se vivent les relations internationales, c'est-à-dire les rapports et interactions souvent problématiques entre les États, les peuples et les individus à l'échelle globale.

Poursuivant ainsi dans l'esprit de la deuxième partie de notre thèse consacrée à la critique, nous nous préoccupons, sous le cinquième chapitre, de poser un regard critique sur certains paramètres structurels de l'ordre international et ses institutions politiques, à la lumière d'une réflexion normative et à partir du point de vue du continent africain. C'est à cet objectif que renvoie l'intitulé du chapitre *la critique africaine des relations internationales*, comme réponse à la question : que reproche-t-on réellement à l'organisation des rapports institutionnels entre la Communauté internationale et le continent africain ?

---

<sup>209</sup> Charles Beitz, « International Liberalism and Distributive Justice : A Survey of Recent Thought », dans *World Politics* 51-2 (1999), p. 270.

Pour ce faire, nous analyserons dans un premier point le système de l'Organisation des Nations Unies, qui est la plus grande organisation internationale et qui, à notre avis, représente mieux l'espace de coopération et d'échange entre les États, les peuples et les individus et dans lequel, malheureusement, l'Afrique peine encore à se dessiner une place. Concrètement, nous présenterons brièvement la genèse et l'importance de l'ONU sans oublier ses problèmes, qui n'épargnent pas la justice internationale dans son application aux différends entre États; au deuxième point, nous insisterons sur la responsabilité du Conseil de sécurité et, particulièrement, sur le rôle des grandes puissances qui sont membres permanents de cet Organe majeur; au troisième et dernier point, nous présenterons l'une des conséquences de cette conception des relations internationales à deux vitesses dans le cas de ce qu'il est convenu de nommer la « françafrique », consacrant ainsi la tendance réaliste comme fondement philosophique et politique de la conception des rapports entre l'Afrique et ses partenaires occidentaux, ainsi que le déficit démocratique de ces rapports.

### **5.1- Regard sur le système onusien**

Il est vrai que les relations internationales sont complexes et, en tant que telles, elles se déploient dans diverses institutions internationales dont sont membres les États souverains. Parmi ces institutions, l'Organisation des Nations Unies (ONU) avec ses organes principaux et subsidiaires, ses instituts, ses commissions ainsi que ses programmes et ses fonds, sans oublier les institutions spécialisées qui en sont issues, constitue un véritable système et offre par conséquent un cadre propice au déploiement des relations internationales. L'analyse de son fonctionnement permet donc d'avoir une idée claire de la façon dont sont conçues et vécues les relations institutionnelles entre États. Ainsi le rappel de la genèse de ce système, de ses grandes réalisations, mais aussi de ses contradictions nous permettra, en posant la question de la pertinence normative des principes qui constituent son fondement et la cohérence de leur application, de mieux comprendre la nature des relations internationales qu'il sous-tend.

### 5.1.1- Genèse et importance de l'ONU

Il est généralement admis que l'Organisation des Nations Unies est née d'un désir réel de construction d'un monde libéré de conflits et où règnerait une paix durable. Dans le contexte post première Guerre mondiale et même au cours de la deuxième grande Guerre, un tel besoin ne pouvait qu'être légitime et sa réalisation plus que pressante. Afin de remonter à la genèse, il convient de rappeler les grandes étapes qui ont conduit à la signature de la Charte des Nations Unies le 26 juin 1945 à San Francisco.

De prime abord, il faut mentionner le rôle joué par un homme politique, Franklin D. Roosevelt alors président des États-Unis qui, voulant prolonger et accroître la coopération établie entre les alliés afin de préserver la paix et la sécurité souhaitées en période de guerre, avait manifesté une ferme volonté de rompre avec la politique isolationniste de son pays. Cette option de l'homme d'État<sup>210</sup> restera le point de départ de plusieurs actions entreprises progressivement dans le but de favoriser un réel rapprochement, gage de toute sécurité. D'après l'analyse de Jean-Pierre Maury, certains faits s'inscrivent dans l'histoire de la naissance de l'Organisation des Nations Unies comme étapes préparatoires et génitrices du cadre de coopération internationale tel que structuré depuis l'année 1945. Nous en retiendrons les plus marquants et dont la pertinence est reconnue<sup>211</sup> :

- Premièrement, la rencontre entre Roosevelt et Churchill le 14 août 1941 a permis la signature de la *Charte de l'Atlantique* dont les résultats étaient l'établissement de grands principes pour un avenir meilleur, le souhait selon lequel toutes les nations renonceraient à l'usage de la force et l'engagement que celles qui menaceraient la paix seraient désarmées. Cette rencontre avait en plus permis au Président américain et au Premier ministre britannique d'ouvrir une porte sur la possibilité de création d'un système beaucoup plus étendu et permanent de sécurité générale et du maintien de la paix;

---

<sup>210</sup> Cette qualité d'homme d'État peut être attribuée à juste titre à Roosevelt. 32<sup>e</sup> président des États-Unis, le seul à avoir été élu pour quatre mandats de suite même s'il n'a pas achevé le dernier à cause de son décès.

<sup>211</sup> Jean-Pierre Maury, « Le système onusien », dans *Pouvoirs*, 2004/2, n° 109, pp. 27-28. Voir également : <http://www.un.org/fr/aboutun/history/1941-1950.shtml> . Consulté le 20 décembre 2010.



- Ensuite, la première utilisation officielle de l'expression « Nations Unies », suggérée par le Président Roosevelt dans la *Déclaration des Nations Unies* signée le 1<sup>er</sup> janvier 1942 à Washington, suite à l'appui apporté à la *Charte de l'Atlantique* par vingt-six États;

- La *Déclaration des Quatre Nations* signée entre le 30 et le 31 octobre 1943 aura été une étape non négligeable qui a vu l'URSS donner son accord par l'entremise de Staline et la Chine s'associer au projet. Elle envisageait déjà la possibilité d'une organisation internationale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les États pacifiques et ouverte à tous les États, grands et petits, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Plusieurs autres conférences tenues par les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la Chine ont complété cette étape;

- Deux séries de réunions tenues du 21 septembre au 7 octobre 1944 dans un hôtel de Washington permettent l'élaboration du premier projet de l'ONU et les représentants des quatre États précités se mettent d'accord sur les objectifs, la structure et le fonctionnement d'une organisation mondiale;

- Le 25 avril 1945, près de deux semaines après la mort de Roosevelt, se tient alors à San Francisco la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale à laquelle participent les représentants de 50 États qui élaborent et adoptent, à l'unanimité, les 111 articles de la Charte. L'ONU voit donc le jour à l'entrée en vigueur de cette Charte le 24 octobre 1945.

Il ressort de ce bref parcours d'étapes ayant mené à la fondation de l'ONU un réel désir de rapprochement des peuples en vue de la paix et de la sécurité dans le monde. On peut donc comprendre pourquoi en 1945 les rédacteurs de la Charte ont assigné comme premier but à l'ONU de « maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : (de) prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et de réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix »<sup>212</sup>. En plus de ce premier but, trois autres forment ensemble les

---

<sup>212</sup> Olivier Paye, L'ONU et la sécurité internationale, *Les dossier du GRIP*, n°174 Oct. 1992, p.8.

objectifs poursuivis par l'Organisation, lesquels objectifs traduisent l'essentiel de la mission de cette dernière :

- Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;

- Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion;

- Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Pour être complet, il faut ajouter que ces objectifs s'appuient sur certains principes qui leur donnent un fondement et encadrent l'action de l'Organisation. Il s'agit, entre autres, du principe de l'égalité souveraine de tous les Membres; du respect des obligations prescrites dans la Charte afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de Membres; du règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques afin que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger; du refus de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, etc.<sup>213</sup>

Ces principes et les buts initialement présentés constituent le premier chapitre de la Charte qui, associé au préambule, présente à notre avis le contenu normatif de cette dernière. C'est ce contenu qui fait la valeur et l'importance de l'Organisation des Nations Unies à la seule condition que ses actions y soient rigoureusement conformes. Mais, après plus de soixante-cinq ans d'existence, quel bilan fait-on de l'action de l'ONU dans le monde? Y a-t-il réellement cohérence entre, d'une part, les principes et les objectifs de cette Organisation et, d'autre part, les relations telles que vécues entre les différents États membres? Là se trouve le point de mire de la critique des relations internationales du point de vue africain.

---

La Charte des Nations Unies a été signée à San Francisco le 26 juin 1945 suite à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale et son entrée en vigueur a eu lieu le 24 octobre de la même année.

<sup>213</sup> Voir la Charte des Nations Unies, Art. 2.

Il s'avère important de ne pas trop idéaliser cette grande organisation, en la considérant comme la dernière solution à tous les problèmes du monde, et de ne pas la critiquer non plus outre mesure, en la rendant responsable de tous les malheurs de l'univers. Seul un regard objectif permettrait de dégager les raisons fondamentales ayant conduit à ce qu'est devenu ce cadre de coopération. C'est la meilleure façon de procéder pour envisager de manière responsable et efficiente une possible réforme conséquente et, pour ce qui nous concerne, respecter les exigences de la réflexion philosophique.

En effet, depuis sa création, l'ONU a réussi de grandes réalisations plus que n'importe quelle autre structure internationale. Elle a permis à plusieurs nations devenues Membres de bénéficier de la reconnaissance internationale et de meilleures relations interétatiques basées sur une solide diplomatie multilatérale; elle a renforcé et priorisé la défense des droits des peuples et des droits de l'homme soutenue par le Droit international de plus en plus reconnu et imposable; elle a mis sur pied des structures d'assistance aux peuples sinistrés, victimes de différentes catastrophes naturelles et aux plus démunis de la planète, non seulement les pauvres matériellement, mais aussi et surtout les plus vulnérables comme les enfants, les femmes, les populations autochtones, les différentes minorités et les réfugiés. Ainsi la solidarité internationale n'est pas restée juste une expression vide de contenu; l'ONU a enfin permis la mise en place d'une politique de gestion des conflits et des guerres entre peuples répondant concrètement aux objectifs majeurs de sa création. Un document publié par le Département de l'information des Nations Unies en 2005, l'année de la célébration du sixantième anniversaire de la fondation, illustre largement ces faits en présentant les grandes réalisations qui ont marqué l'histoire de l'ONU et du monde<sup>214</sup>. Cela va, par exemple, de la promotion du développement qui coûte 10 milliards de dollars par année, la démocratie, par l'octroi aux nombreux pays des moyens matériels, technique et financiers pour l'organisation et la tenue des élections libres et régulières, les droits de l'homme soutenus par la Déclaration universelle de 1948, à la lutte contre la faim, les produits toxiques, les maladies épidémiques et les changements climatiques, en passant par l'amélioration des télécommunications

---

<sup>214</sup> Lire « 60 réalisations de l'ONU qui ont changé le monde », publié par le Département de l'information des Nations Unies – 55147 – DPI/2405 – octobre 2005 – 5M. Voir également le site : [www.un.org/french/events/unday/2005/60wayF.pdf](http://www.un.org/french/events/unday/2005/60wayF.pdf). Consulté le 20 décembre 2010.

mondiales, la préservation des sites historiques, culturels, architecturaux et naturels, la protection de la propriété intellectuelle, etc.

Pour ces raisons, Jean-Pierre Maury n'a pas tort d'affirmer que l'organisation mondiale demeure un forum irremplaçable et que l'adhésion tardive des pays comme la Suisse a prouvé qu'un État ne peut se mettre à l'écart<sup>215</sup>. Force est donc de reconnaître, par conséquent, que les bienfaits de l'Organisation des Nations Unies restent indéniables et que le travail abattu depuis 1945 est énorme. Toutefois, les enjeux de la coopération et de la diplomatie à l'échelle internationale exigent en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle le renforcement de cette organisation qui a pour but de maintenir la sécurité et la paix entre les nations. Ce renforcement passe nécessairement par une prise de conscience et un dépassement des problèmes fondamentaux qui, de l'intérieur, jouent le rôle de facteurs démobilisateurs.

#### **5.1.2- Les problèmes fondamentaux**

Après une lecture attentive de la Charte des Nations Unies, particulièrement les points qui reprennent son contenu normatif, comme le Préambule et le Chapitre premier où l'on retrouve les buts et les principes, on ne peut que saluer l'œuvre monumentale des fondateurs et admettre que l'Organisation des Nations Unies est la plus grande réalisation de l'histoire des relations internationales. Par contre, l'application et la concrétisation de ses buts et principes dans des situations complexes des rapports de force et des conflits d'intérêts entre différents États se butent contre des blocages internes liés aux avantages et privilèges que les uns et les autres tiennent à conserver. Ce fait reste la cause principale de l'affaiblissement de l'Organisation des Nations Unies. Ghassan Salamé le résume en termes clairs : « L'ONU est la fille des États, et une fille mal aimée. Dotée d'instruments pour agir, elle n'est pas jugée digne de les utiliser. On lui confie le maintien de la paix, mais elle doit y veiller dans le respect de la "compétence nationale" des États membres. On l'accuse d'être passive, inefficace, voire contre-productive, on la prive des moyens financiers pour remplir sa mission. Plus grave : les grandes puissances la considèrent comme universelle, mais lui interdisent de

---

<sup>215</sup> Jean-Pierre Maury, *art. cit.*, p. 38.

s'occuper des questions qui les concernent de près et qui, plus que d'autres, font peser une menace sur la sécurité internationale. C'est pourquoi les critiques contre l'ONU sonnent aussi faux que celles qui sont parfois adressées à la presse : elles relèvent moins d'un jugement objectif que de l'inculpation d'un organe qui ne veut pas – ou n'arrive pas à – accomplir la première des tâches que les puissants lui assignent : dissimuler les hésitations, les contradictions ou simplement la lâcheté des gouvernements »<sup>216</sup>.

Il va sans dire que c'est à ces hésitations, à ces contradictions et à cette lâcheté des gouvernements que nous voulons faire allusion en parlant de problèmes fondamentaux. Ces derniers relèvent généralement de la responsabilité des États membres les plus influents de par leur position dans les structures de l'Organisation. Notre attention se portera plus spécialement sur le plus influent de ces États, à savoir les États-Unis et, en fin de chapitre, sur la France pour illustrer notre propos en rapport avec les pays des Grands Lacs africains.

En effet, Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général, a bien reconnu dans un article publié en 2004<sup>217</sup> que l'ordre dans lequel est née l'ONU en 1945 est depuis plusieurs années remis en question. Alors qu'à l'époque les États membres étaient les seules entités souveraines, leur souveraineté s'exerçait pleinement sur le territoire national, les gouvernements des États étaient les seuls acteurs habilités et qu'aucune loi ne pouvait être promulguée sans l'accord d'un État, on constate désormais que l'État nation n'est plus l'unique source de souveraineté et l'autorité fondée sur le territoire géographique fait aujourd'hui question; de nouveaux acteurs non étatiques ont investi la scène internationale et les États sont confrontés au processus de mondialisation et de globalisation. Pour ces raisons, conclut-il, la réforme drastique des Nations Unies devient plus que jamais nécessaire. Ainsi plutôt que de se focaliser sur la seule réforme du Conseil de sécurité, il est impérieux d'aller au-delà en envisageant également la réforme des opérations de maintien de la paix, de la bureaucratie onusienne et du rôle de l'ONU en matière de développement économique et

---

<sup>216</sup> Ghassan Salamé, *Appels d'empire : ingérence et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris : Fayard, 1996, p137-138.

<sup>217</sup> Boutros Boutros-Ghali, « Peut-on réformer les Nations Unies? », dans *Pouvoirs*, 2004/2, n° 109, p. 5-6.

social. On pourrait dire que l'ancien secrétaire général reconnaît ici l'urgence d'une réforme en profondeur.

Mais, à notre avis, cette réforme paraît de plus en plus difficile ou même impossible à réaliser et ce, en majeure partie, à cause de la politique des membres les plus influents dont les États-Unis. Leur comportement semble être le reflet de ce que nous avons appelé les problèmes fondamentaux qui plongent l'Organisation dans une sorte de cercle vicieux. Nous en exposerons trois, partant de la réflexion faite par Boutros Boutros-Ghali, lui-même, et un quatrième sera traité à part vu son importance.

Le premier et le plus important de ces problèmes est, à notre avis, la nature de l'indépendance de l'ONU en tant qu'organisation face aux États membres. Malgré l'évidence indéniable de l'importance et de la valeur de l'ONU relativement à la pertinence du contenu normatif de sa Charte, l'indépendance de cette Organisation demeure une des conditions *sine qua non* de la réalisation de sa mission. Pourtant, il y a lieu de se demander si cette indépendance, dans les opérations des Nations Unies, est effective ou relative pour ne pas dire quasiment inexistante. La question qui se pose à ce niveau pourrait se formuler de la manière suivante : est-ce que l'ONU dispose de moyens de ses ambitions? Si oui, d'où lui viennent-ils? Cela lui donne-t-il l'autonomie nécessaire dans ses actions?

Afin de réaliser sa vocation universelle et agir suivant sa compétence générale, telles que décrites dans sa Charte, l'ONU s'est dotée de plusieurs agences, de fonds et de programmes faisant d'elle une machine complexe, un réel système à la bureaucratie lourde et dont le fonctionnement exige beaucoup d'argent. Jean-Pierre Maury rapporte que « les divers organes et institutions des Nations Unies emploient 53 000 personnes (en dehors des missions et des forces de maintien de la paix), dont 9000 pour le Secrétariat de l'ONU. On fait remarquer à l'ONU que c'est autant que Disneyland et trois fois moins que Mc Donald! L'Assemblée de l'ONU, en décembre 2003, a voté un budget de 3,160 milliards de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005. Pour l'ensemble des organisations du système, les

dépenses annuelles s'élèvent à 20 milliards de dollars environ »<sup>218</sup>. Ainsi, comme on peut le constater, l'ONU coûte extrêmement cher et ses ambitions exigent de grands moyens. Il arrive donc qu'elle ne soit pas toujours à la hauteur du coût de certaines de ses missions dans le monde et quand elle réussit à relever le défi, ce sont les États membres qui pourvoient à ses immenses besoins en termes non seulement de moyens financiers et techniques, mais aussi et surtout en ressources humaines.

Concernant particulièrement les contributions financières, comme d'ailleurs toutes les autres, il y a absence avérée de proportion dans la détermination de la part de chaque État membre. Dans l'ordre d'importance de leur contribution, par exemple, les États-Unis arrivent en tête et ils demeurent le premier contributeur en octroyant à l'ONU un peu plus de 22% de son budget; la deuxième position est occupée par le Japon avec 19,689% du budget; quant à la part de l'ensemble des membres de l'Union européenne, elle s'élève à 35%. Prises isolément, l'Allemagne contribue à hauteur de 9,845% et la France un peu moins, soit 6,516%<sup>219</sup>.

Les États-Unis, quant à eux, se sont illustrés dans leur « générosité » depuis la création de l'ONU. Sans leur aide, il faut l'admettre, il aurait été impossible de mettre sur pied les structures initiales de l'Organisation. C'est bien le 14 février 1946 que la décision d'implanter le siège de l'Organisation sur la côte Est des États-Unis a été prise avec le soutien unanime du Congrès. Pierre-Édouard Deldique rapporte que l'intervention du milliardaire John D. Rockefeller détermina le lieu de l'érection du siège. Il acheta, en effet, le terrain où l'on trouve aujourd'hui les bureaux et l'offrit à l'ONU naissante. En plus, le pays hôte offrit à son tour à la nouvelle institution un prêt sans intérêt de soixante-cinq millions de dollars que l'ONU a achevé de rembourser en 1982<sup>220</sup>.

A dire vrai, cela n'est pas sans conséquence sur le fonctionnement de l'Organisation dans son ensemble. Concrètement, les États qui contribuent plus que d'autres, c'est bien le cas des États-Unis, ont fini par avoir un certain pouvoir de contrôle grâce à la pression politique

---

<sup>218</sup> Jean-Pierre Maury, art. cit. , p. 29.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>220</sup> Pierre-Édouard Deldique, *Le mythe des Nations Unies. L'ONU après la guerre froide*, Paris : Hachette, 1994, p.10.

qu'ils peuvent exercer sur l'Organisation. Ainsi, en dépit de toutes les difficultés que leur économie connaît à certaines périodes, ces États n'accepteraient nullement de perdre cette influence. Même s'il leur arrive par moment de se plaindre de payer une contribution plus élevée, ils ne sont pas pour autant favorables à plus d'autonomie de l'Organisation. On peut comprendre, dans cette perspective, les réserves émises face à la proposition visant à doter l'ONU d'autres sources de financement que les seules contributions des États membres. Le sort de la *Taxe Tobin* sur les transactions financières internationales en devises est la conséquence logique de cette ligne de pensée<sup>221</sup>.

Le deuxième problème qui attire notre attention est l'efficacité ou l'impact de l'action de l'ONU sur le développement économique et social de ses membres, particulièrement ceux qui sont les plus pauvres de la planète. D'entrée de jeu, l'ancien secrétaire général reconnaît qu'en fait du développement économique et social, les points de vue sont partagés selon les besoins de chaque État membre. Les intérêts ne convergent pas nécessairement. Cela fait que cet objectif n'est pas la priorité pour l'ensemble des États qui constituent l'Organisation. Ainsi, par exemple, lorsque les pays moins nantis ou en développement font une pression continuelle pour l'extension des programmes de développement économique et social, les pays riches, quant à eux, voient un intérêt très limité à ce type d'activité dans le cadre de l'ONU. Dans un contexte où, d'après eux, la fin de la Guerre froide a mis un terme à une prétendue confrontation Nord-Sud, ils préfèrent de beaucoup soutenir des organismes qu'ils contrôlent, tels que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce<sup>222</sup>.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'en dépit de la réalisation de certains projets portant sur la construction des infrastructures d'importance dans les domaines des communications et transport, de l'éducation et de la santé, l'aide au développement qui passe par la voie de ces organismes demeure questionnable. Elle reste soumise à des conditionnalités et des mesures imposées directement par les institutions financières internationales, mais indirectement par les États les plus puissants, et qui en fin de compte produisent des conséquences socio-

---

<sup>221</sup> Lire à ce sujet le *Rapport mondial sur le développement humain 1994*.

<sup>222</sup> Boutros Boutros-Ghali, *art. cit.*, p. 11.



économiques désastreuses dans la vie des populations et des sociétés dont on cherche pourtant à promouvoir le développement. Encore une fois, parmi ces pays influents, l'exemple des États-Unis est plus que parlant. Leur rôle depuis la création de ces institutions financières consiste à favoriser, en tout premier lieu, leurs intérêts. Et pourtant, on le sait, l'objectif de la création des institutions financières internationales était de soutenir le développement des pays frappés par la crise dans le contexte de la deuxième Guerre mondiale. C'est à l'issue de la conférence monétaire et financière tenue au New Hampshire du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944 que 44 pays se sont donnés pour mission de préparer la réforme du système monétaire international et de relancer des échanges afin de favoriser la reconstruction des pays dévastés, la prospérité, la stabilité politique et la paix. Mais le pays hôte, profitant de l'occasion, a agi de manière à sauvegarder ses avantages et favoriser son pouvoir économique. C'est ce que décrit Jean-Pierre Maury non sans indignation : « Alors que l'économiste anglais John Maynard Keynes proposait la mise en place d'un système de financement des pays déficitaires par une banque chargée d'émettre une monnaie internationale, le « bancor », les États-Unis, alors détenteurs des deux tiers des réserves mondiales d'or, préférèrent le retour formel à l'étalon or. La convertibilité du dollar en or permet alors au dollar de devenir la principale monnaie de réserve, la monnaie du commerce international, le pivot du système monétaire international (...) Les institutions de Bretton Woods sont ainsi devenues les instruments de gestion et de contrôle de l'économie capitaliste »<sup>223</sup>.

Par conséquent, le rôle de l'ONU dans le développement économique et social en a perdu de son efficacité et, pire encore, il lui est arrivé même de produire l'effet contraire au but initialement assigné à ses institutions financières qui, au dire de Boutros Boutros-Ghali, par leurs programmes et particulièrement les fameux programmes d'ajustements structurels, conduisent en fait à accroître le chômage, l'exclusion sociale et à rendre les pauvres toujours plus pauvres<sup>224</sup>. La raison fondamentale est bien sûr le mauvais usage de l'influence des États puissants qui, d'une part, en qualité de membres fondateurs de l'ONU et principaux acteurs des institutions financières internationales, affichent clairement leur volonté de soutenir le

---

<sup>223</sup> Jean-Pierre Maury, *art. cit.*, p. 35.

<sup>224</sup> Boutros Boutros-Ghali, *art. cit.*, p. 12.

développement économique et sociale des peuples du monde mais n'hésitent pas, d'autre part, à protéger les intérêts des plus riches.

Encore une fois, l'influence croissante de certains pays membres comme les États-Unis au sein des institutions financières internationales est liée à leur puissance économique qui se manifeste dans leur part de contribution ou dans le volume de leur souscription. Dans leur organisation, note Jean-Pierre Maury, ces institutions dérogent au principe d'égalité des États. Ainsi, par exemple, le Fonds monétaire international fonctionne comme une société par action. Au Conseil des gouverneurs (l'assemblée générale du FMI), chaque État dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa souscription, dont le montant est fixé lors de son adhésion et réévalué périodiquement. Les États-Unis ont ainsi 17,14% des voix, le Japon 6,15... et le Tonga 0,01%<sup>225</sup>.

Le troisième problème fondamental est manifeste dans la manière dont est mené le travail du maintien de la paix dans le monde. A ce registre, on note plusieurs opérations et missions que l'ONU a réalisées et continue de réaliser à travers le monde. Leur pourcentage a excessivement augmenté les quinze dernières années. Dans son article cité ci-haut, Boutros Boutros-Ghali prend soin de démontrer le changement qui s'est imposé, par la force des choses, dans la conception et la réalisation des opérations du maintien de la paix<sup>226</sup>. En effet, précise-t-il, alors qu'autrefois les guerres et autres conflits étaient généralement menés par des armées régulières et dans le respect des normes relatives à la conduite requise dans les cas d'espèce, désormais ils sont pour la plupart des cas le fait des bandes et rébellions plus ou moins organisées et plus ou moins contrôlées; de même, alors qu'autrefois les opérations de maintien de la paix consistaient exclusivement à surveiller le respect d'un cessez-le-feu et de contrôler une zone tampon avec l'assentiment des États parties au conflit, au cours de deux dernières décennies elles se sont complexifiées en s'occupant en plus de la démobilisation et de la réinsertion des combattants, de la destruction de leurs armes, de déminage, du rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées, de l'assistance humanitaire, de la supervision des structures administratives existantes, de la formation et de la mise en place de

---

<sup>225</sup> Jean-Pierre Maury, *art. cit.*, p. 35.

<sup>226</sup> Boutros Boutros-Ghali, *art. cit.*, p. 8-10.

nouvelles forces de police, de la vérification du respect des droits de l'homme, de la mise au point et de la supervision de réformes constitutionnelles, judiciaires et électorales, de l'observation, de la supervision et même de l'organisation et du contrôle d'élections, de la coordination de l'appui destiné au redressement économique et à la reconstruction, etc.

Sans pour autant nier les bienfaits de toutes ces opérations et missions, il convient de noter que, malheureusement, certains faits ne favorisent pas la réalisation de la noble mission que l'ONU confie à ses commettants. Ils sont la cause principale des échecs déplorés de plusieurs opérations des Nations Unies dans le monde. Ainsi, comme pour tous les autres problèmes relevés précédemment, l'action ou l'inaction des États puissants, qui privilégient leurs intérêts au détriment de la paix et de la sécurité, fragilise certaines opérations des Nations Unies. Par exemple, pourquoi on ne s'en tiendrait pas à une règle générale d'action chaque fois que l'ONU est appelée à intervenir dans un conflit? Il y a là un défi à relever pour les États membres, particulièrement pour les plus influents. Cette règle générale d'action accorderait priorité aux objectifs assignés à chaque opération, objectifs dont l'essentiel ne saurait être perdu de vue, à savoir le rétablissement de la paix et de la sécurité ainsi que la défense des droits de l'homme, quel que soit le lieu où le problème se pose. Dans cette perspective, on ne se demanderait pas, comme l'écrit Monique Canto-Sperber, « pourquoi agir en faveur des droits de l'homme au Kosovo ou en Irak, mais pas en Chine ou en Tchétchénie? » et on ne considérerait pas comme impossible une intervention militaire en Russie ou en Chine sous prétexte que ces deux pays sont des puissances alliées aux Occidentaux et que le fait de se les aliéner ruinerait la stabilité mondiale<sup>227</sup>. Par contre, si on fait ce genre de considérations, c'est justement parce que chaque action entreprise par les États membres de l'ONU dans le cadre de ses opérations de maintien de la paix échappe difficilement au soupçon de servir des intérêts particuliers.

Au nom de ces intérêts, par conséquent, les puissances peuvent accepter ou refuser de prêter leurs soldats afin de constituer les troupes de Casques bleus. Dans un sens comme dans l'autre, les conséquences peuvent être déplorables. D'une part, un État puissant pourrait se

---

<sup>227</sup> Monique Canto-Sperber, *Le bien, la guerre et la terreur. Pour une morale internationale*, Paris : Plon, 2005, p. 58.

croire en mesure de s'occuper, seul, d'une opération de maintien de la paix ou de la lutte contre le terrorisme lorsque ses intérêts sont clairement mis en jeu. C'est le cas des États-Unis qui, pour ce faire, tombent souvent sous le coup du verdict d'illégitimité, qu'ils agissent seuls ou au sein de l'OTAN<sup>228</sup> et, pire encore, lorsqu'ils se passent du cadre concerté des Nations Unies comme dans le cas de la situation en Irak; d'autre part, lorsqu'il n'y a aucun bénéfice direct, un État puissant pourrait aussi s'abstenir d'engager ses soldats alors qu'ils sont les mieux formés et les mieux équipés pour permettre la réussite de l'opération. Dans ce deuxième cas, l'ONU fait alors appel à des militaires plus ou moins sensibilisés au respect et à la défense des droits de l'homme d'autant plus que dans leurs pays d'origine le problème est loin d'être réglé. C'est le cas de Casques bleus d'origine pakistanaise, indienne, marocaine, népalaise ou sénégalaise qui, aujourd'hui, se retrouvent dans des pays comme la République Démocratique du Congo ou en Haïti. Il n'y a donc pas de surprise que certains abus sur les populations qu'ils sont pourtant supposés protéger leur soient attribués et que ces agents de l'ONU soient même impliqués dans le trafic illégal des minerais<sup>229</sup>. Par conséquent, loin de maintenir la paix, la sécurité et de défendre les droits de l'homme, certaines des opérations des Nations Unies s'enlisent et finissent par des échecs cuisants.

Par ailleurs, le travail du maintien de la paix et de la sécurité amène l'ONU à s'occuper aussi de la justice dans le monde. Mais, la façon d'appliquer cette justice internationale, ou mieux les impressions que donnent les structures chargées de faire appliquer la justice à l'échelle internationale ne font pas moins penser à un autre problème.

### **5.1.3- La question de la justice internationale**

C'est à un autre organe des Nations Unies, et non le moindre, que revient la mission de la justice dans le monde ou dans les relations internationales. Il s'agit de la Cours internationale de justice dont la matière est traitée au Chapitre XIV de la Charte de

---

<sup>228</sup> *Ibid.*, p.57.

<sup>229</sup> Voir le rapport du Bureau des Nations Unies aux Droits de l'Homme BNUDH/MONUC, *La situation des droits de l'homme en RDC*, MONUC, Kinshasa, 2007. Lire également MONUC, « Politique de tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels : La MONUC plus vigilante que jamais » sur <http://www.monuc.org/news>; <http://www.un.org/apps/news>. Consulté le 15 décembre 2010.

l'Organisation, et plus précisément, de l'Article 92 à l'Article 96. Elle constitue donc, d'après la Charte, l'organe judiciaire principal des Nations Unies fonctionnant conformément à un Statut établi sur la base du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, à laquelle elle a succédé, et annexé à la Charte de l'ONU dont il fait partie intégrante (Art. 92). Qui sont alors les acteurs de cette Cour, quelle serait leur compétence et quelles matières sont-ils habilités à traiter ? Cela nous permettra de mieux évaluer l'un des cas illustrant la mission de cet organe, particulièrement, dans la Région des Grands Lacs africains.

En effet, selon le Statut, la Cour internationale de Justice est un corps de magistrats, quinze juges au total, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international (Art. 2 du Statut). Ces acteurs de la Cour sont élus pour neuf ans et restent rééligibles (Art. 13 du Statut). Ils sont, en raison de leur travail, indépendants des États et jouissent de certaines garanties et obligations qui consolident cette indépendance<sup>230</sup>.

Pour ce qui est de la compétence, la Cour internationale de Justice statue sur les différends opposant les États et non les individus. C'est donc les États qui doivent lui soumettre ces différends ainsi que toutes autres affaires et cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur ayant pour objet, entre autres, l'interprétation d'un traité, tout point de droit international, la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international, la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international (Art. 36 du Statut)<sup>231</sup>.

On ne saurait nier le rôle majeur joué par la Cour internationale de Justice dans des questions aussi bien internationales, d'une part, que typiquement africaines, d'autre part, et ayant découlé, pour le dernier cas particulièrement, du contentieux de la décolonisation qui

---

<sup>230</sup> Charles Chaumont et Frédérique Lafay, *L'Organisation des Nations Unies*, (Quinzième édition mise à jour), Paris : PUF, 1997, p. 32-33.

<sup>231</sup> Pierre-Édouard Deldique, *Le mythe des Nations unies. L'ONU après la guerre froide*, Paris : Hachette, 1994, p. 15.

s'imposa comme principale préoccupation africaine soumise à la Cour de 1950 à 1970. A partir de cette période jusque dans les années 1980, cette préoccupation était liée aux différends relatifs aux délimitations frontalières<sup>232</sup>. Delphine Perrin répertorie les cas les plus connus dont celui du Plateau continental ayant opposé la Tunisie à la Libye (1978-1982) et la Libye à malte (1982-1985); le Différend frontalier entre le Burkina Faso et le Mali (1983-1986); le Différend territorial entre le Tchad et la Libye (1990-1994); la Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (1991-1995), etc.<sup>233</sup> En dehors de tous ces contentieux, le conflit le plus important que l'Afrique a connu à la veille du 21<sup>ème</sup> siècle reste celui qui a impliqué plusieurs pays du continent, précisément d'Afrique Centrale et d'une partie de l'Afrique Australe autour des pays des Grands Lacs, de 1994 à 1998, et dont les séquelles se vivent encore aujourd'hui. Nous y avons fait allusion au premier chapitre de notre thèse. Parmi ces pays, deux groupes se sont distingués formant des alliances dans les hostilités. D'une part, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi soutenant les rebelles tutsi dits congolais et, d'autre part, la République Démocratique du Congo soutenue par le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie, le Tchad et même le Soudan et la Libye. En effet, c'est le territoire de la République Démocratique du Congo qui a été le théâtre de ce conflit, territoire dont les ressources minières ont fait et font encore l'objet de convoitises de différentes forces en présence. Il faut ajouter à cette raison les mouvements incessants des réfugiés en quête de sécurité dans une région instable depuis de nombreuses années.

C'est donc face à ce qu'il est convenu d'appeler une agression que la RDC a réagi en sollicitant l'intervention de la Cour internationale de Justice. Une abondante littérature aborde ce sujet sous divers aspects : historique, économique-financier, social et politique. Mais c'est l'aspect juridique qui nous intéresse le plus parce qu'il illustre l'implication de la Cour internationale de Justice<sup>234</sup>.

---

<sup>232</sup> Delphine Perrin, *La Cour internationale de Justice et l'Afrique*, Tome 2, Aix-en-Provence : Presse Universitaires d'Aix-Marseille, 2005, p.299. Les deux Tomes de cette publication de Delphine Perrin présentent de façon détaillée comment l'Afrique est devenue dans les années 1980 le premier client de la Cour internationale de Justice permettant ainsi à celle-ci d'aborder des questions fondamentales du droit international.

<sup>233</sup> *Ibid.* Lire la note 2.

<sup>234</sup> Comme notre thèse ne porte pas sur les questions de Droit, nous laisserons aux spécialistes de ce domaine les subtilités juridiques qui, par ailleurs, restent nécessaires dans l'interprétation de la situation complexe du conflit dans la région des Grands Lacs africains.

En date du 23 juin 1999, en effet, la République Démocratique du Congo a introduit auprès de l'organe judiciaire de l'ONU trois requêtes à l'encontre de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi afin d'obtenir justice suite aux « Actes d'agression armée » perpétrés sur son territoire en violation flagrante de la Charte des Nations Unies<sup>235</sup>. Cette saga a duré dans le temps, allant des désistements de la RDC face aux répliques de ses voisins jusqu'à presque une impasse prouvant, malheureusement, que certains conflits peuvent être difficilement contrôlables par le droit. Surtout lorsqu'une des parties en conflit conteste un des aspects importants du Statut de la Cour, comme l'ont fait le Rwanda et le Burundi au sujet de l'Article 36 paragraphe 2, l'imbrication de multiples considérations et enjeux sous-tendant les différends et conditionnant leur résolution font transparaître, au dire de Delphine Perrin, la fragilité du recours à la justice internationale. Même si ce long processus a exercé une certaine pression sur les États concernés par le conflit et favorisé les négociations entre eux ainsi que la signature de différents accords de paix comme celui signé le 10 juillet 1999 à Lusaka, et même si le Conseil de sécurité, à travers sa résolution 1304, a exigé que les Forces ougandaises et rwandaises se retirent du territoire congolais, aucune réparation pour les pertes en vies humaines et les dommages matériels n'a été fournie et la région des Grands Lacs, particulièrement l'Est de la RDC, connaît toujours l'instabilité. Ce n'est pas moins paradoxal pour l'organe judiciaire de l'ONU si la justice ne peut être rendue jusqu'au bout à cause de nombreux enjeux et considérations qui sous-tendent les conflits entre États.

Par ailleurs, on ne saurait oublier d'autres juridictions à prétention internationale qui restent liées à l'Organisation des Nations Unies et s'adressent directement à l'individu et non aux États. C'est le cas du Tribunal de Nuremberg, de juridictions ad hoc comme celles ayant fait suite aux conflits en ex-Yougoslavie et au génocide du Rwanda, mais aussi et surtout le cas de la Cour pénale internationale mise en place en 1998 par le Traité de Rome<sup>236</sup>. Il a fallu attendre plus de dix ans après pour voir la CPI prononcer le verdict sur le premier dossier, celui du congolais Thomas Lubanga, accusé de crimes de guerre et d'enrôlement d'enfants soldats. De même le cas de Charles Taylor, l'ancien président de Sierra-Léone.

---

<sup>235</sup> Delphine Perrin, *op. cit.*, p. 556-564.

<sup>236</sup> Lire Monique canto-Sperber, *Le bien, la guerre et la terreur. Pour une morale internationale*, Paris : Plon, 2005, p.125-127.

Le paradoxe transparaît ici dans le fait que certains États démocratiques contestent le principe même de cette Cour alors que, par ailleurs, ils sont en faveur de la défense des droits de l'homme. Les États-Unis arrivent en haut de la liste. Les dirigeants américains et leurs soldats, par exemple, ne peuvent être jugés par la CPI. Monique Canto-Sperber en conclut, avec raison, que « l'internationalisme dont se réclame la Cour et sur lequel elle fonde son statut moral est spontanément vu comme un moyen de lutte contre l'impunité des plus puissants, mais l'action de la Cour peut être aussi bloquée par les États les plus influents, et s'exercer exclusivement contre les responsables des États trop faibles pour pouvoir empêcher les poursuites. La prétention de la Cour pénale internationale à incarner une légitimité morale au-delà des États et indépendamment de tout rapport de puissance est donc en partie contestable »<sup>237</sup>.

Il appert donc, après analyse, que les actions de l'Organisation des Nations Unies, leurs hésitations et décisions sont en réalité le résultat ou les conséquences logiques des rapports de force et de conflits d'intérêts qui caractérisent généralement les relations internationales telles que les États les conçoivent. Cela ne favorise pas, dans la plupart des cas, la réalisation des objectifs que l'Organisation s'est assignés et qui constituent le cœur même du contenu de sa Charte, et ainsi se posent la question de légitimité et celle de l'efficacité. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer qu'une telle situation s'avère fondamentalement paradoxale. De l'avis de plusieurs observateurs, elle est structurellement entretenue dans la mesure où elle découle logiquement de l'organisation intrinsèque et du fonctionnement de l'Organe le plus important du système onusien, à savoir le Conseil de sécurité.

## **5.2- La responsabilité du Conseil de sécurité**

L'ONU agit sans doute par l'entremise de ses six organes principaux qui sont l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de justice et le Secrétariat. Mais de tous ces organes, le Conseil

---

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 127.



de sécurité joue un rôle majeur au point qu'il n'est pas exagéré de dire qu'il est le cœur même de l'organisation. Serge Sur a trouvé une formule éloquente pour traduire le poids et le pouvoir de cet organe. D'après lui, « le Conseil de sécurité occupe dans l'édifice des Nations unies une place centrale. L'ONU est construite autour de lui. Lui-même est construit autour des membres permanents. Les relations entre les membres permanents sont quant à elles construites autour du droit de veto »<sup>238</sup>. Afin de mieux comprendre ce rôle majeur du plus influent des organes de l'ONU, nous regardons de près son action à travers son pouvoir réel, le statut de ses membres et les attributions de ces derniers en fonction du droit de veto. Cela nous permettra d'évaluer la cohérence de cet organe en rapport avec les principes fondamentaux de l'ONU.

De prime abord, il faut admettre que c'est de la Charte même que le Conseil de sécurité tient son importance et son pouvoir :

- « Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom » (Art. 24).
- « Les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte » (Art. 25).

Il semble très clair qu'au regard de la Charte, le Conseil de sécurité est doté d'un pouvoir imposant. Jean-Pierre Maury rappelle avec raison l'importance des Chapitres VI et VII qui encadrent plus clairement le pouvoir d'agir du Conseil de sécurité : il est un organe permanent, son pouvoir est un pouvoir de coercition et donc ses décisions sont obligatoires et applicables à tous les États membre de l'Organisation<sup>239</sup>. D'abord, le Conseil a le devoir et le pouvoir d'aider les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales à rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens

---

<sup>238</sup> Serge Sur, « Le Conseil de sécurité : blocage, renouveau et avenir », dans *Pouvoirs* 2004/2, n° 109, p. 61-62.

<sup>239</sup> Jean-Pierre Maury, *art. cit.*, p.31.

pacifiques de leur choix (Art. 33). Par la suite, à défaut de trouver une solution pacifique et négociée, le Conseil peut passer aux solutions plus contraignantes allant de l'isolement de l'État violent à l'action armée entreprise par des forces aériennes, navales ou terrestres contre celui-ci (Art.42). Ce pouvoir est concrètement assumé par certains États membres de l'ONU qui détiennent un statut particulier dont le prestige ne suscite pas moins de convoitise de la part de tous les autres États ne faisant pas partie du Conseil. Ces États membres prestigieux sont aujourd'hui au nombre de quinze : d'abord, les cinq membres permanents qui sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie et la Chine et, ensuite, les dix autres pays non permanents, élus pour deux ans par l'Assemblée générale et renouvelables, par moitié, chaque année<sup>240</sup>.

Ce tableau, il va sans dire, indique clairement que même s'ils font partie d'un même et unique organe, les membres du Conseil de sécurité ne jouissent pas pour autant de leur pouvoir de manière égale. Cette inégalité remonte aux origines de l'Organisation des Nations Unies. En effet, parmi les grandes étapes du processus ayant conduit à la fondation de l'Organisation des Nations Unies, la Conférence de San Francisco a été déterminante. Tenue le 25 avril 1945, elle a réuni les représentants de 50 États pour l'élaboration et l'adoption des 111 articles de la Charte. Toutefois, il faut faire remarquer à la suite de Jean-Pierre Maury, que cette conférence n'était ouverte qu'aux délégations des pays belligérants, ce qui fait dire à ce dernier que « comme la SDN, l'ONU était donc à ses débuts l'organisation des vainqueurs... »<sup>241</sup>. C'est là le point de départ de l'inégalité dans les rapports de forces aussi bien au sein de l'Organisation dans son ensemble qu'au sein du Conseil de sécurité.

Parlant de vainqueurs, les cinq États membres permanents l'ont effectivement été à la suite de la Guerre de 1940-1945. C'est ce qui leur a valu le droit de veto dont ils disposent. Celui-ci s'exerce au cours de la procédure qui mène aux décisions importantes, particulièrement, à la dernière étape qui est celle du vote et donc de l'aboutissement de tout le processus. Ainsi, même s'il est établi dans la Charte que chaque membre du Conseil de sécurité dispose d'une voix, les décisions sur des questions de procédure sont prises à la

---

<sup>240</sup> Voir Pierre-Édouard Deldique, *L'ONU, combien de divisions?*, Paris : Éditions Dagorno, 1994, p. 46-47.

<sup>241</sup> Jean-Pierre Maury, *art. cit.*, p. 28.

majorité de neuf voix ou, en d'autres termes, par un vote affirmatif de neuf membres. De même, les décisions sur toutes autres questions sont prises par un vote affirmatif de neuf membres, mais à la condition que soient comprises dans ce vote les voix des cinq membres permanents (Art.27). L'opposition d'un seul de ces membres permanents à une résolution rend celle-ci non applicable. C'est donc cette exigence qui traduit ce qu'il est d'usage d'appeler le « droit de veto » des grandes Puissances<sup>242</sup>.

A travers cette évidence d'inégalité dans la répartition de pouvoir, il y a un réel fondement que l'Organisation a voulu donner à un certain équilibre en mettant ensemble les pays les plus puissants plutôt que de les laisser dans un état d'antagonisme nuisible à la paix et à la sécurité. Mais, cet arrangement n'est pas resté sans conséquence déplorable. Alors que « l'ONU supposait comme postulat que ces Nations, unies par la guerre, le demeureraient dans la paix »; alors qu'elle devait prolonger, à travers le temps, l'entente des Alliés qui avaient si bien su anéantir les puissances de l'Axe et que la solidarité des vainqueurs de 1945 devait se manifester, désormais, pour gouverner le monde, pour maintenir la paix et la sécurité internationales, c'est plutôt la logique des rapports de force qui a repris le dessus<sup>243</sup>. Surtout dans le contexte de la guerre froide, le droit de veto était devenu l'outil par excellence du jeu politique et diplomatique. A titre illustratif, sur une période de quarante cinq ans qui ont suivi la fondation de l'Organisation des Nations Unies, soit de 1946 à 1990, Olivier Paye rapporte que le droit de veto fut utilisé à 269 reprises par tous les membres du Conseil de sécurité, mais à quelques différences-près : la France en usa 17 fois, la chine 20 fois, la Grande Bretagne 29 fois, les États-Unis 72 fois et l'URSS pas moins de 127 fois<sup>244</sup>.

Un fait ressort de ces statistiques. Non seulement tous les États membres permanents utilisent leur droit de veto, mais surtout ils l'utilisent très souvent de façon calculée et en vue de préserver leurs intérêts ou les intérêts de leurs alliés les plus proches. Certains vont même jusqu'à en abuser. C'est le cas de deux grandes puissances de l'époque de la guerre froide. De

---

<sup>242</sup> Charles Chaumont et Frédérique Lafay, *op.cit.*, p. 41.

<sup>243</sup> René-Jean Dupuy, « A la recherche d'un nouvel ordre mondial? », dans *Le Trimestre du monde*, 1992-1, p.10. Cité par Olivier Paye, *art. cit.*, p. 9; Pierre-Édouard Deldique, *op.cit.*, p. 53.

<sup>244</sup> Olivier Paye, *art. cit.*, p. 9. Lire également à ce sujet Boutros Boutros-Ghali, *Agenda pour la paix-Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix* (Rapport présenté par le Secrétaire général en juin 1992).

nos jours, c'est plutôt la Chine et la Russie qui se sont illustrées dans le blocage des résolutions de l'ONU qui sanctionnent leurs protégés. Toutefois, que ce soit les États-Unis d'un côté ou la Russie et la Chine de l'autre, le comportement reste le même et il est déterminé par les intérêts économiques, politiques et géopolitiques ou géostratégiques. Les contraintes du cadre multilatéral n'y peuvent rien. Le cas de la Syrie est aujourd'hui un exemple qui corrobore ce fait en ce qui concerne particulièrement la Russie et la Chine, mais aussi celui de l'Irak a souvent été cité, comme le conflit israélo-palestinien d'ailleurs, pour stigmatiser l'attitude des États-Unis. Monique Canto-Sperber n'a pas tort quand elle interprète les comportements intéressés des États membres permanents du Conseil de sécurité comme étant cause de pas mal d'échecs dans leur coopération, échecs qui à leur tour sont, écrit-elle, la preuve de l'existence de clivages persistants : « Outre la seconde résolution sur l'usage de la force en Irak, le 14 mars 2003, qui n'a pu être votée par le Conseil de sécurité, la résolution du 28 mars 2001 visant à mettre en place une mission de l'ONU pour protéger les civils palestiniens a été refusée par les USA, alors que la Chine et la Russie ont voté pour. En avril 2004, la Russie s'est opposée à une résolution soutenant un plan d'unification de Chypre »<sup>245</sup>. Ce sont autant d'exemples qui illustrent les rapports de force au sein du Conseil de sécurité et l'absence perceptible de cohérence entre l'action des membres de cet organe et les principes fondamentaux de l'ONU. C'est donc avec raison que plusieurs analystes imputent à cet important organe de l'ONU, en général, et aux États membres permanents, en particulier, la responsabilité de la paralysie ou de l'hibernation de l'Organisation.

Il n'est donc pas étonnant que, par exemple, la cause de l'Afrique dans un tel cadre reste le parent pauvre. La représentativité géographique au Conseil de sécurité en est la preuve éloquente. Sur les dix pays membres non permanents du Conseil de sécurité, Pierre-Édouard Deldique fait remarquer que cinq doivent faire entendre la voix de l'Afrique et de l'Asie, deux celle de l'Amérique latine, une celle de l'Europe de l'Est et deux doivent traduire la pensée et l'action de l'Europe de l'Ouest. Pour être concret, il présente les pays non permanents ayant été plus souvent représentés au Conseil de sécurité au cours de cinquante premières années de l'existence de l'ONU : Japon (7 fois), Inde (6 fois), Égypte (4 fois), Pologne (4 fois),

---

<sup>245</sup> Monique Canto-sperber, *Le bien, la guerre et la terreur. Pour une morale internationale*, Paris : Plon, 2005, p. 56 (Lire la note 1).

Yougoslavie (4 fois), Brésil (6 fois), Argentine (5 fois), Canada (5 fois), Australie (4 fois) et Belgique (4 fois)<sup>246</sup>.

Tout bien considéré, le défi qui consiste à faire de l'Organisation des Nations Unies un cadre au sein duquel toute confrontation idéologique serait exclue et un espace de déploiement harmonieux de la coopération internationale, ou mieux des relations internationales basées sur des principes réellement démocratiques et orientées vers une prise des décisions de plus en plus favorisant l'unanimité, ne fut-ce qu'au sein du Conseil de sécurité, reste encore à relever. Comme l'a écrit si clairement Serge Sur, « Le Conseil est à l'image de la société internationale, il est un instrument au service des grandes puissances et non une vigie ou un vigile de la justice ou de la légalité internationales »<sup>247</sup>. Ainsi, d'une part, l'inégalité de pouvoir entre les États membres du Conseil de sécurité et les autres membres de l'ONU et, d'autre part, l'inégalité entre les États membres permanents du même Conseil de sécurité et les non permanents favorise l'exploitation des pays les plus faibles par les plus forts et la primauté des intérêts dans les relations entre États. Bref, c'est le réalisme qui, en fin de compte, triomphe dans ces relations.

### **5.3- Le triomphe du réalisme dans les relations internationales**

L'analyse du système onusien nous aura permis de constater que les relations internationales restent déterminées par une tendance qui met au centre de toute coopération d'abord la primauté des intérêts des États en présence. Ainsi le respect des valeurs démocratiques, bien que fondamental au niveau interne de tout État qui se veut de droit, arrive par contre en second lieu au niveau des rapports interétatiques. C'est donc la tendance réaliste qui triomphe en dépit de tous les efforts entrepris pour la moralisation de la coopération mondiale souvent sacrifiée sur l'autel des intérêts et au nom de la souveraineté.

---

<sup>246</sup> Pierre-Édouard Deldique, *op.cit.*, p. 47. (Lire la note 1).

<sup>247</sup> Serge Sur, *art. cit.*, p.69.

### 5.3.1- Souveraineté et rapports de force dans les relations internationales

Même s'il est généralement admis qu'au 21<sup>ème</sup> siècle le monde est devenu un grand village et que les échanges commerciaux, grâce aux facilités de nouvelles technologies de l'information et de la communication, n'ont jamais été aussi intenses, il reste que les limites des frontières entre États n'ont pas perdu de leur importance quant à la défense des intérêts nationaux. Ces derniers supplantent, dans plusieurs cas, les valeurs favorisant la défense des droits de l'homme et le bien-être social incarnés dans les grandes institutions internationales. Cela n'est rien d'autre que le mode de fonctionnement fondé sur la conception réaliste des relations internationales. Celle-ci trouve ses racines dans le système westphalien qui, en dépit de tous les changements réalisés au cours des siècles, influence encore de nos jours la conception des relations entre États.

En effet, c'est en 1648 que furent conclus les traités de Westphalie mettant ainsi fin à la guerre de Trente Ans et consacrant le principe de souveraineté de l'État, c'est-à-dire « souveraineté de chaque État sur son territoire, indépendance des États les uns par rapport aux autres, absence de tout pouvoir au-dessus des nations ». Pour Monique Canto-Sperber, « telles sont dès lors les caractéristiques des relations internationales »<sup>248</sup>.

Ces caractéristiques ont réellement inspiré certains philosophes de l'époque qui les ont thématiques et qui, pour ce faire et parce que leurs idées ont fait école, restent incontournables dans l'histoire de la conception des relations internationales. C'est fut le cas de John Locke et de Thomas Hobbes, pour ne citer que ces deux. Il n'y a donc pas de hasard que, par exemple, le *Léviathan*<sup>249</sup> ait été publié en 1651, juste trois ans après la conclusion des traités de Westphalie. Il présente clairement la situation dans laquelle les États se retrouvent et qui impose de leur part un comportement de prudence et de calcul. L'auteur décrit cette situation comme étant un « état de nature » où il n'existe aucun pouvoir supérieur commun capable de déterminer et d'orienter l'agir des États. Dans un tel contexte se comprend mieux le sens de la souveraineté qui se définit comme « la puissance perpétuelle et absolue d'une République ».

---

<sup>248</sup> Monique Canto-Sperber, *op.cit.*, p.63.

<sup>249</sup> Thomas Hobbes, *Léviathan* (1651), Paris : Sirey, 1971, p. 126.

Elle se manifeste par un pouvoir sans limites, mais contenu dans les frontières d'un pays. Elle est l'expression de la volonté absolue du souverain, que rien, ni droits ni devoirs, ni loi naturelle ni bien commun, ne restreint en principe<sup>250</sup>.

Une telle conception de la souveraineté favorise le réalisme comme tradition de pensée sous-tendant l'agir des États, les uns à l'égard des autres, tradition dans laquelle le mode opératoire reste fondé sur les concepts de pouvoir, d'intérêt personnel ou national et centré sur l'État lui-même<sup>251</sup>. Force est de constater que cette tradition n'est malheureusement pas opposée aux conflits ou aux guerres et aux inégalités entre les États habitués à fonctionner au travers des rapports de force et de pouvoir. Au contraire, conflits, guerres et inégalités nourrissent bien la coopération intéressée qui en découle. Dans ce cas, même si grâce à des organisations comme les Nations Unies on est loin de l'anarchie au sens hobbesien du terme, c'est-à-dire le vide juridique, l'absence de principes ou de règles, d'ordre et de pouvoir supérieur commun; même si les États sont aujourd'hui membres de différentes organisations régionales et internationales qui les lient aux divers traités et conventions qui réduisent l'absoluité de leur souveraineté, le problème n'est pas pour autant résolu définitivement. L'Organisation des Nations Unies, par exemple, reste fondée sur le respect de la souveraineté de ses membres. Pour preuve, parmi les sept principes contenus dans la Charte et conformément auxquels ces membres doivent agir, deux expriment clairement l'attachement au principe de souveraineté : le premier principe qui stipule que « L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres » (Art. 2.1), et le septième principe qui établit qu'« Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte... » (Art.2.7).

Lorsqu'on ajoute à cela tout ce que nous avons relevé au sujet du fonctionnement du Conseil de sécurité, et surtout le pouvoir des États membres permanents, qui renforce encore

---

<sup>250</sup> Monique Canto-Sperber, *op.cit.*, p. 64.

<sup>251</sup> Lire à ce sujet Giesen Klaus-Gerd dans *L'éthique des relations internationales. Les théories anglo-américaines*, Bruxelles : Établissements Émile Bruylant, 1992.

plus la souveraineté de ces derniers et leur permet même d'interférer dans l'administration de tous les autres États plus faibles, les relations internationales ne peuvent que continuer, en dépit et au grand dam de tous les grands principes éthiques, à être orientées en fonction des intérêts des États les plus puissants. A ce propos, la politique africaine de la France, un des membres permanents du Conseil de sécurité, illustre bien ce rôle particulièrement dans la région des Grands Lacs.

### **5.3.2- La « françafrique » et les pays des Grands Lacs**

La tendance réaliste est le sous-bassement des relations qu'entretient la France aussi bien avec ses anciennes colonies d'Afrique qu'avec tous les autres pays de ce continent appelés, par la force des choses, à avoir avec elle un partenariat quelque peu nébuleux. Il faut préciser, d'entrée de jeu, que la France n'est pas le seul pays d'Occident à avoir une telle politique africaine, mais il n'en reste pas moins qu'elle offre, elle plus que tous les autres, un exemple plus éloquent de la conception des relations internationales dont les fondements éthiques restent questionnables quand on les analyse avec objectivité à travers ce qu'il est convenu d'appeler la « françafrique ».

Par la « françafrique » il faut entendre, brièvement, un système de relations quasi clandestin mis en place par la France afin de maintenir, de manière subtile, ses anciennes colonies et autres pays d'Afrique sous sa tutelle. Depuis les premières années des indépendances avec Charles de Gaulle jusqu'à ces jours, à travers l'action de ses Secrétaires aux Affaires africaines ou Secrétaires à la coopération et ses conseillers (politiques, militaires, économiques et autres), la France est présente dans le fonctionnement des pays africains, interférant dans les processus et manœuvres d'accès au pouvoir et de contrôle des richesses naturelles. Sans aucun doute, écrit Patrick Pesnot, « les gouvernements français successifs ont utilisé toute la panoplie des moyens mis à leur disposition : putschs, coups tordus des services secrets, intervention des garnisons laissées en place à l'issue de la colonisation, envois de



mercenaires, accords secrets passés avec les dirigeants autorisant Paris à s’immiscer dans les affaires intérieures, constitution de réseaux barbouzards, pressions économiques... »<sup>252</sup>.

Au plan politique et stratégique, la France aurait tout intérêt à renforcer son poids face aux autres puissances mondiales et le ralliement de l’Afrique francophone en particulier a toujours bien servi cette cause. Avec raison, son ambition de garder sa place dans la cours des grands passe par ce qu’un journaliste de Radio France Internationale a appelé les « quatre multiplicateurs de puissance »<sup>253</sup> : l’arme atomique (fabriquée avec un combustible en provenance du Niger), le siège permanent au Conseil de sécurité, l’Europe et l’Afrique. Pour ce qui est du siège permanent, l’essentiel a été dit au point précédent. Sans négliger l’instrumentalisation de l’arme atomique et de l’Union européenne, l’apport de l’Afrique dans le positionnement de la France dans les relations internationales mérite une attention particulière. La françafrique concerne avant tout les anciennes colonies françaises, mais les pays des Grands Lacs n’ont pas échappé au phénomène. L’exemple du Rwanda et celui de la République Démocratique du Congo l’illustrent clairement.

En effet, l’instabilité qui prévaut dans la Région des Grands Lacs depuis deux décennies a eu comme événement déclencheur le génocide rwandais de 1994. Les conséquences de ce drame ne se sont pas limitées aux frontières du Rwanda. La République démocratique du Congo a été la terre d’accueil de la plupart de réfugiés rwandais et le terrain de toutes les rivalités qui s’en sont suivies. C’est elle qui encore aujourd’hui, dans la partie Est, en souffre atrocement. Le rôle de la France dans cette situation n’est pas indépendant de la conception qu’elle a de ses relations avec les pays africains. C’est à travers sa présence militaire que la France a été impliquée profondément dans le drame rwandais. Cela remonte à la période d’avant le génocide alors que le président rwandais de l’époque, Juvénal Habyarimana, était aux prises avec une rébellion du Front Patriotique Rwandais (FPR) qui imposait au pays une guerre civile sanglante. Au nom des accords de coopération militaire conclus en 1975, le président rwandais demanda à François Mitterrand de le soutenir contre la

---

<sup>252</sup> Patrick Pesnot, *Les dessous de la françafrique. Les dossiers secrets de monsieur X*, Paris : Nouveau Monde éditions, 2011, p. 10.

<sup>253</sup> Christophe Boisbouvier, *50 ans après, la Françafrique bouge encore*. Publié sur <http://www.rfi.fr/contenu/20091225-50-ans-apres-francafrique-bouge-encore>. Consulté le 10 décembre 2010.

rébellion et ce dernier finit par envoyer des militaires français au Rwanda. Cette mission sera dénommée l'Opération *Noroît* et sera sous couvert de l'action humanitaire alors qu'en réalité les militaires français se sont battus aux côtés des troupes loyales au président rwandais, pilotant des hélicoptères de l'armée rwandaise, menant des actions de reconnaissance et faisant même la police à Kigali<sup>254</sup>. Ne pouvant pas rétablir la situation, à cause de l'implication de l'armée ougandaise aux côtés des rebelles, la France pèsera de son poids en proposant au Conseil de sécurité de l'ONU l'adoption de la résolution prévoyant l'envoi des Casques bleus en remplacement des troupes françaises. Malheureusement, toutes ces tractations ainsi que la présence des Casques bleus n'ont pu empêcher l'irréparable du 6 avril 1994, l'attentat de l'avion du président Habyarimana, un Falcon offert par la France et piloté par un équipage militaire français. C'est cet incident qui a déclenché par la suite les massacres de près d'un million de rwandais. Depuis lors le gouvernement rwandais compte la France parmi les acteurs soupçonnés d'avoir participé à cet attentat.

Une deuxième mission de la France dans la Région des Grands Lacs n'est pas non plus étrangère à la politique de ce pays face à ses partenaires africains. Elle a été dénommée l'Opération *Turquoise* et avait érigé une zone humanitaire en République Démocratique du Congo, à Goma et à Bukavu précisément, pour accueillir les réfugiés rwandais et en particulier des Hutu. D'après plusieurs observateurs, partant de graves incohérences de l'action française au Rwanda, la France a réellement donné l'impression de protéger les génocidaires Hutu en les installant sur le territoire congolais.

Parlant du Congo justement, bien qu'ancienne colonie belge, la France n'a pas résisté à la tentation de l'intégrer dans son système de relations politiques, économiques et stratégiques intéressées. Elle aurait bien voulu avoir plus d'influence sur ce pays qui se compte parmi les plus vastes de la francophonie, mais se sont plutôt les États-Unis qui dans le contexte de la guerre froide avaient quasiment la mainmise sur lui grâce au président Mobutu. C'est au soir du règne de ce dernier, alors qu'il était déjà affaibli et même abandonné par les Américains qui en avaient fait pendant de nombreuses années un partenaire dans la lutte

---

<sup>254</sup> Patrick Pesnot, *op.cit.*, p. 407.

contre le Communisme, que la France s'est montrée protectrice, oubliant la nature dictatoriale du régime de son nouvel ami. Par la cellule africaine de l'Élysée, elle encourage discrètement l'envoi de mercenaires au Zaïre de l'époque.<sup>255</sup> Ce geste a contribué à réchauffer les relations entre la France et le dirigeant zaïrois, mais les jeux étaient déjà faits avec le soutien apporté par les troupes rwandaises à la rébellion congolaise dirigée par Laurent-Désiré Kabila en 1996, qui prendra le pouvoir à Kinshasa en mai 1997. Mais le complot qui a précipitamment conduit à l'assassinat de ce dernier, le 16 janvier 2001, s'est réalisé dans les circonstances qui n'ont pas encore été élucidées. Les soupçons qui pèsent sur la France confirment une fois de plus l'opacité de sa politique africaine.

En effet, mis à part le rôle joué dans la protection sur le sol congolais des génocidaires rwandais qui, par la suite, ont contribué malheureusement à déstabiliser plus encore la RDC en poussant l'armée rwandaise à faire des incursions déguisées en guerre civile sur le territoire voisin, c'est la question de l'uranium qui fait suspecter la France d'être sur la longue liste de conspirateurs de l'assassinat de Kabila. On a cité d'abord les États-Unis qui auraient mal pris l'ouverture anachronique de Kabila au communisme; le Rwanda et l'Ouganda qui pouvaient avoir un mobile sérieux suite à la décision de Kabila de reprendre son autonomie face à ses alliés et même d'annuler certains contrats commerciaux signés avec eux; l'Angola et le Zimbabwe qui avaient aussi fini par se faire de gros intérêts au Congo et, enfin, les commerçants libanais qui, suite à la décision de Kabila, venaient de perdre le monopole du marché du diamant au profit d'un homme d'affaires israélien.

Quant au dossier de l'uranium, il date de plusieurs années avant l'arrivée de Kabila au pouvoir. C'est dans les années 1960 que les Américains avaient construit un Centre de recherche nucléaire à Kinshasa disposant de deux réacteurs dont un serait encore en activité. On n'oubliera pas que la bombe atomique utilisée dans les frappes sur Hiroshima et Nagasaki était fabriquée à l'aide de l'uranium congolais. Les États-Unis avaient donc la possibilité de stocker leurs déchets nucléaires au Zaïre en plus de traiter de l'uranium de ce pays à l'état naturel. Il s'est ainsi organisé un marché clandestin offrant à n'importe quel pays la possibilité

---

<sup>255</sup> *Ibid.*, p.375.

de se procurer des matières enrichies et des déchets radioactifs<sup>256</sup>. Dans les derniers mois du règne de Mobutu, des barres d'uranium et des déchets nucléaires ont été volés dans le Centre de recherche de Kinshasa. Un ancien haut fonctionnaire, devenu proche de Kabila qui l'avait même nommé à la tête d'une importante société minière, s'est permis de commercialiser cet uranium. Il sera mis sous surveillance par les services de renseignement américains et français. Grâce au travail d'un espion, la DGSE (Direction Générale de Sécurité Extérieure de la France), finit par découvrir que non seulement le trafic d'uranium était réel, mais que le président congolais était de mèche. C'était pour lui une activité rentable pouvant financer l'achat d'armes et permettre de résister face à la rébellion qui le menaçait.

Dans ce contexte, Laurent-Désiré Kabila qui, à son arrivée au pouvoir était distant de la France, allant même jusqu'à envisager de sortir le Congo de l'Organisation Internationale de la Francophonie, choisit tout d'un coup de devenir proche du gouvernement français. Paris a vu là une opportunité et la françafrique s'est activée. C'est ainsi que Kabila a pu bénéficier du soutien en armes de la France transitant par le Tchad. Il sera même informé que sa vie était en danger à cause du comportement de certains de ses proches qui s'adonnaient au trafic d'uranium. En décembre 2000, la police française découvre à Lyon une voiture carbonisée dans laquelle se trouvaient deux hommes abattus d'une balle dans la tête et l'un d'eux était justement le dirigeant de la société minière congolaise qui s'était lancé dans le trafic illégal d'uranium<sup>257</sup>. Tout cela n'a pas empêché, malheureusement, l'assassinat de Kabila survenu le 16 janvier 2001.

## **Conclusion**

La critique africaine des relations internationales pointe sans conteste le déficit démocratique dont souffrent les grandes organisations internationales, comme les Nations Unies, supposées pourtant offrir un espace de coopération où chaque États devrait être reconnu comme partenaire et bénéficier ainsi de tous les avantages liés au respect du droit et de la justice dans l'égalité souveraine telle que la Charte le stipule dans ses principes fondamentaux. Pour illustrer ce fait, nous nous sommes permis, d'abord, d'analyser le

---

<sup>256</sup> Lire à ce sujet Stephen Smith dans le journal *Le Monde* du 5 mai 2001.

<sup>257</sup> Patrick Pesnot, *op.cit.*, p. 393-397.

système onusien à travers le fonctionnement de certains de ses organes principaux, en présentant la genèse et l'importance de l'ONU ainsi que ses problèmes fondamentaux; nous avons, par la suite insisté sur la responsabilité du Conseil de sécurité et, particulièrement, sur le rôle quelque peu controversé de grandes puissances, membres permanents de cet Organe majeur; enfin, nous avons démontré que les paradoxes du fonctionnement des organes de l'ONU et, particulièrement, le pouvoir excessif du Conseil de sécurité déterminent la nature des relations internationales à deux vitesses, consacrant ainsi la tendance réaliste comme fondement philosophique et politique de la conception des rapports entre l'Afrique et ses partenaires occidentaux. L'opacité des relations de la France avec certains pays de la région des Grands Lacs nous a servi d'illustration.

Ce que nous qualifions de déficit démocratique dans les rapports interétatiques au sein même de l'Organisation des Nations Unies transparait assez clairement dans le projet de John Rawls qui nous sert de prétexte dans notre réflexion. La catégorisation ou la hiérarchisation des sociétés qu'il fait et l'extension du *Droit des peuples* par étapes qui s'en suit ont nourri la critique au sujet de l'ethnocentrisme et de la limitation des droits de l'homme autant qu'elles ne permettent pas de trancher entre l'universalisme et le relativisme moral. Ces phénomènes ont malheureusement marqué l'histoire de la formation des États africains et ils encouragent encore aujourd'hui les causes du sous-développement dont souffrent ces États, causes aussi bien internes qu'externes dans la mesure où elles trouvent leurs protagonistes autant parmi les dirigeants de ces pays qu'au sein d'un petit cercle de certaines grandes puissances étrangères. L'Afrique, comme l'affirme Luc Sindjoun interprétant Kevin Dunn et Timothy Shaw, n'a pas fini d'être un déficit pour les théories des relations internationales<sup>258</sup>, et nous ajoutons, pour notre part, que les pays africains, particulièrement ceux de la Région des Grands Lacs, n'ont pas non plus fini de rechercher la place qui leur convienne dans l'organisation des relations internationales. Cet état de fait exige une autre conception des relations internationales basées sur une éthique et une géopolitique conséquentes. Tel sera notre apport à la troisième partie de notre thèse.

---

<sup>258</sup> Luc Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, p. 24.

### **TROISIÈME PARTIE :**

## **ÉTHIQUE ET GEOPOLITIQUE D'UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL**

Les grands rendez-vous de l'histoire de la coopération entre les États du monde ont souvent été rendus possibles par l'urgence de résolution de grandes crises (guerres, catastrophes naturelles, famines, épidémies, etc.) et par le souci inhérent d'établissement d'un ordre différent du précédent, qui serait porteur de nouvelles perspectives. Dans l'état actuel du monde marqué par des crises à répétition et dont les signes sont, en n'en point douter, l'incertitude, la volatilité, l'absence de stabilité et de contrôle, le nouvel ordre mondial passe nécessairement par une nouvelle gouvernance globale dont les fondements trouvent leur source dans une éthique qui ramène le sens démocratique au cœur des structures de l'ordre envisagé.

Face, d'une part, à la diversité culturelle attestée et reconnue dans plusieurs États devenus multinationaux et, d'autre part, au phénomène de la mondialisation qui appelle à plus de contacts entre différents peuples et États du monde, serait-il possible de s'entendre sur des valeurs politiques communes pouvant structurer les relations internationales de manière à les rendre plus justes et harmonieuses ? Dans quelle mesure l'analyse faite précédemment de la théorie rawlsienne, du système des Nations Unies et de la situation des pays africains des Grands Lacs pourrait nous mener à déterminer ce qui serait un ordre international minimalement accepté par tous dans ses fondements éthiques ?

La réponse à ce questionnement constituera la matière de deux derniers chapitres de notre dissertation dont l'objectif sera, pour l'un, de clarifier les contours d'une éthique pouvant servir de fondement aux structures de la gouvernance globale et, pour l'autre, de présenter les grandes articulations d'un nouveau paradigme des relations internationales et ses implications en faveur de la pleine intégration des pays des Grands Lacs dans les structures de cette gouvernance globale.

## Chapitre sixième :

# Les structures d'une nouvelle gouvernance : la démocratisation de la globalité. Quelle éthique?

## Introduction

L'appel à l'établissement d'un nouvel ordre international ou mieux la réflexion sur l'organisation des rapports entre les États et Nations du monde n'est pas un sujet ou un phénomène récent. Par contre, les textes des auteurs anciens comme Thucydide<sup>259</sup> en témoignent, son urgence s'est souvent fait ressentir à l'occasion de grands rendez-vous de l'histoire de la coopération entre les différents États du monde. A la suite de grandes crises telles les guerres, les catastrophes naturelles, les famines et épidémies, les sociétés ont souvent cherché à procéder à de grands changements qui seraient porteurs de nouvelles perspectives. Mais celles-ci, il va sans dire, ne peuvent être possibles que si l'ordre international dans son ensemble accepte de se renouveler aussi bien dans son fonctionnement que dans ses structures en tenant compte de différents enjeux en présence. Dans le cadre de notre réflexion portant sur les implications du projet de John Rawls sur les relations internationales en rapport avec la situation des pays des Grands Lacs africains, et considérant les critiques adressées aussi bien au système qui encadre ces relations jusqu'aujourd'hui qu'à l'auteur de *The Law of Peoples*, quelle serait les contours de l'éthique capable de servir de fondement à un nouvel ordre du multilatéralisme?

Au cours de ce sixième chapitre de notre dissertation, nous nous fixons l'objectif de présenter cette éthique de la gouvernance globale ainsi que la forme que pourraient prendre les structures de son déploiement. Pour ce faire, au premier point, nous rappellerons certains de grands rendez-vous ayant permis aux États de penser à des solutions de coopération économique et politique caractéristiques d'un ordre mondial porteur d'espoir; au deuxième point, nous présenterons les réformes et nouvelles initiatives proposées afin de corriger les erreurs et les faiblesses de l'ordre mondial de coopération, spécialement dans le cadre de

---

<sup>259</sup> Lire Thucydide, *Guerre du Péloponnèse*, trad. par R. Weil, Paris : C.U.F., 1969.

l'Organisation des Nations Unies; au troisième et dernier point, tenant compte des raisons du dépassement de l'ordre actuel de coopération et des limites du cadre de la théorie de John Rawls, qui nous sert de prétexte dans notre réflexion, nous clarifierons les grandes lignes d'une éthique pouvant servir de fondement normatif aux structures d'une nouvelle gouvernance globale. Nous démontrerons, donc, que ce nouvel ordre mondial passe nécessairement par une nouvelle gouvernance globale dont les fondements trouvent leur source dans une éthique qui ramène réellement les valeurs de la démocratie au cœur des structures des relations internationales. C'est à cela que renvoie l'intitulé de ce sixième chapitre et particulièrement l'expression « démocratisation de la globalité ».

### **6.1- Les grands rendez-vous**

L'histoire des relations internationales est riche en événements qui ont été à la base de grandes réalisations et ont rendu possibles des tournants majeurs dans la conception de la gouvernance globale. Afin de mieux cerner la réalité de cette dernière et, au besoin, la rendre plus efficiente dans le contexte actuel du monde, il convient d'analyser au préalable les grands rendez-vous de son évolution. Point n'est besoin, pour ce faire, de remonter jusqu'à l'Antiquité toute l'histoire de la conception de l'appartenance sans frontières de tous à la commune humanité pour se convaincre que le sujet s'inscrit dans la tradition qui soutient l'idéal de justice, de paix et de fraternité vécu au plan global. C'est donc cet idéal qui demeure le centre de toute la réflexion que nous entreprenons, mais il ne saurait être possible de le comprendre si on ne saisit pas la portée des efforts déployés dans le sens de sa réalisation.

En effet, sans négliger tout ce que l'histoire nous a offert en termes de réflexions et de projets soutenant le rapprochement entre différents États et sociétés, il reste vrai que les trois derniers siècles, le dix-neuvième, le vingtième et le vingt et unième commençant, ont chacun apporté une touche particulière à la construction du projet de la gouvernance globale. Les grands rendez-vous que nous revisitons ont été des occasions de recherche de réponses à la question de la mise en place de ce projet. Ainsi, c'est la révolution industrielle qui a déterminé les efforts entrepris dans ce sens au 19<sup>ème</sup> siècle alors qu'au 20<sup>ème</sup> siècle c'était l'avènement des États-Unis comme grande puissance et qu'en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle, c'est plutôt les pays



émergents qui semblent prendre la place en tant que nouveaux acteurs. Nous suivrons donc ces trois axes dans la présentation de ce que nous appelons les grands rendez-vous.

Si le concept de mondialisation est employé depuis un peu plus de trente ans, sa réalité qui renvoie à l'extension géographique d'une conception de vie, d'un pouvoir ou d'une relation reste pourtant vieille. De tous les temps, des villes comme des nations ont souvent, grâce à leur puissance économique ou militaire, déterminé l'orientation du monde. Celui-ci, par conséquent, se conçoit alors comme un espace géographique dont le « centre », qui peut être une ville, une région ou une nation, a tendance à se projeter économiquement, politiquement et culturellement vers l'extérieur<sup>260</sup>. C'est ainsi qu'il y a eu dans l'histoire un monde grec, un monde chinois, un monde romain, un monde britannique, etc. La caractéristique principale de tous ces mondes était l'importance accordée aux échanges commerciaux avec les nations conquises devenues satellites du centre.

Au dix-neuvième siècle, et même déjà à partir de la fin du dix-huitième siècle, la révolution industrielle a permis à certaines nations de jouer le rôle de locomotive de la mondialisation. L'ordre international s'est ainsi conçu sous leur influence et les relations internationales ont été déterminées par leur politique économique et leurs cultures. C'était le cas, entre autres, de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Hollande, le Portugal et l'Espagne, considérés à juste titre comme les puissances économiques et industrielles de l'époque.

Dans le contexte de la révolution industrielle donc, ces nations ont tout naturellement choisi d'aller au-delà de leurs frontières géographiques en vue d'acquérir des matières premières et, en retour, écouler les produits de leur industrialisation sur les nouveaux marchés. Par exemple, la colonisation, ou mieux « la domination coloniale leur a permis d'étendre leurs empires économiques et politiques, et d'en faire des espaces privilégiés de valorisation et de commercialisation de leurs produits »<sup>261</sup>. Mais, la poursuite de ces objectifs

---

<sup>260</sup> Jean Matouk, *Mondialisation, altermondialisation*, Toulouse : Éditions Milan, 2005, p. 4.

<sup>261</sup> Hakim Ben Hammouda et Mustapha Sadni Jallab, *Le G20 et les défis de la gouvernance globale*, Bruxelles : De Boeck, 2011, p. 39.

n'a pas toujours favorisé des relations harmonieuses entre les différentes puissances commerciales et coloniales. Toutefois, il faut le reconnaître, la révolution industrielle a surtout favorisé le grand développement de l'Europe et la colonisation lui a servi de levier non négligeable. L'Europe est donc restée au centre d'une certaine mondialisation de cette époque de l'histoire, organisant des échanges commerciaux avec tous les autres continents, et particulièrement, la sinistre traite négrière à travers le fameux commerce triangulaire.

Malheureusement, plusieurs événements ont mis fin à ce grand mouvement de développement de l'Europe et ont marqué le tournant de l'histoire des relations internationales au début et durant tout le 20<sup>ème</sup> siècle. On ne peut pas ne pas penser, de prime abord, au désastre que fut la première Guerre mondiale, aux conséquences de la grande dépression de 1929 et au cours des années 1930, mais aussi et surtout à la catastrophe humaine de la deuxième Guerre mondiale, conséquence des luttes des idéologies fascistes et nazi.

Contrairement aux bienfaits du développement fulgurant que l'Europe avait connu, ces drames avaient consacré la négation de l'humain. C'est ce qui transparait dans ces propos de Hakim Ben Hammouda et Mustapha Sadni Jallab : « Ce conflit a détruit la puissance économique de l'Europe, empêtrée dans des luttes qui ont pris une dimension mondiale, avec la montée du fascisme et du nazisme. Mais plus que la puissance politique et économique, c'est l'idée de raison universelle qui a connu une défaite majeure en Europe, avec la montée de forces politiques qui portaient un projet de négation de l'humain et qui ont été à l'origine d'une des aventures les plus désastreuses de notre histoire »<sup>262</sup>.

Vus sous un autre angle, par contre, ces drames ont pourtant été des occasions d'un sursaut de la Communauté internationale, forcée d'envisager de nouvelles perspectives. Cela a fait de ces drames des grands rendez-vous de la mise en place de projets historiques. En effet, la réaction aux drames précités a orienté les efforts vers la construction d'un nouveau système de coopération ayant pour but de recréer la stabilité et de favoriser la paix et la sécurité dans

---

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 5.

le monde. C'est dans ce contexte que furent fondées les institutions de Bretton Woods et l'Organisation des Nations Unies, les premières étant considérées comme la solution aux problèmes économiques et financiers tandis que la seconde, plus politique et générale, apportait des réponses aux questions de paix et de sécurité dans une perspective de l'idéal pacifiste. Nous en avons parlé au chapitre précédent de notre dissertation. L'article premier de la Charte de l'ONU traduit en des termes clairs cette volonté de réaliser une nouvelle coopération internationale basée sur le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, ainsi que sur la résolution des problèmes d'ordre économique, politique, social, intellectuel et humanitaire : « cette espérance nouvelle anime alors l'humanité, qui commence à espérer qu'elle ne verra plus des scènes de désolation et de haine de l'autre pouvant aller jusqu'à son élimination physique, avec les moyens les plus atroces. L'espoir et les valeurs de la paix perpétuelle, dont Kant avait parlé deux siècles plus tôt, allaient de nouveau renaître, le monde allait renouer avec le projet des Lumières et l'espoir de réduire l'altérité radicale du sujet »<sup>263</sup>. C'est fut le point de départ de l'ordre international et multilatéral de l'après guerre.

La nature ayant horreur du vide, le déclin de l'Europe en général et de l'Empire britannique en particulier a laissé l'espace aux États-Unis qui, seuls, devaient occuper la place de locomotive de la nouvelle mondialisation durant tout le 20<sup>ème</sup> siècle. Au lieu d'un ordre international plus ouvert à la pluralité, les États-Unis se sont par contre laissé tenter par la position de nouvelle grande puissance que le nouveau contexte de la coopération leur accordait. Le monde devait désormais leur être soumis en raison de leur puissance politique, économique et militaire. Leur influence a ainsi pris de l'ampleur dès le début, spécialement, grâce à deux phénomènes : la convertibilité du dollar et le Plan Marshall.

En effet, la monnaie de la nouvelle grande puissance ne pouvait que prendre la place relative au nouveau contexte. Comme la Livre Sterling ne servait plus de moyen de référence de paiements internationaux, le Dollar américain l'avait tout naturellement remplacé en devenant à son tour la monnaie de réserve. Dans ce cas, il représentait la valeur même de l'or établissant ainsi la convertibilité entre les deux. Nous avons évoqué à ce sujet le propos de

---

<sup>263</sup> *Ibid.*, p.6-7.

Jean-Pierre Maury au chapitre précédent : « Alors que l'économiste anglais John Maynard Keynes proposait la mise en place d'un système de financement des pays déficitaires par une banque chargée d'émettre une monnaie internationale, le « bancor », les États-Unis, alors détenteurs des deux tiers des réserves mondiales d'or, préférèrent le retour formel à l'étalon or. La convertibilité du dollar en or permet alors au dollar de devenir la principale monnaie de réserve, la monnaie du commerce international, le pivot du système monétaire international (...) Les institutions de Bretton Woods sont ainsi devenues les instruments de gestion et de contrôle de l'économie capitaliste »<sup>264</sup>.

Quant au Plan Marshall, il consistait à apporter de l'aide substantielle à la reconstruction de l'Europe détruite par la guerre. A l'époque, seuls les États-Unis, d'après Jean Matouk, disposaient de moyens financiers conséquents et étaient les seuls industriellement capables de fournir les matériels nécessaires à cette reconstruction. Mais, les fonds de ce plan revinrent en grande partie au pays donateur sous forme de commandes à l'industrie américaine. Celui-ci conditionna son aide à la réouverture progressive des frontières entre les pays d'Europe et il imposa à ces derniers son modèle et ses méthodes de production<sup>265</sup>.

Il est donc clair que l'ordre international de l'après guerre a été déterminé par les solutions envisagées aussi bien au plan politique avec la création de l'ONU qu'au plan économique et financier avec la mise sur pied des institutions de Bretton Woods, le tout sous le leadership des États-Unis devenus la grande puissance industrielle, politique, économique et militaire du moment. Quoi qu'on en pense, cet ordre international a permis au monde, et particulièrement aux pays occidentaux, de connaître une réelle stabilité pendant une période relativement longue que d'aucuns ont considérée comme une période glorieuse : « les crises et les tempêtes étaient rares. Les règles et les normes en place permettaient une gestion cohérente des mouvements de marchandises, des devises et des prix sur les marchés mondiaux »<sup>266</sup>. D'où l'expression « les trente glorieuses ». Par contre, cette période de

---

<sup>264</sup> Jean-Pierre Maury, *art. cit.*, p. 35.

<sup>265</sup> Jean Matouk, *op. cit.*, p. 10-11.

<sup>266</sup> Hakim Ben Hammouda et Mustapha Sadni Jallab, *op. cit.*, p. 9.

stabilité va connaître un ralentissement et même une crise profonde causés par d'autres phénomènes historiques non moins importants et aux conséquences redoutables sur les plans économique et politique.

Premièrement, l'économie américaine, qui depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale déterminait la marche des affaires, s'est fait doubler par l'économie européenne qu'elle avait pourtant soutenue précédemment. La raison de cette déconfiture résidait dans l'action même des Américains qui abusèrent de leur privilège monétaire en accumulant des déficits<sup>267</sup>. Concrètement, l'économie américaine ne pouvait plus assurer le rôle international de sa monnaie d'autant plus que ses excédents commerciaux étaient devenus moindres par rapport à la grande productivité de l'Europe qui, grâce à l'amélioration de sa compétitivité, avait réussi à accumuler d'importantes réserves en Dollars. Par conséquent, la convertibilité du Dollar en or ne tenait plus la route et ne pouvait donc plus être garantie. En plus, la responsabilité incombe également à l'ensemble de grands pays industrialisés qui, au nom du dogme économique du marché libre et sans frontière, avaient presque renoncé au début des années 1970 à maintenir la rigueur dans la régulation des transactions internationales des capitaux. Ce qui allait à l'encontre du système mis sur pied à Bretton Woods où les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale avaient conclu en juillet 1944 un traité sur l'ordre monétaire international qui accordait à toutes les monnaies des pays participants une parité fixe avec le Dollar et permettait à la banque centrale des États-Unis de garantir l'échange du Dollar contre l'or. Malheureusement, les États qui devaient assurer la surveillance du commerce des devises et autoriser les transferts de sommes importantes<sup>268</sup> ont cédé la place aux spéculateurs qui, désormais, négocient entre eux les taux de change.

Deuxièmement, l'arrivée sur la scène internationale de nouveaux États. À partir des années 1950, les peuples autrefois soumis par la colonisation ont soudainement pris conscience de leurs aspirations à plus de liberté et se sont ainsi mis à lutter pour leur autodétermination et leur souveraineté. La fin de cette décennie ainsi que toute la décennie

---

<sup>267</sup> Jean Matouk, *op.cit.*, p.15.

<sup>268</sup> Hans-Peter Martin et Herald Schumann, *Le piège de la mondialisation. L'agression contre la démocratie et la prospérité*, Arles : Actes Sud, 1997, p. 93-94.

1960 ont vu nombre de pays africains, entre autres, accéder à leur indépendance politique. Grâce à leur souveraineté nationale, ils devenaient logiquement des acteurs avec lesquels il fallait désormais compter. Dans ce cas, leur présence apportait une réelle remise en question de l'ordre international initialement conçu sans leur participation. Les grands alliés de toutes les grandes guerres du 20<sup>ème</sup> siècle ne pouvaient plus continuer à ne tenir compte que d'eux-mêmes. La participation active, mais discrète et modeste, de soldats des armées coloniales aux deux guerres mondiales, particulièrement, devait aussi être reconnue et appréciée à sa juste valeur. C'est le cas de ceux qu'on a appelés « tirailleurs », des jeunes sénégalais, Malgaches, Togolais, Marocains, Algériens, Tunisiens, Indochinois, congolais, pour ne citer que ceux-ci. Ils ont été arrachés à leurs villages pour se retrouver au front sans entraînement sérieux à la guerre, certains aux côtés des militaires français et d'autres avec les belges. Ils s'étaient battus avec un immense courage et ont longtemps attendu leur récompense, attribuée en priorité aux combattants des Métropoles<sup>269</sup>. De même, les jeunes États aspiraient naturellement au développement économique et, pour cela, ils avaient besoin d'être présents dans les structures de gouvernance politique et économique internationale. D'où l'exigence d'une réforme qui prendrait en compte la présence de ces nouveaux acteurs.

Bref, le déséquilibre de l'économie américaine ayant conduit le 15 août 1971 à l'annonce par le président Nixon de l'abandon du principe de convertibilité du Dollar, ou mieux de la parité Dollar-or, et la présence sur la scène internationale de nouveaux États étant devenue un fait, les crises successives au cours des années 1970 et 1980 ne pouvaient qu'être l'illustration de la fragilité, de l'instabilité et de graves difficultés de l'ordre global mis en place. En d'autres termes, tout bien considéré, les années 1960 ont réellement marqué le début de l'essoufflement de l'ordre institué à l'issue de la deuxième Guerre mondiale. Le fait qu'il ait été lié à l'économie américaine lui a sans doute assuré une certaine stabilité pour toute la période de croissance de celle-ci, mais quand la suprématie et l'hégémonie des États-Unis ont commencé à dégringoler, cet ordre ne pouvait qu'en ressentir le coup; de même, le fait qu'il ait été fondé ou mis sur pied sans la participation active de nouveaux États comme ceux

---

<sup>269</sup> Lire à ce sujet Isabelle Bournier et Marc Pottier, *Atlas de la Seconde Guerre mondiale*, Paris : Casterman, 2006.

d'Afrique, anciennes colonies des États européens, n'a pas manqué de questionner et questionne encore sa légitimité pour aujourd'hui.

Pareille situation, qui est à juste titre un autre rendez-vous de l'histoire, appelle obligatoirement à un changement systémique en profondeur et, donc, à de nouvelles initiatives et des réformes conséquentes.

## **6.2- Réformes et nouvelles initiatives**

Face à l'urgence du changement exigé par les différentes crises ayant rendu possibles les grands rendez-vous de l'histoire de la coopération au plan global, plusieurs tentatives ont été essayées afin de répondre au besoin de l'efficacité des relations internationales. Il s'agit de certaines réformes entreprises et initiatives proposées, certaines relevant uniquement de la théorie et d'autres s'étant transformées en tentatives de changement. En quoi consiste leur pertinence? Ont-elles réellement amélioré les relations internationales? Faudra-t-il s'en contenter ou alors les dépasser de nouveau pour le mieux?

Les réponses à ces questions ouvriront notre réflexion à l'essentiel de l'éthique que nous proposerons comme fondement de la nouvelle gouvernance globale. Pour plus de clarté, nous présenterons ces réformes et initiatives sous trois rubriques : le plan politique, le plan économique et le plan social. Ces rubriques seront rattachées aux institutions dont le caractère multilatéral est avéré dans leur fonctionnement, qu'elles soient gouvernementales ou non gouvernementales.

### **6.2.1- L'ONU et la réforme politique**

Les réformes proposées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies relèvent à strictement parler du plan politique. Elles sont relatives aux problèmes que nous avons épinglés au chapitre précédent. A ce sujet, quelques options restent envisageables comme tendances possibles selon qu'on souhaite une revitalisation de l'Organisation à partir de la Charte de 1945 ou que l'on désire réduire son importance ou alors que l'on considère qu'il

faut la remplacer par une autre organisation. Nous resterons dans la perspective de la revitalisation. D'où la pertinence de la position de l'ancien Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali selon laquelle l'ordre dans lequel est née l'ONU en 1945 est depuis plusieurs années remis en question. Alors qu'à l'époque les États membres étaient les seules entités souveraines, leur souveraineté s'exerçait pleinement sur le territoire national, les gouvernements des États étaient les seuls acteurs habilités et qu'aucune loi ne pouvait être promulguée sans l'accord d'un État, on constate désormais que l'État nation n'est plus l'unique source de souveraineté et l'autorité fondée sur le territoire géographique fait aujourd'hui question; de nouveaux acteurs non étatiques ont investi la scène internationale et les États sont confrontés au processus de mondialisation et de globalisation. Pour ces raisons, d'après le diplomate, la réforme drastique des Nations Unies devient plus que jamais nécessaire. Ainsi, plutôt que de se focaliser sur la seule réforme du Conseil de sécurité, il est impérieux d'aller au-delà en envisageant également la réforme des opérations de maintien de la paix, de la bureaucratie onusienne et du rôle de l'ONU en matière de développement économique et social<sup>270</sup>.

Il y a dans cette déclaration une invitation pressante de l'ancien Secrétaire général à une réforme en profondeur du système et une mise en garde contre un changement de surface. Les tentatives de réforme qui ont été suggérées sont nombreuses à ce sujet. Nous en présenterons quelques unes avant de prendre position.

De façon générale, la plupart des propositions se préoccupent de répondre au besoin d'adaptation de l'Organisation des Nations Unies aux nouveaux défis globaux et au nouveau contexte international. Elles se focalisent sur le Conseil de sécurité dans la mesure où celui-ci est le cœur même de l'Organisation. Il n'y a donc pas de choix qui s'impose plus que celui qui regarde les choses du côté du Conseil de sécurité, en dépit de la remarque de Boutros Boutros-Ghali. D'ailleurs un autre ancien Secrétaire général, Kofi Annan, a affirmé « qu'il est nécessaire de modifier la composition du Conseil afin qu'il soit plus largement représentatif de la communauté internationale dans son ensemble et des réalités géopolitiques modernes, et

---

<sup>270</sup> Boutros Boutros-Ghali, Peut-on réformer les Nations unies?, dans *Pouvoirs*, 2004/2, n° 109, p. 5-6.



acquière ainsi une plus grande légitimité aux yeux de la communauté internationale »<sup>271</sup>. Ainsi nous soumettrons les propositions avancées dans cette perspective de la réforme du Conseil de sécurité à une analyse dont le critère, à l'instar de l'affirmation de Kofi Annan, sera une large représentativité comme condition d'une plus grande légitimité.

En effet, le sujet de la réforme de l'ONU est à l'ordre du jour depuis plusieurs années. Il fait l'objet de débats à n'en plus finir. Parce qu'on se préoccupe le plus souvent de la représentativité, la voie empruntée a souvent été, en général, celle de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité, mais surtout, et c'est là le nerf de la guerre, celle du nombre des membres permanents, en particulier. Ainsi depuis la modification de la composition du Conseil apportée en 1963, et qui a fait passer le nombre des membres de onze à quinze grâce à l'ajout de quatre membres non-permanents, les propositions dans ce sens n'ont fait que se multiplier. On ne peut pas ne pas penser notamment aux deux plans les plus importants présentés par des experts sur demande du Secrétariat général, le premier en 1997 et le deuxième en 2004. Toutes les autres propositions constituent une certaine bonification de ces deux plans.

Pour ce qui est du premier plan, appelé Plan Razali<sup>272</sup>, on retiendra qu'il proposait la création de cinq sièges permanents et quatre sièges non-permanents : deux sièges permanents seraient accordés aux pays industrialisés et trois aux autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine incluant les Caraïbes; quant à la répartition de quatre sièges non-permanents, qui seraient attribués essentiellement aux pays en développement, elle se ferait de telle sorte que chacune des régions considérées, soit l'Asie, l'Afrique, l'Amérique Latine et Caraïbes et l'Europe orientale, en obtienne un.

Le deuxième plan date de 2004. Faisant suite à la demande de Kofi Annan, il visait comme objectif la réalisation d'un « monde plus sûr »<sup>273</sup>. Il présentait deux modèles de

---

<sup>271</sup> Nations Unies, « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous », Rapport du Secrétaire général, A/59/2005.

<sup>272</sup> Razali Ismail, alors délégué de la Malaisie à l'ONU.

<sup>273</sup> C'est le titre même du rapport présenté par le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, « Un monde plus sûr : notre affaire à tous ».

réforme basée sur l'augmentation du nombre des sièges au Conseil de sécurité, passant de quinze à vingt-quatre. Le premier modèle divisait les neuf nouveaux sièges en six sièges permanents sans droit de veto et trois sièges non-permanents, tandis que le deuxième modèle ajoutait une nouvelle catégorie de huit sièges non-permanents ayant un mandat de quatre ans renouvelable, et un siège non-permanent de deux ans non renouvelable. L'Organisation des Nations Unies prendra le temps de réflexion et de débats avant de faire son choix en 2020.

Parmi les propositions de bonification, quelques unes méritent d'être mentionnées. D'abord, celle non négligeable émise par quatre pays constituant le G4 : l'Allemagne, le Brésil, l'Inde et le Japon. Ces pays ont suggéré la création de dix nouveaux sièges dont six permanents sans droit de veto et quatre non-permanents. Parmi les sièges permanents, un reviendrait à chacun d'eux alors que les deux restants seraient attribués à l'Afrique. Ensuite, en réaction à cette proposition, certains pays comme l'Argentine, l'Italie, le Mexique et le Pakistan ont plaidé juste pour l'augmentation du nombre des sièges non-permanents, soit dix qui s'ajouteraient aux dix actuels. Quant aux pays africains, enfin, ils ont exigé deux sièges permanents avec droit de veto et deux sièges non-permanents qui s'ajouteraient aux trois qui leur sont attribués actuellement<sup>274</sup>.

Comme on peut le constater, en plus du fait qu'il ne soit pas simple de déterminer le nombre et la nature de sièges à ajouter au Conseil de sécurité pour plus de représentativité et de légitimité, une autre question plus complexe demeure celle portant sur les pays auxquels reviendraient ces nouveaux sièges. Il est clair qu'on semble tenir compte, avant tout, du poids politique et économique des pays comme critère de choix auquel s'ajoute, en second lieu, l'équilibre géographique. C'est sur base de ces conditions que certains pays espèrent faire partie du Conseil de sécurité en qualité de membres permanents essentiellement. Pour l'Europe, c'est l'Allemagne qui semble être plus en vue. Cette position lui est acquise en raison de sa contribution financière importante au budget de l'ONU et de sa place stratégique au sein du bloc de l'Union européenne; pour l'Asie, le Japon s'impose presque pour les

---

<sup>274</sup> Lire à ce sujet un résumé de Mathilde Brun, « Le Conseil de Sécurité de l'ONU : l'impossible réforme », publié le 26 Nov. 2011. <http://suite101.fr/article/le-conseil-de-securite-de-lonu--l'impossible-reforme-a32654> et la position de la France sur le site de sa représentation à l'ONU : <http://franceonu.org/spip.php?article3768>. Consultés le 15 février 2012.

mêmes raisons. Il est compté parmi les grands contributeurs de l'Organisation; en Afrique, ce sont les pays considérés comme émergents qui passent en premier. Il s'agit, entre autres, de l'Afrique du Sud, du Nigeria et du Maroc, mais la question reste difficile à résoudre; l'Amérique Latine n'est pas en reste avec ses gros joueurs qui sont l'Argentine, le Brésil et le Mexique.

Tout bien considéré, la situation est loin d'être simple et la solution difficile à trouver dans un contexte des relations internationales marquées encore et toujours par les rapports de force. Si le cadre d'opération demeure celui de la Charte de 1945, réformer le Conseil de sécurité ne restera qu'un rêve dans la mesure où cela exigerait, selon l'article 108, l'accord de deux tiers des pays membres et, surtout, l'unanimité de tous les membres permanents disposant du droit de veto. Or ces derniers soutiennent que « le veto est essentiel au bon fonctionnement des Nations unies, au motif qu'il *garde les grands dans le jeu, et qu'il ne saurait y avoir de jeu sans eux* »<sup>275</sup>. Par conséquent, la réforme au plan politique devra attendre. Peut-être que l'année 2020 sera porteuse d'espoir. Qu'en est-il au plan économique?

### **6.2.2- La réforme économique, du G7 au G20**

Sur le plan strictement économique et financier, les initiatives n'ont pas manqué. Faisant suite également aux grandes crises, elles peuvent être considérées à juste titre comme des réponses historiques au besoin d'amélioration des relations internationales. Cela confirme très clairement l'idée selon laquelle l'économie et la politique s'influencent mutuellement. C'est donc parallèlement aux solutions politiques globales que les initiatives dans le domaine économique et financier ont été pensées et réalisées.

En effet, l'ordre mondial issu de deux grandes Guerres a été déterminé sur le plan économique et financier par la mise sur pied des institutions de Bretton Woods. Il a connu ses années de gloire et de stabilité, spécialement, pour les pays occidentaux dont les États-Unis en particulier. L'expression « les trente glorieuses » renvoie à cette période. Mais celle-ci a

---

<sup>275</sup> Boutros Boutros-Ghali, « Peut-on réformer les Nations unies? », *Pouvoirs*, 2004/2- n° 109, p. 7.

malheureusement connu une fin à cause des difficultés de l'économie américaine qui en constituait le fondement et de la présence massive de nouveaux acteurs dont les pays nouvellement indépendants qui se sont mis à réclamer, avec raison, plus d'égalité et de justice sur la scène mondiale. La décision du président Nixon évoquée précédemment, qui a mis fin à la convertibilité du Dollar, a certainement marqué le début d'une nouvelle ère.

C'est alors que, dès les années 1970, face à de nombreuses crises qui avaient frappé l'économie mondiale, nourries par l'instabilité de la situation financière devenue de plus en plus informelle et moins encadrée par des normes, il a fallu réagir afin de gérer tant bien que mal tous les risques provoqués par la nouvelle situation. Cette gestion s'est poursuivie durant les dernières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle jusqu'en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle. Elle est incarnée par des structures quasi informelles regroupant quelques pays sur base des critères liés à leur poids politique et économique. C'est le cas de pays membres du G7, du G8 et du G20 qui font la gestion de l'ordre mondial se limitant à la coordination de leurs politiques économiques à court terme, pour faire face à des crises de plus en plus fréquentes et déstabilisatrices<sup>276</sup>.

En effet, la première réaction à ces nouveaux rendez-vous de l'histoire a donné naissance au G7, d'abord. C'est à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la France, que les dirigeants de sept plus grands pays du monde se sont réunis, du 15 au 17 novembre 1975, au Château de Rambouillet. Il s'agit de l'Allemagne, des États-Unis, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie et du Japon, auxquels se joindra par la suite le Canada. Les objectifs de leurs réunions annuelles, comme évoqué ci-haut, étaient la confrontation des points de vue sur des questions économiques et financières, la communication des orientations fixées de commun accord afin d'assurer une meilleure coordination des actions et préserver la stabilité de l'ordre économique mondial. Par la suite, le G7 est devenu G8 en 1997 avec l'arrivée d'un nouvel acteur, la Russie. C'est un autre événement historique qui était à la base de ce changement de donne : la chute du mur de Berlin. Il fallait faire de la place à un pays qui venait certes de perdre son influence dans le contexte de rapports de force de la guerre froide, mais dont la position stratégique demeurait

---

<sup>276</sup> Hakim Ben Hammouda et Mustapha Sadni Jallab, *op. cit.* p.14.

indéniable. Enfin, le groupe a été forcé de prendre des proportions considérables en accueillant en son sein au moins douze pays en même temps. C'est ainsi que fut créé le G20 en 2008. L'événement déclencheur de cette ouverture fut la crise financière qui a frappé le monde depuis cette année mémorable et a en même temps rappelé l'importance de la solidarité internationale. Comme l'ampleur de cette crise dépassait largement les capacités de gestion des pays les plus industrialisés du G7 et l'ensemble du G8, il fallait associer les pays émergents à la recherche de solutions<sup>277</sup>.

Même si à chaque étape et face aux grandes crises une nouvelle génération de pays réussit à se frayer une place au soleil de l'économie mondiale, autrefois monopolisée par les plus puissants comme leur chasse gardée, les réformes proposées continuent de s'inscrire dans les mêmes schèmes, déterminés par une poignée de pays qui s'imposent à la tête du monde grâce à leur poids politique et économique, mais malheureusement, en dehors de toute procédure démocratique. Cela nourrit la critique qui établit que cette manière d'organiser les relations interétatiques accorde plus d'importance et de faveurs aux pays riches au détriment des plus pauvres qui, normalement, auraient plus besoin d'être soutenus dans leurs efforts pour le développement. Ainsi le G7, le G8 et le G20 sont perçus comme des clubs selectifs dont les membres agissent, non pas pour le bien de l'ensemble de pays, mais d'abord et avant tout pour leurs propres intérêts. L'informalité qui caractérise le cadre d'échange qu'ils se sont donné et les structures qu'ils constituent servent à perpétuer cette réalité qui les avantage. D'où l'importance d'une réaction qui attire l'attention sur les conséquences de l'ordre global incarné dans ces structures au plan social.

### **6.2.3- Les initiatives et réformes sociales**

Le fonctionnement des structures quasi informelles de gestion de l'économie mondiale a suscité des réactions de la part de plusieurs organisations de la société civile mondiale. Parallèlement aux initiatives des responsables politiques et économiques des pays les plus puissants, ces organisations défendent une autre conception du monde. A travers leur

---

<sup>277</sup> *Ibid*, p. 52-53; Jean Matouk, *op. cit.* , p. 30.

contestation du système dominant actuel, ce qu'on a appelé « l'altermondialisme » se fraie petit à petit son bonhomme de chemin. Ce mouvement peut être compté au nombre de plusieurs initiatives qui sont prises afin de répondre au besoin de l'efficacité des relations internationales. Il incarne dans ses idéaux une critique adressée à la conception du système global et globalisant des rapports politiques et économiques interétatiques.

Le fait d'analyser ce mouvement et de le présenter sous le point portant sur les réformes et les nouvelles initiatives n'en fait pas, à notre avis, une alternative de choix ni une solution exclusive aux griefs faits au système des relations internationales. Comme pour la réforme politique proposée dans le cadre de l'ONU et la réforme économique et financière initiée suite à l'échec du système de Bretton Woods, nous nous posons les mêmes questions à son sujet: en quoi consiste la pertinence du mouvement social? A-t-il réellement amélioré les relations internationales? Faudra-t-il s'en contenter ou alors le dépasser de nouveau pour le mieux?

S'inscrivant dans la lignée des internationales ouvrières qui, en milieu du 19<sup>ème</sup> siècle avaient pour objectif de contrer l'extension du capitalisme et de ses travers à l'échelle mondiale, le mouvement social initié par la société civile se donne la mission de s'opposer à l'ordre global qui semble accorder plus de faveurs aux puissants et néglige de tenir compte des intérêts des citoyens.

En effet, on constate de plus en plus que depuis le début du phénomène de la mondialisation, le rôle des États-nations n'est plus le même. Parmi les choses qui ont dramatiquement changé, il y a le pouvoir réel que les États sont supposés détenir dans la gestion du monde. Ce pouvoir semble de moins en moins fort dans la mesure où il est grugé par les structures comme celles informelles ci-haut évoquées, à savoir le G7, le G8, le G20 ou autres institutions internationales comme celles issue de l'accord de Bretton Woods (le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale), qui ont réussi à survivre à l'échec de cet accord. S'ajoutent à cette liste les entreprises multinationales dont les budgets et le capital dépassent parfois de loin ceux de nombreux États et leur octroient, par conséquent, un pouvoir qui supprime celui de ces derniers.

Face à ces structures, à ces institutions et à ces entreprises internationales et multinationales, des citoyens du monde ont ressenti le besoin et l'urgence de s'organiser afin de constituer un contre-pouvoir international<sup>278</sup>. Celui-ci se charge de la lutte en faveur de certains principes et valeurs qui sont menacées par les conséquences négatives de la conception globaliste du monde. Concrètement, il défend, entre autres, les droits des travailleurs, les droits de l'homme, la protection de l'environnement, l'égalité et la justice pour tous, etc. Bref, il revendique rien de moins que plus de démocratie dans la gestion du monde et de ses ressources, et refuse d'accepter facilement la situation de fait qui semble être celle d'un gouvernement mondial qui ne veut pas dire son nom, plus informel et sans mandat des citoyens.

Pour contester le pouvoir de ce gouvernement mondial informel et arracher l'avenir du monde à ses décisions, les différentes organisations de la société civile n'ont pour arme que les manifestations et les actes de perturbation dont l'objectif est d'interpeller les dirigeants du monde et sensibiliser les citoyens à la cause. Ces manifestations sont souvent organisées et ces actes posés à l'occasion des réunions du G7, du G8 ou du G20 et, spécialement, aux rencontres du Forum économique mondial de Davos en Suisse<sup>279</sup>. Ainsi, par exemple, parallèlement à la tenue du Forum économique mondial, les organisations de la société civile tiennent, quant à elles, des forums sociaux dans les villes du monde qui, symboliquement, présentent une image différente de celle de Davos. C'est le cas de Porto Alegre au Brésil, de Bombay en Inde, de Nairobi au Kenya ou de Dakar au Sénégal. Geoffrey Pleyers présente une analyse rigoureuse de sept Forums sociaux, de Porto Alegre à Nairobi, comme des lieux de partage d'expériences et d'expertises pour un monde différent. Ces forums, d'après lui, sont l'incarnation d'une volonté de renouvellement de la politique et de la citoyenneté à l'aune de la mondialisation<sup>280</sup>.

Pour être complet, il faut ajouter que ces organisations proposent à la place du développement économique, tel que pensé dans le néolibéralisme, une autre alternative. Il

---

<sup>278</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>279</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>280</sup> Lire Geoffrey Pleyers, *Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme. De Porto Alegre à Nairobi*, Louvain-La-Neuve : Academia-Bruylant, 2007.

s'agit du développement durable, qui n'hypothèque pas l'avenir en laissant aux générations futures la charge de la dette et tout le poids des conséquences de la production actuelle qui détruit l'environnement, mais un développement qui permet de construire une véritable société mondiale, plus cohérente, par la réduction des inégalités entre les peuples, et de préserver aussi toutes les ressources naturelles pour l'avenir<sup>281</sup>. C'est ce que traduit la *Charte des principes* qui régit les Forums sociaux mondiaux, particulièrement le onzième principe ou le onzième article : « Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace de débat, est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion, et la diffusion transparente des fruits de cette réflexion, sur les mécanismes et instruments de la domination du capital, sur les moyens et actions de résistance et la façon de dépasser cette domination, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale que le processus de mondialisation capitaliste, avec ses composantes racistes, sexistes et destructrices de l'environnement est en train de créer, au niveau international et dans chacun des pays »<sup>282</sup>.

Sans remettre en question la pertinence de tous les idéaux portés par le mouvement social altermondialiste ou par les organisations de la société civile qui, on ne peut en douter, rendent d'énormes services dans les zones de guerre et les régions les plus reculées du monde, il convient de faire remarquer que leur mise en place ne pose pas moins de problèmes. Autant on a reproché aux structures quasi informelles montées par les dirigeants des États puissants et certaines organisations internationales de manquer de légitimité, autant on reproche aux organisations de la société civile et à tout le mouvement social et altermondialiste de ne pas détenir un mandat de la part des peuples pour agir en leur nom. Cela semble être un handicap important, qui ne favorise pas l'efficacité et la faisabilité des projets qui, par ailleurs, pouvaient constituer un réel contrepoids face au cadre dominant, déterminé par les États, les institutions internationales, ainsi que par les multinationales, cadre dont les faiblesses ne sont plus à nier aujourd'hui. D'où ces questions qui méritent bien d'être posées en rapport avec la légitimité des organisations de la société civile et du mouvement altermondialiste : quel est le statut légal du Comité organisateur des Forums Sociaux Mondiaux ou du Conseil

---

<sup>281</sup> Jean Matouk, *op. cit.*, p. 33.

<sup>282</sup> La Charte des principes a été approuvée et signée à Sao Paulo, le 9 avril 2001, par le Comité organisateur du Forum Social Mondial. Par la suite, elle a été approuvée par le Conseil International du Forum Social Mondial le 10 juin 2001, après quelques modifications.



International du Forum Social Mondial ? Que représente la *Charte des principes* du Forum Social Mondial par rapport aux Constitutions qui régissent les différents États? En réalité, les dirigeants des États ont toujours une longueur d'avance sur les organisations non gouvernementales et l'ensemble du mouvement social altermondialiste dans la mesure où ils ont le monopole de la force légale contre laquelle la société civile ne peut rien et ils subventionnent même certaines de ces organisations non gouvernementales. Il appert que le rapport de force est loin d'être équilibré.

Force est de constater, en dernière analyse, que les réformes et nouvelles initiatives entreprises ou proposées, aussi bien au plan politique, économique que social, ne constituent pas des solutions durables et définitives même si elles ont permis des avancées significatives. Considérant le fait que la question de la représentativité-légitimité reste posée, et que le problème inhérent du déficit démocratique ne semble pas trouver encore de solution dans un contexte où plusieurs pays émergents prennent la place d'acteurs non négligeables, il faut penser une nouvelle éthique de refondation, c'est-à-dire une éthique qui servirait de fondement aux nouvelles structures de gouvernance globale et réellement démocratique.

### **6.3- Éthique et structures de gouvernance démocratique globale**

Le 21<sup>ème</sup> siècle, comme les siècles précédents, a apporté son lot de défis majeurs parmi lesquels il faut noter, dans le contexte actuel, la question de la justice dans les relations internationales. Dans quelle mesure la gouvernance globale peut-elle être juste et permettre à tous les États et les sociétés de connaître la paix, la sécurité et le développement tant souhaités? A ce niveau de notre réflexion, après analyse, il s'avère que c'est la démocratisation réelle de la globalité qui s'impose comme la voie royale par laquelle la gouvernance à l'échelle mondiale devra se donner un fondement normatif solide. Comment ce fondement se décrit-il et dans quelles structures peut-il se traduire? Nous répondrons à ces questions en choisissant la perspective qui invite au dépassement aussi bien du cadre de la théorie de Rawls, qui nous sert de prétexte dans notre réflexion, que du cadre du système actuel des relations internationales, les deux étant à notre avis logés à la même enseigne quant à la conception politique, éthique et géopolitique qui les sous-tend. La lecture que nous

faisons du projet de John Rawls en rapport avec les relations internationales nous mène à cette observation.

### 6.3.1- John Rawls et les relations internationales

D'après John Rawls, les Nations Unies font partie de « types différents d'organisations sujettes au jugement du Droit des Peuples, dont le rôle serait de régir la coopération entre peuples et d'honorer les devoirs reconnus ... (Elles) peuvent avoir l'autorité d'exprimer, au nom de la société des peuples bien ordonnés, la condamnation des institutions internes injustes d'autres pays et des violations flagrantes des droits de l'homme. Dans certains cas graves, elles peuvent tenter de les corriger en imposant des sanctions économiques ou même en intervenant militairement »<sup>283</sup>.

Par cette affirmation, l'auteur de *Paix et démocratie* reconnaît indirectement que l'ONU reflète dans une certaine mesure la réalité de ce que serait ou pourrait être la *Société des Peuples*. Toutefois, son incise que nous avons laissé tomber dans cet extrait – *les Nations Unies idéalement conçues* – suppose en même temps qu'au-delà des principes, la réalité de cette importante organisation internationale demeure perfectible. Ainsi notre intuition selon laquelle le cadre onusien et celui du projet de John Rawls logent à la même enseigne, ou mieux ils se font clairement écho, mérite d'être considérée. C'est cette hypothèse que nous nous efforcerons de vérifier avant d'en arriver à la conclusion que le dépassement de l'un fait comprendre, à notre avis, le dépassement de l'autre comme une nécessité et une exigence de l'amélioration des relations internationales. Il convient donc de rappeler ici le point qui semble lier les deux cadres précités. Nous l'avons déjà relevé au premier chapitre de notre dissertation. Il s'agit principalement de l'extension progressive que Rawls fait du *Droit des peuples*, extension justifiée par la catégorisation des peuples qui, dans l'utopie de Rawls, ne semblent pas avoir le même statut.

---

<sup>283</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 51.

En effet, pour élaborer une conception normative pouvant servir à fonder les principes susceptibles de régir les relations entre différents États, Rawls conçoit un monde politique et social constitué de cinq types de sociétés au niveau intérieur ou local: les sociétés démocratiques libérales, les sociétés hiérarchiques (décentes), les sociétés entravées, les États hors-la-loi et les absolutismes bienveillants. Toutefois, d'après lui, c'est la société démocratique libérale qui est le modèle-type et le point de départ de sa réflexion dans la mesure où sa culture publique traduit l'idée d'un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux.

D'après Rawls, une société démocratique libérale est fondée sur une structure de base qui se caractérise par la présence des institutions qui s'agencent en un système unique, assignent des droits et devoirs fondamentaux et structurent la répartition des avantages qui découlent de la coopération entre citoyens<sup>284</sup>. Ces institutions sont donc fondées sur une conception politique de la justice valable pour cette structure de base de la société et qui fait l'objet de l'accord originel. Il s'agit de « principes mêmes que des personnes libres et rationnelles, désireuses de favoriser leurs propres intérêts, et placées dans une position initiale d'égalité, accepteraient et qui, selon elles, définiraient les termes fondamentaux de leur association »<sup>285</sup>. C'est l'idée fondamentale qui sous-tend la pensée de Rawls au sujet de la théorie de la justice.

Comme nous l'avons souligné au premier chapitre de notre dissertation, cette procédure constructiviste de Rawls accorde une grande importance au cadre dans lequel se décident les principes de justice. Ce cadre est le *statu quo* initial, une sorte d'état de nature que Rawls appelle la *position originelle* et qui garantit l'équité : « C'est une situation dans laquelle les partenaires sont représentés de manière égale en tant que personnes morales et où le résultat n'est pas conditionné par des contingences arbitraires ou par l'équilibre relatif des forces sociales »<sup>286</sup>.

---

<sup>284</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris: Seuil, 1987, p.33.

<sup>285</sup> *Ibid.*, p.37.

<sup>286</sup> *Ibid.*, p.153.

En effet, la *position originelle*, comme souligné précédemment, est une procédure de représentation adaptée aux sociétés démocratiques libérales. Elle est l'exemple de l'idée libérale du contrat social qui modélise une certaine conception de la relation et donc, elle est fondée sur un modèle-type de coopération qui reconnaît aux partenaires en présence un certain statut. Ces derniers sont égaux, ce qui veut dire à en croire Rawls, « qu'ils ont tous les mêmes droits dans la procédure du choix des principes; chacun peut faire des propositions, soumettre des arguments en leur faveur et ainsi de suite. Le but de ces conditions est, bien sûr, de représenter l'égalité entre des êtres humains en tant que personnes morales, en tant que créatures ayant une conception de leur bien et capables d'un sens de la justice »<sup>287</sup>. Il en ressort que le fondement de l'égalité entre partenaires est sans doute le fait qu'ils possèdent les deux facultés morales qui les caractérisent fondamentalement : la capacité à comprendre et à appliquer les principes de justice, ce qui veut dire qu'ils ont le sens de la justice et, par conséquent, ils agissent réellement en conformité avec ce sens de la justice; une certaine conception du bien pouvant aussi bien être révisée que défendue par eux, conception du bien qui se veut la somme de leurs fins ultimes<sup>288</sup>. Donc, le fait de posséder ces deux facultés est non seulement la base de l'égalité entre partenaires, mais il est aussi et surtout le facteur de leur coopération.

Mais cette construction rawlsienne se fait en étapes. L'idée libérale du contrat sociale, telle que présentée, est adaptée progressivement aux différents objets auxquels elle est appliquée. D'où les deux positions originelles ou les deux usages de la position originelle. Le premier usage se faisant au niveau interne, c'est-à-dire au sein même de la société démocratique libérale tandis que le deuxième usage est dans l'extension de cette même idée à la *Société des peuples*. Plus clairement, au premier niveau, les partenaires sont placés dans les conditions équitables pouvant leur permettre, en tant que représentants des citoyens libres et égaux, raisonnables et rationnels, membres d'une même société démocratique libérale, de spécifier les termes équitables de coopération qui régiront la structure de base de leur société. De la même manière, au deuxième niveau, la position originelle offre aux partenaires, qui sont

---

<sup>287</sup> *Ibid.*, p.46.

<sup>288</sup> John Rawls, *Justice et démocratie*, Paris : Seuil, 1993, p.86.

cette fois-ci des représentants de plusieurs sociétés démocratiques libérales, les conditions équitables pouvant leur permettre de déterminer les principes de la coopération entre ces différentes sociétés libérales<sup>289</sup>.

C'est au niveau de ce deuxième usage de la position originelle, qui consiste à déterminer les principes de la coopération entre plusieurs sociétés libérales et incluant les sociétés dites hiérarchiques décentes (qui forment toutes la catégorie des sociétés bien ordonnées), que plusieurs critiques relèvent les faiblesses de la théorie rawlsienne. Cette ouverture se fait au nom de la *tolérance* qui est fondamentalement un principe du libéralisme. Dans la mesure où ce dernier accepte la pluralité des conceptions du bien comme un fait de la vie moderne, Rawls est porté à ne pas imposer aux sociétés non libérales les valeurs qu'il considère relever de la culture individualiste et libérale. Ainsi il se montre moins rigoureux quant au respect par ces peuples non libéraux de certains droits fondamentaux de la personne comme le droit à la liberté d'expression et d'association, le droit à la représentation politique et même l'égalité des personnes<sup>290</sup>.

On l'aura compris, même si la relation qui caractérise les rapports des partenaires dans leur coopération, aussi bien au niveau interne en tant que représentants des citoyens d'une démocratie libérale qu'au niveau externe en qualité des représentants de plusieurs sociétés démocratiques libérales, reste une *relation d'égalité*; et même si cette relation est présentée par Rawls, dès la première étape de la théorie idéale, comme paradigme de la coopération<sup>291</sup>, et donc, comme condition sans laquelle toute coopération n'est pas possible, l'égalité sur laquelle elle est fondée reste malheureusement limitée au groupe restreint ou à la catégorie des peuples qui partagent le même statut, à savoir les peuples dits bien ordonnés. Malheureusement, cette « égalité catégorielle » ou mieux cette « égalité inégale » semble déterminer, à notre avis, les rapports entre les différents États au sein des organisations internationales présentées précédemment.

---

<sup>289</sup> Voir John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 44-49.

<sup>290</sup> Pour un résumé de cette critique, lire Ryoa Chung, « Critique de la théorie rawlsienne de la justice internationale », dans *Carrefour*, p. 77-79.

<sup>291</sup> J. Rawls, *op. cit.*, p. 45. Voir la note 32 en bas de page.

En effet, il ne fait l'ombre d'aucun doute que le poids des pays qui constituent les différentes organisations internationales n'est pas égal et les relations internationales s'en trouvent biaisées. Nous avons suffisamment démontré la forte influence qu'exercent les pays membres permanents du Conseil de sécurité sur les autres et sur les relations internationales, de même que l'influence des pays du G7, du G8 et du G20 par rapport à tous les autres. Ces faits avérés constituent une belle illustration de ce que nous avons nommé l'*égalité catégorielle* ou l'*égalité inégale*. Donc, à notre avis, il n'est pas exagéré de dire que le cadre rawlsien garde un lien avec la conception actuelle des relations internationales dont le caractère déficitaire en fait de démocratie saute aux yeux de tout observateur averti. Certains critiques sont allés plus loin en affirmant, non sans raison, que la position de Rawls reste même en deçà des intuitions morales réfléchies telles que présentées dans les textes fondamentaux de l'ONU<sup>292</sup>. Elle « restreint ainsi la portée universelle de l'individualisme moral en invoquant le fait qu'au-delà d'une perspective strictement légaliste des droits de l'homme, nous permettant de juger la légitimité extérieure des institutions étatiques, nous risquons de verser dans une doctrine métaphysique et personnaliste de l'être humain qui est fondamentalement tributaire de la culture occidentale »<sup>293</sup>.

Face à ce constat, il n'y a pas mille solutions. Démocratiser la globalité s'avère une voie éthique par excellence pour une conception juste des relations internationales. Quels seraient les termes d'une telle option éthique ?

### **6.3.2- Articulations d'une éthique de la gouvernance démocratique globale**

La démocratisation de la globalité, tel est le principe qui détermine, à notre avis, le contenu normatif du fondement qu'il est nécessaire de donner au cadre de la nouvelle gouvernance à l'échelle mondiale. Même si depuis ses origines, qui remontent à la Grèce antique, la démocratie n'a cessé de progresser et de se consolider au fil des siècles dans les différentes sociétés, elle souffre pourtant d'une contradiction flagrante. Son fonctionnement

---

<sup>292</sup> Voir F. Teson, « The Rawlsian Theory of International Law », *Ethics and International Affairs*, n° 9, 1995, p. 91-97.

<sup>293</sup> R. Chung, *art. cit.*, p.78.

réel et concret dans les structures qui encadrent les relations internationales pose question. Comment expliquer ce qui semble être un manque de cohérence entre, d'une part, la détermination à appliquer les principes démocratiques dans l'administration des États et, d'autre part, le relâchement de ces mêmes principes dans les rapports interétatiques? Pascal Lamy n'a pas tort lorsqu'il constate non sans regrets que « l'irruption du monde dans nos intimités nationales n'a pas trouvé sa formulation politique. Les questions et les problèmes globaux qui transforment notre quotidien se heurtent à une forme d'aphasie démocratique »<sup>294</sup>. Le même constat est fait par Daniele Archibugi quand il affirme, en d'autres termes, qu'en plus de la démocratisation de nombreux pays de l'Est et du Sud suite à la victoire de l'Ouest sur le système soviétique, « un autre développement tout aussi important qui aurait dû accompagner la victoire des États libéraux n'a pas eu lieu : l'expansion de la démocratie comme mode de gouvernance mondiale »<sup>295</sup>.

Devant une telle situation, il y a donc, à notre avis, nécessité et obligation morales de rappeler l'importance de la démocratie dans les relations internationales, ou mieux, de redonner à la démocratie ses lettres de noblesse dans la gouvernance globale. Celle-ci sera et doit être démocratique, si on veut pacifier et harmoniser les relations internationales pour le bénéfice de l'ensemble des États modernes, ou alors elle ne sera pas. En effet, une double question mérite d'être posée : pourquoi et comment la démocratie doit-elle se mondialiser dans le contexte actuel des relations internationales ? ou en d'autres termes, un pouvoir politique, démocratique et mondial est-il concevable comme voie obligée pour une gouvernance globale respectueuse des droits de l'homme et facteur de développement durable?

A ces questions, les réponses divergent. Nous retiendrons deux grandes tendances. D'une part, les défenseurs de la démocratie nationale ne cachent pas leur scepticisme<sup>296</sup> lorsqu'ils affirment que c'est l'État-nation qui reste encore et toujours le cadre attitré de

---

<sup>294</sup> Pascal Lamy, *La démocratie-monde. Pour une autre gouvernance globale*, Paris : Éditions du Seuil et La République des Idées, 2004, p. 21.

<sup>295</sup> Daniele Archibugi, « La démocratie cosmopolite et ses critiques : une analyse », dans *Raison publique*, n° 8, avril 2008, p. 111.

<sup>296</sup> *Ibid.*

l'expérimentation de la démocratie et qu'il est le seul cadre qui offre un espace de partage d'un ensemble de valeurs constituant le socle de toute démocratie. Mais, d'autre part, face à eux, les tenants de la démocratie mondiale rétorquent qu'« il s'agit d'une erreur concernant la nature de la démocratie que d'admettre que cette dernière présuppose ou nécessite un consensus au sujet des valeurs. En fait, la démocratie a plutôt pour but de nous permettre de vivre ensemble en l'absence d'un tel consensus »<sup>297</sup>.

Nous souscrivons à cette deuxième tendance qui, il va sans dire, nous semble bien plus convaincante que l'autre. Les raisons avancées pour ce faire établissent la nécessité de travailler à l'émergence du « demos » mondial, selon le terme utilisé par Daniel Weinstock ou à la consolidation de la démocratie au-delà de la sphère nationale, une démocratie « internationale », selon le mot de Pascal Lamy. En tout état de cause, ce qui ressort de ces expressions est l'exigence d'intégration des principes démocratiques dans les structures qui encadrent les relations internationales. Clarifier les raisons majeures de la pertinence de cet effort de démocratisation au plan global nous permettra de répondre à la question du pourquoi et de faire ressortir les articulations ou les valeurs caractéristiques de l'éthique que nous proposons comme fondement d'une nouvelle gouvernance dans les relations internationales. Quant à la réponse à la question du comment, elle sera donnée au dernier point du chapitre qui présentera les structures pouvant servir de cadre à cette démocratie mondiale.

De prime abord, on ne saurait nier, comme une des raisons majeures de l'urgence de la démocratisation globale, le fait que le système international actuel a démontré ses failles aussi bien au plan politique qu'au plan économique. L'inégalité semble se radicaliser dans la mesure où elle est visiblement systémique et tranche nettement entre, d'une part, l'opulence des uns et, d'autre part, l'indigence la plus extrême des autres<sup>298</sup>. Cette déficience du système a pour cause justement le déficit démocratique qui lui enlève moralement une certaine part de

---

<sup>297</sup> Daniel Weinstock, « Comment susciter l'émergence du demos mondial », dans R. Chung et G. Nootens (dir.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, p.242. Lire également du même auteur « Saving Democracy from Deliberation », dans R. Beiner et W. Norman (dir.), *Canadian Political Philosophy*, Oxford : Oxford University Press, 2001.

<sup>298</sup> T. Nagel, « Poverty and Food : Why charity is not enough », dans P.G. Bwown et H. Shue (dir.), *Food Policy. The Responsibility of the United States in the Life and Death Choices*, New York : The Free Press, 1977, p. 54-61.



légitimité et détruit son efficacité. La gouvernance qui en découle fait alors preuve d'inefficacité en se limitant à de simples déclarations de bonnes intentions sans conséquence réelle sur le terrain. C'est ce que Pascal Lamy appelle la gouvernance « déclamatoire » à laquelle nous ont habitués les rencontres et sommets de grandes organisations internationales et de chefs d'État et de gouvernement<sup>299</sup>. Alors que les États sont aux prises avec des problèmes dont les causes et les conséquences dépassent leurs frontières géographiques, les institutions internationales (de même que leurs animateurs), qui sont supposées y apporter des solutions, manquent de légitimité démocratique. Face à une telle situation, l'urgence de la démocratisation ne peut se discuter.

Ensuite, une autre raison plaide en faveur de la démocratisation des institutions internationales. Il s'agit des bienfaits de la démocratie en tant que système de gouvernement ou forme de régime politique. La gouvernance démocratique s'est imposée dans l'histoire et a fait ses preuves. Elle est dans nombre de sociétés synonyme du développement, de justice, de paix et de stabilité. Par exemple au dire de John Rawls, dans la gouvernance démocratique, la stabilité est assurée par le fait que le succès est convenablement distribué. Par succès il entend, « la réalisation de la justice politique et sociale pour tous les citoyens, la garantie de leurs libertés de base, la richesse et la vigueur de la culture civique d'une société, le bien-être matériel décent dans lequel vivent tous ses membres »<sup>300</sup>. Dans un tel contexte où la liberté, la justice et le bien-être sont assurés pour tous, il ne peut y avoir de place pour les conflits armés et l'accroissement de la pauvreté. Comment refuser alors l'instauration au plan global d'un régime qui a fait ses preuves et dont les bienfaits restent indéniables au plan local ? Au contraire, cela devrait être un incontournable dans la mesure où, on le sait, la vertu n'est pas toujours au rendez-vous dans la politique étrangère de tous les pays démocratiques. Il est donc insuffisant de limiter la démocratie à la seule sphère locale ou nationale.

Enfin, une autre raison qui ne mérite pas moins de considération est le fait que les peuples du monde, bien que formant différentes nations, partagent pourtant une destinée commune. Les problèmes de la survie de l'humanité face aux changements climatiques, du

---

<sup>299</sup> Pascal Lamy, *op. cit.*, p. 23-24.

<sup>300</sup> J. Rawls, *Paix et démocratie*, p. 61.

respect des droits fondamentaux de l'homme, du développement économique, technologique et les problèmes liés à la lutte contre les pandémies, le terrorisme et autres maladies graves se posent dans toutes les sociétés sans distinction. Ils sont, pour le dire autrement, transfrontaliers et constituent la base de ce que David Held appelle les « communautés de destin »<sup>301</sup>. D'où la nécessité de travailler, en dépit de spécificités nationales indéniables, à la construction du sentiment d'appartenance à la communauté mondiale dont le fondement est effectivement la destinée humaine commune<sup>302</sup>. Celle-ci justifie, quant à elle, une organisation politique qui prenne en charge la vie commune ainsi comprise. Cette organisation, ou mieux ce pouvoir du « demos mondial », ne peut avoir un nom plus éloquent que la démocratie globale.

Pour Pascal Lamy, par exemple, il s'agit de procéder à un dépassement de la démocratie nationale pour mettre en place une démocratie *alternationale* : « C'est-à-dire le moyen pour les démocraties d'exercer ensemble un autre type de pouvoir, transnational, capable de prendre en charge de façon légitime, visible et transparente les questions communes à l'humanité »<sup>303</sup>. Ces raisons et bien d'autres, qui rendent nécessaire l'institution à l'échelle mondiale d'un pouvoir politique essentiellement démocratique, font appel plus clairement à des valeurs caractéristiques de la démocratie qui devraient, à notre avis, déterminer les grandes articulations de l'éthique de la gouvernance mondiale.

Ainsi la valeur de *solidarité*, par exemple, invite à une autre conception de l'idée du peuple, conception qui élargit cette idée au-delà du simple regroupement d'individus partageant une même langue, ou une culture homogène, historiquement constitué et géographiquement situé. Une telle solidarité reste possible même pour des motifs d'ordre pratique qui forceraient les citoyens de tous les pays, en l'occurrence ceux des pays les plus riches et les plus stables, à être attentifs à la détresse des populations les plus pauvres et aux problèmes qui frappent ces dernières dans la mesure où cette détresse et ces problèmes exportent forcément leurs conséquences au-delà des frontières de leurs territoires

---

<sup>301</sup> D. Held, *Democracy and the Global Order*, Cambridge: Polity Press, 1995, p. 136.

<sup>302</sup> D. Weinstock, *art. cit.*, p. 261.

<sup>303</sup> Pascal Lamy, *op. cit.*, p. 59.

géographiques. Les maladies infectieuses, qui peuvent se propager très rapidement d'un pays à l'autre; le terrorisme international, qui a prouvé qu'il peut causer de graves dommages n'importe où dans le monde; l'altération des environnements naturels causée par l'action humaine et la gestion des ressources naturelles mondiales<sup>304</sup> sont autant de phénomènes qui appellent les citoyens du monde au sens de la communauté et leur font prendre conscience de leur destin commun.

En plus, la solidarité vécue au nom du destin commun renvoie, par conséquent, à une autre valeur, celle du *respect du bien commun*. En effet, l'organisation d'un pouvoir politique mondial ne pourrait être démocratique si elle ne s'occupe pas du sort de l'ensemble de citoyens du monde. Pour ce faire, elle doit être au fait de besoins réels des personnes, pour entreprendre par la suite une action collective d'identification de biens publics globaux (*Global Public Goods*), selon l'expression empruntée à Inge Kaul, Isabelle Grunberg et Marc Stern par Daniel Weinstock, qui définit ces biens publics globaux comme étant « des biens que les pays les plus nantis de la planète ne peuvent se procurer sans que les besoins des démunis du monde ne soient également satisfaits »<sup>305</sup>. On l'aura compris, comme la solidarité, le respect du bien commun confirme le sens de la communauté et le sentiment d'appartenance à un même monde.

Une organisation politique qui s'occupe ainsi du bien commun est reconnue et acceptée par les membres de la société dans la mesure où elle incarne leurs aspirations profondes et répond à leurs préoccupations. Cela lui confère ainsi la *légitimité* qui est une caractéristique du régime démocratique. La question de la légitimité se pose beaucoup plus clairement face aux acteurs et animateurs de l'organisation politique. Ces derniers reçoivent en démocratie leur mandat des citoyens devant qui ils demeurent redevables et à qui ils doivent rendre compte de leur responsabilité en assumant les résultats de leurs programmes et actions politiques. D'où l'importance de la possibilité que les citoyens doivent avoir de

---

<sup>304</sup> Lire Inge Kaul, Isabelle Grunberg et Marc Stern, *Global Public Goods. International Cooperation in the 21st Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, cités par Daniel Weinstock, *art. cit.*, p. 250.

<sup>305</sup> D. Weinstock, *art. cit.*, p.250.

choisir collectivement leurs représentants par l'expression du vote libre sanctionnant ainsi l'efficacité de l'action politique des élus.

Enfin, une autre valeur caractéristique par excellence de la démocratie est l'*égalité*. Elle permet à chaque citoyen de participer à la construction et à la vie de l'organisation politique. Pour ce faire, il faut au préalable que le statut de citoyen soit constitutionnellement reconnu avec tous les droits y afférents. Cela suppose que soient assurés de manière égale pour tous le droit de voter et de se porter candidat, ainsi que les conditions d'une compétition réelle entre les différents regroupements politiques dont les stratégies et programmes doivent faire l'objet de débats publics.

Tout bien considéré, comment ces valeurs caractéristiques de la démocratie peuvent-elles structurer l'organisation d'un pouvoir politique mondial et permettre ainsi la mise sur pied d'une gouvernance démocratique globale ? La question pourrait se poser différemment : quelles structures seraient à même d'offrir un cadre propice à l'organisation d'un pouvoir politique mondial et, par conséquent, de permettre aux différentes nations ou communautés politiques de participer de manière démocratique à l'instauration des relations internationales harmonieuses et à la construction d'un monde plus juste?

### **6.3.3- Les structures cohérentes de la gouvernance démocratique globale**

Les relations internationales trouvent leur pertinence en rapport avec le cadre dans lequel elles sont conçues et vécues. Ce cadre n'est pas fait que de principes qui en constituent le contenu normatif, comme ceux que nous venons de présenter précédemment. Il doit aussi et surtout être porté par des structures qui en sont l'émanation cohérente. Pour compléter notre réflexion, nous nous questionnons sur ce que seraient les structures capables de traduire dans le concret l'idée de la gouvernance démocratique globale, c'est-à-dire des structures porteuses des formes et des procédures institutionnelles nouvelles, des mécanismes de pouvoir efficaces; des structures qui permettent la réalisation des objectifs communs bien identifiés et favorisent la mise en place d'une scène politique mondiale réellement démocratique. Nos

propositions font suite aux différentes réformes suggérées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, réformes dont l'essentiel a été présenté au deuxième point de ce chapitre.

De prime abord, il faut admettre que nous ne partons pas de rien. Il n'existe pas un vide en matière des relations internationales. Notre objectif est d'envisager le meilleur pour ces relations, en leur fournissant un fondement éthique, à l'instar de ce que d'autres ont apporté précédemment comme contribution à ce projet. Avec Charles Beitz, nous avons établi qu'il existe bel et bien une structure de base internationale. Point de vue partagé également par Allen Buchanan qui cite, comme éléments constitutifs de cette structure de base globale, les accords économiques régionaux et internationaux comme l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce de l'Union Européenne, l'Accord du Libre Échange Nord Américain et les différents Traités de l'Union Européenne; les régimes financiers internationaux comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et les différents traités gouvernant les mécanismes des échanges courants; et le système global grandissant des droits de propriété privée, comme les droits de propriété intellectuelle, qui sont d'une importance croissante à mesure que la technologie se disperse à travers le globe, et un ensemble d'institutions et d'agence légales internationales et régionales qui jouent un rôle important en déterminant le caractère de tous les éléments précédents de la structure de base globale<sup>306</sup>. Plus clairement, le système des Nations Unies dans son ensemble offre un cadre propice et de la matière à la réflexion sur la possibilité d'une démocratie mondiale. Ses imperfections ou ses failles invitent à plus de créativité.

En effet, pour qu'une vraie démocratie soit instaurée au plan global, il est nécessaire d'instituer au préalable une réelle séparation des pouvoirs traditionnels comme dans tout régime démocratique digne de ce nom. Ainsi chacun des pouvoirs, législatif, judiciaire et

---

<sup>306</sup> A. Buchanan, « Rawls's law of Peoples : rules for a vanished Westphalian World », *Ethics*, n° 110, 2000, p. 705-706 : «*Among the elements of the global basic structure are the following : regional and international economic agreements (including General Agreement on Tariffs and Trade, North American Free Trade Agreement, and various European Union Treaties), international financial regimes (including the International Monetary Fund, the World Bank, and various treaties governing currency exchange mechanisms), and increasingly global system of private property rights, including intellectual property rights that are of growing importance as technology spreads across the globe, and a set of international and regional legal institutions and agencies that play an important role in determining the character of all of the preceding elements of the global basic structure*».

exécutif, doit être structuré de manière à le rendre effectivement fonctionnel. Sans nous perdre dans la rhétorique inutile sur les structures, nous nous proposons de présenter brièvement la manière dont pourraient être conçues les structures et institutions de la démocratie globale.

D'abord, une assemblée générale réellement représentative, un parlement des nations, serait la base de cette démocratie globale et jouerait le rôle du pouvoir législatif. Les modalités pratiques de son fonctionnement peuvent être étudiées et adaptées à la situation réelle des États. Cela rejoint les différentes propositions faites dans un passé récent par des tenants de la démocratie parlementaire au sein de l'Organisation des Nations Unies. Dans cette perspective, les membres de l'Assemblée générale seraient élus par suffrage populaire, ils voteraient à titre d'individus, et non en tant que délégués nationaux, et leur nombre serait proportionnel au poids démographique des pays<sup>307</sup>. Les exemples d'une telle représentation des citoyens à l'échelle supranationale se sont multipliés au cours de l'histoire et sont la preuve que le besoin d'une démocratie réellement inclusive se fait sentir. Il suffit de penser à la campagne pour la création d'une Assemblée Parlementaire des Nations Unies (APNU ou UNPA), au Parlement latino-américain créé en 1964 et qui soutient le projet APNU, à l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie qui totalise 45 ans d'existence déjà, et le Parlement Européen, pour ne citer que ces cas.

Bien que la représentativité soit garantie en démocratie par la majorité comme principe de base, il serait illusoire de penser que tous les pays auront le même poids indépendamment de leur superficie, de leur système politique interne et de leur puissance économique ou militaire. Ces facteurs entreront toujours en ligne de compte, mais pourraient dans la mesure du possible être encadrés et atténués grâce à l'importance et à la place qui seraient accordées à la négociation et au consensus. La proposition que fait Pascal Lamy en s'inspirant de l'Union Européenne mérite l'attention et pourrait être adaptée<sup>308</sup>. Si le principe majoritaire simple ne suffit pas, pense-t-il, il faut le revoir et imaginer d'autres types de majorités. Dans ce cas, les décisions se prendraient, par exemple, à une majorité des États (ou simplement des membres)

---

<sup>307</sup> G. Clark et L.B. Sohn, *World Peace through World Law*, Cambridge: Harvard University Press, 1966. Lire également à ce sujet R. Falk et A. Strauss, « Toward Global Parliament », *Foreign Affairs*, vol. 80, n° 1, 2001, p. 212-220.

<sup>308</sup> P. Lamy, *op. cit.*, p.77.

représentants au moins 60% de l'ensemble de la population. Par conséquent, les modalités de vote devraient dépasser le principe de l'égalité arithmétique des États ou combiner celui-ci avec une pesée géographique ou démographique, comme dans la proposition de G. Clark et L.B. Sohn.

Une Cour de justice à l'image de la Cour Internationale de Justice actuelle, mais qui statuerait non seulement sur des différends opposant les États, mais aussi les individus entre eux ou face aux États. Sans annuler la justice nationale, elle jouerait ainsi le rôle du pouvoir judiciaire au plan global, incluant également les attributions et les compétences comme celles reconnues actuellement à la Cour pénale internationale. Pour ce faire, le Traité instituant une telle Cour devra être ratifié par tous les pays qui auraient le pouvoir d'imposer à l'organisation politique internationale les contraintes nécessaires en matière de droit. A ce sujet, par exemple, les raisons du refus des États-Unis à ratifier le Traité de Rome instituant la Cour Pénale Internationale ne devraient pas servir d'excuse. Ce n'est pas parce qu'un pays estime disposer d'une justice démocratique capable de juger plus efficacement ses ressortissants<sup>309</sup> qu'il ne serait pas pertinent d'avoir une instance supranationale chargée de dire le droit et de rendre la justice dans des questions transfrontalières. Il en découle donc la nécessité de reconnaître la complémentarité de la justice rendue en dernière instance par cette structure mondiale par rapport à la justice nationale avec laquelle il n'y aurait aucune contradiction ni incompatibilité. Le droit international classique s'en trouverait modifié profondément.

Quant au pouvoir exécutif, il serait assumé par un Conseil de sécurité repensé en tenant compte de toutes les difficultés systémiques qui paralysent à ces jours le plus important des organes actuels des Nations Unies et bloquent la résolution des conflits aux conséquences dramatiques dans certaines régions du monde. Comme stipulé à l'Article 24 de la Charte actuelle de l'ONU, ce Conseil aurait la responsabilité principale du maintien de la paix et la sécurité internationales, et il agirait au nom des États ou des peuples. Pour ce qui est de sa

---

<sup>309</sup> M. Canto-Sperber, « Les fondements normatifs du cosmopolitisme », dans R. Chung et G. Nootens (dir), *op. cit.*, p. 74. Lire la note 19. Au sujet du caractère obligatoire de la juridiction internationale, voir D. Archibugi, « The Reform of the United Nations and Cosmopolitan Democracy », dans *Journal of Peace Research*, vol. 30, n° 3, 1993, p. 301-315.

composition, il faudra que le nombre des membres tienne compte de la représentativité de tous les continents et des regroupements régionaux identifiables sur chacun des continents. Par conséquent, il n'y aurait pas de statut de membre permanent ni de droit de veto, mais une participation tournante égale comme celle qui se fait pour les membres non permanents du Conseil de sécurité actuel des Nations Unies.

En effet, ces trois pouvoirs constitueraient des structures institutionnelles de la démocratie globale et seraient en relation fonctionnelle et non hiérarchique avec les instances de pouvoir au plan local ou national. Ainsi l'échelle globale et l'échelle nationale (sans négliger d'autres échelles intermédiaires possibles) seraient des niveaux différents de gouvernance, mais complémentaires plutôt que hiérarchisés dans leur fonctionnement. Pour le dire mieux, ils seraient considérés comme des réseaux d'interaction, selon l'idée de Michael Mann<sup>310</sup> dont s'est inspiré Daniele Archibugi pour distinguer cinq niveaux de gouvernance qui sont : le niveau local, le niveau étatique, le niveau interétatique, le niveau régional et le niveau mondial.

Dès lors que ces différents niveaux sont bien identifiés, le défi restera celui de les maintenir en interaction. Cette interaction, ou mieux cette relation fonctionnelle harmonieuse, dissipe les craintes obsessionnelles de ceux qui, parmi les réalistes souverainistes, redoutent les conséquences d'un pouvoir mondial centralisé qui risquerait de favoriser l'hégémonie des États les plus puissants. Il n'est donc pas question d'instituer un tel pouvoir qui, dans les circonstances, ne saurait être possible d'autant plus que le rapport fonctionnel décrit ci-haut, entre les différents niveaux de gouvernance, devrait être sous-tendu par le principe de subsidiarité bien connu et appliqué dans les systèmes basés sur le fédéralisme.

Au fait, nous servant de l'interprétation qu'en fait Pascal Lamy<sup>311</sup> dans le contexte de l'Union Européen, nous dirions que le principe de subsidiarité aiderait à fonder une meilleure répartition des compétences entre les différents niveaux de gouvernance. Ainsi, les

---

<sup>310</sup> M. Mann, « Has Globalisation Ended the Rise of the Nation State ? », dans *Review of International Political Economy*, vol. 4, n° 3, 1997, p. 472-496.

<sup>311</sup> P. Lamy, *op. cit.*, p. 38.



compétences du niveau global resteraient subsidiaires par rapport à celles des niveaux local et étatique, et ne s'appliqueraient qu'aux matières où l'efficacité l'exigerait, c'est-à-dire dans les domaines précis où seules ces compétences seraient nécessaires pour produire l'effet escompté. Par exemple, pour l'Union Européenne, ses compétences s'avèrent incontournables essentiellement dans le domaine de l'économie et de la sécurité territoriale : contrôle de la concurrence, normes de marché, négociation commune dans le domaine du commerce international, contrôle des frontières et immigration. Par contre, ce n'est pas le cas pour les politiques d'éducation et de sécurité sociale qui peuvent être prises en charge de manière efficace au plan national. Donc, comme l'a écrit Pascal Lamy au sujet de l'Europe, « il ne s'agit pas de transformer des institutions internationales en superministères, susceptibles d'intervenir à tous les niveaux – mondial, régional, national, infranational – , mais de trouver une articulation appropriée entre ces niveaux pour que les règles européennes et internationales que les gouvernements approuvent soient bien prises en compte et assumées dans l'espace politique national »<sup>312</sup>.

### **Conclusion**

En vue de présenter ce qui, d'après nous, devrait être l'éthique d'une nouvelle gouvernance globale ainsi que la forme que pourraient prendre les structures de son déploiement, nous avons rappelé d'abord certains grands rendez-vous ayant permis aux États de penser à des solutions de coopération économique et politique caractéristiques d'un ordre mondial porteur d'espoir; ensuite, nous avons présenté les réformes et nouvelles initiatives proposées afin de corriger les erreurs et les faiblesses de cet ordre mondial de coopération; enfin, tenant compte des raisons du dépassement de l'ordre actuel de coopération et des limites du cadre de la théorie de John Rawls, qui nous sert de prétexte dans notre réflexion, nous avons présenté les grandes valeurs pouvant servir de fondement normatif aux structures d'une nouvelle gouvernance démocratique globale, lesquelles structures représenteraient les trois pouvoirs traditionnels d'un régime démocratique aussi bien aux niveaux national et régional qu'à l'échelle globale. Ainsi espérons-nous avoir dessiné le cadre dans lequel nous

---

<sup>312</sup> *Ibid.*, p. 72.

penserons au dernier chapitre de notre thèse l'intégration efficiente des pays de la région africaine des Grands Lacs dans la géopolitique des relations internationales.

## **Chapitre septième :**

# **Nouveau paradigme africain des relations internationales.**

## **Quelle géopolitique pour une société des peuples solidaires ?**

### **Introduction**

L'éthique de la gouvernance démocratique globale dont nous avons présenté l'ébauche au chapitre précédent nous semble indiquée comme fondement d'un nouveau paradigme des relations internationales auxquelles devraient participer avantageusement et activement tous les pays, incluant particulièrement ceux de la région africaine des Grands Lacs qui nous préoccupent. Comme aboutissement de notre réflexion, ce dernier chapitre présentera donc les grandes articulations de ce nouveau paradigme des relations internationales et ses implications en faveur de la pleine intégration des pays des Grands Lacs dans les structures interétatiques.

Étant donné que l'État demeure encore aujourd'hui l'institution fondamentale des relations internationales, nous aurons à démontrer qu'il ne peut, par conséquent, être possible de parler d'intégration de l'Afrique ou des pays de la région des Grands Lacs dans les relations internationales sans tenir compte de la manière dont s'est construite et continue de se construire cette importante institution, et de ses implications dans la détermination des rapports entre l'Afrique et le reste du monde. Quelques questions orienteront notre réflexion. Comment se pose actuellement la problématique de l'État dans la région des Grands Lacs ? Quelles seraient les conséquences de la compréhension qu'on a de la souveraineté et de l'importance du territoire sur la gouvernance globale ? Quelles conclusions pourrait-on en tirer et dont la mise en pratique contribuerait à changer le positionnement des pays de la région africaine des Grands Lacs dans les relations internationales en fonction de l'éthique de la gouvernance démocratique globale ?

Les réponses à ces questions devront découler directement de l'analyse entreprise depuis le premier chapitre de notre thèse aussi bien du cadre rawlsien, du système onusien que de la situation complexe des États africains concernés. Elles ouvriront sur quelques pistes :

d'abord, le dépassement de la logique réaliste westphalienne qui a servi de soubassement à la Conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique et à la naissance de l'État sur ce continent ; ensuite, la compréhension renouvelée de la souveraineté des États en rapport avec la déterritorialisation de la géopolitique; et enfin la responsabilisation des hommes d'États comme acteurs politiques du changement. Ainsi se définira notre réappropriation critique de l'utopie rawlsienne de la *Société des peuples*.

### **7.1- La géopolitique et le réalisme dans les relations internationales des pays des Grands Lacs**

Depuis le début de notre réflexion, nous comprenons la géopolitique comme étant « la discipline qui étudie les projets politiques des acteurs, en l'occurrence les États, présents sur la scène mondiale en fonction de leur rapport à l'espace considéré comme un enjeu ». On ne saurait douter qu'ainsi définie, la géopolitique suppose une certaine conception des relations internationales dans la mesure où il y est question de projets politiques des acteurs de la scène mondiale et de l'enjeu qu'est l'espace, ou mieux le territoire, dont les limites s'étendent aux dimensions de la même scène mondiale. Ainsi, à notre avis, la nature de l'État acteur de la scène mondiale, c'est-à-dire, la compréhension de ce qu'il doit être en fonction de ses caractéristiques politiques et philosophiques constitutives, détermine les rapports qu'il entretient avec les autres États en présence. Qu'en est-il, d'abord, de l'État dans la région des Grands Lacs ?

Comme pour l'Afrique en général, la compréhension de l'État dans la région des Grands Lacs reste problématique. Sa réalité ne rejoint que de manière fragile, controversée et mitigée le sens classique de cette institution politique. Il suffit de revenir à sa définition telle que la pensée wébérienne la présente pour s'en convaincre.

En effet, Max Weber a marqué les esprits dans les domaines de la science politique, du droit, de la sociologie et de la philosophie, entre autres, par sa définition de l'État. Depuis lors, on ne peut s'empêcher d'y faire allusion comme à une référence incontournable, que l'on soit pour ou contre. Même si avec le temps la notion d'État n'a cessé de subir de

transformation dans la perception qu'on en a, il reste vrai qu'essentiellement on définit cette institution en ayant recours aux concepts de l'auteur de *la sociologie du droit*. Elle est une entreprise politique institutionnelle dont la direction administrative revendique dans l'application de ses règlements le monopole de la contrainte ou de la violence physique légitime sur un territoire bien déterminé<sup>313</sup>.

Ainsi compris, l'État caractérise l'organisation politique des sociétés modernes qui se sont bien démarquées de regroupements sociaux pré-modernes construits sur la base soit des valeurs religieuses partagées, soit de l'appartenance ethnique ou lignagère. A la différence de ces derniers, il fonctionne grâce à une administration soumise au gouvernement et qui assure l'application des lois ou du droit public en se servant du pouvoir qui lui est reconnu d'utiliser légitimement la violence par l'entremise des forces policières et de l'armée. C'est ce qui lui permet de maintenir l'ordre et de protéger la souveraineté du territoire ou de l'espace géographique auquel s'appliquent ses compétences, l'importance du territoire ou de l'espace géographique étant telle que plus un État en dispose, plus il est puissant et peut ainsi exercer son influence sur d'autres. Nous l'avons démontré au cinquième chapitre, cela n'est rien d'autre que le mode de fonctionnement fondé sur la conception réaliste des relations internationales. Celle-ci trouve ses racines dans le système westphalien qui, en dépit de tous les changements réalisés au cours des siècles, influence encore de nos jours la conception des relations entre États. Ainsi même s'il est généralement admis qu'au 21<sup>ème</sup> siècle le monde est devenu un grand village et que les échanges commerciaux, grâce aux facilités de nouvelles technologies de l'information et de la communication, n'ont jamais été aussi intenses, il reste que les limites des frontières entre États n'ont pas perdu leur importance quant à la défense des intérêts nationaux. Ces derniers supplantent quelques fois, dans les relations interétatiques, les valeurs favorisant la défense des droits de l'homme et le bien-être social prônés pourtant par les grandes institutions internationales dans leurs textes fondateurs.

---

<sup>313</sup> Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris : Éd. La Découverte, 2003, p.118-119; lire également Catherine Colliot-Thélène, « La fin du monopole de la violence légitime? », dans M. Coutu et G. Rocher (dir), *La légitimité de l'État et du droit. Autour de Max Weber*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005, p. 23-46 (surtout la page 24).

En effet, depuis 1648, l'année de la signature des traités de Westphalie mettant fin à la guerre de Trente Ans, le principe de souveraineté de l'État a été consacré : souveraineté de chaque État sur son territoire, indépendance des États les uns par rapport aux autres, absence de tout pouvoir au-dessus des nations. Cela a déterminé, au dire de Monique Canto-Sperber, les caractéristiques des relations internationales<sup>314</sup> telles que les États modernes les conçoivent et les mènent encore de nos jours dans les structures qu'ils ont mises en place. Il convient de rappeler que c'est donc dans cette même perspective de l'importance du territoire que l'espace africain a été partagé entre les grandes puissances occidentales, européennes en particulier, à la Conférence de Berlin.

Au fait, on retiendra que cette conférence s'est tenue dans un contexte où la conquête de territoires était l'enjeu des rapports entre les différents États de l'époque. Elle était, pour être concret, la preuve de la mise en pratique des principes de la géopolitique réaliste telle que les penseurs du temps l'envisageaient. Nous avons à cet effet invoqué au deuxième chapitre la pensée de Friedrich Ratzel que l'on considère d'ailleurs comme le père de la géopolitique moderne.

En effet, les travaux de l'allemand Friedrich Ratzel (1844-1904), inspirés des idées du naturaliste anglais Charles Darwin sur l'évolution des espèces par la sélection naturelle, ont pu développer une conception biologique de l'État, considérant ce dernier comme un « organisme vivant rassemblant un peuple sur un sol ». Ainsi défini, cet État ne peut survivre qu'en s'accroissant au détriment de ses voisins, c'est-à-dire, en repoussant aussi loin que possible les limites de ses frontières. Ayant constaté, au cours de ses voyages en Europe et en Amérique entre 1872 et 1875, l'étroitesse des États européens, Friedrich Ratzel relève l'importance de la notion d'espace ou de territoire. Dans ses écrits les plus connus, *Être et devenir du monde organique* (1869), *La géographie politique* et *l'Anthropogéographie* (1882 et 1891), on peut retenir certaines idées qui ont constitué le fondement théorique de la géopolitique. Il développe alors une tendance nationaliste qui l'amène à défendre l'idée de l'expansion de l'Allemagne, espérant en faire une grande puissance à l'instar de la France et

---

<sup>314</sup> Monique Canto-Sperber, *op.cit.*, p.63.

de l'Angleterre. Cette idée de l'élargissement des frontières est sous-tendue par le fait que d'après le père de la géopolitique moderne, il existe, d'une part, des peuples primitifs ignorant toute organisation ou incapables de toute organisation (Naturvölker) et, d'autre part, des peuples évolués ayant déjà une organisation considérée comme l'ébauche ou l'ancêtre de l'État actuel (Kulturvölker).

Par ses travaux, Ratzel a ainsi largement contribué à la fondation du Comité colonial allemand et à la mise sur pied du projet d'extension des possessions allemandes en Afrique, projet ratifié à la suite de la Conférence de Berlin (1884-1885) au cours de laquelle les puissances occidentales avaient procédé au partage entre elles du continent noir, ouvrant ainsi la voie à la colonisation<sup>315</sup>. C'est à cette Conférence que l'actuel territoire de la République Démocratique du Congo a été cédé à Léopold II, roi des Belges, et par la suite la tutelle des territoires repartis actuellement entre le Rwanda et le Burundi, les trois principaux pays de la région des Grands Lacs.

Donc, l'État est né en Afrique et, particulièrement, dans la région des Grands Lacs de ce long processus déterminé par la conception réaliste de la géopolitique et des relations internationales fondées sur les rapports de force. Ce qui fait de lui une structure d'importation dont la greffe peine encore à s'imbriquer avec le tissu de son nouveau milieu d'établissement qu'est l'Afrique des Grands Lacs<sup>316</sup>. Pour la plupart de chercheurs et politologues africanistes, la faiblesse de cette institution en Afrique reste liée à ses conditions d'importation. D'où les difficultés qu'il y a à la faire fonctionner dans le strict respect de ses principes fondamentaux. Sinon, comment comprendre l'instabilité politique actuelle des pays africains ou des pays des Grands Lacs alors qu'ils sont constitués juridiquement en États souverains ?

---

<sup>315</sup> Sophie Chautard, *Dictionnaire de géopolitique*, Levallois-Perret : Studyrama, 2008, p.26-28.

<sup>316</sup> Bertrand Badie, *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris : Fayard, 1992.

## 7.2- Souveraineté et problématique de l'État en Afrique des Grands Lacs

Les pays de la région des Grands Lacs en Afrique connaissent une situation permanente de guerre depuis plus de deux décennies, situation entretenue par des mouvements rebelles, particulièrement dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. Nous l'avons suffisamment démontré aux chapitres premier et deuxième de notre dissertation. Cette situation est en décalage avec la conception wébérienne et westphalienne de l'État. D'une part, le principe sacré de cette conception, à savoir la souveraineté, y est consacré dans la règle acceptée par tous les pays africains, celle de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation<sup>317</sup>, mais, d'autre part, l'institution étatique dans ces pays semble ne pas être à la hauteur de ses responsabilités. Il se pose ainsi un problème qui touche à notre préoccupation majeure : la nature de l'État, garant de la souveraineté, détermine-t-elle la réussite ou l'échec des relations que les pays des Grands Lacs entretiennent avec le reste du monde ?

Pour bien répondre à cette question, il convient de clarifier d'abord ce qui semble être un réel paradoxe auquel se trouvent confrontés les pays de la région des Grands Lacs : ils sont constitués juridiquement dans l'esprit westphalien et wébérien, mais ils n'arrivent pas à en assumer totalement les principes.

En effet, la souveraineté en tant que principe fondateur se pose et s'impose dans la région des Grands Lacs, comme en Afrique tout entière, plus que dans les pays stables et à grande tradition démocratique. La raison de ce fait est historique et même existentielle. Ainsi elle dépasse le simple niveau d'organisation politique des sociétés africaines et touche à la valorisation et à la réhabilitation de l'« anthropos » africain. C'est ce que relève Achille Mbembe lorsqu'il affirme que la souveraineté est un concept qui a une charge émotionnelle forte dans le continent africain dont l'histoire a été marquée durant plusieurs siècles par la domination à travers les figures de la traite négrière et de la colonisation, et surtout quand il explique l'aspiration des africains à l'indépendance : « Les luttes anticoloniales des années

---

<sup>317</sup> Lire l'article 3 de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui insiste sur les principes prioritaires suivants : « Égalité souveraine de tous les États membres; non-ingérence dans les affaires intérieures des États; respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque État et de son droit inaliénable à une existence indépendante; règlement pacifique des différends... »



1940, qui sont en partie une résultante du succès de la socialisation politique coloniale des Africains à l'État, sont articulées autour de la revendication de la souveraineté ou de l'indépendance. En fait, il s'agit non seulement de la souveraineté des territoires coloniaux, mais aussi de la reconnaissance de l'humanité des colonisés longtemps "chosifiés", considérés comme "indigènes" »<sup>318</sup>. En d'autres termes, pour les africains, rester maîtres chez eux, c'est-à-dire rattachés à un espace géographique qui les identifie, est la preuve de la reconquête de leur être profond nié dans l'histoire à travers la traite négrière, l'esclavage et la colonisation.

Mais ce désir légitime ou ces aspirations profondes à la souveraineté ne se traduisent pas concrètement dans l'organisation politique de la plupart de pays africains et surtout de ceux de la région des Grands Lacs. L'État dans ces pays ne parvient ni à garantir l'usage exclusif de la violence légitime, ou mieux encore, il n'a pas le monopole de la contrainte ou de la violence légitime sur l'ensemble du territoire qui lui revient ni à entretenir des relations harmonieuses avec les voisins immédiats. Il est donc loin d'être ce qu'en a pensé Max Weber. Plusieurs exemples confirment cette incapacité de l'État à assumer ses responsabilités, ainsi que l'idée selon laquelle le territoire comme espace de souveraineté étatique est en crise dans la région des Grands Lacs<sup>319</sup>.

En effet, depuis plus de vingt ans, le pouvoir central des pays des Grands Lacs est disputé et partagé à tour de rôle entre différentes factions rebelles. C'est le conflit armé ou la force des armes qui a permis, par exemple, à l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila de chasser Mobutu du pouvoir dans l'ex-Zaïre. Lui-même Laurent-Désiré Kabila, séparé de ses anciens camarades de lutte rwandais et ougandais, est resté pendant plus de deux ans sous menace de nouvelles factions rebelles qui avaient réussi, grâce au soutien encore une fois du Rwanda et de l'Ouganda, à garder hors de son administration au moins trois à quatre provinces de l'Est et du Nord - Est de la RDC. De même, l'actuel président du Rwanda est arrivé au pouvoir à Kigali grâce au Front Patriotique Rwandais (FPR), un autre mouvement rebelle, après plusieurs années passées dans le maquis.

---

<sup>318</sup> Cité par Luc Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris : Karthala, 2002, p. 43.

<sup>319</sup> Lire à ce sujet W. Zartmann (éd.), *L'effondrement de l'État. Nouveaux horizons*, 1997; W. Reno, *Warlord Politics and African States*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1998.

Tous ces conflits autour du pouvoir ont presque forcé le morcellement administratif des pays des Grands Lacs qui, par conséquent, ont vu se désagréger sérieusement leur unité nationale. Donc, le goût, la recherche et la conservation du pouvoir à tout prix et sans partage nourrissent les ambitions des uns et des autres, ce qui finit par augmenter l'intensité de conflits armés, seul moyen pour accéder à ce pouvoir malgré l'organisation clairement douteuse des élections.

D'autres exemples, qui corroborent ce constat d'incapacité de l'État à assumer ses responsabilités dans les Grands Lacs, et qui s'avèrent être la preuve du fossé entre les aspirations de l'État et ses résultats sur terrain, sont liés à certains actes de l'administration ordinaire d'un État. C'est le cas de la taxation, de la tenue foncière et de l'organisation de l'état civil qui sont loin d'être assurées<sup>320</sup>. Dans un contexte permanent de conflits armés, le pouvoir central n'ayant pas le monopole de la contrainte légitime dans les pays des Grands Lacs ne peut taxer les citoyens parmi lesquels on compte d'ailleurs les fonctionnaires de l'État lui-même, qui reçoivent un salaire de misère ou qui ne sont tout simplement pas payés. Par conséquent, les taxes et les impôts sont aléatoires, arbitraires et deviennent objet de marchandage en dehors des mécanismes institutionnels. De même dans le domaine foncier, l'arbitraire demeure la règle : lotissements illégaux des espaces, trafic d'influence et de faux documents, détournement des titres de propriétés sont autant de cas qui justifient un nombre incroyable de plaintes enregistrées dans les tribunaux. Quant à l'organisation de l'état civil, elle ne permet pas d'identifier tous les citoyens, et les statistiques présentées dans ce domaine restent douteuses d'autant plus qu'aussi bien l'enregistrement des naissances que celui des décès demeurent quasi inexistantes. Par conséquent, les certificats et attestations sensés confirmer l'identification des personnes sont délivrés anarchiquement et sans vérification en échange d'argent. Une autre conséquence non moins grave est la confusion entourant la citoyenneté dont l'obtention ne se fait pas toujours suivant la loi. La situation des congolais dits « rwandophones » vivant aux frontières des pays des Grands Lacs est une belle illustration de la confusion juridique entourant la question de la citoyenneté.

---

<sup>320</sup> Voir Joel Migdal, *Strong Societies and weak Stat : State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton : Princeton University Press, 1988, (la page 24 spécialement).

Tous ces exemples, et bien d'autres attestant l'incapacité de l'État à assumer ses responsabilités dans les Grands Lacs, s'expliquent d'après plusieurs politologues africanistes par nombre de facteurs qui en sont les causes. Parmi ces facteurs, trois s'imposent particulièrement. Il s'agit, d'abord, du fait déjà évoqué qui présente l'État comme un produit d'importation, c'est-à-dire fruit d'une imposition de l'extérieur et non pas d'un besoin exprimé localement et traduisant les mœurs d'une organisation sociale et politique du milieu. Cette position est soutenue par Bertrand Badie pour qui l'État en Afrique est le produit d'une « importation d'un ordre territorial et d'un aménagement de l'espace, tout droit sortis d'un modèle westphalien abusivement universalisé »<sup>321</sup>. Produit d'importation, né en tant que forme d'organisation politique de la société à l'époque moderne de l'histoire de l'Europe occidentale et dans le prolongement de la « Polis » grecque et de l'« Imperium » romain, mais qui s'est instauré dans l'organisation des sociétés africaines par le truchement de la colonisation.

Il en est découlé une conséquence catastrophique qui, par ailleurs, a été légitimée par la Conférence de Berlin évoquée précédemment: la délimitation aléatoire des frontières. Depuis lors, des ethnies et même des familles ont connu des divisions dramatiques et se retrouvent actuellement soit à cheval entre différents États, soit éparpillées dans plusieurs États différents. Cela a créé un problème qui renvoie à la question de la loyauté et du sens de l'appartenance à l'institution étatique.

En effet, les circonstances dans lesquelles cette délimitation territoriale a été effectuée ont fait que la formation des États en Afrique s'est superposée, ou mieux les États eux-mêmes se sont superposés, aux communautés autochtones organisées traditionnellement et qui, en raison de la solidité de leur lien fondé sur les valeurs coutumières, ont maintenu leur allégeance à l'organisation ancestrale en dépit de la division artificielle subie. Par conséquent, l'institution étatique peine à rallier tous les regroupements sociaux vivant sur son territoire et à faire de leur allégeance un acquis.

---

<sup>321</sup> Bertrand Badie, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris : Fayard, 1995, p. 254.

Ensuite, le deuxième facteur expliquant les causes de l'incapacité de l'État à assumer ses responsabilités dans les pays des Grands Lacs est l'absence de moyens institutionnels. Par moyens institutionnels il faut entendre l'ensemble de possibilités matérielles, financières et infrastructurelles qui font, d'après Michael Mann, la capacité concrète de l'État à concevoir et à mettre en application ses propres politiques, ou mieux encore à organiser, à ordonner et à façonner la société. C'est ce qu'il appelle « le pouvoir infrastructurel »<sup>322</sup>. A cause de cette fragilité de l'autorité de l'État, les pays de la région des Grands Lacs sont comptés parmi les plus pauvres du monde et parmi les plus instables d'Afrique. En dépit de la richesse scandaleuse dont regorgent leur sous-sol, leur sol ainsi que leur faune et leur flore, ces derniers ne peuvent se passer encore de l'aide publique au développement et, sans gêne, ils acceptent et se félicitent même de bénéficier du programme d'accompagnement des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE)<sup>323</sup>.

Enfin, le dernier facteur et non le moindre est lié au comportement des dirigeants des pays concernés, qui semblent ne pas être à la hauteur de leur tâche ou de leur mission. Ainsi, à l'absence de moyens institutionnels s'ajoute l'absence de volonté politique. Il est vrai que, suite aux indépendances, les peuples colonisés d'Afrique ont pu se constituer une certaine autonomie en devenant des États souverains. Mais, force est de constater que, dès le départ, ces derniers n'avaient pour seule référence de gouvernance que l'administration telle que pensée en contexte de colonisation. Ainsi, comme les processus politiques ne s'opèrent jamais par rupture brutale avec le passé et que les formes qu'ils sont susceptibles de prendre sont fortement conditionnées par les formes institutionnelles et les pratiques politiques des anciens régimes<sup>324</sup>, la conception du pouvoir et de l'État en période postcoloniale a tout naturellement repris à son compte des méthodes fortes ayant marqué l'époque précédente.

En effet, les institutions de l'administration coloniale héritées par l'État postcolonial portaient en elles fondamentalement un objectif spécifique, celui de légitimer et d'assurer la

---

<sup>322</sup> Lire Michael Mann, *The Sources of Social Power*, Vol 2, Cambridge: Cambridge University Press, 1993.

<sup>323</sup> Ce programme est une initiative mise en place conjointement en 1996 par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale visant la réduction de la dette des pays pauvres à travers une assistance pouvant rendre soutenable le service de leur endettement.

<sup>324</sup> Mamoudou Gazibo, *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique. Analyse institutionnelle et stratégique*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 43.

domination étrangère. Leur fonctionnement ne pouvait que pérenniser la même domination, mais cette fois-ci avec l'aide de nouveaux acteurs. La métaphore utilisée par Achille Mbembe et évoquée précédemment traduit bien ce déplacement : la domination du « père » sur le « fils », c'est-à-dire du colonisateur sur le colonisé, est devenue la « violence du frère à l'égard du frère »<sup>325</sup>. Forcément, cette violence a pris la forme de l'autoritarisme et du patrimonialisme d'État. Comme on peut le constater, ces maux ont caractérisé la politique africaine, en général, et celle des pays des Grands Lacs, en particulier, entre 1960 et 1990 et même encore de nos jours. L'exercice du pouvoir absolu, la privatisation des relations d'autorité et l'appropriation des richesses collectives ont constitué et constituent encore le fond de commerce des dirigeants des pays des Grands Lacs, qui se sont révélés, avec leurs homologues d'autres pays d'Afrique noire, comme les artisans de ce que Jean-François Médard appelle « l'État néo-patrimonial ». Nous avons présenté ce problème au deuxième chapitre et nous y reviendrons encore à la fin de ce dernier chapitre pour évoquer le rôle des acteurs politiques dans l'intégration des pays des Grands Lacs dans les relations internationales.

Face à une telle situation, pour rendre possible une réelle intégration des pays de la région des Grands Lacs dans les relations internationales, faut-il travailler au dépassement de l'institution étatique ou à son plein rétablissement avant d'envisager un nouveau positionnement de ces pays dans le contexte d'un autre paradigme ?

### **7.3- Les pays des Grands Lacs et le paradigme transnationaliste solidaire**

Au-delà du réalisme qui semble dominer les relations internationales comme tendance ou paradigme, il y a lieu d'envisager une autre orientation à travers laquelle l'intégration des pays des Grands Lacs pourrait se faire de manière efficiente. C'est cette autre tendance que nous nommons paradigme transnationaliste solidaire. D'une part, il se démarque clairement du paradigme réaliste conforté par le système westphalien, qui fait des États les seuls acteurs

---

<sup>325</sup> Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Avant-propos de la seconde édition, Paris : Karthala, 2000, p. XI.

des relations internationales dans la mesure où ces derniers sont souverains et indépendants, établit comme absolue la norme de non-intervention entre les souverainetés, ne reconnaît aux individus ni le droit ni le statut international et n'admet pas de pouvoir au-dessus des États ni de règles contraignantes qui s'appliquent à eux<sup>326</sup>. D'autre part, il prend ses distances face à la perspective excessivement communautarienne qui, en relations internationales, semble soutenir le relativisme moral et exclure toute possibilité ou tendance d'universalisation, fondant par conséquent la partialité nationale au détriment d'une compréhension plus large des obligations transnationales<sup>327</sup>. Toutefois, il épouse dans une certaine mesure les principes du cosmopolitisme avec comme point central la protection des droits individuels, mais sans exiger la disparition des États. En quoi consiste-t-il et quelles pourraient être ses caractéristiques ?

Répondre à cette question nous permettra non seulement de décrire le nouveau paradigme africain des relations internationales comme notre proposition et aboutissement de notre réflexion, mais aussi et surtout de présenter, à la suite de John Rawls, l'utopie revisitée de la *Société des peuples* comme cadre de réalisation plénière des relations internationales justes et harmonieuses. Plus concrètement, notre description du paradigme proposé sera faite essentiellement des propositions en réponse aux causes de l'affaiblissement ou de la défaillance de l'institution étatique dans les pays des Grands lacs. Ainsi c'est par le rétablissement de l'État lui-même, par une compréhension renouvelée de la souveraineté partagée dans le respect du fait de la multiculturalité ou du pluralisme, et par la prise au sérieux du rôle d'acteurs politiques ou d'hommes d'État que passera le renouvellement des relations internationales des pays de la région des Grands Lacs et, par conséquent, s'instaurera véritablement le paradigme transnationaliste dans la perspective de l'utopie revisitée de la *Société des peuples*.

---

<sup>326</sup> Monique Canto-Sperber, *Le bien, la guerre et la terreur : pour une morale internationale*, Paris : Plon, 2005, p. 62.

<sup>327</sup> Ryoo Chung, « Critique de la théorie rawlsienne de la justice internationale », *Carrefour*, 21-2, 1999, p. 75.

### 7.3.1- Rétablissement de l'État dans les Grands Lacs

Dans un livre déjà cité, Luc Sindjoun<sup>328</sup> fait une critique cinglante de l'analyse postcoloniale qui, voulant bien faire en poussant à l'extrême la décolonisation théorique, a cherché absolument à sortir la théorie sociale du joug de l'expérience occidentale en opposant les sociétés africaines à la modernité, considérée comme étrangère. C'est dans cette perspective que se classe la critique présentée précédemment et émise par des politologues qui considèrent que l'échec de l'institution étatique en Afrique est lié au fait qu'elle a été une imposition par la colonisation d'une organisation politique qui ne cadre pas avec la culture africaine. Ainsi, d'après ce même auteur, cette forme d'analyse essentialise les concepts opératoires et fait croire que leur origine occidentale les rend inapplicables à la situation africaine. Et pourtant, un concept peut être affranchi de ses attaches socio-temporelles en fonction de la problématique du chercheur et devenir opératoire dans un autre contexte<sup>329</sup>.

Il y va de même pour l'État en tant qu'institution politique. La preuve, c'est que certains pays africains ont bien réussi à asseoir cette institution en lui donnant un cadre cohérent avec ses caractéristiques fondamentales telles que reconnues aussi bien en contexte westphalien que wébérien. C'est le cas de pays comme l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Ghana et bien d'autres dont la stabilité politique n'étonne plus personne. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que dans ces pays, le processus de réappropriation de l'idée de l'État est un succès indéniable. La situation étant différente d'un pays à l'autre, il faut reconnaître que cet effort de réappropriation se fait à des degrés différents<sup>330</sup>.

Même en Occident, d'ailleurs, l'État s'est construit progressivement, différemment et non sans heurts dans nombre de pays, particulièrement en Europe où, grâce aux Traités de Westphalie de 1648, il a connu sa consécration dans le Droit public ouvrant ainsi l'Europe à une nouvelle ère de l'organisation politique du temps moderne<sup>331</sup>. Par conséquent, l'Afrique

---

<sup>328</sup> Luc Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris : Karthala, 2002.

<sup>329</sup> *Ibid*, p. 23-24.

<sup>330</sup> Cédric Jourde, « Les grilles d'analyse de la politique africaine : la problématique de l'État », dans M. Gazibo et C. Thiriot, *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris : Karthala, 2009, p.44.

<sup>331</sup> Lire C. Gantet, « Le tournant westphalien », dans *Critique internationale*, n° 9, octobre 2000, p. 52-58.

et les pays des Grands Lacs ne peuvent être considérés, en dépit de toutes les difficultés liées à l'importation de la structure de l'État, comme culturellement incompatibles avec l'institution étatique.

Eu égard à ce qui précède et pour les raisons invoquées, si l'État est traditionnellement considéré comme l'institution réaliste par et dans laquelle se font les relations internationales encore aujourd'hui et si, dans la perspective réaliste toujours dominante de nos jours – et clairement présente même dans les textes fondateurs de l'ONU qui défendent l'inviolabilité de l'intégrité territoriale des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le contrôle absolu de leurs ressources naturelles, etc. –, il est admis que c'est la souveraineté qui fonde l'État en tant qu'acteur des relations internationales<sup>332</sup>, il devient impérieux pour les pays des Grands Lacs de rétablir au préalable cette institution et son autorité, s'ils veulent devenir réellement acteurs des relations internationales. Cela suppose qu'ils devront, dans l'auto-compréhension d'eux-mêmes, dépasser la simple constitution juridique qui, grâce à la doctrine internationale de la souveraineté, les fait exister uniquement, mais sans nécessairement leur accorder le pouvoir empirique qui leur permette d'imposer effectivement leur autorité sur toute l'étendue de leur territoire géographique<sup>333</sup>. Ce qui veut dire, pour ces États, avoir le monopole de la violence ou de la contrainte légitime et assumer en plus toutes les responsabilités de l'administration étatique et les obligations envers les populations vivant sur le territoire auquel s'étendent leurs compétences. Cela inclut les cas cités ci-haut dont la taxation, la tenue foncière et l'organisation de l'état civil.

De toute évidence, ce rétablissement de l'État dans les pays des Grands Lacs ne pourrait se réaliser que par le respect du droit que l'institution étatique, elle-même, est appelée à faire appliquer aussi bien par ses représentants que par tous les citoyens. En d'autres termes, cela passe nécessairement par l'instauration d'une vraie démocratie. C'est après seulement que ces pays pourront devenir réellement acteurs de la scène internationale et, étant devenus tels au même titre que les autres États, ils contribueront efficacement au changement de

---

<sup>332</sup> Luc Sindjoun, *op.cit.*, p. 43.

<sup>333</sup> Lire à ce sujet R. H. Jackson et C. G. Rosberg, « Why Africa's Weak States Persist : The Empirical and the Juridical in Statehood », dans *World Politics*, Vol. 35, n° 1, 1982, p. 1-24.



paradigme en vue de leur intégration efficiente dans les relations internationales. Pour ce faire, il faut une nouvelle compréhension de la souveraineté, compréhension qui facilite l'ouverture pour plus de coopération.

### 7.3.2- Une souveraineté partagée et une géopolitique déterritorialisée

Les relations internationales harmonieuses ne peuvent être l'œuvre des États nationalistes, c'est-à-dire des États qui restent fermés sur eux-mêmes espérant par là préserver leur intégrité territoriale alors qu'il est établi, par ailleurs, que les frontières et le découpage des États n'ont jamais été naturels, mais aléatoires et conventionnels. John Rawls a reconnu, en d'autres termes, ce fait attesté dans l'histoire même de la création des États. Selon lui, leurs frontières ont souvent été « le résultat historique de la violence et de l'agression »<sup>334</sup>. Mais, faudra-t-il pour autant qu'à cause de l'arbitraire et de la violence qui ont marqué le découpage des frontières étatiques, l'importance et le rôle des territoires soient méconnus ?

Le lien entre ce constat fait par Rawls et les grandes idées défendues par Ratzel, le père de la géopolitique moderne, s'avère indéniable d'autant plus que pour ce dernier, nous l'avons démontré précédemment, l'État doit se développer dans l'espace, *lebensraum*, pour assurer sa survie, et donc, agrandir son territoire si nécessaire au détriment de ses voisins<sup>335</sup>. Par conséquent, il nous semble indiqué que dans la coopération entre différents peuples, le territoire doive encore être considéré comme un enjeu, surtout à l'heure de la mondialisation où les flux commerciaux et migratoires transnationaux se sont développés de façon quasi incontrôlée. Le territoire fait donc partie intégrante du jeu de pouvoir entre États. C'est la raison pour laquelle il faut, à en croire John Rawls, prendre la mesure de son poids dans le procédé de représentation qu'il nomme la *position originelle*. Comme il le suggère, afin d'assurer la symétrie entre eux, les représentants des peuples sont placés derrière un voile d'ignorance, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas la connaissance de la taille de leur territoire, de l'importance de leur population, ni de la force relative du peuple auquel ils appartiennent<sup>336</sup>. Il

---

<sup>334</sup> John Rawls, *Le droit des gens*, Paris : Éd. Esprit, 1996, p.59.

<sup>335</sup> Sophie Chautard, *op.cit.*, p. 51.

<sup>336</sup> John Rawls, *op.cit.*, p.55.

faut noter ici la mise en exergue du « territoire », cité en premier sur cette liste. Il suppose, à notre avis, plusieurs autres éléments importants dont les ressources naturelles qu'il contient et qui déterminent généralement le niveau ou le potentiel de son développement économique. En plus, il fait partie de la culture du peuple qui s'y établit dans la mesure où il contribue, comme tant d'autres éléments, à la façonner. Il suffit de penser, par exemple, à l'importance de l'Arctique ou du Grand Nord pour la culture Inuit. En dépit de son inhospitalité, les Inuits l'appellent « la terre aux innombrables beautés »; on peut également penser à ce que représentent, dans l'imaginaire canadien, les Rocheuses avec leur végétation et leur faune, le fleuve Nil dans la fondation de la culture égyptienne, la forêt amazonienne et sa riche biodiversité pour les pays comme le Brésil, la Colombie, la Bolivie, et la forêt équatoriale pour les pays de l'Afrique centrale ou de la région des Grands Lacs, etc.

Il ne serait donc pas erroné d'affirmer que le territoire constitue un des facteurs qui définissent et représentent les intérêts d'un peuple. Ainsi la gestion de ces intérêts et, par conséquent, du territoire lui-même auquel ils sont rattachés, peut faciliter la coopération entre ce peuple et les autres ou l'en éloigner. Donc, il serait difficile de prétendre que le territoire a perdu sa pertinence dans le jeu politique international contemporain. Même si de nos jours les pays ne se font plus, en principe, ouvertement la guerre avec comme visée le contrôle du territoire, on ne saurait soutenir que cette réalité est totalement inexistante. Comme l'ont fait autrefois l'Espagne, la France et les Habsbourg afin d'élargir l'espace de leur influence politique, philosophique et même religieuse et culturelle, le fait de la guerre hégémonique a pris d'autres formes et il ne saurait être nié aujourd'hui. La géopolitique s'est donc déterritorialisée et l'espace comme enjeu des rapports entre États dépasse les frontières physiques à l'ère où le virtuel prend de plus en plus de place grâce à la technologie.

Il semble donc clair que civilisation, religion et culture, ont forcément partie liée avec le territoire sur lequel elles s'étendent et que ce dernier s'est élargi, grâce aux moyens technologiques, à l'espace virtuel donnant ainsi plus de pouvoir à l'institution étatique dont la mission est de représenter le peuple sur toute l'étendue du territoire de son influence. Dans ce contexte, il convient de rappeler l'interpellation de John Rawls selon laquelle chaque peuple politiquement organisé, c'est-à-dire chaque État, « doit reconnaître qu'il ne peut compenser

son manquement en matière d'entretien de son territoire et de conservation de ses ressources naturelles en s'engageant dans la conquête guerrière ou la migration à l'intérieur d'un territoire d'un autre peuple sans le consentement de celui-ci »<sup>337</sup>.

Il appert donc, à notre avis, que chaque territoire garde malgré tout sa spécificité culturelle. Ainsi la multiculturalité doit être reconnue, comme dans l'utopie rawlsienne, en tant que principe majeur et facteur d'intégration des États dans les relations internationales. Elle est l'équivalent du pluralisme raisonnable pour une société raisonnablement juste, et permet la reconnaissance de « la diversité parmi les peuples raisonnables, dont les cultures et traditions de pensée, religieuses ou non religieuses, sont différentes »<sup>338</sup>.

Partant de cette argumentation inspirée de Rawls, peut-on supposer que l'intégration efficiente des pays des Grands Lacs dans les relations internationales exige de leur part une fermeture stricte de leurs frontières pour assurer leur souveraineté ?

Un tel protectionnisme ne serait certainement pas à leur avantage. Après plus de deux décennies d'instabilité politique indescriptible, dans un contexte d'hostilités permanentes et d'instabilité politique causée par la faillite de l'institution étatique, il est impérieux pour les États de se regrouper dans les organisations et réseaux régionaux. Pour cela, il faut une nouvelle compréhension de la souveraineté, il faut une souveraineté partagée, qui ne peut se réaliser que par l'intégration politique, sans nier le caractère pluraliste et multiculturel de tout regroupement régional des États.

En effet, l'intégration politique ne pourrait se faire qu'à travers la mise en place des constructions ou des structures politiques régionales ayant pour but d'unifier l'action de plusieurs États-nations dans les différents domaines de la vie de leurs populations. Pour ce faire, les États devront agir moins en fonction de leur caractère rationnel, qui n'accorde priorité qu'à leurs intérêts, à leur pouvoir et à leurs richesses, et plus pour favoriser l'ouverture entre leurs peuples respectifs. C'est ce que sous-entend cette affirmation de Rawls

---

<sup>337</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>338</sup> John Rawls, *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, p. 24.

lorsqu'il distingue les États des peuples : « La mesure de la différence entre les États et les peuples réside dans la manière dont sont définis la rationalité, la préoccupation pour le pouvoir et les intérêts fondamentaux d'un État. Si la rationalité exclut le raisonnable (c'est-à-dire si un État est poussé par ses intérêts et ignore le critère de réciprocité dans ses relations avec les autres sociétés), si la préoccupation de l'État pour le pouvoir est prédominante, et si ses intérêts comprennent des éléments tels que la conversion des autres sociétés à la religion de l'État, l'agrandissement de son empire et la conquête de territoire, l'accroissement de la gloire et du prestige dynastique, impérial ou national, et le développement de sa puissance économique relative, alors la différence entre États et peuples est considérable »<sup>339</sup>.

Cela s'inscrit clairement, à notre avis, dans la perspective du transnationalisme considéré comme le paradigme qui met en exergue le dépassement de la souveraineté des États et l'interdépendance entre les différentes sociétés<sup>340</sup>. Plusieurs raisons militent en faveur de ce paradigme, particulièrement, comme nouvelle possibilité et nouvelle chance pour la décripation de la situation dans les Grands Lacs africains.

Premièrement, dans le contexte de la mondialisation où les grands ensembles comme l'Union Européenne, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) et autres grandes organisations régionales ont plus de facilité à se faire entendre et à influencer le cours des événements de la politique internationale, les pays des Grands Lacs, comme d'ailleurs tous les pays africains, ont intérêt à travailler davantage à leur intégration politique. Pascal Lamy est de cet avis lorsqu'il affirme que « pour jouer un rôle sur cette scène (de la mondialisation), à moins d'être un État de dimension continentale comme les États-Unis, la Chine ou l'Inde, il faut atteindre une certaine masse critique. Il faut "faire le poids" ensemble, en partageant la souveraineté »<sup>341</sup>.

---

<sup>339</sup> John Rawls, *Ibid.*, p. 42-43.

<sup>340</sup> Luc Sindjoun, « L'Afrique au prisme des relations internationales », dans M. Gazibo et C. Thiriot (dir), *op.cit.*, p.320.

<sup>341</sup> Pascal Lamy, *La démocratie-monde. Pour une autre gouvernance globale*, Paris : Éditions du Seuil et La République des Idées, 2004, p. 69.

Deuxièmement, face à ce qui est reconnu comme la crise du territoire et la faillite de l'institution étatique à laquelle échappe le monopole de la violence légitime, les pays des Grands Lacs ont de grands défis à relever dont celui de faire face aussi bien aux conflits internes qu'à ceux qui les confrontent les uns aux autres à cause de ressources minières de leur sous-sol, de frontières problématiques qui limitent leurs territoires et de populations transfrontalières qui forment leurs peuples. Dans ce cas, les politiques d'intégration deviennent un moyen plus efficace pour prévenir ces conflits dans la mesure où elles permettent aux États de se retrouver comme membres des ensembles plus vastes et favorisent la mise sur pied d'institutions et de projets communs<sup>342</sup>. Il y va de la paix et de la stabilité de la région tout entière.

Troisièmement, les pays des Grands Lacs sont tous engagés dans le processus de démocratisation. On pourrait même dire qu'ils sont rendus à l'étape de la consolidation démocratique. L'intégration régionale serait un grand atout et pourrait bien les aider non seulement à réussir le processus de démocratisation dans lequel ils sont engagés depuis quelques années, mais aussi et surtout à participer activement à l'instauration d'une vraie démocratie à l'échelle mondiale. L'intégration régionale se veut ainsi une étape incontournable vers la démocratisation des relations internationales. C'est ce que traduit le plaidoyer de Pascal Lamy en faveur d'une autre gouvernance globale : « les constructions régionales qui unissent plusieurs États-nations constituent une première approche de la démocratie internationale »<sup>343</sup>. Ainsi, devenus réellement États démocratiques, les pays de la région des Grands Lacs auront la crédibilité nécessaire et leur apport à la construction des relations internationales plus justes et harmonieuses sera acceptable.

Tous ces avantages du transnationalisme par le biais de l'intégration politique régionale ne peuvent devenir possibles que si les États concernés s'engagent réellement à dépasser le simple niveau d'échange diplomatique pour favoriser davantage l'émergence de vraies convergences économiques et politiques, et ouvrir des perspectives qui transcendent

---

<sup>342</sup> Mamoudou Gazibo, *Introduction à la politique africaine*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 238.

<sup>343</sup> Pascal Lamy, *op. cit.*, p. 67.

leurs frontières géographiques. Pour ce faire, il n'y a pas d'autre choix que de partager leur souveraineté, ce qui suppose qu'ils consentent à la délégation de celle-ci jusqu'à un certain degré. L'institution étatique n'en sera pas pour autant anéanti. Monique Canto-Sperber est de cet avis quand elle écrit : « La morale internationale vient en partie d'institutions dont la légitimité repose sur des délégations partielles de souveraineté. Nous savons aujourd'hui, en observant le modèle européen, que la délégation de souveraineté n'entraîne pas la disparition de l'État, qu'elle ne réduit pas les ressources de moralité qu'incarne les États ni ne conduit à l'avènement de la République universelle »<sup>344</sup>.

Mais, en fait d'intégration régionale, on ne peut pas affirmer que rien n'a encore été réalisé dans la région des Grands Lacs. Au contraire, certaines initiatives ont été prises et sont la preuve d'une volonté, par ailleurs timide, d'intégration régionale. C'est le cas de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), mise sur pied depuis septembre 1976 et dont les objectifs étaient l'intégration économique régionale, la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, la sécurité régionale et le financement d'institutions communes dans les domaines de la finance, de la recherche et de l'énergie. Il convient de citer également la récente Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) qui a vu le jour suite à une impulsion de l'Organisation des Nations Unies en 2000 et qui depuis lors permet à neuf pays dont l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, l'Ouganda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie de coopérer en vue de la pacification de la région.

Toutefois, ces initiatives louables, entreprises de bonne foi, n'ont jamais été prises au sérieux et les structures mises en place dans le but de l'intégration n'ont jamais fonctionné efficacement. Les raisons de leur dysfonctionnement sont les mêmes que celles de la faillite des États eux-mêmes. On ne peut espérer que des États instables ou en faillite mettent en place des structures efficaces de coopération entre eux. Par contre, il est tout naturel qu'ils reproduisent au plan régional ce qu'ils font au niveau national. Le fait que la guerre perdure encore dans les Grands Lacs sans que les pays concernés ne trouvent, de commun accord, les

---

<sup>344</sup> M. Canto-Sperber, *op. cit.*, p. 174.

moyens d'y mettre fin et qu'en plus ils servent de base-arrière aux groupes rebelles respectifs, reste la preuve de l'inefficacité du travail d'intégration politique accompli jusqu'à ce jour. Face à cela, le comportement des dirigeants ou des acteurs politiques doit être questionné : comment devrait normalement se définir leur responsabilité ?

### **7.3.3-Un nouveau leadership politique : la responsabilité d'homme d'État africain**

Nous avons ébauché au dernier point du deuxième chapitre le thème de la responsabilité des dirigeants africains face à la situation de leurs pays et à l'influence de leurs partenaires extérieurs dont l'attitude, dans leurs efforts de soutien au processus de démocratisation de l'Afrique, semble souvent ambivalente. Il est devenu plus que clair que ces derniers jouent un rôle qui change selon les circonstances. Tantôt ils sont, à juste titre, des ressources non négligeables, tantôt ils constituent des entraves ou alors ils se contentent de garder une position de neutralité<sup>345</sup>. Nous avons cité le cas de la France et des États-Unis, sans négliger le rôle de la Grande Bretagne et celui de la Belgique, particulièrement, pour ce qui concerne la région des Grands Lacs.

Toutefois, est-il suffisant et convainquant de ne pointer que les acteurs extérieurs comme responsables de tous les malheurs de l'Afrique ? L'analyse qui se limiterait à l'influence extérieure comme unique justification de la situation actuelle des pays africains manquerait royalement d'objectivité. Dans le cas des pays de la région des Grands Lacs, il est normal d'invoquer les conséquences du régime colonial, le manque de moyens structurels et infrastructurels, les contraintes liées aux conditionnalités des Institutions financières internationales, la prédation des entreprises multinationales et bien d'autres facteurs, mais l'action des dirigeants, leur volonté ou plutôt leur manque de volonté politique demeurent les facteurs les plus déterminants.

---

<sup>345</sup> Mamoudou Gazibo, *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique*, p. 152.

C'est précisément dans cette perspective que la notion d' «homme d'État», telle que présentée par John Rawls, révèle sa valeur profondément normative. Elle traduit de façon éloquente la responsabilité des acteurs politiques dans l'exercice de leur pouvoir aussi bien au plan interne, quant au maintien de la stabilité de leurs pays, qu'au plan externe, dans l'amélioration des relations qu'entretiennent ces derniers avec leurs voisins et la communauté internationale dans son ensemble.

D'après Rawls, « Il n'y a pas de fonction officielle d'homme d'État, comme il existe une fonction officielle de président, de chancelier, ou de Premier ministre. L'homme d'État est un idéal, au même titre que celui de l'individu honnête ou vertueux. Les hommes d'État sont des présidents ou des Premiers ministres qui acquièrent cette dimension par leur autorité et leur réussite exemplaires dans leurs fonctions, en faisant preuve de force, de sagesse et de courage. Ils guident leur peuple pendant des périodes agitées et dangereuses »<sup>346</sup>. Ainsi, comme les valeurs de l'honnêteté, de la justice et, en général, la vertu font d'un individu une personne honnête, juste et vertueuse, de même la force, la sagesse et le courage font d'un président ou d'un Premier ministre un homme d'État.

John Rawls va plus loin dans la clarification de la mission de l'homme d'État en présentant ce qui fait sa différence par rapport au travail du philosophe. Alors que la tâche de ce dernier est d'envisager les conditions permanentes et les intérêts véritables d'une société démocratique juste et bonne, l'homme d'État, lui, a pour mission de discerner quels sont en pratique ces intérêts et conditions; sa vision est plus pénétrante et plus lointaine que celle de la plupart d'autres, et il saisit ce qu'il faut faire; l'homme d'État doit donner une analyse correcte, ou plus ou moins correcte, de la situation, et s'y tenir fermement<sup>347</sup>.

Cette responsabilité, il va sans dire, trouve sa noblesse dans les valeurs morales comme celles évoquées ci-haut et elle est plus grande encore lorsqu'elle incombe à tous ceux qui, comme le reconnaît Monique Canto-Sperber, jouent le moindre rôle sur la scène internationale, parmi lesquels il y a avant tout les chefs d'État : « dès qu'on peut formuler à

---

<sup>346</sup> John Rawls, *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, p. 120.

<sup>347</sup> *Ibid.*



leur endroit des questions telles : “Que doivent-ils faire ? Comment empêcher qu’un mal ne se produise ?”, ou même demander : “Au nom de quoi font-ils ce qu’ils font ? Ont-ils apprécié les conséquences de leurs décisions ? Ont-ils rendu le monde meilleur ?”, la morale entre en scène »<sup>348</sup>. Celle-ci devrait inspirer la pratique des leaders dont les pays ont besoin de plus d’intégration politique régionale et internationale, mais qui sont encore engagés dans le processus de démocratisation ou de consolidation démocratique car, sans aucun doute, poursuit Monique Canto-Sperber, « il est difficile de concevoir une délibération, une décision, une action, ayant la moindre pertinence en politique internationale, qui n’aient à poser ces questions »<sup>349</sup>. C’est exactement ce qui semble manquer aux dirigeants des pays des Grands Lacs africains. Et pourtant, une telle morale est sous-jacente aux règles juridiques établies aussi bien par les différentes Constitutions que par les nombreux Traités dont le fondement reste l’ensemble de valeurs ayant comme objectif primordial le bien des sociétés et des individus qui les constituent.

Ainsi, face aux enjeux de la démocratisation, de l’intégration politique et aux défis historiques inhérents, les pays des Grands Lacs doivent compter sur des dirigeants qui incarnent cet idéal d’homme d’État. La situation dans la région est telle que les contraintes qui l’empoisonnent sont multiples et multiformes. Comme nous l’avons relevé au deuxième chapitre, le passé colonial y a laissé ses traces aux lourdes conséquences sur tous les plans, la conception du pouvoir politique demeure anachronique et biaisée, l’économie est gérée de manière patrimoniale, hypothéquant ainsi les richesses du sol et du sous-sol devenues propriétés privées de ceux qui détiennent le pouvoir. Quand s’y ajoutent les pesanteurs culturelles et ethniques, tout semble alors convaincre que l’Afrique est condamnée à vivre dans la misère parce que, pourrait-on alléguer, elle est fondamentalement antidémocratique.

Eu égard à ce qui précède, donc, pour être considérés comme hommes d’États, les dirigeants des pays des Grands Lacs devraient, d’abord et avant tout, agir en étant convaincus que leur comportement est crucial et déterminant. La réussite du processus de démocratisation, la consolidation de la démocratie et l’intégration politique régionale

---

<sup>348</sup> Monique Canto-Sperber, *op. cit.*, p. 177.

<sup>349</sup> *Ibid.*

constituent la voie obligée du rétablissement de l'État dans la région des Grands Lacs et, par conséquent, de la reconnaissance au plan international du rôle et de la place qui reviennent de droit à ces pays qui se recherchent encore. Tout cela dépend, en grande partie et pour ne pas dire exclusivement, de leur capacité à contourner les contraintes et les pesanteurs qui déstabilisent la région, quelles soient internes ou externes. Car pour n'importe quelle société, le chemin vers la démocratie et le développement est parsemé d'obstacles de tous genres. Il revient alors aux dirigeants de négocier, grâce à leur habileté, à leur sagesse et à leur courage, tel ou tel autre virage de la dynamique politique qu'il convient de donner aux pays et d'orienter cette dynamique sur une trajectoire de long terme<sup>350</sup>. Cela veut dire, en d'autres termes, qu'ils ont également la responsabilité de décider de la nature de l'administration de leurs pays, en mettant en œuvre des politiques économiques et sociales qui produisent des résultats pouvant favoriser l'instauration des institutions démocratiques solides. Pour ce faire ils devraient également, grâce à leur force morale ou à leur courage et grâce à leur vision, adopter une attitude suffisamment critique face aux influences culturelles et ethniques contraires aux valeurs de la démocratie. Cela confirmerait le fait qu'il n'existe pas de fatalité antidémocratique de type proprement culturel et que les cultures africaines, comme toutes les autres cultures, ne sont pas figées, mais qu'au contraire, elles sont fondamentalement mouvantes et dynamiques. Ainsi ces caractéristiques profondes leur donnent une certaine perméabilité et une ouverture à la démocratie comme cela fut le cas pour toutes les autres sociétés devenues démocratiques après de longues années de lutte marquées par des ruptures révolutionnaires. L'exemple de la France reste à ce propos plus qu'éloquent<sup>351</sup>.

Par ailleurs, le défi est encore plus grand lors que les dirigeants sont issus de l'Armée. En effet, dans la région des Grands Lacs comme dans plusieurs pays africains, les chefs militaires ont généralement joué un rôle très néfaste. Ils portent la grande responsabilité de l'échec du processus de démocratisation et ne favorisent pas l'intégration politique de leurs pays. La conception qu'ils ont de l'armée constitue un des obstacles majeurs aux efforts de pacification et du développement du continent. Lorsque les militaires sont au pouvoir, ils ont

---

<sup>350</sup> Voir Guy Hermet, *Aux frontières de la démocratie*, Paris : PUF, 1983, p. 207.

<sup>351</sup> Lire à ce sujet les études faites par Alain Garrigou, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992; Eugen Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris : Fayard, 1983.

tendance à diriger le pays comme ils dirigent l'Armée. Pourtant, le commandement militaire est loin d'être démocratique dans son essence même. Par contre, la hiérarchie militaire est nommée aux différents postes et elle commande suivant une discipline rigoureuse à laquelle sont soumis les subalternes qui ne peuvent qu'obéir aux ordres. Ces raisons et bien d'autres ont assuré une longue vie à des régimes dictatoriaux comme celui de Mobutu dans l'ex-Zaïre.

Pour tous les dirigeants issus de l'Armée, la démocratisation de l'Afrique a souvent été considérée et vécue comme un échec personnel. Le changement envisagé, étant fondé sur une vision de l'organisation politique de la société différente de la leur, devient donc, pour eux, une réelle défaite idéologique<sup>352</sup>. Par conséquent, revenir au pouvoir par la force dès que la situation s'y prête et quel que soit le prix à payer est un impératif qui permet de laver la honte de cet échec idéologique. D'où le cercle infernal et interminable de coups d'État que l'Afrique a connus et continue de connaître encore aujourd'hui dans certains pays. Les chefs militaires ont ainsi nourri et encouragé le néo-patrimonialisme en agissant comme de véritables entrepreneurs politiques obligés d'acheter la loyauté de leurs complices.

Nicolas Van De Walle a raison lorsqu'il affirme, rejoignant par là la position de Jean-François Médard, que le système clientéliste est maintenu volontairement et consciemment par cette élite qui y trouve bien son intérêt au détriment de l'intérêt des États<sup>353</sup>. Les dirigeants d'un tel acabit manquent de leadership et ne peuvent être considérés comme des hommes d'État. Pourtant, lorsqu'il est bien assumé, l'idéal d'homme d'État permet de réduire l'impact des variables et facteurs extérieurs qui fragilisent le processus de consolidation de la démocratie en Afrique en fixant l'attention sur la responsabilité première et déterminante qui revient aux dirigeants locaux. Mamoudou Gazibo n'a pas tort lorsqu'il écrit : « En définitive, il apparaît évident que le comportement des acteurs internes est crucial. De leur capacité à mettre en œuvre des politiques économiques produisant des résultats, dépend, pour une bonne part, la possibilité de créer un climat apaisé dans lequel les nouvelles institutions

---

<sup>352</sup> Lire à ce sujet Adam Przeworski, « Some Problems in the Study of Transition to Democracy », dans Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead (dir.), *Transition from Authoritarian Rule : Southern Europe*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.

<sup>353</sup> Nicolas Van De Walle, *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001, p. 53; Jean-François Médard, « L'État patrimonialisé », *Politique africaine*, n° 39, 1990, p. 28.

démocratiques peuvent prospérer. Par ailleurs, le comportement changeant des acteurs externes doit enseigner aux acteurs internes qu'ils doivent, avant toute chose, éviter de mettre la démocratie balbutiante dans une situation qui nécessite le soutien actif des acteurs extérieurs pour son rétablissement (...) »<sup>354</sup>.

Tout bien considéré, ces exigences étant respectées, l'idée rawlsienne d'une *Société des peuples* juste peut inspirer des projets en faveur des relations internationales plus harmonieuses et encourager des sociétés comme les pays des Grands Lacs à se dépasser pour plus de justice et de paix grâce aux principes de la démocratie. Mais, comment en faire une réelle réappropriation critique pour son application à la région des Grands Lacs ?

#### **7.3.4- Société des peuples solidaires : une utopie revisitée**

A la suite de John Rawls, il nous semble que la tâche de bâtir des relations internationales harmonieuses revient aux peuples politiquement organisés sur base de principes de la démocratie. Ces principes constituent, à notre avis, le cœur de l'éthique sur laquelle se fondent lesdites relations. Nous l'avons présentée à notre manière au chapitre précédent en la désignant par l'expression "éthique de la gouvernance démocratique globale". La *Société des peuples*, entant que regroupement de tous les peuples qui respectent les idéaux du *Droit des peuples*, renvoie à une forme d'éthique ou à ce que Rawls appelle « une conception politique particulière de la rectitude morale et de la justice qui s'applique aux principes et aux normes du droit et des usages internationaux »<sup>355</sup>. Celle-ci reste un idéal qui peut, sous certaines conditions, inspirer les pays des Grands Lacs en vue de leur intégration efficiente dans les relations internationales aujourd'hui. Il va sans dire qu'à notre avis, ses principes favoriseraient cette intégration.

En effet, John Rawls lui-même a soutenu l'idée que la *Société des Peuple* est possible, donc, réalisable. Après analyse, partant des faits sur lesquels il s'appuie pour faire valoir sa position, nous arrivons nous aussi à la conclusion que les pays des Grands Lacs peuvent

---

<sup>354</sup> Mamoudou Gazibo, *op. cit.*, p. 169.

<sup>355</sup> John Rawls, *Paix et démocratie*, p. 15.

participer à la réalisation d'un tel projet en qualité de membres actifs de la Communauté internationale qui offre l'espace où se déploient les relations internationales. Ces faits sont le pluralisme raisonnable, l'unité démocratique dans la diversité, la raison publique et la paix démocratique<sup>356</sup>. En les appliquant aux pays des Grands Lacs comme à n'importe quel autre pays qui choisit de les assumer, l'idée de la *Société des peuples* devient plus réalisable.

Premièrement, le fait du pluralisme raisonnable tel que Rawls l'a développé pourrait bien favoriser l'intégration des pays des Grands Lacs dans la mesure où la démocratie sur laquelle devraient se bâtir les relations internationales admettrait bien une pluralité de doctrines englobantes raisonnables, mais dans un espace structuré par des institutions libres. Ce pluralisme devrait, à notre avis, permettre qu'il y ait une certaine différence de degré dans l'application progressive et ascendante des principes démocratiques. Cela suppose de la part des pays concernés que l'option pour la démocratie ait été préalablement et définitivement faite et que le processus de démocratisation ait atteint de façon convaincante la phase de consolidation. Cette idée s'appuie sur l'un de nos arguments tirés du cadre rawlsien et qui nous ont permis de fonder, au premier chapitre, le dépassement de celui-ci. Il s'agit du caractère essentiellement dynamique de toute culture. Sans aucun doute, il semble qu'on retrouve là la preuve que toute culture, même politique, reste perfectible. Rawls lui-même l'a reconnu en parlant des sociétés hiérarchiques décentes: « Toutes les sociétés connaissent des changements progressifs, et ceci est aussi vrai des sociétés décentes que des autres. Les peuples libéraux ne doivent pas supposer que ces sociétés sont incapables de se réformer en suivant une voie qui leur est propre »<sup>357</sup>.

Ainsi, au-delà de toute critique quant à sa mise en pratique conséquente, la théorie rawlsienne de la justice internationale a eu réellement, au dire de plusieurs commentateurs, le mérite d'admettre ce fait du pluralisme ainsi que des désaccords raisonnables entre des agents rationnels comme des phénomènes inhérents au libre exercice de la raison caractérisant les circonstances modernes de la justice<sup>358</sup>.

---

<sup>356</sup> *Ibid.*, p.150-152.

<sup>357</sup> *Ibid.*, p.79.

<sup>358</sup> Ryoa Chung, *art. cit.*, p. 73.

Deuxièmement, il y a le fait de l'unité démocratique dans la diversité qui, à notre avis, est une condition sans laquelle le pluralisme raisonnable ne peut être possible. Si diverses doctrines englobantes ou conceptions opposées de la vie peuvent s'unir au sein d'une même société, ça prend un cadre favorable ou une base publique de compréhension qui n'exige pas que les citoyens partagent une seule et même pensée englobante. Cette base publique est garantie par la démocratie constitutionnelle. Toutefois, il ne faut pas oublier que dans n'importe quelle société, cette dernière est appelée également à progresser comme la société elle-même, c'est-à-dire à avancer vers le niveau de réalisation complète ou la mise en œuvre maximale de son potentiel. C'est ce à quoi pense Rawls lui-même quand il parle de l'utopie en philosophie comme effort de réflexion visant à faire reculer les limites des possibilités politiques pratiques. Cela est d'autant plus vrai que même dans les démocraties aguerries, il arrive certaines irrégularités dans la mise en pratique des principes de la démocratie. A en croire Rawls, certaines de ces sociétés démocratiques sont plus proches que d'autres d'un régime constitutionnel raisonnablement juste<sup>359</sup>. Donc, chaque peuple, quel qu'il soit, est appelé à progresser incessamment dans son exploration et dans sa pratique de la démocratie, pourvu que la base publique de compréhension de tous reste le caractère rationnel et raisonnable de ses institutions politiques et sociales acceptées par tous.

Troisièmement, il faut noter le fait de la raison publique qui est constituée de tout un ensemble de conceptions politiques de la rectitude morale et de la justice, conceptions qui déterminent ce qui est politiquement raisonnable et qui donnent sens aux questions politiques fondamentales débattues par les citoyens.

Enfin, le dernier fait pouvant rendre réalisable la *Société des peuples* est la paix démocratique. Celle-ci est une conséquence logique de faits précédents. Dans un contexte où sont établis et acceptés dans plusieurs sociétés ou États le pluralisme raisonnable, l'unité démocratique et un ensemble de conceptions politiques comme base des institutions politiques, la guerre devient quasi impossible sauf en cas d'autodéfense ou de défense d'autres peuples et de droits de l'homme menacés.

---

<sup>359</sup> John Rawls, *op. cit.*, p. 94-95.

Pour nous, l'éthique de la gouvernance globale que nous avons présentée au chapitre précédent pourrait bien servir de cadre illustrant le pluralisme raisonnable, l'unité démocratique dans la diversité, la raison publique et la paix démocratique pour une juste *Société des peuples*, et les pays des Grands Lacs n'auraient pas d'autre choix que d'y adhérer pour favoriser leur pleine intégration dans les relations internationales.

Tout bien considéré, cette *Société des peuples* sera juste dans la mesure où elle sera fondée sur des structures démocratiques qui favoriseraient la participation juste de chaque société à sa construction et à son fonctionnement dans l'égalité assurée par la représentation politique des individus dans les structures de la gouvernance globale. Ainsi comprise, elle permettrait à chaque société qui la compose de s'organiser de manière à répondre aux aspirations profondes de ses citoyens. Par conséquent, la question de la justice distributive qui a souvent été au centre des préoccupations philosophiques dans le domaine de l'éthique des relations internationales trouverait sa réponse. Elle ne se poserait plus en termes devenus classiques de la responsabilité des pays du Nord face à ceux du Sud, les premiers ayant l'obligation morale d'aider les derniers ou de réparer le tort qu'ils leur ont causé dans le passé<sup>360</sup>. La vraie réponse passerait par la solidarité institutionnelle, c'est-à-dire par la volonté de chaque peuple ou de chaque État de favoriser la participation juste de tous au fonctionnement des institutions démocratiques à l'échelle globale, volonté qui se traduirait clairement dans l'attitude et l'action des dirigeants politiques. Ainsi les conditions de divers transferts entre États, comme la fameuse aide au développement ou les réputés prêts qui se font par la Banque mondiale ou le Fonds Monétaire International, seraient déterminées par les instances de la gouvernance démocratique globale et appliquées par des dirigeants politiques respectueux de cette même gouvernance. Cela annulerait les conséquences dramatiques des ajustements structurels et autres conditionnalités imposées par les institutions financières internationales.

La Société des peuples ainsi comprise est, à notre avis, une réponse ou une solution aux faiblesses du système international actuel.

---

<sup>360</sup> Monique Canto-Sperber, *op.cit.*, p.112.

## **Conclusion**

Au cours de ce dernier chapitre nous avons voulu présenter, comme aboutissement de notre réflexion, les grandes lignes de ce que nous suggérons comme nouveau paradigme africain des relations internationales. Au-delà du réalisme qui, en dépit de plusieurs tentatives d'harmonisation des relations internationales, continue de s'imposer comme paradigme dans les rapports interétatiques, nous avons envisagé une autre orientation à travers laquelle l'intégration des pays des Grands Lacs pourrait se faire de manière efficiente. C'est cette autre tendance que nous avons nommé paradigme transnationaliste solidaire. Contrairement au paradigme réaliste conforté par le système westphalien qui fait des États les seuls acteurs des relations internationales parce qu'ils sont souverains et indépendants, qui établit comme absolue la norme de non-intervention entre les souverainetés, ne reconnaît aux individus ni le droit ni le statut international et n'admet pas de pouvoir au-dessus des États ni de règles contraignantes qui s'appliquent à eux ; à l'opposé de la perspective excessivement communautarienne qui, en relations internationales, semble soutenir le relativisme moral et exclure toute possibilité ou tendance d'universalisation, fondant par conséquent la partialité nationale au détriment d'une compréhension plus large des obligations transnationales, le paradigme proposé épouse dans une certaine mesure les principes du cosmopolitisme avec comme point central la protection des droits individuels, mais sans exiger la disparition des États.

Afin de présenter ce nouveau paradigme, nous nous sommes posé trois questions dont la première a porté sur la problématique de l'État dans la région des Grands Lacs, la deuxième sur les conséquences de la compréhension qu'on a de la souveraineté et de l'importance du territoire face à la gouvernance globale et la troisième sur les conclusions qu'il convient de tirer en vue de permettre l'intégration des pays de la région africaine des Grands Lacs dans les relations internationales en tenant compte de l'éthique de la gouvernance démocratique globale. Les réponses à ces questions nous ont permis d'établir, à partir de l'analyse faite depuis le début de notre dissertation aussi bien du cadre rawlsien, du système onusien que de la situation complexe des États des Grands Lacs, que l'intégration efficiente de ces derniers dans les relations internationales passe par le dépassement de la logique réaliste westphalienne qui a servi de soubassement à la Conférence de Berlin sur le partage de



l'Afrique et à la naissance de l'État sur ce continent, la compréhension renouvelée de la souveraineté des États en rapport avec la déterritorialisation de la géopolitique, et la responsabilisation des hommes d'États comme acteurs politiques du changement. C'est à ces conditions que les pays des Grands Lacs pourraient faire partie de la réalisation, grâce à une réappropriation critique, de l'utopie rawlsienne de la *Société des peuples* en tant que regroupement des peuples organisés politiquement sur la base d'une conception politique particulière de la rectitude morale et de la justice que nous avons nommée, pour notre part, éthique de la gouvernance démocratique globale.

## Conclusion générale

S'inscrivant dans le champ de l'éthique des relations internationales, branche de la philosophie politique, notre travail s'est voulu une contribution à l'élaboration d'une réflexion normative sur les fondements et les principes de justice dans l'ordre international, c'est-à-dire sur la façon dont les États modernes, marqués par le phénomène de la diversité culturelle ou de la « multiculturalité », organisent politiquement les rapports qui les unissent les uns aux autres, spécialement, dans les institutions qui offrent à ces rapports leur structure de base. Pour mener à bien notre réflexion, deux prétextes nous ont servi de rampe de lancement. D'abord le cadre de pensée de John Rawls, particulièrement sa théorie de la justice telle qu'il l'a étendue aux relations internationales comme conception politique de la rectitude morale et de la justice dans son utopie de la *Société des peuples* et, ensuite, le cas empirique sur lequel s'est appliquée cette réflexion, à savoir la situation des pays de la région africaine des Grands Lacs dont l'intégration efficiente dans l'ordre internationale semble encore problématique.

Quelques questions ont orienté notre réflexion. Qu'est-ce que l'utopie rawlsienne change-t-elle à l'ordre mondial actuel? Ses principes fondent-ils une éthique susceptible d'améliorer les relations internationales? Quelle serait la place des pays africains, et plus spécialement ceux de la région des Grands Lacs, dans l'ordre mondial inhérent à ce projet?

Sept chapitres regroupés en trois grandes parties ont constitué l'ossature de notre dissertation et ont permis à notre effort réflexif de trouver réponses aux questions posées. La première partie a abordé, sous forme d'une grande introduction et comme un effort philosophique d'appropriation, la question de la pertinence de l'application de la pensée de John Rawls aux pays africains de la région des Grands Lacs. La deuxième partie a été consacrée à la critique de la pensée de John Rawls. Sans faire le tour de toutes les critiques formulées par nombre de commentateurs ayant réagi au projet rawlsien dès la publication de sa *Théorie de la justice*, nous nous sommes limité à la réaction de Charles Beitz, principalement, tout en faisant allusion à Thomas Pogge ainsi que, laconiquement, à d'autres

tenants du cosmopolitisme. Quant à la dernière partie, elle a constitué l'aboutissement de notre réflexion en faisant ressortir la particularité de notre étude à travers un effort de réaménagement et de réappropriation critique de la pensée rawlsienne ou, plus spécialement, de son utopie de la *Société des peuples*. En guise de conclusion, il nous semble indiqué de reprendre succinctement le contenu de chaque chapitre pour faire un bref résumé de l'ensemble de notre dissertation.

En vue de baliser le terrain de notre étude, nous avons tenu, sous le premier chapitre, à répondre à la question de savoir si la théorie de John Rawls, principalement conçue pour les sociétés démocratiques libérales, pouvait intéresser, de loin ou de près, les pays africains, spécialement ceux de la région des Grands Lacs. La réponse affirmative à cette question a fait surgir une autre question, celle de savoir quelles seraient les conditions de la réception ou de l'applicabilité de cette même théorie à la situation actuelle de ces pays. Pour y répondre, nous avons commencé, d'abord, par revisiter le procédé de représentation imaginé par Rawls à travers la *position originelle*, pour faire ressortir le fait qu'il est exclusif dans la mesure où il se limite aux seules sociétés dites bien ordonnées. Ensuite, nous avons analysé ce procédé exclusif en rapport direct avec la situation des pays africains des Grands Lacs pour imaginer ce que serait la place de ces derniers dans le processus de détermination des principes du *Droit des peuples*. Cela nous a permis d'établir que les pays de la région africaine des Grands Lacs connaissent une situation particulière qui n'est pas clairement et directement prise en considération dans le cadre rawlsien. Par conséquent, il s'est avéré qu'un réaménagement ou même un certain dépassement de ce cadre s'imposaient comme conditions de sa réception et de son applicabilité dans le contexte de la région des Grands Lacs, les possibilités ou les raisons de ce réaménagement et de ce dépassement étant, à notre avis, internes au cadre rawlsien lui-même. Donc, ce premier chapitre a conduit à la conclusion qu'en tant que démocraties en émergence, les pays des Grands Lacs auraient avantage autant à s'inspirer du cadre rawlsien qu'à s'en démarquer de manière critique afin de l'ajuster à la particularité de leur situation. Cela suppose qu'ils auraient la possibilité d'en faire dégager des perspectives auxquelles Rawls lui-même n'avait pas pensé, mais qui sont néanmoins favorables à leur développement et à la consolidation de leur démocratie.

Ayant constaté que la raison fondamentale de l'incompatibilité supposée entre le continent africain ou les pays des Grands Lacs et le projet de John Rawls est le fait qu'il s'avère difficile pour ces derniers de réussir véritablement l'instauration de la démocratie dans le fonctionnement de leurs institutions et la création d'une culture publique capable de renforcer ces institutions dans un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux; reconnaissant par ailleurs que ces pays d'Afrique connaissent une situation particulière faite de timides avancées et des ratés considérables dans leur processus de démocratisation en marche depuis un peu plus de deux décennies, il nous a semblé pertinent de tenir compte de ce fait et d'enrichir le cadre rawlsien en le mettant en dialogue avec cette particularité africaine. Pour faire suite au premier chapitre de notre réflexion, il nous a alors paru impérieux d'entreprendre, au deuxième chapitre, une analyse des causes du ralentissement ou des ratés du processus de la consolidation de la démocratie dans la région des Grands Lacs. C'est le cas de certaines pesanteurs qui empêchent, entre autres, la régularisation de la tenue des élections démocratiques, libres et transparentes, l'alternance au pouvoir et la stabilisation d'une économie pouvant favoriser un développement durable et le bien être social.

Ainsi dans un premier temps, nous avons établi un lien entre le passé colonial et la conception ou l'organisation du pouvoir en Afrique. Il en est découlé la conclusion selon laquelle l'administration coloniale a bel et bien façonné et influencé l'État postcolonial par ses méthodes fortes et son exploitation abusive des êtres humains. Elle a inspiré, en tant qu'unique modèle de gouvernance, l'autocratie que plusieurs dirigeants africains ont adoptée. Deuxièmement, nous avons présenté l'impact négatif de la situation économique générale de l'Afrique sur les pays des Grands Lacs. L'économie de ces derniers reste déterminée par certaines contraintes liées aussi bien à la position marginale du continent noir dans le marché mondial, à l'aide paradoxale des institutions financières internationales qu'à la patrimonialisation de l'économie par les détenteurs autocrates du pouvoir politique. Troisièmement, nous avons fait ressortir l'importance du rôle déterminant des dirigeants locaux dans la réussite ou l'échec du processus de démocratisation. Donc, les conséquences de la colonisation sur la conception du pouvoir, l'état lamentable de l'économie et la faiblesse du leadership local constituent, sans aucun doute, les causes majeures des ratés du processus de démocratisation et de la consolidation de la démocratie en Afrique et dans les Grands Lacs.

Le troisième chapitre a eu pour objectif de présenter notre démarche méthodologique en rapport avec celle de John Rawls qui nous a servi de cadre épistémologique. Rappelons que notre réflexion s'inscrit dans le domaine de la philosophie politique et, particulièrement, sous le registre de l'éthique des relations internationales. Donc, nous nous sommes préoccupé de clarifier le choix fait à ce sujet en établissant qu'il est réellement un exercice de philosophie politique. Comme tel, il ne peut se priver de l'apport de la science politique qui reste une des disciplines sœurs. Ainsi, c'est au carrefour de la comparaison et de la normativité que nous avons compris et repris à notre compte, de manière critique, l'effort réflexif de John Rawls en vue de faciliter une certaine confrontation dans l'effort d'évaluation des situations et des sociétés sur lesquelles a porté notre réflexion, confrontation dont l'objectif était de faire ressortir les similitudes et les différences afin de rechercher une explication adéquate à un ensemble de données constitutives de ces situations et sociétés pour enfin envisager de nouvelles perspectives dans la conception de l'éthique des relations internationales.

Cela nous a conduit, au premier point, à exposer les tâches de la philosophie politique selon John Rawls; au deuxième, il a été question de comprendre la démarche comparative telle que la science politique la perçoit; au troisième point, nous avons essayé d'établir un lien entre la démarche comparative et l'équilibre réfléchi de Rawls pour clarifier au quatrième point les termes de notre choix méthodologique comme une réappropriation de la démarche rawlsienne.

Le quatrième chapitre a abordé l'aspect critique de notre travail en présentant l'une des positions opposées à celle de John Rawls, spécialement la critique émise par Charles Beitz qui, interprétant la théorie de la justice de Rawls, en arrive à des conclusions dépassant les perspectives que ce dernier avait envisagées. Si pour John Rawls le cadre pertinent d'application des principes de justice et, particulièrement, de la justice distributive reste déterminé et limité par la structure de base de toute société conçue comme un système de coopération équitable entre citoyens libres et égaux, les théories contractualistes récentes, dont la théorie politique de Charles Beitz, font éclater ce cadre en établissant que l'État n'est pas le seul à offrir une structure de coopération sociale ou de réciprocité. Trois points nous ont

permis de présenter la différence de ces deux conceptions : nous avons commencé par rappeler, au premier point, que le cadre strict d'application de la justice d'après John Rawls reste la structure de base de la société, en démontrant ce qu'il en est concrètement de celle-ci et comment à travers l'évolution de la pensée de Rawls une certaine ouverture à l'échelle internationale a été envisagée, permettant ainsi de concevoir deux positions originelles; au deuxième point, nous avons présenté la position de Charles Beitz pour qui il y a lieu, au regard de l'interdépendance économique et politique entre les États, d'envisager un cadre de coopération sociale globale, pouvant effectivement tenir lieu et place de la structure de base, mais à l'échelle globale. Ce qui a posé ainsi la possibilité et la nécessité d'une position originelle s'étendant à la même échelle et rendant, par conséquent, possible la justice distributive dans ce même cadre élargi; enfin, au troisième point, nous avons rappelé la réplique de John Rawls limitant le cadre d'application de la justice au plan domestique et ce au nom du pluralisme et du principe de tolérance, et présentant le devoir d'aide comme réponse à la question de justice distributive au plan global.

Pour compléter l'aspect critique de notre thèse, nous avons exposé au chapitre cinq les reproches formulés à l'endroit de l'organisation des relations internationales en rapport avec la position ou la place du continent africain. En effet, la critique africaine des relations internationales a relevé sans conteste le déficit démocratique dont souffrent les grandes organisations internationales comme facteur défavorisant l'intégration des pays des Grands Lacs dans l'espace de coopération où chaque États devrait pourtant être reconnu comme partenaire et bénéficiaire ainsi de tous les avantages liés au respect du droit et de la justice dans l'égalité souveraine telle que le stipule, par exemple, la Charte des Nations Unies dans ses principes fondamentaux. Pour illustrer ce fait, nous nous sommes permis, d'abord, d'analyser le système onusien à travers le fonctionnement de certains de ses organes principaux, en présentant la genèse et l'importance de l'ONU ainsi que ses problèmes fondamentaux; nous avons, par la suite insisté sur la responsabilité du Conseil de sécurité et, particulièrement, sur le rôle quelque peu controversé de grandes puissances qui sont membres permanents de cet Organe majeur; enfin, nous avons démontré que les paradoxes du fonctionnement des organes de l'ONU et, particulièrement, le pouvoir excessif du Conseil de sécurité déterminent la nature des relations internationales à deux vitesses, consacrant ainsi la tendance réaliste

comme fondement philosophique et politique de la conception des rapports entre l'Afrique et ses partenaires occidentaux. L'opacité des relations de la France avec certains pays de la région des Grands Lacs nous a servi d'illustration.

Ce chapitre consacré à la critique a conduit à la conclusion selon laquelle le déficit démocratique, qui transparaît dans les rapports interétatiques et au sein des Organisations internationales comme l'ONU, semble être justifié, dans une certaine mesure, dans le projet de John Rawls qui nous a servi de prétexte dans notre réflexion. La catégorisation ou la hiérarchisation des sociétés qu'il fait et l'extension du *Droit des peuples* par étapes qui s'en suit ont nourri la critique au sujet de l'ethnocentrisme et de la limitation des droits de l'homme autant qu'elles ne permettent pas de trancher entre l'universalisme et le relativisme moral. Ces phénomènes ont malheureusement marqué l'histoire de la formation des États africains et ils encouragent encore aujourd'hui les causes du sous-développement dont souffrent ces États, causes aussi bien internes qu'externes dans la mesure où elles trouvent leurs protagonistes autant parmi les dirigeants de ces pays qu'au sein d'un petit cercle de certaines grandes puissances étrangères. Cela fait que l'Afrique et les pays africains de la Région des Grands Lacs recherchent encore leur place dans l'organisation des relations internationales. Cet état de fait a exigé, pour notre part, une autre conception des relations internationales basées sur une éthique et une géopolitique conséquentes. C'est la proposition à laquelle notre réflexion nous a permis d'aboutir. Les chapitres six et sept en ont repris la quintessence.

Au chapitre six, en vue de présenter ce qui d'après nous devrait être l'éthique de la gouvernance démocratique globale ainsi que la forme que pourraient prendre les structures de son déploiement, nous avons rappelé d'abord certains grands rendez-vous ayant permis aux États de penser à des solutions de coopération économique et politique caractéristiques d'un ordre mondial porteur d'espoir; ensuite, nous avons présenté les réformes et nouvelles initiatives proposées afin de corriger les erreurs et les faiblesses de cet ordre mondial de coopération; enfin, tenant compte des raisons du dépassement de l'ordre actuel de coopération et des limites du cadre de la théorie de John Rawls, nous avons présenté les grandes valeurs pouvant servir de fondement normatif aux structures d'une nouvelle gouvernance

démocratique globale, lesquelles structures représenteraient les trois pouvoirs traditionnels d'un régime démocratique aussi bien aux niveaux national et régional qu'à l'échelle globale. De là est ressorti le cadre dans lequel pourrait se faire, à notre avis, l'intégration efficiente des pays de la région africaine des Grands Lacs dans la géopolitique des relations internationales.

Ce cadre d'intégration a été présenté au septième et dernier chapitre comme nouveau paradigme africain des relations internationales. En effet, au-delà du réalisme qui, en dépit de plusieurs tentatives d'harmonisation des relations internationales, continue de s'imposer comme paradigme dans les rapports interétatiques, nous avons envisagé une autre orientation à travers laquelle l'intégration des pays des Grands Lacs pourrait se faire de manière efficiente. C'est cette autre tendance que nous avons nommé paradigme transnationaliste solidaire. Ce dernier — contrairement au paradigme réaliste conforté par le système westphalien, qui fait des États les seuls acteurs des relations internationales, établit comme absolue la norme de non-intervention entre les souverainetés, ne reconnaît aux individus ni le droit ni le statut international et n'admet pas de pouvoir au-dessus des États ni de règles contraignantes qui s'appliquent à eux ; à l'opposé de la perspective excessivement communautarienne qui, en relations internationales, semble soutenir le relativisme moral et exclure toute possibilité ou tendance d'universalisation, fondant par conséquent la partialité nationale au détriment d'une compréhension plus large des obligations transnationales — épouse dans une certaine mesure les principes du cosmopolitisme avec comme point central la protection des droits individuels, mais sans exiger la disparition des États.

Afin de présenter ce nouveau paradigme, nous nous sommes posé trois questions dont la première a porté sur la problématique de l'État dans la région des Grands Lacs, la deuxième sur les conséquences de la compréhension qu'on a de la souveraineté et de l'importance du territoire face à la gouvernance globale et la troisième sur les conclusions qu'il convient de tirer en vue de permettre l'intégration des pays de la région africaine des Grands Lacs dans les relations internationales. Les réponses à ces questions nous ont permis d'établir, à partir de l'analyse faite depuis le début de notre dissertation aussi bien du cadre rawlsien, du système onusien que de la situation complexe des États des Grands Lacs, que l'intégration efficiente de ces derniers dans les relations internationales passe par le dépassement de la logique



réaliste westphalienne qui a servi de soubassement à la Conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique et à la naissance de l'État sur ce continent, la compréhension renouvelée de la souveraineté des États en rapport avec la déterritorialisation de la géopolitique, et la responsabilisation des hommes d'États comme acteurs politiques du changement. C'est à ces conditions que les pays des Grands Lacs pourraient faire partie de la réalisation, grâce à une réappropriation critique, de l'utopie rawlsienne de la *Société des peuples* en tant que regroupement des peuples organisés politiquement sur la base d'une conception politique particulière de la rectitude morale et de la justice que nous avons nommée, pour notre part, éthique de la gouvernance démocratique globale. Cette dernière pourrait bien servir de cadre illustrant le pluralisme raisonnable, l'unité démocratique dans la diversité, la raison publique et la paix démocratique pour une juste *Société des peuples* ou une *Société des peuples solidaires*. Les pays des Grands Lacs n'auraient pas d'autre choix que d'y adhérer pour favoriser leur pleine intégration dans les relations internationales.

# Bibliographie

## A. Livres et articles

AKINDÈS, Francis, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris : Karthala, 1996.

AMIN, Samir, *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris : Minuit, 1973.

ARCHIBUGI, Daniele,

— « The Reform of the United Nations and Cosmopolitan Democracy », *Journal of Peace Research*, vol. 30, n° 3, 1993, pp. 301-315.

— « La démocratie cosmopolite et ses critiques : une analyse », dans *Raison publique*, n° 8, avril 2008, pp. 111-150.

AUDARD, Catherine, « John Rawls et le concept du politique », *Introduction à John Rawls, Justice et démocratie*, Paris : Seuil, 1993, pp. 13-33.

BADIE, Bertrand,

— *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris : Fayard, 1992.

— *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris : Fayard, 1995.

BADIE Bertrand et HERMET Guy, *La politique comparée*, Paris : Armand Colin, 2001.

BANÉGAS, Richard, « Enjeux et paradoxes de la démocratie en Afrique », dans *Questions internationales*, n°33, septembre-octobre 2008, pp. 51-57.

BEITZ, Charles,

— « Bounded Morality : Justice and State in the World Politics », dans *International Organisation*, 33-3 (1979), pp. 405-424.

— *Political Theory and International Relations*, Princeton: Princeton University Press, 1979 (1999, revised ed.).

- « International Distributive Justice », dans S. Luper-Foy (dir.), *Problems of International Justice*, Londres : Westview Press, 1988.
- « International Liberalism and Distributive Justice : A Survey of Recent Thought », dans *World Politics* 51-2 (1999).

BLONDEL, Jean, « Plaidoyer pour une conception oecuménique de l'analyse politique comparée » dans *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.1, n°1 (1994), pp. 5-18.

BEN HAMMOUDA Hakin et SADNI JALLAB Mustapha, *Le G20 et les défis de la gouvernance globale*, Bruxelles : De Boeck, 2011.

BOUCHARD Guy, GIROUX Laurent et LECLERC Gilbert, *L'utopie aujourd'hui*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1985.

BOURNIER Isabelle et POTTIER Marc, *Atlas de la Seconde Guerre mondiale*, Paris : Casterman, 2006.

BOUTROS-GHALI, Boutros,

- *Agenda pour la paix-Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix* (Rapport présenté par le Secrétaire général en juin 1992).
- « Peut-on réformer les Nations Unies? », dans *Pouvoirs*, 2004/2, n° 109, pp. 5-14.

BUCHANAN, Allen, « Rawls's law of Peoples : rules for a vanished Westphalian World », dans *Ethics*, Vol. 110, n° 4 (2000), pp. 697-721.

CALLAGHY, Thomas, *The State-Society Struggle: Zaïre in Comparative Perspective*, New York: Columbia University Press, 1984.

CANTO-SPERBER, Monique,

- *Le bien, la guerre et la terreur. Pour une morale internationale*, Paris : Plon, 2005.
- « Les fondements normatifs du cosmopolitisme », dans R. Chung et G. Nootens (dir), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, pp. 59-75.

CHANDRAN, Kukathas, « John Rawls », dans Monique Canto-Sperber (dir.), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, Tome 2, Paris : PUF, 1996, pp. 1624-1628.

CHAUMONT Charles et LAFAY Frédérique, *L'Organisation des Nations Unies*, (Quinzième édition mise à jour), Paris : PUF, 1997.

CHAUTARD, Sophie, *Dictionnaire de géopolitique*, Levallois-Perret : Studyrama, 2008.

CHAUVIER, Stéphane, « Libéralisme politique et universalisme juridique. Droits des gens et droits de l'homme selon John Rawls », dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, n°2.

CHUNG, Ryoa, « Critique de la théorie rawlsienne de la justice internationale d'un point de vue cosmopolitique », dans *Carrefour* 21-2 (1999), pp.69-96.

CHUNG Ryoa et NOOTENS Geneviève (dir.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010.

CLARK Grenville et SOHN Louis B., *World Peace through World Law*, Cambridge: Harvard University Press, 1966.

COLLIOT-THÉLÈNE, Catherine, « La fin du monopole de la violence légitime? », dans M. Coutu et G. Rocher (dir), *La légitimité de l'État et du droit. Autour de Max Weber*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005, pp. 23-46.

CORNEVIN, Robert, *Histoire de l'Afrique : des origines à la Deuxième Guerre mondiale*, Paris : Payot, 1970.

DANIELS, Norman, « Wide Reflective Equilibrium and Theory Acceptance », dans *The Journal of Philosophy*, n° 1 (1979), pp. 256-282.

DAVIDSON, Basil, *The Black Man's Burden, African and the Curse of Nation-State*, New York: Random House, 1992.

De LAME, Danielle, « Rwanda : recomposition et constructions », dans Éric Remacle, Valéry Rossoux et Léon Saur (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Des conflits à la paix ?*, Bruxelles : Éditions scientifiques internationales, 2007.

DELDIQUE, Pierre-Édouard,

— *Le mythe des Nations Unies. L'ONU après la guerre froide*, Paris : Hachette, 1994.

— *L'ONU, combien de divisions?*, Paris : Éditions Dagorno, 1994.

DUJARDIN, Vincent, ROSOUX, Valérie et De WILDE, Tanguy, *Léopold II. Entre génie et gêne. Politique étrangère et colonisation*, Bruxelles : Éd. Racine, 2009.

DUPUY, Jean-Pierre, « John Rawls, théoricien du multiculturalisme », dans *La pensée politique*, n°1, Gall/Seuil, mai 1993.

DUPUY, René-Jean, « A la recherche d'un nouvel ordre mondial ? », dans *Le Trimestre du monde*, 1992-1.

FALK R. et STRAUSS A., « Toward Global Parliament », dans *Foreign Affairs*, vol. 80, n° 1, 2001, pp. 212-220.

GANTET C., « Le tournant westphalien », dans *Critique internationale*, n° 9, octobre 2000, pp. 52-58.

GARRIGOU, Alain, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

GAZIBO, Mamoudou,

— *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique. Analyse institutionnelle et stratégique*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2005.

— *Introduction à la politique africaine*, 2<sup>e</sup> édition, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010.

GLASER Antoine et SMITH Stephen, *L'Afrique sans africains. Le rêve blanc du continent noir*, Paris : Stock, 1994.

GORDON, David, « On Promoting Democracy in Africa : the International Dimensions », dans Marina Ottaway (dir.), *Democracy in Africa, the Hard Road Ahead*, London, Lynne Rienner Publishers, 1997.

GUILLARME, Bertrand,

— *Y a-t-il des principes de justice pertinents hors des frontières des régimes démocratiques*, Avant-propos à John Rawls, *Le droit des gens*, Paris : Éditions Esprit, 1996.

— *Rawls et l'égalité démocratique*, Paris : PUF, 1999.

HARE, Richard Mervyn, « Rawls' Theory of Justice », dans *Reading Rawls. Critical Studies on Rawls' « A Theory of Justice »*, California : Stanford University Press, 1989, p. 81-107.

HELD, D., *Democracy and the Global Order*, Cambridge: Polity Press, 1995.

HERMET, Guy, *Aux frontières de la démocratie*, Paris : PUF, 1983.

HOBBS, Thomas, *Léviathan* (1651), Paris: Sirey, 1971.

HOCHSCHILD, Adam, *Les fantômes du roi Léopold II. Un holocauste oublié*, Paris : Belfond, 1998.

HOUART Francis et COOLSAET Rik, *L'Afrique subsaharienne en transition*, Les Dossiers du GRIP, n°2/1995.

JACKSON R. H. et ROSBERG C. G., « Why Africa's Weak States Persist: The Empirical and the Juridical in Statehood », dans *World Politics*, Vol. 35, n° 1, 1982, pp. 1-24.

JOURDE, Cédric, « Les grilles d'analyse de la politique africaine : la problématique de l'État », dans M. Gazibo et C. Thiriot, *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris : Karthala, 2009, pp. 43-70.

KASANDA LUMEMBU A., *John Rawls : les bases philosophiques du libéralisme politique*, Paris : L'Harmattan, 2005.

KAUL Inge, GRUNBERG Isabelle et STERN Marc, *Global Public Goods. International Cooperation in the 21st Century*, Oxford : Oxford University Press, 1999.

KIBEL' BEL OKA, Nicaise, *République démocratique du Congo: Histoire d'une guerre des frontières avec trois voisins*, Paris : L'Harmattan, 2006.

Ki-ZERBO, Joseph, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris : Hatier, 1974.

KLAUS-GERD, Giesen dans *L'éthique des relations internationales. Les théorie anglo-américaines*, Bruxelles : Établissements Émile Bruylant, 1992.

KYMLICKA, Will, *Les théories de la justice: une introduction*, Paris : La Découverte, 2003.

LACROIX, Jean-Yves,

— *L'utopie, philosophie de la nouvelle terre*, Paris : Bordas, 1994.

— *Un autre monde possible? Utopie et philosophie*, Paris : Bordas, 2004.

LAMY, Pascal, *La démocratie-monde. Pour une autre gouvernance globale*, Paris : Éditions du Seuil et La République des Idées, 2004.

LYNN KARL Terry et SCHMITTER Philippe, Les modes de transition en Amérique Latine, en Europe du Sud et de l'Est, dans *Revue internationale des sciences sociales*, n° 128 (1991), pp. 285-302.

LYNN KARL, Terry, « Economic Inequality and Democratic Instability », dans *Journal of Democracy*, Vol. 2, n°1 (2000), p. 149-155.

MANN, Michael,

— *The Sources of Social Power*, Vol 2, Cambridge: Cambridge University Press, 1993.

— « Has Globalization Ended the Rise and Rise of the Nation-State ? », dans *Review of International Political Economy*, vol. 4, n° 3, 1997, pp. 472-496.

MAPLE, David R., « The contractarian Tradition and International Ethics », dans Terry Nardin, David R. Maple (dir), *Tradition of International Ethics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992.

MARCHAL, Jules, *Travail forcé pour le rail : l'histoire du Congo 1910-1945*, Tome 2, Borgloon-Belgique : Éditions Paula Bellings, 2000, p. 243-317.

MARCHAL, Roland, « De nouveaux modes de règlement des conflits », dans *Questions internationales*, n°33, septembre-octobre 2008, pp. 41-48.

MARTIN, Hans-Peter et SCHUMANN, Herald, *Le piège de la mondialisation. L'agression contre la démocratie et la prospérité*, Arles : Actes Sud, 1997.

MATOUK, Jean, *Mondialisation, altermondialisation*, Toulouse : Éditions Milan, 2005.

MAURY, Jean-Pierre, « Le système onusien », dans *Pouvoirs*, 2004/2, n° 109, pp. 27-39.

MBEMBE, Achille, *De la post colonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, (seconde édition) Paris : Karthala, 2000.

MBONDA, Ernest-Marie, *John Rawls, droit de l'homme et justice politique*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008.

MÉDARD, Jean-François,

— « L'État patrimonialisé », *Politique africaine*, n° 39 (1990), pp. 25-36.

— (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris : Karthala, 1991.

MÉNY Yves et SUREL Yves, *Politique comparée. Les démocraties, Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie*, Paris : Éd. Montchrestien, 2009.

MICHAUD, Jean, « La France en 1715. La Monarchie absolue » dans *Histoire: 1715-1870 la formation du monde moderne*, Paris : Librairie Hachette, 1966, p.4-13.

MIGDAL, Joel, *Strong Societies and weak States : State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton : Princeton University Press, 1988.

MOSS, Todd, « U.S. Policy and Democratization in Africa : The Limits of Liberal Universalism », dans *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 33, n° 2, 1995, pp. 189-209.

NADEAU, Christian, *Justice et démocratie. Une introduction à la philosophie politique*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2007.

NAGEL, Thomas,

— « Poverty and Food : Why charity is not enough », dans P.G. Bwown et H. Shue (dir.), *Food Policy. The Responsibility of the United States in the Life and Death Choices*, New York : The Free Press, 1977, pp. 54-61.

— *Égalité et partialité*, Trad. de Claire Beauvillard, Paris : PUF, 1994.

NIMUBONA, Julien, « De l'accord d'Arusha aux élections de 2005 : le processus de paix au Burundi. Entre espoirs et inquiétudes », dans Éric Remacle, Valéry Rossoux et Léon Saur (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Des conflits à la paix ?*, Bruxelles : Éditions scientifiques internationales, 2007.

NOZICK, Robert, *Anarchie, État et Utopie*, Paris : PUF, 1988.



PAYE, Olivier, *L'ONU et la sécurité internationale, ( Les dossier du GRIP)*, n°174 Oct. 1992.

PERRIN, Delphine, *La Cour internationale de Justice et l'Afrique*, Tome 2, Aix-en-Provence : Presse Universitaires d'Aix-Marseille, 2005.

PESNOT, Patrick, *Les dessous de la francafrique. Les dossiers secrets de monsieur X*, Paris : Nouveau Monde éditions, 2011.

PETTIT, Philip, « Rawls's Peoples », dans Rex Martin and David A. Reidy, *Rawls's Law of Peoples. A Realistic Utopia?*, Malden, MA : Blackwell Publishing, 2006, pp. 38-55.

PIAGET, Jean, *Épistémologie des sciences humaines*, Paris : Gallimard, 1964.

PLEYERS, Geoffrey, *Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme. De Porto Alegre à Nairobi*, Louvain-La-Neuve : Academia-Bruylant, 2007.

POGGE, Thomas W.,

— *Realizing Rawls*, New York: Cornell University Press, Ithaca, 1990.

— « An Egalitarian Law of Peoples », dans *Philosophy and Public Affairs*, 23-3(1994), pp. 195-224.

— « Do Rawls's Two Theories of Justice Fit Together? », dans Rex Martin et David A. Reidy, *Rawls's Law of Peoples. A Realistic Utopia?*, Malden, Blackwell Publishing, 2006, pp. 206-225.

POURTIER, Roland, « Des sociétés en mutation », dans *Questions internationales*, n°33, septembre-octobre 2008, pp. 7-17.

PRZEWORSKI, Adam, « Some Problems in the Study of Transition to Democracy », dans Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead (dir.), *Transition from Authoritarian Rule : Southern Europe*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.

RATZEL, Friedrich,

— *Être et devenir du monde organique*, 1869.

— *Anthropogéographie*, Stuttgart : Engelhorn, 1882.

— *Géographie politique*, Paris : Éditions régionales européennes, 1988 (1<sup>re</sup> éd. parue en 1897).

RAWLS, John,

- *A Theory of Justice*, Cambridge: Harvard University Press, 1971.
- *Théorie de la justice*, Paris: Seuil, 1987.
- *Justice et démocratie*, Paris : Seuil, 1993.
- *Libéralisme politique*, Paris : PUF, 1995.
- *Le droit des gens*, Paris : Éditions Esprit, 1996.
- *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, Montréal : Les Éditions du Boréal, 2006.
- *La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice*, Paris : La Découverte, 2008.
- *Leçons sur l'histoire de la philosophie morale*, Paris : La Découverte, 2008.

RENO, W., *Warlord Politics and African States*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1998.

REYNTJENS, Filip, *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris : L'Harmattan, 1999.

RICOEUR, Paul, « John Rawls : de l'autonomie morale à la fiction de contrat social », dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, n°3(Juillet-Septembre 1990), pp. 367-384.

RODNEY, Walter, *How Europe Underdeveloped Africa*, Détroit : Howard University Press, 1972.

SALAMÉ, Ghassan, *Appels d'empire : ingérence et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris : Fayard, 1996.

SCHMITTER, Philippe, « Comparative Politics » dans J. Krieger (dir.), *The Oxford Companion to Politics of the World*, Oxford: Oxford University Press, 1993.

SEILER, Daniel-Louis,

- « Science politique, comparaison et universaux ou ce que comparer veut dire », dans *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 1, n°1(Avril 1994), pp. 91-110.
- *La méthode comparative en science politique*, Paris : Armand Colin, 2004.

SEN, Amartya, « Positional objectivity », dans *Philosophy and Public Affairs*, Vol.22 n°2, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1993, pp. 126-145.

SEYMOUR, Michel, « Le nationalisme cosmopolitique : des citoyens du monde et des nations sans frontières », dans Ryoa Chung et Geneviève Nootens (dir.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, pp. 221-239.

SHULL SHIN, Doh, « On the Third Wave of Democratization : A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research », dans *World Politics*, Vol. 47, octobre 1994, pp. 135-170.

SINDJOUN, Luc,

— *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris : Karthala, 2002.

— « L'Afrique au prisme des relations internationales », dans M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris : Karthala, 2009, pp. 319-341.

SINDZINGRE, Alice, « Conditionnalités démocratiques, gouvernementalité et dispositif du développement en Afrique », dans Sophia Mappa (dir.), *Développer par la démocratie? Injonctions occidentales et exigences planétaires*, Paris : Karthala, 1995.

SUR, Serge, « Le Conseil de sécurité : blocage, renouveau et avenir », dans *Pouvoirs* 2004/2, n° 109, pp. 61-74.

TESON, Fernando R., « The Rawlsian Theory of International Law », dans *Ethics and International Affairs*, n° 9 (1995), pp. 79-99.

THUCYDIDE, *Guerre du Péloponnèse*, trad. Par R. Weil, Paris : C.U.F., 1969.

VAN DE WALLE, Nicolas, *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001.

VAN PARIJS, Philippe., « Introduction : la double originalité de Rawls », dans J. Ladrière et P. Van Parijs (dir.), *Fondements d'une théorie de la justice. Essais critiques sur la philosophie politique de John Rawls*, Louvain-La-Neuve, Éditions de l'Institut Supérieur de Philosophie, 1984.

WEBER, Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris : Fayard, 1983.

WEBER, Max,

- *Économie et société*, Paris : Plon, tome 1, 1971.
- *Le savant et le politique*, Paris : Éd. La Découverte, 2003.

WEINSTOCK, Daniel,

- « Saving Democracy from Deliberation », dans R. Beiner et W. Norman (dir.), *Canadian Political Philosophy*, Oxford : Oxford University Press, 2001.
- « Comment susciter l'émergence du demos mondial », dans R. Chung et G. Nootens (dir.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, pp. 241-261.

WESSELING, Henri, *Le partage de l'Afrique 1880-1914*, (Traduit par Patrick Grilli), Paris : Éditions Denoël, 1996.

YOUNG, Crawford, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven : Yale University Press, 1994.

ZARTMANN, W. (éd.), *L'effondrement de l'État. Désintégration et restauration du pouvoir légitime*. Paris : Nouveaux horizons, 1997.

## **B. Autres textes**

Acte général de la Conférence de Berlin. Sur <http://www.africamaat.com/L-Acte-general-de-la-Conference-de>

BOISBOUVIER, Christophe, « 50 ans après, la Françafrique bouge encore ». Publié sur <http://www.rfi.fr/contenu/20091225-50-ans-apres-francafrique-bouge-encore>.

BRUN, Mathilde, « Le Conseil de Sécurité de l'ONU : l'impossible réforme », publié le 26 Nov. 2011. <http://suite101.fr/article/le-conseil-de-securite-de-lonu--impossible-reforme-a32654>.

Constitution de la République Démocratique du Congo, dans *Journal officiel de la République Démocratique du Congo*, 47<sup>ème</sup> année, numéro spécial, Kinshasa-18 fév. 2006.

Constitution de la République du Burundi du 18 mars 2005. Sur [http://www.bi.undp.org/election2010/doc/constitution\\_rpburundi.pdf](http://www.bi.undp.org/election2010/doc/constitution_rpburundi.pdf)

Constitution de la République du Rwanda du 4 juin 2003. Sur <http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Rwanda.pdf>

MORE, Thomas, *L'utopie ou le Traité de la meilleure forme de gouvernement (1516)*, sur [http://classiques.uqac.ca/classiques/More\\_thomas.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/More_thomas.html)

#### ORGANISATION DES NATIONS UNIES,

- Charte des Nations Unies.  
Sur [http://www.unesco.org/education/nfsunesco/pdf/CHART\\_F.PDF](http://www.unesco.org/education/nfsunesco/pdf/CHART_F.PDF).
- « 60 réalisations de l'ONU qui ont changé le monde », publié par le Département de l'information des Nations Unies – 55147 – DPI/2405 – octobre 2005 – 5M., sur [www.un.org/french/events/unday/2005/60wayF.pdf](http://www.un.org/french/events/unday/2005/60wayF.pdf)
- MONUC, « Politique de tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels : La MONUC plus vigilante que jamais ». Sur <http://www.monuc.org/news>; <http://www.un.org/apps/news>.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, New York : Éd. ECONOMICA, 1994. Sur [http://hdr.undp.org/en/media/hdr\\_1994\\_fr\\_contenu.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/hdr_1994_fr_contenu.pdf)
- Rapport du Bureau des Nations Unies aux Droits de l'Homme BNUDH/MONUC, *La situation des droits de l'homme en RDC*, MONUC, Kinshasa, 2007.
- Rapport du Secrétaire général, *Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous*, A 59/2005, &168.

SMITH, Stephen dans le journal *Le Monde* du 5 mai 2001.